



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats



Le mardi 9 décembre 1986

Vol. 29 - No 74

Président : M. Pierre Lorrain

QUÉBEC

Table des matières

Affaires courantes

Présentation de projets de loi

Projet de loi 159 - Loi modifiant le Code de procédure civile et le Code civil concernant le dépôt volontaire	4993
M. Herbert Marx	4993

Projet de loi 162 - Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture	4993
M. Herbert Marx	4993

Projet de loi 161 - Loi sur les mines	4994
M. Raymond Savoie	4994
Renvoi à la commission de l'économie et du travail pour consultation particulière	4994

Projet de loi 270 - Loi concernant City and District Land & Development Co. Ltd	4994
Renvoi à la commission du budget et de l'administration	4995

Dépôt de documents

Rapport annuel du ministère du Travail	4995
Rapport annuel du Protecteur du citoyen	4995

Dépôt de rapports de commissions

Étude détaillée du projet de loi 135 - Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales et la Loi sur les impôts	4995
---	------

Étude détaillée du projet de loi 126 - Loi modifiant la Loi concernant les environs du Parc du Mont-Sainte-Anne	4995
---	------

Dépôt de pétitions

Requêtes demandant de faire respecter la Charte de la langue française	4995
--	------

Questions et réponses orales

Conséquences du projet de taxe de 15 % sur le bois d'oeuvre	4996
Les études sur la valeur des actifs de Cambior	4998
Les négociations avec les employés dans les secteurs public et parapublic	5000
Fraude fiscale dans le commerce des produits pétroliers	5002
Pourparlers avec les investisseurs américains au sujet du développement hydroélectrique	5002
La réforme de la formation professionnelle au secondaire	5003
Politique gouvernementale au sujet des jeunes assistés sociaux	5004

Mise aux voix de la motion proposant la scission du

projet de loi 142 - Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux	5006
---	------

Avis touchant les travaux des commissions	5006
---	------

Affaires du jour

Projet de loi 157 - Loi modifiant la Loi sur le cinéma

Adoption du principe	5007
Mme Lise Bacon	5007
M. André Boulerice	5009
Mme Christiane Pelchat	5015
M. Gérald Godin	5016
Mme Lise Bacon (réplique)	5018
Renvoi à la commission de la culture	5020

Table des matières (suite)

Projet de loi 138 - Loi sur le ministère du Solliciteur général et modifiant diverses dispositions législatives	
Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	5020
M. Claude Filion	5020
M. Gérard Latulippe	5021
Adoption	5021
Projet de loi 131 - Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation et modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation	
Adoption du principe	5021
M. Claude Ryan	5021
M. Jean-Pierre Jolivet	5031
Mme Joan Dougherty	5041
Mme Jeanne L. Blackburn	5042
Mme Madeleine Bleau	5045
Mme Cécile Vermette	5046
Projet de loi 137 - Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec	
Adoption du principe	5048
M. André Bourbeau	5048
M. Roger Paré	5050
Projet de loi 142 - Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux	
Reprise du débat sur l'adoption du principe	5058
Mme Violette Trépanier	5058
Mme Cécile Vermette	5059
M. Roger Paré	5063
M. François Gendron	5067
M. Robert Middlemiss	5070
M. Hubert Desbiens	5073
M. Jean-Pierre Jolivet	5076
Mme Louise Harel	5080
Mme Monique Gagnon-Tremblay	5084
M. Gérald Godin	5086
M. André Boulerice	5087
Mme Carmen Juneau	5090
Mme Joan Dougherty	5091
Ajournement	5093

Abonnement: 40 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 0,75 \$ - Index: 5 \$

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé au

Service de la distribution des documents parlementaires
Assemblée nationale du Québec
1060, rue Conroy (rez-de-chaussée)
Québec G1R 5E6
Tél. (418) 643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0709-3632

Le mardi 9 décembre 1986

(Dix heures sept minutes)

M. Herbert Marx

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!
Un moment de recueillement!
Veuillez vous asseoir!
Aux affaires courantes, déclarations ministérielles.
Présentations de projets de loi. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Article b, M. le Président.

Projet de loi 159

Le Président: À l'article b, M. le ministre de la Justice présente le projet de loi 159, Loi modifiant le Code de procédure civile et le Code civil concernant le dépôt volontaire.

M. le ministre de la Justice.

M. Herbert Marx

M. Marx: Merci, M. le Président. Ce projet de loi modifie le Code de procédure civile afin de mieux définir les droits et obligations des parties en matière de dépôt volontaire, de préciser les règles de procédure applicables et de permettre aux travailleurs autonomes de se prévaloir du dépôt volontaire. Il effectue en outre une modification de concordance à l'article 2224 du Code civil.

Le Président: L'Assemblée accepte-t-elle de se saisir de ce projet de loi?

Une voix: Adopté.

Une voix: Avec empressement.

Le Président: Adopté? M. le leader de l'Opposition?

M. Chevette: Adopté.

Le Président: Adopté.

M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Article d, M. le Président.

Projet de loi 162

Le Président: À l'article d, au feuillet, M. le ministre de la Justice, responsable de la Protection du consommateur, présente le projet de loi 162, Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture.

M. le ministre de la Justice.

M. Marx: Merci, M. le Président. Ce projet de loi a principalement pour objet d'assurer la protection des sommes versées par les acheteurs d'arrangements préalables de services funéraires et de sépulture. Il s'applique, notamment, aux directeurs de funérailles et aux exploitants de cimetières, à l'exclusion des cimetières religieux. Ce projet de loi oblige les vendeurs de services funéraires et de sépulture à déposer, dans un compte en fidéicommiss auprès d'une institution financière, 90 % du prix des biens et services qui doivent être fournis au décès de l'acheteur. Ce projet prévoit qu'une fois ainsi déposées, ces sommes ne pourront être retirées par le vendeur que sur production d'un certificat de décès et d'une preuve que les biens et les services ont été fournis. Ce projet prévoit également que les revenus du compte en fidéicommiss, jusqu'à concurrence de l'indice des prix à la consommation, sont conservés annuellement dans le compte, le surplus pouvant être retiré par le vendeur.

Il crée également, pour les fonds en fidéicommiss, une fiducie en faveur des acheteurs ce qui, en cas de déconiture du vendeur, met ces fonds à l'abri des créanciers de ce dernier.

Ce projet prévoit qu'un contrat d'arrangements préalables de services funéraires ou de sépulture conclu par vente itinérante peut être résolu dans les trente jours sans pénalité.

À l'expiration de ce délai ou lorsque le contrat n'a pas été conclu par vente itinérante, l'acheteur pourra résoudre unilatéralement son contrat moyennant une pénalité équivalant à 10 % du prix du contrat non déposé en fidéicommiss. L'acheteur recevra alors 90 % du prix du contrat indexé au coût de la vie. - J'achève, M. le Président. - Ce droit de résolution ne s'appliquera pas aux sépultures, c'est-à-dire aux lots de cimetière ou aux niches de columbarium, non plus qu'aux biens déjà livrés telle une pierre tombale.

Ce projet prévoit aussi diverses autres obligations pour les vendeurs telles que l'obligation dans les cas prévus à la loi de détenir un permis de directeur de funérailles en vertu de la Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35) et l'obligation de conclure des contrats écrits contenant une ventilation de tous les biens et services offerts de même que leur prix respectif.

Ce projet prévoit enfin, dans la mesure où y est définie, des mesures analogues de

protection pour les fonds perçus avant l'entrée en vigueur de la loi. Merci, M. le Président.

Une voix: Bravo!

Le Président: L'Assemblée accepte-t-elle de se saisir de ce projet de loi? Si je comprends bien, adopté. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Article c, M. le Président.

Projet de loi 161

Le Président: À l'article c du feuillet, M. le ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones présente le projet de loi portant le no 161, Loi sur les mines. M. le ministre.

M. Raymond Savoie

M. Savoie: Merci, M. le Président. Ce projet de loi refond et remplace la Loi sur les mines. Il a principalement pour objet de régir les modalités d'allocation des droits miniers délivrés sur les substances minérales et les réservoirs souterrains faisant partie du domaine public.

Le projet de loi édicte que les substances minérales et les réservoirs souterrains sont propriété de la couronne. Par ailleurs, il préserve les droits acquis sur ces biens en vertu des lois antérieures.

Le projet de loi établit, en outre, certaines règles relatives à la gestion des substances minérales. Ces règles s'appliquent à toute personne qui effectue une activité minière. Elles traitent notamment de la production de plans, rapports et registres, de l'obligation de respecter certaines mesures de protection, de l'instauration d'une mesure de récupération optimale des substances minérales et de diverses approbations requises pour l'emplacement des infrastructures minières. Le projet de loi prévoit que certaines décisions du ministre peuvent faire l'objet d'un appel à la Cour provinciale.

En ce qui concerne les sanctions administratives, le ministre dispose d'un pouvoir de suspension des droits miniers en plus du pouvoir de révocation. Le projet limite à une année la possibilité qu'un "claim" soit révoqué pour inobservation des procédures de jalonnement.

Le projet de loi révoque en faveur de la couronne le droit aux réservoirs souterrains ne faisant pas partie du domaine public. Le projet de loi régit en outre l'enregistrement des droits miniers réels et immobiliers. Merci, M. le Président.

Le Président: L'Assemblée accepte-t-elle de se saisir de ce projet de loi?

Une voix: Adopté.

Le Président: Adopté.

M. Gratton: M. le Président.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

Renvoi à commission de l'économie et du travail pour consultation particulière

M. Gratton: Je voudrais à ce moment-ci, à l'égard de ce projet de loi, faire motion pour que la commission de l'économie et du travail procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi 161, Loi sur les mines et pour que le ministre délégué aux Mines soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

J'indiquerai, à titre d'information, que nous avons transmis à l'Opposition une liste des invités susceptibles de venir témoigner devant la commission et qu'au cours des prochains jours et après discussion avec l'Opposition, nous déposerons la liste définitive des organismes qui seront entendus et nous indiquerons, avant l'ajournement des fêtes, la date à laquelle cette commission pourrait se réunir pour procéder à ces consultations particulières.

Le Président: Si je comprends bien, cette motion est adoptée.

Une voix: Adopté.

Le Président: Adopté.
M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Article f, M. le Président.

Projet de loi 270

Le Président: À l'article f au feuillet, j'ai reçu le rapport du Directeur de la législation portant sur un projet de loi d'intérêt privé. Le Directeur de la législation a constaté que tous les avis ont été publiés et qu'ils sont conformes au projet de loi.

J'aimerais déposer ledit rapport du Directeur de la législation.

À l'article f au feuillet, M. le député de Taillon présente le projet de loi privé portant le no 270, Loi concernant City and District Land & Development Co. Ltd. L'Assemblée accepte-t-elle de se saisir de ce projet de loi?

Des voix: Aie! Aie! Aie!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Adopté? Adopté.

M. le leader du gouvernement.

Renvoi à la commission du budget et de l'administration

M. Gratton: Je voudrais faire une motion de renvoi du projet de loi à la commission du budget et de l'administration et pour que le ministre délégué aux Finances en soit membre pour que la commission soit présidée par un président de séance.

Une voix: Adopté.

Le Président: Motion de renvoi adoptée? Adopté.
Dépôt de documents.
M. le ministre du Travail.

Rapport annuel du ministère du Travail

M. Paradis (Brome-Missisquoi): M. le Président, je dépose le rapport annuel 1985-1986 du ministère du Travail.

Le Président: Rapport déposé.

Rapport annuel du Protecteur du citoyen

J'ai également un rapport. J'aimerais déposer le rapport du Protecteur du citoyen pour l'année 1985. Rapport déposé.

Rapports de commissions. M. le président de la commission du budget et de l'administration et député de Vanier.

Étude détaillée du projet de loi 135

M. Lemieux: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission du budget et de l'administration qui a siégé le 4 décembre 1986 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 135, Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales et la Loi sur les impôts. Le projet de loi a été adopté.

Le Président: Rapport déposé.

M. le président de la commission de l'aménagement et des équipements et député de Gouin.

Étude détaillée du projet de loi 126

M. Rochefort: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 5 décembre 1986 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 126, Loi modifiant la Loi concernant les environs du Parc du Mont-Sainte-Anne. Ce projet de loi a été adopté.

Le Président: Rapport déposé.

Dépôts de pétitions. Mme la députée de Maisonneuve.

Requêtes demandant de faire respecter la Charte de la langue française

Mme Harel: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée par 101 pétitionnaires, résidents du comté de Bourget, invoquant les faits suivants: Que la Charte de la langue française a toujours fait l'objet d'un large consensus au sein de la population du Québec, que le gouvernement fait subir de multiples reculs à la langue française au Québec et que le nombre de violations de la Charte de la langue est en croissance, et concluant à ce que l'Assemblée nationale du Québec demande au gouvernement de faire respecter dans son esprit et dans sa lettre la Charte de la langue française, et de cesser de favoriser de multiples façons le recul de la langue française au Québec.

Le Président: Pétition déposée.

Toujours aux dépôts de pétitions, M. le député de Saint-Jacques.

M. Boulerice: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer l'extrait d'une pétition adressée à cette Assemblée par 101 personnes, résidentes et résidents...

Des voix: ...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Boulerice: J'ai l'honneur de déposer, M. le Président, l'extrait d'une pétition adressée à l'ensemble de l'Assemblée nationale par 101 pétitionnaires, résidentes et résidents, travailleuses et travailleurs du comté de Saint-Jacques invoquant, M. le Président, les faits suivants...

Des voix: ...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Boulerice: Que la Charte de la langue française a toujours fait l'objet d'un large consensus au sein de la population du Québec; que le gouvernement fait subir de multiples reculs...

Des voix: ...

Le Président: S'il vous plaît: M. le député de Saint-Jacques.

M. Boulerice: M. le Président, j'ai l'honneur de tenter de déposer, malgré l'obstruction, l'extrait d'une pétition adressée à cette Assemblée...

Le Président: Non, non. Cela allait. Vous reprenez où vous étiez rendu, M. le député de Saint-Jacques.

M. Boulerice: ...invoquant donc les faits suivants: que la Charte de la langue française a toujours fait l'objet d'un large consensus au sein de la population du Québec, que le gouvernement a fait subir de multiples reculs à la langue française au Québec et que le nombre de violations de la Charte de la langue est en croissance; et concluant à ce que l'Assemblée nationale du Québec demande au gouvernement de faire respecter dans son esprit et dans sa lettre la Charte de la langue française et de cesser de favoriser, de multiples façons, le recul de la langue française au Québec.
(10 h 20)

Le Président: Pétition déposée. M. le député de Gouin.

M. Rochefort: Oui, M. le Président. J'ai aussi l'honneur de déposer l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée par 101 pétitionnaires résidents...

Le Président: À l'ordre:

M. Rochefort: M. le Président, est-ce qu'on peut y aller?

Le Président: Oui, M. le député de Gouin.

M. Rochefort: Oui. Alors, résidents du comté de Laurier invoquant les faits suivants: Que la Charte de la langue française a toujours fait l'objet d'un large consensus au sein de la population du Québec, que le gouvernement fait subir de multiples reculs à la langue française au Québec et que le nombre de violations de la Charte de la langue est en croissance; et concluant à ce que l'Assemblée nationale du Québec demande au gouvernement de faire respecter dans son esprit et dans sa lettre la Charte de la langue française et de cesser de favoriser, de multiples façons, le recul de la langue française au Québec.

Le Président: Pétition déposée.

Ce matin, il n'y aura pas d'intervention portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel.

Avant de procéder à la période de questions et réponses orales, j'avise immédiatement tous les membres de cette Assemblée que nous devons procéder à un vote sur la motion de scission... Si vous me permettez. Immédiatement après la période de questions, nous allons procéder au vote qui a été reporté sur le projet de loi 142, c'est-à-dire la motion de scission présentée hier soir.

Période de questions. M. le chef de l'Opposition, question principale.

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

Conséquences du projet de taxe de 15 % sur le bois d'œuvre

M. Johnson (Anjou): M. le Président, on

sait que l'industrie du bois de sciage et l'industrie forestière au Québec représentent environ 250 000 emplois, des milliards de dollars en ce qui a trait aux activités économiques d'exportation et des milliers d'entreprises dans ce secteur. On sait que la menace des droits compensatoires de 15 % imposée par le gouvernement américain soulève en ce moment beaucoup d'inquiétude dans cette industrie, au point notamment où la compagnie Donohue annonçait récemment, dans le cas de ses installations à Roberval, des fermetures temporaires de ses quatre usines de bois de sciage, en invoquant notamment le phénomène de l'engorgement du marché à la suite de l'imposition annoncée par le gouvernement américain d'un droit de 15 %.

On sait aussi que le gouvernement canadien, avec le plein accord du gouvernement du Québec, le plein accord du premier ministre du Québec, est en train de négocier le retrait de ces droits compensatoires américains aux fins d'imposer cette fois une taxe canadienne de 15 %, et on apprenait vendredi dernier que l'industrie américaine continue, elle, de réclamer 25 % concernant l'imposition canadienne. Le Canada, par ailleurs, a vu cette industrie déjà refuser 10 % et on est en ce moment dans une ronde d'enchères aux taxes sur ce plan.

Le Président: Votre question, s'il vous plaît.

M. Johnson (Anjou): Face à une attaque aussi évidente du droit souverain de gérer notre forêt, nos richesses naturelles, il me semble qu'il y aurait une alternative, soit la bataille juridique qui peut être faite à cette décision américaine, ce que suggèrent d'ailleurs l'Association canadienne des industries forestières, l'Association des industries forestières du Québec, l'Association des manufacturiers de bois de sciage et l'Association nationale du Canada de l'industrie du bois de sciage.

Le Président: Votre question, M. le chef de l'Opposition.

M. Johnson (Anjou): Est-ce que le premier ministre peut nous indiquer pourquoi il a choisi d'appuyer une position de négociation qui va à l'encontre des demandes faites par toute l'industrie de la forêt au Québec et au Canada?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: M. le Président, le chef de l'Opposition reprend la même question que la semaine dernière. Je vais essayer

d'apporter des éléments nouveaux dans ma réponse. J'ai expliqué clairement pourquoi nous avons opté - avec tous les autres premiers ministres, à l'exception de l'Ontario - pour cette formule. Le chef de l'Opposition est au courant de l'annonce, par le ministre délégué aux Forêts, de droits de coupe additionnels de 8,5 % pour fins de reboisement. Le chef de l'Opposition est également au courant que, dans le contexte actuel, nous consommons plus que nous ne produisons, que l'approvisionnement se fait au-delà de ce que la forêt produit. Donc, il faut - et l'ancien gouvernement en était tout à fait conscient - avoir des politiques de reboisement. Ceci comporte un coût.

Donc, pour l'intelligence de la question, je dis au chef de l'Opposition que, s'il faut imposer 8,5 % et que, de surplus, parce que nous voulons faire une bataille juridique dont le résultat ne pourrait être connu que dans trois ou quatre ans, il faut accepter 15 % du côté américain, 15 % et 8 %, cela fait 23 %. Donc, la situation serait nettement pire que celle que nous devons supporter aujourd'hui.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Johnson (Anjou): Est-ce que le gouvernement tient pour acquis, est-ce que le premier ministre tient donc pour acquis que toute négociation avec les Américains en ce qui concerne l'industrie forestière au Québec, incluant les droits de coupe déjà prévus dans les projets de loi présentés par son ministre, devrait impliquer au maximum 15 %?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: M. le Président, lorsque nous avons discuté de cette question, il y a deux ou trois semaines à Vancouver, nous en sommes venus à la conclusion que le gouvernement canadien, avec l'accord des provinces, à la suite d'une discussion entre M. Baldrige et Mme Carney, avait comme objectif ces 15 % qui nous paraissent réalistes.

C'est évident que nous pourrions avoir une chance de gagner la bataille juridique dans trois ou quatre ans. Mais, entre-temps, cela voudrait dire une surtaxe cumulative de 15 % de la part des Américains et des pertes de revenus de centaines et de centaines de millions sans avoir de garanties, comme je le disais au chef de l'Opposition, sans avoir de garanties que, même si nous gagnons, il n'y aurait pas, au Sénat américain, au Congrès américain, de nouvelles formules pour protéger leur industrie forestière. De nouvelles formules... Il y a toutes sortes de barrières non tarifaires qui nous placeraient dans la même

situation défavorable après avoir perdu des centaines et des centaines de millions de revenus et après avoir compromis l'essor de l'industrie forestière avec des surtaxes de 23 %.

Donc, ce que je dis au chef de l'Opposition, c'est que l'entente ou les discussions entre les deux ordres de gouvernement se situe autour de 15 % et, si mon information est bonne, il n'y a absolument aucune intention de changement de la part des négociateurs canadiens sur cette question.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Johnson (Anjou): Pour l'intelligence de la réponse, est-ce que le premier ministre - je repose ma question - peut me dire si, pour lui, le produit final de ce qui devrait être imposé à l'industrie québécoise dans le cadre de ces négociations canado-américaines sera de 15 % maximum, incluant les droits de coupe aux fins du financement de la sylviculture?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: M. le Président, je crois avoir répondu à la question. Nous avons fixé comme objectif, 10 %, quoique, sur le plan théorique, on admet que le Canada a une excellente cause, qu'on avait le choix entre trois options: la lutte juridique, l'accord de suspension qui risquait de créer un précédent et l'accord de cessation, si je peux dire. C'est celui pour lequel nous travaillons.

Nous avons comme objectif, 10 %. Finalement, après discussion avec le secrétaire au Commerce et Mme Carney, on en est venu à 15 %. Le ministre du Commerce extérieur a contribué d'une façon remarquable à toutes ces discussions avec d'autres ministres des autres provinces canadiennes. Donc, on en est venu à un consensus de 15 %.

On trouve que la cause canadienne est absolument défendable. On est d'accord avec cela, sauf qu'on a à faire face à un partenaire américain qui a un déficit du commerce extérieur, après dix mois, de 167 000 000 000 \$. Je donne un chiffre au chef de l'Opposition. Il y a un déficit du commerce extérieur américain de 167 000 000 000 \$, en dépit d'une dévaluation de 40 % par rapport à d'autres monnaies. Je lui ai déjà répondu cela la semaine dernière.

Toutefois, comme il y a forcément - je le dis également au député de Duplessis; s'il veut me poser des questions, il est également le bienvenu - un décalage dans l'application des dévaluations, le résultat concret, est qu'on peut prévoir, en toute logique économique, qu'il devrait y avoir une

baisse du déficit du commerce extérieur dans les prochains mois et, comme résultat une réduction des pressions protectionnistes auprès du Congrès américain.
(10 h 30)

Il y a des rencontres aujourd'hui à Ottawa.

Le Président: En conclusion, M. le premier ministre.

M. Bourassa: Oui, juste quelques secondes, M. le Président. Il y a des rencontres aujourd'hui à Ottawa entre le président du comité des finances du Sénat américain et le premier ministre du Canada. Alors, ce contexte devrait permettre d'atteindre cet objectif de 15 % qui est très élevé pour le Québec. Mais entre payer 15 % au trésor américain et avoir 15 % de revenus pour les fonds publics pour les gouvernements canadien et provinciaux, la situation convenue nous paraît nettement préférable.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, est-ce que le premier ministre pourrait nous dire si, dans les mandats qu'il a donnés à son ministre pour les fins de s'entendre avec le gouvernement fédéral qui délèguera des équipes qui auront des mandats avec les Américains pour l'industrie québécoise, le point de chute de cette entente signifie 15 % incluant les droits de coupe de 8,5 % majorés déjà?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: M. le Président, cela fait trois fois que je réponds. Cela fait trois fois que je réponds que l'entente convenue - Mme Carney, à la Chambre des communes, a répondu également - était de 15 %. Qu'est-ce que veut de plus le chef de l'Opposition.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Johnson (Anjou): 15 % de taxes additionnelles imposées dans le cadre d'une entente avec versement, oui ou non, du produit plus ou moins conditionnel aux provinces de la part du fédéral, plus les droits de coupe du Québec ou l'un et l'autre.

Une voix: Voyons donc!

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: Je vais dire ce que j'ai dit depuis le début de la semaine dernière. Que le chef de l'Opposition relise les réponses que j'ai données. C'est évident. J'ai

dit, dans ma première réponse à la question du chef de l'Opposition - le chef de l'Opposition peut faire le calcul - que ce serait 23 %, si on décidait d'aller faire une lutte juridique à Washington. Donc, si on décide de ne pas faire de lutte juridique, c'est 15 %. Cela comprend donc les 8 %. Est-ce qu'il faut que je donne une règle de calcul au chef de l'Opposition?

M. Gratton: Cela va prendre un tableau.

Le Président: Question additionnelle, M. le chef de l'Opposition.

M. Johnson (Anjou): Donc, est-ce que le chef du gouvernement, aujourd'hui, le 9 décembre 1986, nous affirme bel et bien qu'en aucune façon, après le résultat de la négociation avec les Américains, l'industrie québécoise ne se fera imposer, au titre des droits de coupe et de la nouvelle taxe, plus de 15 %?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: Pour la cinquième fois, je dis que l'entente convenue entre le gouvernement canadien et le gouvernement américain était de 15 % et que, forcément, puisque je parlais de 23 % s'il n'y avait pas d'entente, cela comprend les 8,5 %.

Le Président: M. le député de Bertrand, question principale.

Les études sur la valeur des actifs de Cambior

M. Parent (Bertrand): M. le Président, hier, le ministre délégué à la Privatisation acceptait de déposer à cette Assemblée l'étude de la firme McNeil Mantha, après plusieurs demandes de l'Opposition. Jeudi, le ministre a affirmé en cette Chambre à propos de ce rapport: Je sais que l'information contenue dans cette étude pourrait affecter négativement d'autres sociétés cotées en Bourse. Vendredi, le 5 décembre, il disait aussi: Ce document remet en question d'autres sociétés minières au Québec. Si vous voulez absolument faire du tort à certaines sociétés minières de l'Ungava et de l'Abitibi, vous en porterez la responsabilité. Or, le document déposé hier est un document de huit pages concernant l'étude faite par la firme McNeil Mantha et il n'est fait aucune mention de sociétés minières cotées en Bourse, autres que celle identifiée dans la transaction. Ma question au ministre délégué à la Privatisation est la suivante: Est-ce qu'il y a d'autres études ou si, à cette étude déposée hier, il y a des annexes qui n'ont pas été déposées ou si ce document est le document complet sur lequel

vous vous appuyez?

Une voix: Bravo!

Le Président: M. le ministre délégué à la Privatisation.

M. Fortier: M. le Président, je crois qu'en cette Chambre, il existe une coutume d'agir en gentilshommes entre nous. Hier, j'ai indiqué très clairement les motifs qui m'ont porté à faire la déclaration que j'ai faite. J'ai indiqué que je croyais qu'il y avait des annexes. Mes hauts fonctionnaires, mes conseillers m'avaient dit... En fin de semaine, j'ai pris la peine de vérifier tous les documents. Je croyais qu'il y avait des annexes, j'avais été porté à croire qu'il y avait des annexes. C'est le motif qu'on m'avait donné. J'ai indiqué très clairement, hier, qu'après avoir fait une vérification personnelle de tous les documents, pas seulement de celui-là, mais des autres documents dont vous m'aviez demandé le dépôt, il me faisait plaisir de les déposer et, en conséquence, je demandais et je demande encore aujourd'hui au député de prendre ma parole. Il y a un article, M. le Président, vous le savez - je crois que c'est l'article 35.6 - qui dit clairement que les députés de cette Chambre doivent prendre la parole de ceux qui s'expriment en cette Chambre. J'ai indiqué les motifs qui m'ont poussé, hier, à faire le dépôt de ce document et je demande encore aujourd'hui au député de Bertrand de prendre ma parole et d'accepter les explications que je lui ai données hier.

Le Président: M. le député de Bertrand, en additionnelle.

M. Parent (Bertrand): En additionnelle, M. le Président. Est-ce que le ministre est en train de nous confirmer que l'étude de huit pages de McNeil Mantha est l'étude sur laquelle son gouvernement, le ministère des Finances, s'est appuyé pour contrer les 50 000 000 \$ de différence entre les deux études de McLeod dont il était question la semaine passée?

Le Président: M. le ministre délégué à la Privatisation.

M. Fortier: Ceux qui ont une quelconque expérience dans le domaine financier savent que les études ou les documents qui proviennent de maisons de réputation comme celle de McNeil Mantha, qui est une maison de courtage très spécialisée dans le domaine minier en particulier, savent très bien que les recommandations peuvent nous venir dans une page ou deux. Ce n'est pas l'épaisseur des documents qui fait l'importance des recommandations. McNeil Mantha a fait

l'évaluation qui avait été faite par McLeod Young and Weir et vous devez en avoir une copie vous-même, de cette étude de McLeod Young and Weir, parce que le document de McLeod Young and Weir a été déposé auprès d'au moins trois ministres de votre gouvernement au mois d'octobre dernier. Donc, vous êtes en possession de ces documents.

McNeil Mantha a fait l'étude de ce document et a conclu justement, après en avoir fait une étude exhaustive, que l'évaluation qui devait être faite était une évaluation beaucoup moindre que celle de l'évaluation révisée de McLeod Young and Weir, donc, une évaluation de 158 000 000 \$. Ce que j'aimerais dire, pour ceux qui nous écoutent - et je crois que le député devrait comprendre - c'est que lorsqu'on met une maison en vente, on peut fort bien faire faire une évaluation et obtenir un prix de 225 000 \$. On peut faire faire une autre évaluation du même évaluateur, six mois plus tard, qui, sur la foi de renseignements nouveaux, peut faire une évaluation moindre, soit de 170 000 \$. Nous avons demandé à un troisième évaluateur de nous faire une évaluation et il nous a dit que la maison Cambior valait 158 000 \$.

Vous avez compris, M. le Président, j'utilise des chiffres de 158 000 \$, 170 000 \$ et 225 000 \$. Je crois que c'est une très bonne explication. Si vous multipliez ces chiffres par mille, vous arrivez à des millions de dollars. Tout le monde sait qu'on peut faire faire des évaluations pour sa maison mais, le test véritable, c'est lorsqu'on la vend. Lorsqu'on la vend, on sait pertinemment si le prix obtenu était adéquat et si l'évaluation était rigoureuse. Dans ce cas-ci, nous avons l'assurance que le prix que nous avons obtenu, après une négociation serrée...

Le Président: M. le ministre, en conclusion.

M. Fortier: ...était le prix juste pour la valeur de Cambior.

Le Président: M. le député de Bertrand, en additionnelle.

M. Parent (Bertrand): En additionnelle. Puisque le ministre nous confirme que l'étude McNeil Mantha est l'étude sur laquelle son ministère s'est appuyé, comment le ministre peut-il concilier qu'à l'intérieur de l'étude de McNeil Mantha, à la page 3 des 8 pages, on nous dit que la raison fondamentale pour laquelle on révisé à la baisse de 50 000 000 \$, c'est parce que les réserves de la mine Doyon à ciel ouvert seront épuisées dès la fin de 1987 et, à la page 13 de l'étude qui a été rendue publique concernant Cambior, le prospectus, nous confirme, en juillet 1986, que les plans

d'exploitation actuelle de la mine à ciel ouvert seront épuisés à la fin de 1989?

Le Président: Question.
(10 h 40)

M. Parent (Bertrand): Comment le ministre peut-il concilier que la base sur laquelle s'appuie la firme McNeil Mantha indique que la mine sera épuisée à la fin de 1987 et que, lorsqu'on publie le prospectus, on mentionne que c'est à la fin de 1989?

Le Président: M. le ministre délégué à la Privatisation.

M. Fortier: M. le Président, je crois que ces deux commentaires, ces deux extraits dont vient de faire état le député indiquent qu'au mois de mars ou d'avril les experts s'entendaient pour dire que les prévisions en ce qui concerne la mine Doyon étaient négatives. Il m'a posé une question hier en ce qui a trait à l'explication du fait qu'on a augmenté dernièrement la production ou le traitement du minerai à la mine Doyon elle-même. J'ai encore fait des vérifications ce matin. La raison en est bien simple, le député devra en prendre connaissance, c'est que, tout dernièrement, il y a deux mois, des forages ont été faits dans la partie ouest de la mine. Ces forages n'étaient pas connus en mars, avril et mai. On doutait qu'il y avait, dans la partie ouest, une teneur accrue ou des réserves accrues, mais ce n'était pas prouvé.

Le député saura que, lorsqu'on dépose un prospectus à la Commission des valeurs mobilières, on ne peut faire état de données qui ne sont pas prouvées et que c'est tout récemment que ces forages dans la partie ouest de la mine Doyon ont confirmé certaines expectatives qui permettent maintenant à la mine d'accentuer, d'une part, l'exploitation de la mine et, d'autre part, de traiter en surface et de faire un investissement qui, semble-t-il, permettra une rentabilité accrue.

Ce sont donc des faits nouveaux qui permettent à la direction de Doyon - comme vous le savez, la mine Doyon est gérée par une firme de Toronto qui s'appelle Lac Minerals - d'attendre et de produire une meilleure performance que celle qui a été décrite dans le prospectus.

Le Président: En additionnelle, M. le député de Bertrand.

M. Parent (Bertrand): Est-ce que ce n'est pas exactement le contraire des propos du ministre, qui se produit? Le prospectus, que j'inviterais le ministre à lire à la page 13, mentionne exactement qu'en 1985 la mise en valeur de la zone ouest... On mentionne tous les détails à propos de ça. Déjà en 1983, 1984, 1985... La question vise à savoir

si ce n'est pas exactement le contraire de ce que le ministre vient d'affirmer à propos de ce qu'on retrouve dans le prospectus de juillet 1986?

Le Président: M. le ministre délégué à la Privatisation.

M. Fortier: M. le Président, je n'ai pas la prétention d'être ingénieur minier. Je ne crois pas que le député puisse prétendre non plus être un expert minier. Je lui dis que les experts miniers s'entendaient au mois de mars pour présenter un prospectus à la Commission des valeurs mobilières qui, elle aussi, a des experts qui scrutent les prospectus déposés. On sait qu'il y a une vingtaine d'années, il y avait des abus criants dans la prétention qui était faite par certains promoteurs de certaines mines. On sait qu'aujourd'hui la Commission des valeurs mobilières est très rigoureuse dans l'étude des prospectus. La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario a elle-même fait une étude attentive du prospectus de Cambior et a été satisfaite de la véracité des énoncés du prospectus.

Le Président: M. le député d'Abitibi-Ouest en principale.

Les négociations avec les employés des secteurs public et parapublic

M. Gendron: Le président du Conseil du trésor a déclaré hier qu'il était toujours optimiste, et ça, c'est depuis au moins une année dans le cas des négociations, quant à la possibilité d'arriver à un règlement négocié puisque, disait-il, écoutez bien ceci: "Tous les éléments nécessaires sont sur la table de négociation." Ma question est très simple: Est-ce que le président du Conseil du trésor considère qu'il est respectueux des faits en affirmant une telle hypothèse?

Le Président: M. le président du Conseil du trésor.

M. Gobeil: M. le Président, j'ai déclaré hier que tous les éléments d'un règlement nous semblaient être à la table de négociation ou avoir été discutés en exploration avec les parties syndicales, et je continue à maintenir cet état de fait.

Le Président: M. le député d'Abitibi-Ouest, en additionnelle.

M. Gendron: Oui, je le sais, après la principale, c'est en additionnelle. Est-ce que...

Le Président: Non! Un autre article du règlement dit aussi qu'avant de s'adresser à cette Chambre il faut avoir été reconnu.

C'est ce que je voulais faire.

M. le député d'Abitibi-Ouest, en additionnelle.

M. Gendron: Merci, M. le Président. Est-ce que l'offre de 5 % et 6 % pour la deuxième et la troisième année a été déposée aux tables de négociation, oui ou non?

Le Président: M. le président du Conseil du trésor.

M. Gobeil: M. le Président, nous négocions dans le cadre de la loi 37, et la loi 37 ne prévoit pas, à ce stade-ci, d'offres pour l'année 1987 ni pour l'année 1988.

Le Président: M. le député d'Abitibi-Ouest.

M. Gendron: Est-ce que le président du Conseil du trésor souhaite toujours un règlement négocié avant la période de Noël?

Le Président: M. le président du Conseil du trésor.

M. Gobeil: Oui, M. le Président, et très fortement.

Le Président: M. le député d'Abitibi-Ouest.

M. Gendron: En additionnelle.

Le Président: En additionnelle.

M. Gendron: Comment le président du Conseil du trésor peut-il espérer un règlement global négocié s'il exige toujours une acceptation de l'ensemble des dépôts de 1986 avant d'ouvrir quoi que ce soit pour les deux autres années de négociation?

Le Président: M. le président du Conseil du trésor.

M. Gobeil: M. le Président, si les règlements de cette Chambre me permettaient de poser des questions au député d'Abitibi-Ouest, je pourrais lui retourner la question. En ce qui concerne les règlements de 1986...

Une voix: Cela va venir bien plus vite que vous ne le pensez.

M. Gobeil: ...j'ai mentionné, M. le Président...

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît;

M. Gobeil: ...que nous étions prêts à

recevoir des offres pour les années 1987 et 1988 à la condition qu'une entente de principe ait cours sur les négociations ou sur les sujets faisant partie de la discussion pour l'année 1986.

M. Gendron: Le ministre ne croit-il pas...

Le Président: M. le député d'Abitibi-Ouest, en additionnelle.

M. Gendron: Merci, M. le Président. Le ministre ne croit-il pas qu'il augmente, malheureusement, en ce qui nous concerne, ses chances de finir les présentes négociations par des décrets en s'obstinant systématiquement à ne pas faire de dépôt aux tables de négociation?

Le Président: M. le président du Conseil du trésor.

M. Gobeil: Non, M. le Président. Le ministre ne croit pas cela et ne croit pas que le gouvernement actuel a des leçons à recevoir de l'ancien gouvernement, si on se rappelle ce qui s'est passé en 1982.

Des voix: Bravo!

Le Président: M. le député d'Abitibi-Ouest.

M. Gendron: Une dernière question additionnelle. Je ne veux pas avoir la cassette de 1982 parce que c'est eux qui avaient toutes les solutions pour savoir comment négocier.

Une voix: C'est vrai.

M. Gendron: C'est eux autres...

Le Président: Votre question, M. le député.

M. Gendron: C'est Mme la vice-première ministre qui nous faisait un beau discours en...

Des voix: Question.

Le Président: Vous n'êtes pas obligé de commencer par "est-ce que", mais j'attends encore la question. M. le député d'Abitibi-Ouest.

M. Gendron: Est-ce que le président du Conseil du trésor considère que, lorsqu'il affirmait tantôt qu'il veut un règlement avant Noël, la meilleure chance d'y arriver, c'est, finalement, de faire des dépôts sur les vrais problèmes qui restent encore en suspens aujourd'hui? M. le président du Conseil du trésor, quand allez-vous faire de nouveaux

dépôts aux tables de négociation sur les questions fondamentales?

Le Président: M. le président du Conseil du trésor.

M. Gobeil: M. le Président, permettez-moi de dire au député d'Abitibi-Ouest que j'admire son calme et j'espère qu'il continuera à le garder malgré la situation difficile. Par contre, M. le Président, je peux vous affirmer, et je l'ai dit plusieurs fois, que les négociations se déroulent et doivent se dérouler aux tables de négociation. Elles se déroulent très bien aux tables de négociation. Elles évoluent très bien dans le sens d'un règlement et, M. le Président, je suis toujours confiant que nous pourrions en arriver à des règlements négociés avant la fin de 1986.

Le Président: Je vais maintenant reconnaître un député de la formation ministérielle. M. le député de Sherbrooke.

Fraude fiscale dans le commerce des produits pétroliers

M. Hamel: M. le Président, à la suite des réponses obtenues la semaine dernière du ministre du Revenu, nous lisions, dans **La Presse** d'hier, que le gouvernement fédéral aussi s'intéresse au commerce frauduleux des produits pétroliers. J'aimerais savoir, ce matin, du ministre du Revenu quelle est sa réaction concernant l'aspect de ce dossier fédéral-provincial.

Le Président: M. le ministre du Revenu.

M. Gratton: M. le Président, j'ai pris connaissance moi aussi des articles du journal **La Presse** d'hier... Je ne sais pas pourquoi on rigole de l'autre côté, M. le Président. C'est un travail qui aurait dû être enclenché depuis longtemps au ministère du Revenu de tenter de contrer la fraude dans le domaine de la taxe sur les carburants. Là, comme dans bien d'autres domaines, le gouvernement antérieur n'a rien fait. Or, M. le Président, je ne vois pas ce qu'il y a de drôle à ce que le gouvernement actuel prenne ses responsabilités en la matière.
(10 h 50)

Je prenais donc connaissance hier de dépêches en provenance d'Ottawa disant que, du côté du fédéral, on estime - et je cite l'article du journal - à des sommes de l'ordre de 500 000 000 \$ les taxes qui échappent au gouvernement fédéral et au gouvernement provincial par le biais de cette pratique frauduleuse dans le domaine des carburants. Or, je constate, M. le Président, que du côté d'Ottawa les douanes s'apprentent à porter des accusations contre les importateurs illégaux de carburant. Je ne

puis que me réjouir que, du côté du fédéral, on ait l'intention de faire les mêmes efforts que nous faisons au gouvernement provincial pour faire en sorte que non seulement les sommes dues aux deux paliers gouvernementaux soient payées mais surtout pour faire en sorte que, pour ceux qui font les frais de ces pratiques frauduleuses, c'est-à-dire l'ensemble des contribuables québécois, cette pratique prenne fin et que nous puissions disposer de ces sommes pour les répartir plus équitablement.

M. le Président, je dirai que, quant à nous, les relations entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial en cette matière sont excellentes. Cela aussi, c'est assez nouveau, compte tenu de la pratique de l'ancien gouvernement, et nous entendons collaborer de toutes les manières possibles pour faire en sorte qu'un effort concerté des deux paliers de gouvernement donne les résultats désirés.

Le Président: M. le député de Roberval, question principale.

Pourparlers avec des investisseurs américains au sujet du développement hydroélectrique

M. Gauthier: Je vous remercie, M. le Président. Récemment, dans les journaux de fin de semaine, on apprenait qu'Hydro-Québec a maintenant un "fan club" à New York composé de courtiers en investissements et que ces gens se réjouissent à l'idée de retirer d'énormes commissions des prêts qu'ils pourront consentir à Hydro-Québec.

Ma question s'adresse au ministre de l'Énergie et des Ressources. J'aimerais qu'il nous indique de façon plus précise si les derniers pourparlers qu'il a eus avec des investisseurs américains concernant le développement hydroélectrique du nord du Québec concernaient la phase II de la Baie-James ou si cela concernait la deuxième Baie-James, si chère à son chef?

Le Président: M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

M. Ciaccia: M. le Président, en ce qui concerne le financement du projet de la Baie-James, ce n'est pas le ministre de l'Énergie et des Ressources qui s'en occupe. Les pourparlers que j'ai avec les Américains se situent au niveau des négociations pour des contrats pour s'assurer que nous allons pouvoir développer la phase II de la Baie-James pour le bénéfice de tous les Québécois.

J'inviterais le député de Roberval à poser sa question sur le financement possible et toutes les implications au premier ministre qui, lui, a été à New York discuter avec les financiers les possibilités du finan-

cement de la phase II de la Baie-James.

Le Président: M. le député de Roberval, question additionnelle.

M. Gauthier: M. le Président, ma question s'adressera donc au vrai ministre de l'Énergie et des Ressources. J'aimerais qu'il nous indique si les discussions, les plus récents pourparlers avec les Américains portent sur la Baie-James, phase II, tel que planifié par Hydro-Québec ou si les pourparlers portent sur la deuxième Baie-James, projet qui lui est si cher?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: Je réfère le député à mon volume sur cette question.

Le Président: M. le député de Roberval, question additionnelle.

M. Gauthier: M. le Président...

Le Président: À l'ordre! À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Roberval, question additionnelle.

M. Gauthier: M. le Président, est-ce que le premier ministre pourrait m'expliquer comment ce volume, écrit il y a deux ans, pourrait répondre à la question que je lui pose maintenant concernant les derniers pourparlers avec les Américains?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: Ces pourparlers étaient prévus dans le volume, M. le Président.

Le Président: M. le député de Roberval. S'il vous plaît! M. le député de Roberval, question additionnelle.

M. Gauthier: M. le Président, j'aimerais que le premier ministre confirme s'il est exact, à ce moment-là, que les pourparlers portent sur le complexe NBR et sur le harnachement de rivières sur la Côte-Nord du Québec pour 12 000 mégawatts?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: M. le Président, tout cela est clairement expliqué. Tout dépend de l'ampleur des contrats.

Le Président: M. le député de Roberval, en additionnelle.

M. Gauthier: Est-ce que le premier ministre peut nous indiquer si les hausses de tarifs dont parlent les Américains pour les Québécois sont aussi prévues dans son volume?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: M. le Président...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît: À l'ordre, s'il vous plaît: M. le premier ministre, vous avez la parole.

M. Bourassa: Les hausses de tarifs qui pourraient survenir seraient considérablement moins élevées que celles de 15 %, 16 % et 17 % que vous avez vous-mêmes établies.

Le Président: M. le député de Roberval, en additionnelle.

M. Gauthier: Est-ce que le premier ministre oserait nous dire de son siège que les hausses de tarifs d'Hydro-Québec de 15 %, 16 % et 18 % ne sont pas directement reliées à la réalisation de son grand rêve la Baie-James, phase 1?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: Je voudrais renvoyer le député de Roberval à une déclaration d'un de ses anciens collègues, ministre de l'Énergie et des Ressources, je crois, le 22 novembre 1978, qui disait, dans le Journal des débats que, si on avait opté pour le nucléaire en 1972 au lieu de l'hydraulique, cela aurait coûté 44 %, 10 000 000 000 \$ de plus aux Québécois que l'option de la Baie-James.

Le Président: M. le député de Laviolette, question principale.

La réforme de la formation professionnelle au secondaire

M. Jolivet: Merci. Le ministre de l'Éducation déposait en juin dernier son plan d'action sur la formation professionnelle, plan d'action qui fait un large consensus dans le monde scolaire. Nous apprenions, il y a quelque temps, que le ministre de l'Éducation avait subi un refus de la part du président du Conseil du trésor quant à son plan d'action. Nous apprenions lors des engagements financiers, il y a près de deux semaines, que le ministre de l'Éducation devait utiliser tout son poids pour changer, au Conseil des ministres, la décision du Conseil du trésor. Comme les commissions scolaires...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît:

M. Jolivet: Comme les commissions scolaires ont besoin de connaître d'ici la fin de décembre, pour le mettre en application en septembre prochain, ce nouveau plan d'action, est-ce que le ministre peut nous dire, premièrement, s'il a réussi au Conseil des ministres à renverser la décision du

Conseil du trésor et, si oui, quand va-t-il l'annoncer?

Le Président: M. le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science. M. le ministre, vous avez la parole. À l'ordre, s'il vous plaît: À l'ordre!

M. Ryan: Je voudrais tout d'abord remercier le député de Laviolette de nous rappeler que l'éducation est un souci qui intéresse encore l'Opposition, parce qu'il y a assez longtemps que nous n'en avons pas entendu parler. Je le remercie d'avoir soulevé le sujet qui a fait l'objet de sa question, c'est-à-dire la réforme de la formation professionnelle au secondaire et je veux l'assurer que, d'ici à la fin du mois de décembre, les commissions scolaires et les milieux intéressés sauront clairement à quoi s'en tenir au sujet du projet qui demeure à l'étude pour l'instant, que nous essayons de raffiner le mieux possible et au sujet duquel les décisions appropriées seront annoncées dans un avenir très prochain.

Le Président: M. le député de Laviolette, en additionnelle.

M. Jolivet: Dans la réponse qu'il nous donne, le ministre est-il bien conscient que, malgré tout ce qu'il a dit lorsqu'il était dans l'Opposition, ces délais occasionnent pour les commissions scolaires de graves difficultés quant à l'organisation scolaire pour l'année 1987-1988?

Le Président: M. le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science.

M. Ryan: J'en suis d'autant plus conscient, M. le Président, que, quand nous avons pris le pouvoir, à la fin de décembre dernier, j'ai hérité d'une situation remplie de confusion à ce sujet à laquelle il a fallu remédier au début de l'année en accélérant considérablement les choses. Je vais assurer le député que notre intention, c'est de mettre à la disposition des commissions scolaires, dans l'avenir, l'instruction annuelle pour l'organisation des écoles avant la fin de l'année civile qui précède le début de l'année scolaire suivante. Pour cette année, l'instruction sera adressée aux commissions scolaires dès le début de l'année 1987, comme nous le leur avons laissé entendre depuis déjà plusieurs mois d'ailleurs.

Le Président: M. le député de Laviolette, en additionnelle.
(11 heures)

M. Jolivet: Dans le document qu'il rendra public, est-ce que le ministre a considéré l'ensemble des répercussions sur le corps professoral et aussi quant au

perfectionnement de ces gens qui sont des personnes âgées en particulier?

Le Président: M. le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science.

M. Ryan: Je veux assurer le député de Laviolette que cette dimension du projet a fait l'objet d'études approfondies, non seulement au point de vue du nombre d'enseignants qui seront requis tant du côté de la formation générale que du côté de la formation professionnelle, mais aussi sous l'angle des programmes de recyclage et de perfectionnement qu'il faudra mettre en oeuvre pour que tout fonctionne normalement.

Le Président: Mme la députée de Chicoutimi, en principale.

Politique gouvernementale au sujet des jeunes assistés sociaux

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. En réponse à une motion de censure en cette Chambre, hier, le premier ministre disait avoir tenu la plupart de ses engagements. Je dois reconnaître que c'est en partie exact. Il a amnistié les "illégaux". Il s'apprête à régulariser la situation de quelque 25 000 jeunes dans les écoles protestantes françaises qui apprennent l'anglais au 1er cycle. Il a accordé aux riches une réduction d'impôt. Ceux qui ont un revenu d'à peu près 100 000 \$ se voient...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Mme Blackburn: ...retourner environ 1300 \$, ce qui réduit à peu près à zéro leur contribution à la caisse électorale du Parti libéral. Il s'apprête également...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!.
À l'ordre, s'il vous plaît! Votre question, Mme la députée de Chicoutimi.

Mme Blackburn: Le gouvernement s'apprête également à reconnaître un réseau anglais dans les services de santé et les services sociaux. Le premier ministre peut-il nous dire comme il a accordé la priorité à l'électorat anglophone et ceux de l'ouest de Montréal, quand il entend tenir ses engagements à l'endroit des jeunes assistés sociaux? Est-ce que le premier ministre peut nous dire si dans les mesures temporaires qu'il s'apprête à prendre en attendant la réforme de l'aide sociale, il entend recommander pour les jeunes la parité de l'aide sociale, qu'elle passe de 162 \$ par mois à 454 \$, c'est-à-dire le revenu qui est accordé aux aînés?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: M. le Président, je ne relèverai pas toutes les affirmations contraires à la vérité, pour prendre une expression parlementaire de la députée de Chicoutimi. Je pourrais quand même lui signaler que, pour ce qui a trait à la caisse électorale, on n'a pas reçu nous, de M. Malenfant, des contributions supérieures à ce que la loi permet. C'est ce qu'on sait.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Bourassa: M. le Président, je voudrais dire à la députée de Chicoutimi que, pour ce qui a trait également aux réductions d'impôt aux plus riches, nous n'avons fait qu'appliquer le budget de votre ancien collègue, M. Duhaime. Est-ce qu'on peut demander à l'Opposition un minimum de cohérence?

Même chose pour le réseau aux anglophones: engagement solennel du chef de l'Opposition l'année dernière par loi, uniquement en anglais à part cela, au congrès d'Alliance Québec. Moment historique, selon M. Michael Goldbloom, à la suite des déclarations...

Je sais que le chef de l'Opposition n'aime pas se faire rappeler des vérités comme celles-là, M. le Président.

Des voix: Bravo! Bravo!

M. Bourassa: En parlant de trahison d'engagements, vous êtes mal placés pour nous faire des leçons! Alors, ce que je dirais à la députée de Chicoutimi, c'est qu'hier...

Je veux simplement rappeler quelques faits puisque la députée de Chicoutimi s'est permis de faire plusieurs affirmations contraires à la vérité sur la caisse électorale, sur la question des engagements et sur les politiques du gouvernement. J'aurai l'occasion d'en parler dans les prochains jours, lorsqu'on discutera de la Société d'investissement jeunesse qui a connu, comme l'a dit le ministre responsable de la Sécurité du revenu, une baisse très notable des jeunes chômeurs, une baisse de 3 %, de 17,3 % à 14,4 %. Donc, c'est une amélioration très très importante, même si elle est insuffisante.

Quant à la réponse à sa question sur ce qui a trait aux assistés sociaux...

Le Président: En conclusion, M. le premier ministre.

M. Bourassa: ...nous rencontrerons au cours des prochains jours le ministre responsable et le président du Conseil du trésor pour établir la politique du gouvernement à cet égard.

Le Président: Mme la députée de Chicoutimi, en additionnelle.

Mme Blackburn: Oui, M. le Président. Je voudrais d'abord remercier le premier ministre de tenir notre engagement à l'endroit de la Société d'investissement jeunesse et demander...

Le Président: Votre question, Mme la députée.

Mme Blackburn: M. le Président, je voudrais demander au premier ministre, au moment où il a retourné son ministre refaire ses devoirs sur la réforme de l'aide sociale, s'il lui a indiqué son intention d'accorder la parité aux jeunes et ce, dès janvier 1987?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: M. le Président, je crois que le ministre a répondu hier que cette réforme est une réforme très importante et qu'il y avait des éléments comme le rapport Forget qui en retardaient la préparation. Je pense que c'est normal. C'est un rapport qui a des implications sur le nombre d'assistés sociaux au Québec. C'est une réforme, évidemment avec laquelle l'Opposition n'est pas d'accord. Le chef de l'Opposition s'était opposé à la parité pour les jeunes assistés sociaux; il le sait; il l'admet.

Donc, sur ce plan, je dis simplement que nous sommes à compléter - cela irait un peu plus rapidement si le ministre responsable n'était pas engagé dans l'obstruction systématique du Parti québécois sur la loi 119...

Une voix: C'est notre faute!

M. Bourassa: Non, je ne dis pas que c'est votre faute. Ce que je dis, c'est que l'Opposition a décidé d'essayer de prouver son existence politique en faisant de l'obstruction systématique. C'est la seule façon pour elle de pouvoir s'affirmer dans le débat politique au Québec. Alors, ce que dis, c'est qu'au cours des prochains jours, M. le Président, nous aurons des rencontres qui vont nous permettre de compléter notre politique et d'annoncer cette politique à cet égard.

Le Président: Une dernière très courte.

Une voix: ...

Le Président: Fin de la période de questions. Comme je l'avais annoncé avant la période de questions, nous allons procéder au vote reporté qui apparaît sur le feuillet.

Mesdames et messieurs les députés, franchement! Cela va, messieurs les whips? Si tous et chacun veulent regagner leurs

sièges, nous allons procéder au vote sur la motion de scission suivant l'article 241 de notre règlement, proposée par M. le député de Taillon.

Mise aux voix de la motion proposant la scission du projet de loi 142

Elle se lit comme suit: "Que le projet de loi 142, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux, soit scindé en deux projets distincts: un premier projet intitulé "Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux concernant l'accessibilité des services de santé et services sociaux dans une langue autre que française" et comprenant les articles 1, 2, 3, 9 et 10 et un second projet intitulé "Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux" et comprenant les articles 4, 5, 6, 7, 8 et 10."

Que ceux et celles qui sont pour la motion de scission veuillent bien se lever.

Le Secrétaire adjoint: MM. Johnson (Anjou), Chevrete (Joliette), Perron (Duplessis), Mme Blackburn (Chicoutimi), MM. Jolivet (Laviolette), Garon (Lévis), Rochefort (Gouin), Charbonneau (Verchères), Mme Juaneau (Johnson), MM. Gendron (Abitibi-Ouest), Brassard (Lac-Saint-Jean), Gauthier (Roberval), Godin (Mercier), Mme Vermette (Marie-Victorin), MM. Paré (Shefford), Claveau (Ungava), Boulerice (Saint-Jacques), Blais (Terrebonne), Dufour (Jonquière), Parent (Bertrand), Mme Harel (Maisonnette), M. Desbiens (Dubuc).
(11 h 10)

Le Président: Que ceux et celles qui sont contre la motion de scission veuillent bien se lever.

Le Secrétaire adjoint: MM. Bourassa (Saint-Laurent), Gratton (Gatineau), Saintonge (Laprairie), Marx (D'Arcy McGee), Pagé (Portneuf), Levesque (Bonaventure), Mme Bacon (Chomedey), M. Ryan (Argenteuil), Mme Lavoie-Roux (L'Acadie), MM. Bourbeau (Laporte), Paradis (Brome-Missisquoi), Côté (Rivière-du-Loup), Dutil (Beauce-Sud), Mmes Gagnon-Tremblay (Saint-François), Robic (Bourassa), MM. MacDonald (Robert Baldwin), Rémillard (Jean-Talon), Savoie (Abitibi-Est), Vallerand (Crémazie), Lincoln (Nelligan), French (Westmount), Côté (Charlesbourg), Ciaccia (Mont-Royal), Vallières (Richmond), Picotte (Maskinongé), Fortier (Outremont), Rocheleau (Hull), Gobeil (Verdun), Mme Bégin (Bellechasse), MM. Cusano (Viau), Vaillancourt (Orford), Dauphin (Marquette), Maltais (Saguenay), Philibert (Trois-Rivières), Mme Dougherty (Jacques-Cartier), MM. Lefebvre (Frontenac), Scowen (Notre-Dame-de-Grâce), Sirros (Laurier), Doyon (Louis-Hébert), Maciocia (Viger), Middlemiss (Pontiac), Beaudin

(Gaspé), Cannon (La Peltrie), Chagnon (Saint-Louis), Lemire (Saint-Maurice), Paradis (Matapédia), Mme Pelchat (Vachon), MM. Rivard (Rosemont), Polak (Sainte-Anne), Audet (Beauce-Nord), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Bélanger (Laval-des-Rapides), Bélisle (Mille-Îles), Mme Hovington (Matane), M. Séguin (Montmorency), Mmes Trépanier (Dorion), Bélanger (Mégantic-Compton), MM. Fortin (Marguerite-Bourgeoys), Parent (Sauvé), Gervais (L'Assomption), Mme Bleau (Groulx), MM. Bradet (Charlevoix), Brouillette (Champlain), Camden (Lotbinière), M. Després (Limoulu), Mme Dionne (Kamouraska-Témiscouata), MM. Farrah (Îles-de-la-Madeleine), Forget (Prévost), Gardner (Arthabaska), Gauvin (Montmagny-L'Islet), Gobé (Lafontaine), Hamel (Sherbrooke), Laporte (Sainte-Marie), Bissonnet (Jeanne-Mance), Hains (Saint-Henri), Houde (Berthier), Kehoe (Chapleau), Leclerc (Taschereau), Hétu (Labelle), Joly (Fabre), Khelfa (Richelieu), Lemieux (Vanier), Marci (Beauharnois), Messier (Saint-Hyacinthe), Poulin (Chauveau), Richard (Nicolet), Tremblay (Rimouski), Tremblay (Iberville), Thérien (Rousseau), Saint-Roch (Drummond).

Le Secrétaire:	Pour:	22
	Contre:	90
	Abstentions:	0

Le Président: Cette motion de scission est rejetée.

Nous allons maintenant continuer les affaires courantes.

Motions sans préavis.

Avis touchant les travaux des commissions. M. le leader du gouvernement. M. le leader, si vous voulez attendre quelques secondes, s'il vous plaît!

Messieurs et mesdames, si vous voulez vous retirer, nous allons continuer les affaires courantes. Messieurs les députés, je dois céder la parole à M. le leader du gouvernement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Gratton: J'avise cette Assemblée qu'aujourd'hui, après les affaires courantes jusqu'à 13 heures, de 15 heures à 18 heures et de 20 heures à 24 heures, les trois commissions suivantes siégeront. D'abord, à la salle Louis-Joseph-Papineau, la commission de l'aménagement et des équipements poursuivra l'étude détaillée des projets de loi suivants, dans l'ordre indiqué: projet de loi 127, Code de la sécurité routière; projet de loi 121, Loi concernant certaines rétrocessions de droits dont le gouvernement est devenu titulaire par expropriation avant le 1er avril 1976, et, troisièmement, le projet de loi 144, Loi modifiant la Loi sur les transports.

À la salle Louis-Hippolyte-Lafontaine,

la commission de l'économie et du travail poursuivra l'étude détaillée du projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction. À la salle du Conseil législatif, la commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation poursuivra l'étude détaillée des projets de loi suivants, dans l'ordre indiqué: premièrement, le projet de loi 132, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole, et, deuxièmement, le projet de loi 117, Loi modifiant à nouveau la Loi sur la protection sanitaire des animaux.

Le Président: Y a-t-il d'autres avis à faire? Aucun autre avis. Renseignements sur les travaux de l'Assemblée, M. le leader de l'Opposition. Affaires du jour, M. le leader du gouvernement.

Projet de loi 157

Adoption du principe

M. Gratton: M. le Président, je vous prierais d'appeler l'article 32 du feuillet, s'il vous plaît!

Le Président: Article 32 du feuillet. Mme la ministre des Affaires culturelles propose l'adoption du principe du projet de loi 157, Loi modifiant la Loi sur le cinéma. Mme la ministre des Affaires culturelles, vous avez maintenant la parole.

Mme Lise Bacon

Mme Bacon: La Loi sur le cinéma, qui a été sanctionnée le 23 juin 1983, n'est à ce jour que partiellement mise en application. L'entente intervenue le 22 octobre dernier entre le gouvernement du Québec et la Motion Picture Export Association of America lève le principal obstacle à la mise en vigueur du chapitre III de la Loi sur le cinéma, soit à l'application de la réglementation concernant le contrôle et la surveillance du cinéma.

M. le Président, je vous rappelle que la Régie du cinéma, organisme responsable de la mise en application du chapitre III de la loi, avait élaboré, en vertu de l'article 168, des règlements qui ont fait l'objet d'audiences publiques tenues par la régie du 9 au 14 septembre 1985 à la suite de leur publication préalable à la Gazette officielle du Québec.

Ces règlements ont une portée significative puisqu'ils contribueront à modifier le cadre actuel du fonctionnement de l'industrie du cinéma dans le sens souhaité par la Législature lors de l'adoption à l'unanimité par l'Assemblée nationale de la Loi sur le cinéma. Par ailleurs, il est aussi à noter que la principale pierre d'achoppement lors des audiences de la régie était le projet

de règlement sur la définition de "producteur", et la définition de "détenteur des droits mondiaux" auxquelles les distributeurs américains s'opposaient avec virulence et qui étaient aussi susceptibles d'entraîner une série de contestations juridiques.

Le gouvernement libéral a différé l'adoption des règlements proposés par la régie. Nous avons, le printemps dernier, entrepris des discussions avec les représentants américains avec l'intention ferme de garantir pour les distributeurs québécois un meilleur accès aux films en provenance de toutes les parties du monde tout en permettant aux intérêts américains de continuer à distribuer au Québec les films dont ils sont les producteurs ou les détenteurs de droits mondiaux.

(11 h 20)

J'aimerais ici souligner un fait intéressant qui témoigne en quelque sorte de la clairvoyance du Parti libéral qui formait l'Opposition en 1983 puisque lors des auditions de personnes et d'organismes concernant le projet de loi 109 le critique officiel, mon collègue, le député de Saint-Henri, affirmait le 22 février: "Le mieux, évidemment, serait d'unifier nos forces et de bâtir ici une organisation solide capable de négocier avec le géant américain. En France, Mitterrand n'a-t-il pas signé une entente avec Gaumont et Columbia? Au lieu de décréter, de légiférer sans aucune politique sérieuse préalable, pourquoi ne pas essayer d'en venir à un accord avec les "majors" et pourquoi toujours fermer les portes et fenêtres pour nous isoler?" C'était mon collègue qui parlait ainsi en 1983. C'est donc démontrer toute la clairvoyance de notre formation politique dans ce dossier du cinéma.

Parlons maintenant de l'entente. Seuls les distributeurs dont le principal établissement est au Québec pourront distribuer les films tournés dans une langue autre que l'anglais. Ainsi, les distributeurs américains renoncent à la distribution de tels films à moins d'y avoir investi 100 % des coûts de production. Par ailleurs, dans certains cas, exceptionnels à mon avis, un membre de l'association qui souhaite obtenir un permis spécial pour la distribution d'un film tourné dans une autre langue que l'anglais et qui n'a pas investi 100 % des coûts de production doit obtenir un certificat de conformité de la part du ministre des Affaires culturelles avant l'émission d'un permis. Il s'agit, en effet, ici d'examiner, de décider si la demande est justifiée eu égard à l'importance de l'investissement fait par le membre dans ce film. C'est par prudence, et pour éviter aussi des situations imprévisibles qui pourraient survenir, que nous avons accepté ce cas d'exception.

L'entente intervenue aura un impact

économique dont nous sommes assurés puisqu'il ne sera plus possible pour les "majors", comme c'était le cas en 1979, d'opérer des divisions qu'on appelle "classics", et qui permettaient de distribuer des catégories de films dans une autre langue que l'anglais. En effet, on se souviendra que les "majors", par ces divisions, avaient enlevé vraiment l'essentiel de la distribution des produits cinématographiques aux distributeurs québécois. De plus, l'entente assure aux distributeurs québécois l'accès à quelque 150 films de langue anglaise par année puisque les "majors" ne pourront distribuer chez nous que les films pour lesquels ils détiennent des droits de distribution aux États-Unis et pour un même support. Nous ne prétendons pas que ce sont là des gains assurés, mais nous avons un minimum d'acquis.

L'entente que nous avons signée stipule qu'un membre de la MPEAA pourra distribuer au Québec des films tournés en langue anglaise à la condition d'en être soit le détenteur de droits mondiaux de distribution, soit le producteur du film. L'entente stipule aussi qu'aucun membre de la MPEAA ne pourra distribuer au Québec un film tourné en langue anglaise à moins de détenir pour un même support les mêmes droits de distribution pour ce film aux États-Unis. L'entente stipule aussi que seuls les membres en règle de la MPEAA, en date du 1er janvier 1987, pourront se prévaloir du présent protocole. L'entente a une durée prévue de cinq ans et elle prévoit que seuls les membres en règle le 1er janvier 1987 pourront s'en prévaloir.

Bien sûr, en signant une entente négociée, nous savions que les deux parties devaient y trouver leur compte. Quant à nous, ce qui nous importait le plus, c'était d'obtenir pour les distributeurs québécois la presque exclusivité de la distribution des films produits dans une langue autre que l'anglais, et l'entente nous a permis d'atteindre notre objectif. Garantir aux distributeurs québécois une part qu'ils jugent eux-mêmes acceptable du marché nous apparaissait évidemment un pas fort important. Nous tenons pour acquis qu'il est désormais possible de l'accroître, surtout si nous tenons compte de l'évolution du secteur qui fait une place de plus en plus grande à la vidéo.

En retour, Mme la Présidente, compte tenu de notre satisfaction de cette entente, nous avons assuré nos interlocuteurs américains que nous n'avions pas l'intention de mettre en vigueur trois articles de la Loi sur le cinéma qui ont toujours soulevé l'inquiétude des membres des "majors" et qui, par ailleurs, nous poseraient à nous de sérieuses difficultés d'application. Il s'agit de l'article 109 qui concerne l'investissement de certains revenus de distribution dans la production de films québécois et des articles

114 et 115 qui concernent les ententes entre les distributeurs et les exploitants.

Voilà donc pour nous un déblocage majeur. Il s'est réalisé à une approche différente mais aussi au désir des parties de conclure une telle entente. Quand j'ai entrepris le dossier du cinéma, la situation était la suivante: le gouvernement avait adopté une loi en 1983 mais elle était en partie inopérante. Ce vide juridique avait permis évidemment aux entreprises non québécoises, aux entreprises américaines principalement, de consolider leur emprise sur le marché québécois et c'est cela qu'il fallait changer. Il nous a fallu composer avec la situation dont nous avons hérité. Depuis mon arrivée au ministère des Affaires culturelles, je travaille à rendre cette loi opérante en tenant compte, d'une part, des objectifs visés par la Loi sur le cinéma qui m'apparaissent prioritaires à respecter et, d'autre part, des intérêts de nos entreprises québécoises. J'ai donc de bonnes raisons d'être satisfaite de cette entente et d'être optimiste aussi quant à la poursuite de ce dossier.

Des modifications à la Loi sur le cinéma sont nécessaires pour assurer la mise en application de cette entente parce que la loi ne prévoit pas actuellement de mécanisme légalisant une pareille entente. La solution proposée consiste à introduire dans la loi un nouveau permis spécial de distributeur. En vertu de l'article 105.1, un tel permis pourrait être délivré par la Régie du cinéma à un membre en règle, le 1er janvier 1987, d'une association de distributeurs ayant signé une entente avec le ministre des Affaires culturelles.

Dans certains cas exceptionnels, le requérant devrait tout d'abord obtenir un certificat de conformité émis par le ministre des Affaires culturelles, pour autant que le membre de l'association satisfasse aux conditions telles que stipulées dans l'entente.

De plus, ce projet de loi abroge par ailleurs le pouvoir réglementaire conféré à la Régie du cinéma qui consistait à définir aux fins de l'article 105 de la loi le terme "producteur" et aussi l'expression "détenteur des droits mondiaux". Ces termes sont définis dans l'article 105 que nous proposons. Dans le contexte nouveau, cet article constitue une garantie du respect de la lettre et aussi du respect de l'esprit de l'entente puisqu'il est susceptible de n'être utilisé que dans le cas où l'un ou plusieurs des signataires admissibles, c'est-à-dire détenteurs d'une licence au 17 décembre 1982, seraient exclus pour manquement à ses engagements.

(11 h 30)

Les avantages de la solution qui est proposée sont de deux ordres. En premier lieu, par cette modification, l'entente est validée au niveau législatif et fait donc partie intégrante de la loi. D'autre part, le

recours à la voie législative permet de procéder plus rapidement et plus efficacement aussi que par voie réglementaire et elle ne permet pas aussi facilement des contestations juridiques.

Enfin, elle permet aussi d'amorcer les discussions déjà annoncées sur le dossier de la vidéo dans le meilleur intérêt des entreprises québécoises. Mme la Présidente, ce que nous avons fait pour les producteurs québécois, pour nos entreprises québécoises l'a été dans le meilleur de leurs intérêts, pour une meilleure protection de nos productions québécoises, pour la possibilité pour eux d'élargir leurs marchés et aussi en respectant, je pense, le désir de l'Opposition actuelle, qui a fait adopter la loi 109, de protéger toute cette industrie du cinéma chez nous.

J'espère que nous pourrons, le plus rapidement possible, adopter le principe même de cette loi. Merci.

La **Vice-Présidente**: Merci, Mme la ministre. M. le député de Saint-Jacques.

M. André Boulerice

M. Boulerice: Le projet de loi 157 modifie essentiellement l'article 105 de la Loi sur le cinéma afin de donner suite à l'entente intervenue le 22 octobre dernier entre la ministre des Affaires culturelles et M. Jack Valenti, président-directeur général de la Motion Picture Export Association of America, représentant les intérêts des "majors" américains. Ainsi, ce projet de loi prévoit qu'un permis spécial de distribution pourra être délivré à un membre en règle le 1er janvier 1987 d'une association de distributeurs qui a conclu, avant cette date, une entente avec la ministre des Affaires culturelles.

Ce permis spécial, Mme la Présidente, selon les conditions établies par cette entente, sera délivré par la Régie du cinéma sur production d'un certificat de conformité émis par la ministre des Affaires culturelles, incluse en annexe du projet de loi. Le projet de loi introduit à l'article 105 la définition des termes "producteur" et "détenteur des droits mondiaux", et abolit en conséquence le paragraphe 8 de l'article 168 accordant à la Régie du cinéma le pouvoir de définir par règlement ces termes. L'entente intervenue entre la ministre et les "majors" prévoit que ces derniers ne pourront désormais distribuer au Québec aucun film tourné dans une autre langue que l'anglais, sauf si un "major" a investi 100 % des coûts de production de ce film ou s'il a obtenu de la ministre un permis spécial de distribution pour ce film.

Dans le cas des films tournés en anglais, un "major" pourra les distribuer au Québec s'il répond à une des conditions suivantes, et je vous les énumère: s'il est

détenteur des droits mondiaux; s'il a investi comme producteur de ce film 50 % de la valeur totale des fonds investis ou, à son choix, 4 500 000 \$ en dollars canadiens; s'il détient un support équivalent pour les mêmes droits de distribution pour ce film aux États-Unis d'Amérique. En contrepartie, la ministre des Affaires culturelles s'est engagée à abolir les articles 109, 114 et 115 de la Loi sur le cinéma. L'article 109 stipule que le "major" doit investir jusqu'à un maximum de 10 % de ses recettes dans la production de films québécois.

L'article 114, quant à lui, porte sur le versement par le "major" d'une partie de ses recettes brutes aux propriétaires des salles de cinéma. L'article 115, de son côté, permettait, après sept journées de présentation en public, la disponibilité d'une copie d'un film à un autre titulaire de permis d'exploitation de salles de cinéma.

Voilà, Mme la Présidente, en résumé, l'essentiel des éléments majeurs de cette entente que nous qualifierons de règlement hors cour et qui ne constitue qu'une solution partielle au problème de la distribution au Québec. L'entente constitue un recul par rapport aux intentions originelles de la loi 109 sur le cinéma, laquelle prévoyait que les "majors" américains ne pourraient distribuer au Québec que les films dont ils détiennent les droits mondiaux ou dont ils sont les producteurs.

Nous reconnaissons que l'entente contribuera à améliorer un tant soit peu la situation des distributeurs québécois dans la mesure où les "majors" ne pourront plus, à partir du 1er janvier 1987, distribuer des films tournés dans une autre langue que l'anglais. Les "majors" renoncent ainsi aux activités de leur division "classics" en vertu de laquelle ils distribuaient au Québec, depuis 1979, des films européens. Concrètement, les distributeurs québécois auront désormais un accès exclusif aux films européens et asiatiques. Il faut, toutefois, reconnaître que, dans les faits, nos distributeurs québécois contrôlent déjà une part de ce marché des films européens ou asiatiques.

Force nous est aussi de constater que, lors des audiences tenues par la Régie du cinéma, en septembre 1985, sur la réglementation proposée en vertu de la loi 109, les "majors" s'étaient déjà déclarés "prêts à s'exclure du marché des droits des films européens, japonais ou autres, à l'exception des films de langue anglaise, au bénéfice des distributeurs québécois." Le Devoir, 13 septembre 1985.

Au chapitre de la problématique des rapports entre la distribution et la diffusion des films au Québec, l'entente ne change strictement rien. Au contraire, l'entente vient consacrer les règles actuelles du jeu. Or, ces rapports entre la distribution et la

diffusion sont au coeur des problèmes de développement du cinéma au Québec. Les entreprises de distribution américaines contrôlent plus de 40 % de la programmation et près de 60 % des recettes au guichet au Québec.

En ce qui concerne la mise en marché, les "majors" bénéficient d'ententes privilégiées et exclusives avec les deux grands réseaux de salles de cinéma, soit Cinémas Unis et Cinéplex Odéon qui contrôlent les trois quarts, 75 % de nos salles de cinéma. Ces deux réseaux ont des intérêts qui les relient directement aux distributeurs américains. Cinémas Unis appartient en bonne partie à des intérêts américains, soit la Paramount, société de production et de distribution cinématographique et filiale de Gulf & Western. Cinéplex Odéon appartient à des intérêts torontois et à 50 % au distributeur américain MCA Incorporated.

En janvier dernier, MCA Incorporated a investi 106 000 000 \$ dans l'achat d'actions de Cinéplex Odéon. À lui seul, Cinéplex Odéon avait plus de 100 écrans, dont 20 cinémas affiliés contrôlent près de 50 % des salles de cinéma commerciales au Québec, la moitié, Mme la Présidente. Ces relations privilégiées entre les "majors" et les réseaux de salles Cinéplex Odéon et Cinémas Unis expliquent le fait que les films américains distribués par les "majors" monopolisent pour l'essentiel la programmation des films présentés sur nos écrans grâce à des ententes pour la programmation en première exclusivité de leurs films, ce qui nous vaut Rocky 42 et Rambo je ne sais quel numéro? (11 h 40)

De telles relations favorisent les films produits et distribués par les "majors" et réduisent l'accès à des films provenant d'entreprises concurrentes. Concrètement, cela signifie qu'une part importante des décisions de programmation qui affectent l'ensemble des citoyennes et des citoyens du Québec en ce qui concerne le choix des films, les dates de leur sortie et le nombre de copies mises en circulation sont prises à Los Angeles via Toronto.

Les relations privilégiées toujours entre les "majors" et le réseau de salles Cinéplex Odéon et Cinémas Unis laissent très peu de possibilités pour les films distribués par des entreprises québécoises et pour la diffusion de productions cinématographiques d'ici, du Québec.

Pour les petits exploitants indépendants, cela signifie un accès interdit aux films des "majors" généralement très rentables, ce qui leur permettrait de se refaire la main et d'investir dans la modernisation de leurs salles et de demeurer concurrentiels plutôt que de se voir confrontés, comme c'est malheureusement et trop souvent le cas, à la faillite.

Pendant ce temps, Cinéplex Odéon et Cinémas Unis poursuivent leur expansion dans les grands centres urbains de Montréal et de notre capitale, Québec, d'où proviennent 80 % des recettes au guichet, ce que nos voisins appellent "box office", encaissées au Québec et où l'indice de rentabilité plus élevée permet à ces réseaux de réinvestir dans l'aménagement des salles, ce qui n'est pas possible pour les petits et les indépendants.

C'est ainsi que, pendant que Cinéplex Odéon rénove son complexe de Place Charest, ici, dans notre capitale, en le redivisant en huit nouvelles salles plus confortables, les salles de cinéma des exploitants indépendants dont je vous parlais tantôt continuent de fermer leurs portes en régions.

À cet égard, nous nous interrogeons sérieusement sur le silence et l'absence de la ministre des Affaires culturelles dans le dossier de la vente des 26 écrans des 14 salles de cinéma de France Film au groupe Cinéplex Odéon en décembre dernier. France Film, tout le monde le sait, était le dernier réseau proprement québécois possédant un nombre important de salles de cinéma et nous les avons perdues sous le silence complice de la ministre.

Avec l'aide de la Société de développement des industries de la culture et des communications, la SODICC, que l'on connaît bien, les salles de France Film auraient pu être achetées par l'un des groupes québécois qui se sont montrés intéressés - il y en avait - aux salles de France Film, ce qui aurait permis au Québec, du même coup, de conserver une part de contrôle sur le plan de la diffusion.

La ministre des Affaires culturelles, qui prétend vouloir contribuer au développement du cinéma au Québec, aurait dû, aurait pu, tout au moins, s'impliquer dans ce dossier. Mais non! L'entente entre la ministre des Affaires culturelles et les "majors" vient consacrer, voire même renforcer les rapports privilégiés entre ces derniers et les deux grands réseaux de salles de cinéma au Québec qui sont, je vous le répète, Cinéplex Odéon et Cinémas Unis.

En effet, l'entente réserve aux seuls membres en règle, le 1er janvier 1987, de l'association des "majors", la Motion Picture Export Association of America, pour ceux qui ne se le rappellent pas, la possibilité de faire en vertu d'un permis spécial la distribution de films américains au Québec. Ainsi, on doit comprendre que seuls les membres en règle le 1er janvier prochain de la Motion Picture Export Association of America pourront distribuer des films dont ils sont détenteurs de droits mondiaux ou producteurs, selon les termes de l'entente.

Une société indépendante comme Tri-Star, qu'on connaît aussi, ne pourra plus

distribuer de films au Québec sans recourir à un sous-distributeur québécois ou à un membre des "majors". En plus de réserver le marché aux membres en règle des "majors", ces derniers continueront à diffuser leurs films auprès des réseaux Cinéplex Odéon et Cinémas Unis puisque la ministre s'est engagée à supprimer l'article 115 de la Loi sur le cinéma qui vise à briser le monopole de ces deux réseaux sur la diffusion exclusive de films "majors" au bénéfice des petits exploitants indépendants. Vive les gros, à bas les petits! Rappelons que cet article 115 prévoyait qu'après sept journées de présentation d'un film en public le distributeur d'un film ne pouvait refuser de louer une copie de ce film à un autre titulaire de permis d'exploitation. Les "majors" ont donc réussi à garder le contrôle sur la mise en marché de leurs films par le biais d'ententes exclusives avec les réseaux Cinéplex Odéon et Cinémas Unis.

L'entente signée avec les "majors" détermine les modalités selon lesquelles ces derniers pourront distribuer, à partir du 1er janvier 1987, les films tournés en langue anglaise. Rappelons que, selon cette entente, les "majors" pourront distribuer ces films s'ils remplissent l'une des conditions suivantes: s'ils détiennent les droits mondiaux de distribution de ce film, s'ils ont investi 50 % de la valeur totale des fonds investis ou, au choix, 4 500 000 \$ en dollars canadiens ou, en dernier lieu, s'ils détiennent un support équivalent pour les mêmes droits de distribution pour ces films aux États-Unis. Selon les termes de l'entente, à l'article 7, le concept de valeur totale de fonds investis - c'est là qu'il faut être très attentif - inclut les dépenses affectées à la production, à la distribution, à la duplication, à la publicité et à la promotion du film. Quelle belle porte! Nous nous interrogeons donc à savoir si cette définition n'est pas trop large en incluant tous les coûts de mise en marché pour un film. Ainsi, exemple très concret, un "major" pourrait n'investir dans un film d'une société indépendante de production qu'au chapitre des coûts de mise en marché et ainsi s'approprier les droits de distribution de ce film à titre de coproducteur assumant les coûts de mise en marché et non pas à titre de véritable producteur de ce film. Porte très large! Nous entendons, nous souhaitons obtenir des assurances de la ministre afin que le concept de valeur totale des fonds investis tel qu'elle l'utilise ne soit pas utilisé de façon à permettre aux "majors" de faire main basse sur la distribution au Québec de certains films produits par des sociétés américaines indépendantes de valeur.

Dans le cas des films tournés dans une autre langue que l'anglais, il est prévu à l'article 2, au deuxième paragraphe de l'entente, que la ministre peut délivrer à un "major" un permis spécial de distribution

pour un film. Selon quelles bases, selon quels critères, sur quelles recommandations la ministre entend-elle décider si, oui ou non, un "major" pourra se voir accorder un permis spécial pour un film français, allemand, australien, chinois, soviétique? Nous rejetons pareil pouvoir discrétionnaire qui ne s'en remet qu'au bon jugement de la ministre. Un tel pouvoir doit être confié à la Régie du cinéma et doit faire l'objet d'un encadrement réglementaire.

(11 h 50)

De même, à l'article 13 de l'entente, il est prévu un pouvoir de sanction à l'endroit d'un "major" qui ne respecterait pas l'entente: ce membre pourra être exclu de l'entente au moyen d'un avis écrit prenant effet 60 jours après sa mise à la poste en cas d'inexécution d'obligations.

On aimerait connaître les moyens que la ministre se donne d'évaluer les infractions à l'entente et quelles sont les structures qui assureront le respect de l'entente par ces signataires et qui seraient chargées d'appliquer la sanction première en cas d'inexécution. Nous nous demandons si un tel pouvoir de sanction est suffisant pour inciter les membres à respecter l'entente. Les pénalités financières - reprenez l'idée - versées dans un fonds de promotion et de diffusion du cinéma québécois auraient peut-être pu être incluses afin d'inciter les membres de la MPEAA à respecter l'entente.

Lorsque l'entente fut rendue publique le 22 octobre dernier, à l'aéroport de Dorval, la ministre des Affaires culturelles déclarait que trois articles de la Loi sur le cinéma seraient modifiés. On faisait état des articles 109, 114 et 115 de la loi. Or, curieusement, le projet de loi 157 n'apporte aucune modification à ces trois articles. La ministre aurait-elle choisi de ne pas les amender et de ne pas les appliquer? Nous aimerions le savoir, surtout dans le cas de l'article 109 qui prévoit que les "majors" doivent réinvestir jusqu'à 10 % de leurs recettes brutes dans la production de films québécois.

Nous estimons, quant à nous, compte tenu que les "majors" accaparent année après année 60 % des recettes brutes du "box office" québécois, que le principe de réinvestissement d'une partie des profits réalisés au Québec par les "majors" sur les films québécois devrait être maintenu. La ministre disait tantôt que c'était un article gênant pour eux. On a cette gêne dans bien des sujets au Québec quand il s'agit de faire de l'argent avec nous et de réinvestir chez nous. Même si au dire de la ministre et de son émissaire, M. Francis Fox, 2 500 000 \$ par année, c'est peu, nous, nous soutenons qu'au rythme où sont effectuées les coupures au ministère des Affaires culturelles le milieu cinématographique québécois n'a pas les moyens de se priver de cette aide, si minime soit-elle. Ces 2 500 000 \$ pourraient

permettre à la Société générale du cinéma d'intensifier ses efforts actuels en matière de promotion et de diffusion du film québécois, d'autant plus que, lors de l'ouverture de la conférence fédérale-provinciale sur le cinéma et l'édition, en mars dernier, la ministre des Affaires culturelles du Québec affirmait: "Le film québécois a besoin de l'apport des distributeurs en termes d'investissements à la production et il est prévu que cette part devra être établie selon une échelle variable, disait-elle, tenant compte de l'importance du chiffre d'affaires des distributeurs, mais ne dépassant pas 10 % de son revenu."

Reprise dans La Presse, le 4 mars 1986, cette citation démontre très clairement l'appui de la ministre à l'endroit de l'article 109 de la Loi sur le cinéma à l'époque. Pourquoi y a-t-elle renoncé depuis? Pourquoi, Mme la ministre, pourquoi? Toujours lors de la conférence de presse annonçant la conclusion d'une entente avec les "majors", celle de l'aérogare de Dorval, Mme la ministre déclarait que l'entente permettait aux distributeurs québécois - je me permets de la citer de nouveau - "d'avoir accès à un lot supplémentaire de 150 films." Ce fut repris dans Le Devoir le 21 octobre 1986, journal sérieux, nonobstant certaines critiques. Peut-elle nous indiquer quels sont ces 150 films auxquels elle faisait référence, sur quelles données ou quelles études s'est-elle basée pour avancer ces chiffres? Compte-t-elle déposer ces études pour nous permettre de mieux évaluer les retombées de l'entente si belle qu'elle proclame?

Si nous lui posons une telle question, M. le Président, sur ce chiffre de 150 films, c'est parce que les gens du milieu cinématographique s'interrogent, eux aussi. Ainsi, dans Le Devoir du 1er novembre, interrogé par une journaliste sérieuse et compétente, M. André Guérin, président de la Régie du cinéma - c'est important, la Régie du cinéma, n'est-ce pas, Mme la vice-première ministre - répondait: "150 films? Je ne sais vraiment pas d'où sort ce chiffre."

M. Peter Pearson, président de Téléfilm-Canada - ce n'est pas un 2 de pique, M. le Président, M. Pearson, il est président de Téléfilm-Canada - s'interrogeait, lui aussi: "150 films, disait-il, n'est-ce pas un peu beaucoup?" M. André Link, président de l'Association des distributeurs de films du Québec, répondait, quant à lui: "Disons que les Américains distribuent environ 300 films par année et que la moitié appartient aux "majors". Nous en avons conclu que maintenant la moitié, soit 150 films, nous seraient accessibles. Dans les faits, ajoutait-il, on ne peut pas le savoir avant janvier 1987." Ces propos, pour le moins interrogatifs des gens du milieu cinématographique au Québec, commandent à la ministre de préciser la source et le contenu de ce

chiffre de 150 films. C'est élémentaire comme question et ça devrait être élémentaire comme réponse de la part de la ministre des Affaires culturelles.

Nous souhaiterions connaître, au cours de l'étude de ce projet de loi, quelles sont les intentions de la ministre à l'égard des dispositions de la Loi sur le cinéma qui ne sont pas encore entrées en vigueur, ainsi que de la réglementation qui en découle. Qu'entend faire la ministre concernant les articles 102, 103, 104, 106, 107, 108, 109, 110 relatifs au permis de distribution⁹

Une voix: 101?

M. Boulerice: On sait ce que vous faites avec 101, vous n'avez pas besoin de le crier de l'autre côté de la Chambre, vous jouez au jeu de massacre, c'est connu. (12 heures)

Qu'entend faire la ministre concernant les articles que je viens d'énumérer 102, 103, 104, 106, 107, 108, 109, 110 relatifs au permis de distribution, concernant la section 111 relative aux ententes entre les exploitants et les distributeurs, plus particulièrement compte tenu des développements dans le secteur vidéo - tout le monde sait que le secteur vidéo est très important; il est né au Québec, Mme la ministre, le secteur vidéo, si vous ne le savez pas encore - dont les distributeurs de films - et c'est une conclusion - tirent de plus en plus de revenus. Quelles sont vos intentions à l'égard de la section IV de la loi sur le matériel vidéo? La même chose en ce qui concerne la section II sur les permis d'exploitation dont, notamment, la mise sur pied d'un système informatique de billetterie nationale. Quand je parle du Québec, nous parlons de national. Nous ne parlons pas de provincial comme les gens d'en face.

Les observateurs, M. le Président, sont à peu près unanimes pour dire que le cinéma québécois connaît actuellement un regain de vie que certains vont jusqu'à qualifier - et j'en suis tellement content - du boom des booms pour le cinéma québécois. Au cours de l'année 1986, on aura tourné près d'une quarantaine de longs métrages dont la majorité sont des productions financées en tout ou en partie par nos voisins américains. L'on doit se réjouir de nombreux prix remportés dans plusieurs festivals dont celui de la critique, à Cannes, du film de Denys Arcand, "Le déclin de l'empire américain", présenté dans deux salles excentriques de Montréal. Voilà le problème de distribution des films québécois. "Le Déclin de l'empire américain" n'a pas été présenté au centre-ville là où est la population de Montréal et celle de Québec, mais dans des salles excentriques à la population. "Le Déclin de l'empire américain" a été un succès. Le succès commercial du film de Denys Arcand

et des revenus de 172 000 \$ en quelques semaines seulement sur le marché américain, cela constitue la preuve du dynamisme, de l'originalité et de la qualité du film d'ici, du film québécois.

Le dernier film d'André Melançon, "Bach et Bottine", a déjà rapporté 400 000 \$ dans dix salles au Québec après seulement quatre semaines. Quel succès! Ces résultats sont, dit-on, supérieurs à ceux recueillis durant la même période par le premier film de M. Melançon, que je salue d'ailleurs, au plaisir de le revoir bientôt, "La Guerre des tuques" qui, aussi, a connu beaucoup de succès.

Mais malgré ces éléments positifs et stimulants, somme toute, le cinéma québécois est actuellement et malheureusement encore confronté à un certain nombre de problèmes. C'est dommage que la ministre quitte, ne veuille pas les entendre, mais c'est bien son choix. L'on tourne certes beaucoup au Québec en ce moment, mais à l'exception du "Déclin de l'empire américain", qu'on célèbre et de "Bach et Bottine" qui nous amuse tellement - ce film est suave, ce film a toutes les qualités - les films québécois éprouvent beaucoup de difficultés à demeurer à l'affiche.

Une voix: Ils ne sont pas bons.

M. Boulrice: Le dernier film d'Arthur Lamothe... Et j'entends souffler "ils ne sont pas bons". Quelqu'un dans cette salle, du parti ministériel, dit que le film d'Arthur Lamothe n'est pas un bon film.

Une voix: Bien, voyons donc!

M. Boulrice: Quelle tristesse lorsqu'on connaît...

M. Lefebvre: Question de règlement, M. le Président.

Le Président: S'il vous plaît! Sur une question de règlement, M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: C'est un peu maladroit et, en même temps, je trouve que c'est un manque de courtoisie que de faire dire, supposément à des ministériels, qu'on aurait qualifié le film de Lamothe de mauvais. Je trouve cela incongru. Je ne comprends pas, M. le Président.

Le Président: Peu important les dires, je pense qu'il y a deux articles qui vous permettent, à la fin de l'intervention du député de Saint-Jacques, soit de poser une question sur l'intervention qu'il vient de faire ou, s'il a mal cité un passage de Mme la ministre des Affaires culturelles, à la fin de l'intervention, l'article 213 lui permet

d'intervenir et de rectifier l'interprétation que vient de faire M. le député de Saint-Jacques de certains propos.

M. Lefebvre: M. le Président...

Le Président: M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: ...ce que le député de Saint-Jacques a fait à l'intérieur de son intervention, c'est qu'il prétend qu'un député ministériel, qui n'intervenait pas, qui n'avait pas la parole, aurait qualifié le film de Lamothe de mauvais. À ce compte-là, on peut faire dire n'importe quoi à un député ministériel, tout comme je pourrais faire dire n'importe quoi à un député de l'Opposition qui ne s'adresse pas à l'Assemblée nationale au moment où le député de Saint-Jacques a lui-même la parole. C'est antiparlementaire. On peut faire dire n'importe quoi à n'importe qui dans cette Chambre et on ne permet pas à un député, qui n'est même pas identifié, de s'expliquer, de contredire les prétentions du député de Saint-Jacques.

Le Président: M. le leader adjoint de l'Opposition.

M. Gendron: Oui, M. le Président. Une chose est claire dans les propos du leader adjoint du gouvernement, il a exprimé lui-même qu'il n'avait pas compris et qu'il ne comprenait pas ce qui avait été dit par le député de Saint-Jacques. Alors, je veux juste vous signaler qu'il ne s'agissait sûrement pas d'une question de règlement au sens de notre règlement et je veux tout simplement que vous le signaliez au leader du gouvernement.

Le Président: Il ne s'agit pas vraiment d'une question de règlement. S'il y a quelqu'un qui pense différemment de M. le député de Saint-Jacques, vous allez avoir tout le temps de faire des interventions et d'expliquer votre position quant aux remarques que vous avez mentionnées. Il ne s'agit pas d'une question de règlement et il y a d'autres moyens aussi, dans le cadre que je vous ai mentionné, pour rétablir certains faits. Il reste encore sur l'adoption du principe de ce projet de loi de multiples intervenants de votre formation politique qui pourront, eux, interpréter dans leurs termes, à leur façon, ce que vient de mentionner M. le député de Saint-Jacques. M. le député de Saint-Jacques.

M. Boulrice: M. le Président, comme je le disais tantôt, les films québécois éprouvent beaucoup de difficulté à demeurer à l'affiche et ceci, contrairement à ce qu'on soufflait qu'ils n'étaient pas bons. C'est le contraire. Les films québécois sont très bons et j'espère que je n'entendrai plus aucune

soufflerie aussi désobligeante à l'égard des films québécois.

Une voix: C'est toi qui n'es pas bon.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Saint-Jacques.

M. Boulerice: On se bat, M. le Président, pour ce qu'on n'a pas.

Le Président: Vous aurez à intervenir dans quelques minutes. Je pense que vous allez aussi être très intéressé à ce que votre intervention soit respectée. J'aimerais qu'on fasse de même pour M. le député de Saint-Jacques. M. le député de Saint-Jacques.

M. Boulerice: Je vous remercie, M. le Président, de la remarque que vous faites pour la bonne conduite des travaux. Vous savez que j'obéis toujours aux directives que vous me donnez.

M. le Président, je le répète, car c'est important que nos compatriotes le sachent: Les films québécois ont beaucoup de difficulté à demeurer à l'affiche parce que, je vous l'ai expliqué tantôt, nous avons perdu nos réseaux de distribution, la quasi-totalité, la très grande majorité des salles de cinéma appartiennent, malheureusement, tout au moins dans les grandes régions métropolitaines, que ce soit celle de Québec, notre capitale, ou celle de Montréal, à des intérêts étrangers.

Sur les moyens qui pourraient nous permettre de remédier à cette situation, notamment, en améliorant la promotion, la mise en marché et la diffusion de nos films à l'intérieur de la programmation dans nos salles de cinéma - et elles sont sur notre territoire - les télévisions étatiques que sont Radio-Canada et Radio-Québec font-elles suffisamment la promotion de nos productions cinématographiques véhiculées par notre culture? L'Etat doit, à notre point de vue - je le partage entièrement - favoriser par divers moyens la visibilité des productions cinématographiques québécoises aussi excellentes qu'elles le sont.

À un autre niveau, beaucoup d'intervenants du milieu du cinéma, notamment les producteurs, se sont inquiétés des effets secondaires découlant de l'accroissement du tournage de productions américaines à Montréal en raison de la faiblesse du dollar canadien. Cet accroissement a donné lieu, au cours de l'été, à une pénurie de techniciennes et de techniciens pour le cinéma québécois. Cette pénurie a eu un effet inflationniste important au chapitre du coût de production des films québécois. Dieu sait que les investissements dans le cinéma québécois ne sont pas aussi élevés qu'on le souhaiterait!

(12 h 10)

D'ailleurs, on se prive spontanément de nouvelles sommes d'argent qui pourraient y être injectées par la loi qui nous est présentée. On risque donc de compromettre le développement de certaines activités de certaines maisons de production québécoises en raison de cette surenchère qui est provoquée par nos voisins américains qui paient des salaires de 10 % à 20 % plus élevés que ceux offerts par les producteurs d'ici.

Dans la même veine, nous souhaiterions savoir si le projet d'École supérieure de cinéma et de vidéo proposé lors de la commission parlementaire sur le statut de l'artiste, par le Syndicat des techniciennes et techniciens du cinéma, l'Association des producteurs de films et de vidéos du Québec et l'Institut québécois du cinéma a connu depuis des développements. C'est la question que je pose à Mme la ministre.

Un autre problème du cinéma en salle au Québec est celui de la progression du nombre de films présentés en version anglaise. En dépit de l'entrée en vigueur de l'article 83 de la Loi sur le cinéma prévoyant que tout film présenté en version originale autre que le français doit faire l'objet d'une version française dans les 60 jours suivant sa première présentation au Québec, dans le dernier rapport annuel de la Régie du cinéma du Québec, celui de 1985-1986 - c'est donc très récent, c'est le dernier - l'on constate que le français recule dans nos salles de cinéma.

Là, comme ailleurs, la régie a émis un visa pour 531 longs métrages anglais en 1985-1986 comparativement à 489 en 1984-1985 alors que les longs métrages français sont passés de 412 à 417 durant la même période. Il y a un écart. D'ailleurs, il y a d'abondantes citations: "Les films en anglais envahissent le Québec. Le français recule dans les salles de cinéma du Québec." À l'appui de mes propos tantôt: "Les films québécois à l'affiche, plusieurs appelés, peu d'élus. Le cinéma québécois est encore plus vulnérable. Le cinéma et la vidéo réclament la création d'une école supérieure." C'est la question que je posais tantôt à Mme la ministre qui est actuellement distraite par son collègue des Affaires intergouvernementales que je félicite, d'ailleurs, pour les excellentes expositions qu'il amène au Québec.

Malgré les progrès réalisés en vertu de l'entrée en vigueur de l'article 83 au chapitre des délais pour les versions françaises des films américains, l'on constate encore que bon nombre de films américains, M. le Président, ne sont présentés qu'en version originale anglaise. Il faut attendre des semaines et des semaines avant, finalement, d'être capable de les voir au Champlain qui est à côté de la station de

métro Papineau, dans le comté de Saint-Jacques, pour ceux qui sont intéressés. Vous le connaissez bien, vous le fréquentez; je suis heureux, M. le Président, que vous veniez dans les salles de cinéma du comté de Saint-Jacques. Voilà quelques-uns des problèmes actuels du cinéma au Québec auxquels l'entente que la ministre nous présente n'apporte pas de solution puisque là n'est pas tout à fait son objet principal; c'est plutôt celui du contrôle de la distribution des films au Québec.

En conclusion, M. le Président, j'aimerais vous dire au nom de ma formation politique que nous voterons pour l'adoption de ce projet de loi parce que l'on ne peut voter contre un projet de loi qui va un peu plus loin que le minimum. Nous reconnaissons que l'entente va améliorer la situation des distributeurs québécois qui auront, à partir du 1er janvier 1987, l'accès exclusif à la distribution au Québec de films tournés dans une autre langue que l'anglais, soit principalement les productions européennes.

Cependant, M. le Président, même si cette entente constitue une amélioration sensible par rapport à la situation actuelle, j'estime que cette situation s'éloigne des objectifs de la loi 109. Pour reprendre les propos que tenait M. André Link, président de l'Association des distributeurs de films du Québec, dans *Le Devoir* du 1er novembre dernier, elle ne constitue pas la mer à boire, mais c'est mieux que rien.

J'ai fait part, au cours de mon intervention, d'un certain nombre de réserves quant au chiffre de 150 films avancé par la ministre et des conséquences du concept beaucoup trop large de valeur totale des fonds investis qui inclut les dépenses reliées à la promotion, à la mise en marché - je le lui répète de nouveau - à la publicité et au duplicata des copies d'un film comme coûts de production. Nous craignons - c'est une crainte partagée par le public cinéophile québécois et par les intervenants du milieu cinématographique au Québec - qu'un tel concept ne soit utilisé par les "majors" afin de leur permettre de distribuer au Québec des films produits par des sociétés américaines indépendantes dont ils assumeraient la mise en marché.

En terminant, M. le Président, j'ose espérer que la ministre des Affaires culturelles saura apporter toute l'information nécessaire pour répondre aux très nombreuses questions que j'ai soulevées à ce stade-ci de l'étude du projet de loi et que j'entends soulever lors de l'étude détaillée de ce projet de loi relativement à une entente dont nous saurons mieux mesurer les effets uniquement à partir du 1er janvier 1987. Je vous remercie, M. le Président.

Le Président: Je remercie M. le député de Saint-Jacques. Maintenant, je vais

reconnaître Mme la députée de Vachon sur le même projet de loi, c'est-à-dire le projet de loi 157, Loi modifiant la Loi sur le cinéma, présenté par Mme la ministre des Affaires culturelles.

Mme la députée de Vachon, vous avez la parole.

Mme Christiane Pelchat

Mme Pelchat: Merci, M. le Président. C'est avec empressement que j'appuierai l'adoption de principe du projet de loi 157 déposé par la ministre des Affaires culturelles, projet de loi qui vient à nouveau modifier la Loi sur le cinéma.

En juin 1983, l'Opposition que formait le Parti libéral avait donné son appui au projet de loi 109 qui a été sanctionné et est connu depuis comme la Loi sur le cinéma. Cet appui, le Parti libéral l'avait donné malgré les réserves qu'il avait exprimées lors de l'étude article par article du projet de loi parce que nous avons toujours cru et nous croyons encore que le cinéma constitue un dossier majeur tant au point de vue culturel qu'économique au Québec. Les réserves que nous avons exprimées portaient sur l'approche, qui nous apparaissait dogmatique et autoritaire, que le gouvernement d'alors avait choisi de privilégier.

Nous ne savions pas, à ce moment-là, que l'application de la loi resterait au niveau du discours, au niveau des mots. L'ancien ministre des Affaires culturelles a eu presque trois ans pour mettre en application la Loi sur le cinéma et il ne l'a pas fait. On constate que nous avons raison à l'époque, de parler de négociation plutôt que de coercition. Il aura, malheureusement, fallu attendre deux ans après l'adoption du projet de loi pour que soient publiés, comme le prévoyait la loi, les projets de règlements. (12 h 20)

Il aura fallu attendre septembre 1985 pour que les audiences publiques prescrites, encore une fois, par le projet de loi soient tenues par la Régie du cinéma. Qui plus est, l'ancien gouvernement aura attendu jusqu'à l'extrême limite de son mandat pour finalement convenir qu'il n'était pas décent d'approuver des règlements que d'autres devaient gérer.

Je veux, pour le moment, établir, pour cette Chambre, un fait dont je voudrais qu'on mesure les conséquences dramatiques. À défaut d'une réglementation approuvée, comme le prévoit la Loi sur le cinéma, une partie importante de ces règlements n'a toujours pas été mise en application. Cette partie, malheureusement, c'est pour l'essentiel le chapitre qui régit l'industrie du cinéma québécois.

À défaut de règlements, malgré une loi satisfaisante en soi, adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale, l'ancien

gouvernement avait laissé se fabriquer un vide juridique maintes fois décrié, dénoncé par les intervenants lors des audiences publiques qui ont finalement eu lieu en septembre 1985. Plusieurs, à mots à peine couverts, avaient questionné la bonne foi du gouvernement du Parti québécois.

J'ai parlé de vide juridique, car la meilleure loi qu'on puisse imaginer, dont les éléments majeurs ne sont pas mis en vigueur trois ans plus tard, c'est pire que l'absence de toute législation, puisque cela traduit une incapacité d'agir, parce que, durant tout ce temps, on continuait d'affirmer que l'on voulait agir. Plusieurs l'ont compris.

C'est ainsi que, dans le secteur de la vidéo qui représente plus aujourd'hui en chiffres d'affaires que le cinéma en salle, la piraterie a pu se développer, de telle sorte que des créateurs et des entreprises ont été privés de droits légitimes. Ce développement sauvage d'un secteur en pleine explosion va désormais commander des efforts publics qu'une mise en application plus hâtive de la loi aurait minimisés.

C'est ainsi également que des entreprises non québécoises ont pu consolider leur emprise sur le marché. C'est ainsi qu'un climat de déception et de frustration a, dans les milieux québécois du cinéma, succédé aux plus grands espoirs. Le gouvernement libéral a dû piloter un dossier du cinéma inachevé. Après avoir mesuré l'étendue des dégâts, le gouvernement, par l'entremise de la ministre des Affaires culturelles, a relevé le défi.

Le gouvernement aura choisi la voie de la négociation et de la législation pour débloquent le dossier. Ce faisant, nous avons redonné espoir au milieu qui avait choisi de se taire deux années durant. L'entente citée dans le projet de loi 157 établit les bases d'un nouveau départ. Les distributeurs québécois ont désormais des acquis garantis en matière d'approvisionnement et ils peuvent enfin envisager du développement.

Mais, il y a plus. Les autres intervenants du secteur du cinéma peuvent désormais espérer et croire que les choses vont changer, que l'attentisme est terminé. L'approche n'est plus dogmatique. Le déblocage dont a fait état la ministre ne s'est pas fait dans un climat d'affrontement. Qui plus est, les "majors" reconnaissent que l'objectif poursuivi est de garantir aux distributeurs québécois un meilleur accès aux films en provenance de toutes les parties du monde. Nous avons indiqué aux Américains que nous voulions parler affaires avec eux. La conversation vient de s'engager et nous la poursuivrons.

Le projet de loi à l'étude propose des amendements de nature technique à la Loi sur le cinéma. Il vise, en fait, à définir dans la loi, comme le disait si bien le député de Saint-Jacques, à l'article 105, les termes "producteur" et "détenteur de droits

mondiaux" ayant droit à un permis spécial de distributeur qui seul permettra à un membre des "majors" de la MPEAA de distribuer un film d'une autre langue, ce qui à l'origine ne pouvait se faire que par voie de règlement.

Il faut souligner le caractère exceptionnel que prend le recours à cet article. Il faudrait d'abord que l'entreprise visée ait été reconnue fautive par rapport à l'exécution de l'entente intervenue et que, deuxièmement, elle ait été, le 17 décembre 1982, détentrice d'une licence délivrée en vertu de l'article 30 de la Loi sur les licences du Québec. Cela ouvre cette possibilité à six signataires de l'entente. Quant aux autres, s'ils devaient être exclus de l'entente, ils ne pourraient être détenteurs d'un permis spécial de distributeurs.

Ce projet de loi vise enfin à donner une assise juridique à l'entente que la ministre des Affaires culturelles a conclue avec la Motion Picture Export Association of America, mieux connue sous le sigle MPEAA. Aux termes de cette entente, aujourd'hui reconnue dans le principe de cette loi, seuls les distributeurs dont le principal établissement est au Québec pourront distribuer des films tournés dans une autre langue que l'anglais. Ainsi, les "majors" renoncent formellement à la distribution de tels films, à moins d'y avoir investi 100 % des coûts de production. L'entente assure, de plus, que les distributeurs québécois auront accès à plusieurs films de langue anglaise chaque année, puisque les "majors" ne pourront distribuer chez nous que les films pour lesquels ils détiennent des droits de distribution aux États-Unis.

En terminant, je pense important de faire ressortir que le principe même de ce projet de loi marque enfin le déblocage du dossier du cinéma au Québec, tant attendu par l'industrie elle-même. Je vous remercie, M. le Président.

Le Président: Je remercie Mme la députée de Vachon pour son intervention.

Sur le même projet de loi 157 présenté par Mme la ministre des Affaires culturelles et à la même étape de l'adoption du principe, je vais maintenant reconnaître M. le député de Mercier.

M. Gérald Godin

M. Godin: M. le Président, merci. D'abord, je dois dire que cela constitue effectivement un pas en avant, même s'il est petit et un peu court, à mon goût, par rapport à ce qu'on avait obtenu dans le passé. Je dois aussi dire que la vérité a ses droits et que la négociation a été entamée par celui qui vous parle et non pas par les libéraux. L'idée d'une négociation plutôt que d'une loi qui matraquerait les "majors" est

venue au gouvernement précédent. Au fond, peut-être, en toute bonne foi, on peut reconnaître que c'est parce que le gouvernement précédent a fait des pressions sur les "majors" qui ont dû avoir recours à des pressions par le biais, du State Department sur le gouvernement du Québec que M. Valenti a enfin accepté de signer une entente. Mme la ministre des Affaires culturelles opine négativement du bonnet, mais je pense que ces deux événements ne sont pas étrangers l'un à l'autre. Nous voulions, nous aussi, obtenir une entente négociée, mais, comme on a négocié debout et non pas à genoux, les "majors" ont fait des pressions par le biais du State Department sur le Québec pour qu'on ne négocie pas en menaçant de retirer tous les films américains des écrans du Québec durant la semaine électorale, donc au début de décembre dernier. Donc, on peut dire que le Parti libéral récolte un peu, modestement et humblement, les fruits des pressions du gouvernement qui a précédé les libéraux.

(12 h 30)

Par ailleurs, il faut dire objectivement deux choses. Qu'est-ce que la ministre a abandonné pour obtenir la signature de Jack Valenti sur l'entente? La négociation s'est faite et, dans une négociation, on donne et on reçoit. La ministre a reçu une reconnaissance de la MPEAA que le Québec était un cas unique en Amérique du Nord et qu'on y parlait français. C'était un pas en avant assez important et, comme l'a dit la députée de Vachon, c'est le début d'une négociation qui va se poursuivre pendant encore quelques années, je présume.

D'autre part, il y a eu des reculs importants de la ministre qui est devant moi sur un point qui me paraît fondamental en ce qui touche l'emploi au Québec dans le domaine du cinéma. Ce point fondamental, c'est le réinvestissement obligatoire des profits des "majors" au Québec dans le cinéma québécois. Les "majors", chaque année, récoltent au Québec 20 000 000 \$. Nous avons convenu, l'Opposition et le gouvernement à l'époque, d'ailleurs, l'Opposition libérale et le gouvernement, qu'un minimum de 10 % d'investissement devrait être fait par les "majors", soit 2 500 000 \$ par année. Je pense qu'il y avait là le début d'une entente, à mon avis, entre adultes et surtout entre gens qui se tiennent debout pour que le Québec récupère une partie des fonds récoltés ici par les "majors".

La position du PQ là-dessus était simple: chaque dollar de profit perçu au Québec devait servir à créer des emplois au Québec dans le domaine du cinéma. La ministre a reculé sur ce point. Je pense que c'est un recul important et c'est peut-être pour cela qu'il y a eu une entente. Quand on donne sa chemise à l'autre partie, l'autre partie signe, c'est bien connu. Les

2 000 000 \$ que les "majors" auraient dû réinvestir au Québec auraient signifié des emplois dans le domaine du cinéma, auraient signifié que des techniciens auraient travaillé au Québec dans le domaine du cinéma, enfin, en partie. Vous savez très bien qu'un film se fait avec la contribution de bien des sources: Téléfilm Canada, l'Institut québécois du cinéma, les distributeurs québécois, Viva Film, René Malo Film et autres, l'ONF maintenant aussi. Il est sûr que si une maison de réinvestissement de profits américains avait existé cela aurait permis aux cinéastes québécois d'avoir d'autres sources de financement et, ainsi, plus de films auraient été tournés au Québec et, donc, plus d'emplois.

Nous croyons que chaque dollar récolté au Québec en profit doit servir à créer des emplois au Québec dans un domaine ou l'autre: dans le domaine de l'automobile, dans le domaine du cinéma ou dans tout autre domaine économique. Nous craignons que ce recul de la ministre, qui était peut-être le prix à payer pour avoir une signature, signifie moins d'emplois au Québec qu'on en aurait eu si l'entente avait été signée en respectant les priorités économiques du Québec, les priorités de création d'emplois. Malheureusement, il y a eu un recul là-dessus.

Il y a également eu un autre recul important et significatif. De plus en plus au Québec, dans le domaine du cinéma d'ailleurs, la vidéo devient un facteur important. La vidéo constitue, à l'égard des salles de cinéma, un concurrent qui amène bien des salles à fermer. D'ailleurs, les chiffres démontrent que quand une vidéo sort dans les magasins de vidéo, automatiquement, la fréquentation des salles baisse dramatiquement. Il aurait donc fallu prévoir dans la loi ou les règlements une période de décompression pour un film, au terme de laquelle période de profits pour les salles et les distributeurs la vidéo peut maintenant sortir. Sur ce point, la ministre est totalement silencieuse. Aucune négociation n'a été faite là-dessus, avec le résultat que les salles de cinéma ne sont plus protégées du tout contre la vidéo. Si on veut que le cinéma soit accessible dans les salles à l'ensemble des Québécois, il faut que ces salles soient rentables et le seul moyen est de s'assurer que la vidéo ne sort qu'après que le film a fait une carrière en salle suffisamment longue pour couvrir les frais de ce film.

Un domaine qui n'a pas été touché, c'est celui de la billetterie. Depuis 20 ans, le milieu du cinéma demande que chaque billet de cinéma vendu pour voir un film au Québec fasse partie d'une statistique bien gardée afin que le ministère sache ainsi combien de billets ont été vendus et combien de profits la compagnie a fait sur tel film,

de manière à établir une politique basée sur des chiffres réels et non pas sur une déclaration plus ou moins fiable des "majors" ou des distributeurs. Sur ce point, il y a eu un recul du gouvernement. Donc, quand on dit que le PQ était dogmatique et autoritaire, si être dogmatique consiste à insister pour que les sommes d'argent perçues ici servent à produire des films ici, nous sommes effectivement dogmatiques. Si être dogmatique consiste à s'assurer que des emplois sont créés au Québec par ceux qui font de l'argent ici sur le dos des Québécois, nous sommes dogmatiques et autoritaires, c'est bien sûr.

Par ailleurs, je terminerai en disant que la négociation libérale a porté fruit, mais à quel prix? On ne le sait pas encore. Je crains que le fruit n'ait été de 2 500 000 \$ dans l'investissement que les "majors" ne feront pas au Québec. Ils sont maintenant très heureux dans leur empire de Hollywood de voir que le Québec s'est fait avoir, même s'ils ont concédé une petite partie du marché - de toute façon ils ne touchaient pas au film français auparavant - à des distributeurs québécois.

Est-ce que le prix à payer était trop élevé? Le public jugera, M. le Président, et il décidera si la ministre et les libéraux ont été de bons négociateurs, s'ils ont été meilleurs que ceux qui les ont précédés et ceux qui les suivront. Je vous remercie beaucoup, M. le Président. Nous voterons pour ce projet de loi parce que nous croyons que c'est un petit pas en avant dans la bonne direction et nous espérons que la marche en avant du cinéma québécois se poursuivra et que l'entente sera plus exigeante pour les "majors" qui, je le rappelle, perçoivent chaque année 18 000 000 \$. Nous croyons qu'ils devraient en remettre une partie dans les mains des producteurs et des cinéastes québécois, à défaut de quoi, à mon avis, c'est une entente bidon, qui constitue plus de la poudre aux yeux qu'un progrès réel.

Le Président: Je remercie M. le député de Mercier pour son intervention.

Est-ce qu'il y a d'autres intervenants sur le projet de loi avant que je reconnaisse Mme la ministre des Affaires culturelles dans son droit de réplique?

Je vais reconnaître maintenant Mme la ministre des Affaires culturelles dans son droit de réplique sur le projet de loi 157, Loi modifiant la Loi sur le cinéma. Mme la ministre.

Mme Lise Bacon (réplique)

Mme Bacon: En écoutant le député de Saint-Jacques, j'ai l'impression qu'il se cherche en vain, qu'il cherche surtout en vain contre qui il se bat. On a l'impression,

à certains moments, qu'il se bat contre les "majors", on a l'impression, évidemment, qu'il se bat contre le gouvernement actuel. On se demande s'il se bat contre l'attitude de l'ancien gouvernement qui n'a pas réglé ce dossier d'une façon définitive.

Dans les propos contradictoires du député de Saint-Jacques, à un certain moment, il qualifie ce projet, cette entente comme un recul, mais il reconnaît en même temps que l'entente améliore la situation des distributeurs au Québec. Le député de Saint-Jacques examine aussi l'action de l'ancien gouvernement qui a fait en sorte de bloquer ce dossier du cinéma. L'ancien gouvernement a déçu les agents du milieu par son inaction et créé aussi des situations insupportables en ce que la loi demeurerait inopérante.

Je pense, M. le Président, que le présent gouvernement fait preuve de responsabilité politique dans l'action au lieu de négocier sur la place publique dans l'inaction comme l'a fait l'ancien gouvernement.

S'il reste certains articles qui ne sont pas adoptés et que nous mettons de côté dans ce dossier, c'est que ces articles peuvent toujours être adoptés si les "majors" américains ne respectaient pas l'entente. Je pense que, quand on signe une entente, on se garde toujours des munitions au cas où l'entente ne serait pas respectée par l'autre partie et c'est ce que nous faisons. Nous mettons de côté certains articles de la loi 109 et nous les appliquerons si l'entente n'était pas respectée par les "majors". Ils le savent, c'est ce que nous leur avons dit au cours de nos rencontres et de nos négociations.

(12 h 40)

Je dois dire que j'ai trouvé le discours du député de Mercier plus intelligent que celui du député de Saint-Jacques, parce qu'il a vécu ce fameux dossier du cinéma, et il a été incapable de convaincre ses collègues de lui donner l'appui dont il avait besoin pour continuer les négociations. Cela a fait qu'à la veille d'une élection le gouvernement du Québec avait reculé devant ce qu'il appelait les menaces américaines. Moi, j'ai eu l'appui de mes collègues, M. le Président.

Une voix: Oui, ça c'est vrai.

Mme Bacon: J'ai eu l'appui du Conseil des ministres. J'ai eu l'appui des députés qui voulaient que nous réglions ce dossier. Je dois dire que je suis fière que ce soit notre gouvernement qui ait débloqué, qui ait réussi ce grand déblocage. Et pas à genoux, M. le Président; pas du tout. Nous l'avons fait d'une façon intelligente, d'une façon rationnelle, sur une base d'affaires et non sur une base idéologique. Nous l'avons fait en nous ouvrant sur des possibilités qui s'offraient à nos distributeurs. Nous l'avons

fait aussi, cette négociation, en maintenant le dialogue ouvert avec nos distributeurs, nos distributeurs que nous voulons protéger. Ces distributeurs, s'ils ont un accès plus grand au marché, pourront faire en sorte de mettre un peu plus d'argent dans la production des films québécois. C'est ce que certains ont commencé à faire et d'autres suivront ces exemples.

Par ces négociations qui ne sont pas terminées, nous avons entrepris la négociation de la vidéo et nous espérons, vers la fin de janvier, être capables de réussir la même entente avec le film. Dans la vidéo, on le sait, il y a des problèmes. Il y a une piraterie épouvantable qui existe en ce moment et il faut que cela cesse. Il faut protéger nos gens ici dans ce dossier, et c'est ce que nous faisons. Nous avons commencé par régler le dossier du cinéma, parce que je pense que nous ne serions arrivés à aucune entente en voulant régler les deux en même temps. Nous avons fait reconnaître aux "majors" américains - pour un gouvernement libéral, nous n'avons pas pavoisé, comme on le fait en face - ce qu'ils ont appelé le "uniqueness of Quebec", la spécificité du Québec. C'est un gouvernement libéral qui a réussi à faire reconnaître ça aux Américains.

Des voix: Bravo!

Mme Bacon: Quand je dis que je n'ai pas de leçon à recevoir d'en face, en voilà une preuve vivante. Ce dossier, nous avons réussi à le faire en leur faisant reconnaître cette spécificité québécoise.

Au cours des mois et des années qui viennent, puisque cette entente dure cinq ans, nous allons exercer une surveillance sur les dossiers qui sont devant nous et sur le respect que l'on accordera à l'entente. S'il y avait non-respect de cette entente - nos voisins du Sud le savent - nous pourrions utiliser des articles qui sont mis de côté en ce moment dans la loi 109. Ils pourraient être utilisés pour que cette entente soit respectée ou qu'on revienne à la loi telle qu'elle était écrite précédemment et à ces articles qui n'avaient pas été adoptés.

Je pense que, dans les circonstances, nous avons réussi, debout - je le maintiens - non pas à genoux, comme le disait le député de Mercier mais debout avec tout l'effort que nous voulions y mettre, avec tout le respect que nous avons pour les gens du milieu. Nous avons réussi à le faire et cela, avec l'acceptation du milieu que nous avons consulté. Je mets l'accent là-dessus parce que je pense que ce gouvernement, dans celui-là comme dans d'autres dossiers, veut réussir d'abord une vaste consultation du milieu, veut réussir aussi une concertation des gens du milieu entre eux et du milieu avec nous. C'est après que nous réussissons à

fermer la boucle dans nos dossiers et à prendre des décisions qui répondent aux besoins et aux aspirations du milieu. Si nous avons réussi ce dossier, nous sommes remplis d'espoir de pouvoir réussir le dossier de la vidéo pour qu'enfin ces deux dossiers majeurs qui sont importants pour le milieu du cinéma rapportent des dividendes qui ne sont peut-être pas écrits dans la loi mais qui se traduiront par une meilleure possibilité pour les distributeurs d'avoir accès à des films, qui se traduiront aussi par des possibilités de nos distributeurs d'investir dans la production du film québécois puisque les affaires qu'ils pourront avoir dans ce domaine seront beaucoup plus prospères puisqu'ils ont accès à davantage de films.

M. le Président, je dois dire que nous l'avons négocié avec rigueur, nous l'avons négocié avec intelligence. Je dois dire que notre négociateur, M. Francis Fox, a fait un travail extraordinaire dans ce dossier. Je dois dire aussi que jamais je ne laisserai cette entente en plan. Je pense que cette entente devra être respectée par nos interlocuteurs et ils savent que s'ils ne le faisaient pas il existe certains articles de la loi que nous pourrions appliquer à ce moment-là. C'est l'entente que nous avons avec eux. Je pense que nous avons fait en sorte de répondre à toutes les questions du milieu, les questions qui préoccupent certaines personnes.

Nous avons fait un pas important. Nous avons réussi un déblocage important, un déblocage majeur pour le Québec puisque, comme disait Michel Roy, il fut un temps encore tout récent où les grandes entreprises américaines de distribution de films considéraient le Québec comme le Wyoming ou l'Idaho. Grâce à l'entente que viennent de signer Mme Bacon, du ministère des Affaires culturelles, et M. Jack Valenti, directeur général de la Motion Picture Export Association of America, cette époque est révolue.

Je suis très heureuse, M. le Président, de cette entente. Je dois dire que l'adoption de la loi 157 nous permettra de faire ce déblocage, de continuer ce déblocage et de le continuer aussi dans le domaine de la vidéo. Merci, M. le Président.

Le Président: Merci, Mme la vice-première ministre. Cette dernière intervention met fin au débat sur l'adoption du principe du projet de loi 157. Est-ce que le principe du projet de loi 157, Loi modifiant la Loi sur le cinéma, est adopté?

Des voix: Adopté.

Le Président: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

Renvoi à la commission de la culture

M. Lefebvre: M. le Président, je fais motion pour déferer le projet de loi 157 à la commission de la culture et que cette commission soit présidée par un président de séance.

Le Président: Est-ce que cette motion de déférence est adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Président: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Avec le consentement de l'Opposition, je vous demanderais de suspendre les travaux jusqu'à 15 heures.

Le Président: Est-ce que j'ai le consentement des deux côtés de cette Assemblée? Consentement. Les travaux de cette Assemblée sont maintenant suspendus jusqu'à 15 heures.

(Suspension de la séance à 12 h 48)

(Reprise à 15 h 6)

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît: Veuillez vous asseoir. M. le leader adjoint, M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

M. Ciaccia: M. le Président, je vous demanderais d'appeler l'article 56, s'il vous plaît:

Projet de loi 138

Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

Le Président: À l'article 56, au feuillet, cet après-midi, il s'agit de la prise en considération du rapport sur le projet de loi 138, Loi sur le ministère du Solliciteur général et modifiant diverses dispositions législatives présenté par M. le Solliciteur général. Je vais reconnaître, comme premier des intervenants, M. le Solliciteur général.

M. Ciaccia: M. le Président.

Le Président: M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

M. Ciaccia: Est-ce que je pourrais demander de suspendre les travaux pour quelques minutes afin d'attendre que le critique officiel de l'Opposition arrive.

Le Président: Parfait, M. le ministre. M. le leader adjoint de l'Opposition.

M. Gendron: M. le Président, on avait convenu avec la présidence qu'on pouvait quand même démarrer, parce que c'est le Solliciteur général qui, dans un premier temps; doit faire sa présentation et comme il s'agit d'une question de minutes, il n'y a pas d'inconvénient à ce qu'il débute tout de suite pour que les travaux de la Chambre fonctionnent normalement.

Le Président: M. le Solliciteur général, est-ce que vous désirez débiter immédiatement votre présentation du rapport ou s'il est préférable de suspendre pendant quelques minutes?

Les travaux de cette Assemblée sont suspendus pour quelques minutes.

(Suspension de la séance à 15 h 8)

(Reprise à 15 h 9)

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît: Tel qu'entendu entre les deux formations politiques, je vais reconnaître maintenant M. le député de Taillon comme premier intervenant sur la prise en considération du rapport de la commission sur le projet de loi 138, Loi sur le ministère du Solliciteur général et modifiant diverses dispositions législatives.

M. le député de Taillon, vous avez la parole.

M. Claude Filion

M. Filion: Je vous remercie, M. le Président. Effectivement, nous en sommes à l'étape de la prise en considération du rapport de la commission qui a procédé, comme on le sait, à l'étude article par article du projet de loi 138, projet de loi qui pourvoit à la constitution et à l'organisation du ministère du Solliciteur général.

M. le Président, je n'ai pas l'intention de reprendre ce qui a été dit en cette Chambre à l'occasion du discours de deuxième lecture, mais je voudrais simplement souligner, d'une part, le fait que l'Opposition a collaboré à l'adoption de ce projet de loi qui permettra la création juridique du ministère du Solliciteur général à partir du ministère de la Justice actuel. Nous voyons d'un très bon oeil la constitution indépendante et autonome d'un ministère du Solliciteur général.

Deuxièmement, je veux souligner le fait que les responsabilités qui sont dévolues au Solliciteur général sont extrêmement lourdes et importantes et qu'à ce titre le député de Chambly, qui a accepté de diriger ce futur ministère, aura sûrement des responsabilités très lourdes à assumer, mais pour lesquelles l'Opposition pourra collaborer comme cela a toujours été le cas en ce qui nous concerne. En ce sens, M. le Président, nous n'avons pas

autre chose à vous souligner cet après-midi, sinon de vous rappeler évidemment les éléments que nous avons déjà soulignés à l'occasion du discours de deuxième lecture. Je vous remercie.

Le Président: Je remercie M. le député de Taillon. Est-ce qu'il y a d'autres intervenants à l'étape de la prise en considération du rapport sur le projet de loi 138? M. le Solliciteur général.

M. Gérard Latulippe

M. Latulippe: M. le Président, tous les arguments ont été donnés lors de la deuxième lecture. Je veux souligner moi aussi, finalement, qu'il s'agit d'un projet de loi dont le principe a été accepté à l'unanimité et qu'il est évident que, dans cette affaire, nous avons eu la collaboration de l'Opposition tout au long du débat. Je pense qu'il a été admis de part et d'autre qu'il était nécessaire au Québec qu'il y ait un ministère spécifiquement voué à la sécurité publique des Québécois et des Québécoises puisque, effectivement, il s'agit là d'un service hautement essentiel pour tous les Québécois, qui nécessite l'attention d'un ministre à temps plein, avec une vocation distincte de celle du ministère de la Justice. Je pense que c'est un pas en avant pour la justice au Québec et je pense que l'Opposition et le gouvernement s'entendent sur ce projet de loi.

Une voix: Bravo!

Le Président: Je remercie le Solliciteur général.

Est-ce que le rapport de la commission des institutions concernant le projet de loi 138, Loi sur le ministère du Solliciteur général et modifiant diverses dispositions législatives, est adopté?

M. Gendron: Adopté, M. le Président.

Le Président: Adopté. M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

M. Ciaccia: M. le Président, je demanderais le consentement pour procéder à l'adoption du projet de loi.

Le Président: M. le leader adjoint de l'Opposition.

M. Gendron: Il y a consentement de la part de l'Opposition pour qu'on procède tout de suite à la troisième étape.

Adoption

Le Président: Est-ce que le projet de loi 138, Loi sur le ministère du Solliciteur

général et modifiant diverses dispositions législatives, est adopté?

M. Gendron: Adopté, M. le Président.

Le Président: Adopté. M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

M. Ciaccia: Je vous demanderais, M. le Président, d'appeler l'article 19, s'il vous plaît!

Projet de loi 131

Adoption du principe

Le Président: À l'article 19 du feuillet, il s'agit de l'adoption du principe du projet de loi 131, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation et modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation. Nous allons entendre, comme premier intervenant sur ce projet de loi, M. le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science. M. le ministre, vous avez la parole.

M. Claude Ryan

M. Ryan: M. le Président, le projet de loi 131 n'a pas pour objet de révolutionner le monde de l'éducation. Il veut, conformément à l'esprit du gouvernement actuel, en favoriser le fonctionnement harmonieux et ordonné.

Souvent, certains s'imaginent que la seule façon d'être utile est de chambarder les structures de fond en comble et de se complaire à l'infini dans des organigrammes qui satisfont beaucoup plus les vus de l'esprit que les besoins de la réalité. Il existe une autre façon de gouverner, surtout au sortir d'une période qui a été caractérisée par des changements nombreux et profonds dont, souvent, on n'a pas fini de se remettre. Elle consiste à mettre de l'ordre dans les choses, les améliorer de jour en jour, les rendre plus faciles, plus claires, plus nettes, de manière que ceux qui doivent évoluer à l'intérieur des structures puissent s'épanouir plus facilement et de manière plus équilibrée, en particulier lorsque nous touchons au système d'enseignement qui a été l'objet de changements si nombreux et parfois si radicaux depuis une vingtaine d'années. Un devoir de prudence s'impose à nous, un devoir de vigilance aussi, afin que nous soyons à l'affût de tous les points faibles qui doivent être corrigés pour permettre un meilleur fonctionnement du système.

Le projet de loi que nous présentons aujourd'hui vise à effectuer un certain nombre de redressements, à mettre des crans de sûreté dans le système de manière qu'il

soit davantage à l'abri de contestations artificielles ou de perturbations qui n'auraient d'autre raison d'être que le caprice de certains individus. Le premier changement que nous introduisons concerne le partage des responsabilités qui est effectué dans nos lois entre le gouvernement, le ministre, les commissions scolaires et ceux qui sont chargés du fonctionnement de notre système d'enseignement. Je vais expliquer de quoi il s'agit.

En vertu de la loi actuelle sur l'instruction publique, le gouvernement dispose du pouvoir d'établir le régime pédagogique dans les écoles placées sous le contrôle des commissions d'écoles. D'autre part, les commissions d'écoles se voient attribuer, en vertu d'une modification apportée à la Loi sur l'instruction publique, en 1979, le pouvoir d'assurer l'application des régimes pédagogiques et des programmes d'études dans les écoles qui relèvent de leur compétence, le pouvoir d'adapter les contenus facultatifs de ces programmes d'études et de les enrichir selon leurs besoins et leurs priorités. Les commissions ont également le pouvoir, nous le savons tous, d'embaucher les enseignants, de leur donner des promotions, de distribuer des enseignants à travers les écoles qui relèvent de leur compétence, d'acheter des manuels qui servent dans les classes. Ils ont une foule de responsabilités.

Entre le gouvernement et les commissions d'écoles, se situe le ministre de l'Éducation dont les pouvoirs sont définis beaucoup moins clairement. Si vous regardez la loi qui constitue le ministère de l'Éducation, on peut y lire que le ministre de l'Éducation a la direction du système. Très bien, c'est magnifique: On dit qu'il est chargé de proposer au gouvernement des politiques, de mettre en oeuvre les lois adoptées par l'Assemblée nationale et les règlements approuvés par le gouvernement mais les pouvoirs que lui donne la loi sont extrêmement limités. Or, de notre côté, si nous consultons les régimes pédagogiques, vous savez qu'en vertu de l'article 16 de la Loi sur l'instruction publique dont je viens de parler, le gouvernement a l'autorité voulue pour instituer un régime d'études au niveau primaire et au niveau secondaire de même qu'au niveau préscolaire. Nous disposons depuis 1981 de deux régimes pédagogiques. L'un s'applique au niveau primaire et préscolaire et l'autre s'applique au niveau secondaire.

Si vous lisez ce régime pédagogique du primaire et ce régime du secondaire, vous constatez, à la lecture, que le régime pédagogique donne des pouvoirs considérables au ministre. Je vais vous en donner quelques exemples. Au niveau secondaire, par exemple, l'enseignement... Je vais commencer par le

commencement. On dit que l'enseignement de l'anglais, langue seconde, commence au deuxième cycle du primaire, sauf pour les projets d'innovation pédagogique autorisés par le ministre. Vous cherchez dans la loi le lien exact avec cet article du régime pédagogique et vous ne le trouvez pas. C'est une sorte de pouvoir qui a été donné au ministre à l'occasion de l'adoption du régime pédagogique, mais qui ne découle par clairement de ce qui est écrit dans la loi suivant plusieurs commentateurs. D'autres commentateurs soutiendront une thèse différente. Plusieurs commentateurs sérieux vous diront que le ministre s'est vu attribuer un pouvoir qui va au delà de ce que prévoyait la loi.
(15 h 20)

Un autre exemple que nous connaissons tous. Suivant notre réglementation actuelle, suivant le régime pédagogique, un élève ne peut être admis à l'école que s'il a eu cinq ans avant le 1er octobre de l'année scolaire. S'il a cinq ans le 2 octobre, il devra commencer son préscolaire en septembre de l'année suivante. C'est en vertu du régime pédagogique. Mais le ministre a le pouvoir de donner une dérogation. L'ancien ministre de l'Éducation qui m'écoute a probablement agi de la même manière quand il était ministre. Il nous arrive de temps à autre d'accorder des exemptions, des dérogations. Nous avons le droit de le faire pour des raisons que nous sommes libres d'établir, qui ne sont même pas dans le régime pédagogique. Encore là, c'est un pouvoir qui appartient au ministre, dont la provenance juridique est entachée d'obscurité et de doute.

Je pourrais multiplier les exemples. Il y en a des quantités, mais je vais vous en donner deux autres qui ne manquent pas d'importance. On dit à la fin du régime pédagogique du primaire: "Le présent règlement s'applique dans les commissions scolaires et sous réserve des dispositions de la Loi sur l'enseignement privé et des règlements s'y rattachant et s'applique aussi dans les institutions privées régies par ladite loi qui dispensent l'enseignement régulier aux élèves de l'éducation préscolaire et du niveau primaire."

Ensuite, on trouve ce paragraphe-ci: "Le ministre précise les modalités d'application du présent règlement. Par ailleurs, lorsque l'application de l'un ou de plusieurs articles du règlement peut causer préjudice à un enfant, le ministre, sur demande motivée, peut autoriser une dérogation à un ou plusieurs articles." C'est un pouvoir considérable, c'est un pouvoir très étendu qui a suscité, à juste titre, des réserves dans plusieurs milieux, en particulier chez les juristes.

L'objet du premier article du projet de loi que nous présentons aujourd'hui est de régulariser cette situation de manière à

donner satisfaction à toutes les exigences que pourraient formuler des juristes avertis. En vertu de l'article premier du projet de loi que nous proposons, le gouvernement pourrait désormais adopter des règlements sur le régime pédagogique, ce qu'il a déjà le pouvoir de faire, mais on ajouterait que ce règlement sur le régime pédagogique que peut adopter le gouvernement peut permettre au ministre d'autoriser une dérogation à une disposition du règlement, sur demande motivée, lorsque l'application du règlement risque de causer préjudice à un élève.

On permettrait également au ministre d'établir les modalités d'application des règles de sanction des études et d'exempter une catégorie d'élèves qu'il indique de l'application de certaines règles. On permettrait également au ministre d'appliquer progressivement les dispositions du règlement visant la répartition des matières obligatoires et des matières à option et les parties du règlement qui visent les règles de sanction des études. C'est une partie très importante des régimes pédagogiques que nous touchons ici. Dorénavant, une fois que nous aurons adopté ce projet de loi, ce que je souhaite vivement, le ministre pourra agir en parfaite lumière. On ne le soupçonnera pas de vouloir agrandir son empire, on ne le soupçonnera pas de vouloir se substituer au gouvernement ni à l'Assemblée nationale. Il agira dans la sphère de compétence que peut lui attribuer par règlement le gouvernement. Il ne peut pas agir de son seul chef. Il faut qu'il soumette ses projets au gouvernement, et ensuite il peut agir.

Je voudrais vous dire d'expérience que, si toutes ces choses devaient être abandonnées à des décisions de l'ensemble du gouvernement, on s'exposerait à deux choses: soit à des retards absolument coûteux pour le système d'enseignement, soit à des décisions qui seraient prises sans connaissance de cause.

Nous connaissons tous le nombre très élevé des problèmes dont est saisi le gouvernement. Demain le cabinet tiendra une réunion. Nous recevons l'ordre du jour de la réunion de demain. Il tient en deux cahiers d'à peu près 200 pages chacun. Inutile d'ajouter que le gouvernement ne peut pas étudier comme cadre, de manière détaillée, toutes les questions qui lui sont soumises. Il faut absolument que des initiatives soient laissées à chaque ministre de manière que les choses puissent fonctionner efficacement.

Je voudrais rendre ici un témoignage à la machine gouvernementale québécoise dont on entend dire souvent beaucoup de mal. Je dois dire que, dans ses échelons les plus élevés, l'appareil gouvernemental fonctionne avec une efficacité remarquable. S'il n'en dépendait que de la machine, elle pousse toujours sur les problèmes pour les faire aboutir à des solutions et, souvent, c'est à

cause de l'immense complexité politique de certaines situations que l'appareil ne peut pas produire les solutions. Je dois rendre hommage à sa capacité d'innovation, à sa grande souplesse et à sa grande facilité d'ajustement à des situations difficiles.

C'est l'objet du premier article de notre projet de loi. Nous voulons qu'il y ait une complémentarité mieux définie dans la Loi sur l'instruction publique, dans la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation et dans la Loi sur le ministère de l'Éducation quant aux rôles respectifs du gouvernement, du ministre de l'Éducation et des commissions scolaires.

Le deuxième point que nous visons à corriger avec ce projet de loi concerne l'âge d'admission à l'école. Il faut avoir travaillé un peu dans ces choses pour avoir eu l'occasion de s'en rendre compte, mais il existe une contradiction entre le régime pédagogique actuel et la Loi sur l'instruction publique. Suivant le régime pédagogique, comme nous en avons parlé souvent dans cette Chambre, l'âge d'admission à l'école est déterminé par la date de naissance de l'enfant. Si l'enfant a eu cinq ans avant le 1er octobre, il peut être admis à l'école pour l'année scolaire qui commence le 1er septembre, mais s'il a eu cinq ans après le 1er octobre, il doit attendre l'année suivante.

Dans la loi, ce n'est pas ce qu'on dit. Cela, c'est le régime pédagogique. Dans la loi, à l'article 33 - je vais vous le donner - on dit que la commission scolaire est tenue d'accueillir dans ses écoles tout enfant domicilié dans la municipalité depuis le début de l'année scolaire suivant le jour où il a atteint l'âge de cinq ans; depuis le début de l'année scolaire qui suit le jour où il a atteint l'âge de cinq ans. Cela veut dire que, s'il a atteint l'âge de cinq ans - l'année scolaire commence le 1er juillet - le 1er août, il sera admis à l'école à compter du 1er juillet, c'est-à-dire du 1er septembre de l'autre année.

Cela crée des problèmes sérieux, parce que le régime pédagogique définit le 1er octobre et la loi définit le 1er juillet. Alors, l'objet du changement que nous proposons c'est d'harmoniser le régime pédagogique et la Loi sur l'instruction publique de manière qu'à l'avenir un enfant doive être admis à l'école depuis le début de l'année scolaire au cours de laquelle il a atteint l'âge de cinq ans et ce, à la date fixée par le règlement, c'est-à-dire par le régime pédagogique.

Cela veut dire que, normalement, d'après l'amendement que nous proposons, un enfant pourrait être admis à l'école au cours de l'année scolaire pendant laquelle il atteint l'âge de cinq ans. Comme l'année scolaire va du 1er juillet au 30 juin, si l'enfant a eu cinq ans n'importe quand dans l'année il pourrait être admis à l'école cette année-là avec la restriction suivante: à la date qui est définie dans le régime pédagogique qui

est une application plus précise de la loi. Comme le régime pédagogique dit actuellement le 30 septembre, il ne pourra pas être admis avant cela. S'il est né après le 30 septembre il va attendre l'autre année.

Avec ceci, le gouvernement pourrait en tout temps modifier la date du 30 septembre pour la reporter au 31 octobre, au 30 novembre, éventuellement au 31 décembre et, souhaitons-le, un jour au 31 janvier, c'est-à-dire jusqu'au milieu de l'année scolaire qui serait le point idéal pour des raisons d'équilibre numérique facile à comprendre.

Nous savons tous qu'il s'agit là d'un objectif défini dans le programme politique du Parti libéral du Québec. C'est l'un des rares engagements qu'il nous reste à tenir. Tous les autres auront pratiquement été réalisés dans les deux premières années de pouvoir du gouvernement. Celui-ci n'a pas pu être attaqué encore pour les raisons financières que nous connaissons très bien. Nous n'avions pas les ressources nécessaires pour le mettre en oeuvre. Cela demeure une de nos priorités. J'espère vivement que nous pourrions en entreprendre la réalisation avant la fin du présent mandat. Avec la modification que nous apportons à la Loi sur l'instruction publique nous obtiendrions deux améliorations. D'abord, nous ferions cesser la contradiction actuelle entre le régime pédagogique qui parle du 30 septembre et l'article 33 de la Loi sur l'instruction publique qui parle du 1er juillet. Et nous garderions la porte ouverte, le gouvernement n'aurait même pas besoin de modifications législatives pour porter la date d'admission du 30 septembre au 31 octobre, éventuellement au 30 novembre, plus tard au 31 décembre et peut-être, comme je le disais, au 31 janvier.

(15 h 30)

Voilà un autre objectif que poursuit le projet de loi qui entraînera, j'en suis sûr, l'adhésion de tous les membres de cette Chambre, sans distinction de parti.

Une troisième modification est envisagée. Elle concerne la participation des parents. Ce n'est pas une modification majeure mais les parents la demandent depuis des années. Elle n'a pas été accordée jusqu'à maintenant. Nous avons décidé de faire droit à cette demande insistante de la Fédération des comités de parents de la province de Québec et aussi d'un grand nombre de comités de parents et de comités d'école.

Selon les dispositions actuelles de la Loi sur l'instruction publique, il est prévu que, chaque année, au mois de mai, le principal convoque une assemblée des parents pour l'élection d'un comité d'école en vue de l'année scolaire qui va suivre, qui commencera le 1er septembre ou autour du 1er septembre. On dit que sont invités à

cette assemblée les parents des élèves qui fréquentent l'école. Il y a bien des parents qui enverront leurs enfants à l'école la première fois le 1er septembre. Au mois de mai, ces parents n'ont pas d'enfant à l'école, mais ils seront intéressés à ce qui va se passer au comité d'école. Un comité d'école qui veut prévoir un peu les problèmes de remplacement se dit: on aura unetelle, son enfant va commencer en première année, elle vient de déménager dans la paroisse, ses enfants vont venir à l'école au mois de septembre. On aimerait l'avoir comme membre du comité d'école. C'est très bien. C'est parfait.

On procède à l'élection et là ils se font dire par le directeur d'école ou par un autre: Cette personne n'a pas le droit d'être là parce que c'est prévu dans la loi qu'il fallait que ses enfants fréquentent l'école au mois de mai quand l'assemblée a eu lieu. Avec la modification que nous proposons, on changerait les mots: "qui fréquentent l'école" par les mots "qui sont inscrits à l'école". Par conséquent - c'est bon que l'assemblée ait lieu dès le mois de mai pour que le comité d'école puisse préparer l'année suivante, c'est très bien - il suffirait que les enfants soient inscrits à l'école en vue du mois de septembre suivant pour que leurs parents puissent être habilités à faire partie du comité d'école. Je pense que cette modification se passe d'autres commentaires. Elle parle par elle-même et il me semble que c'est faire droit à une requête d'un bon sens et d'un réalisme élémentaires.

Nous avons commencé le printemps dernier un redressement qui nous apparaissait nécessaire au sujet duquel nous avons obtenu l'adhésion de l'Opposition que nous avons vivement appréciée. Je pense qu'il en ira ainsi du complément de modification que nous voulons apporter aujourd'hui. Il s'agit de la manière pour les commissions scolaires d'établir leur budget annuel. L'ancienne Loi sur l'instruction publique, jusqu'à l'adoption de la loi 24 en mai dernier, prévoyait l'obligation pour les commissions scolaires de présenter à tout prix un budget équilibré. Le ministre ne pouvait pas approuver autre chose qu'un budget équilibré. Il arrivait ce que vous savez. Les commissions scolaires se forçaient. Parfois, elles se faisaient un budget déficitaire et, pour arriver à la fin de tout avec un budget équilibré, elles ajoutaient des revenus ou des dépenses artificielles. Souvent cela servait surtout à gonfler les dépenses. Ce n'était pas du tout une incitation à l'épargne, parce que la règle c'était de finir avec un budget équilibré. Cela rappelait un peu les anciennes époques de l'administration publique à Québec où un sous-ministre était considéré incompétent s'il finissait l'année avec un surplus dans sa caisse.

Aujourd'hui, avec le nouveau régime

qu'a introduit le président du Conseil du trésor, un ministre qui n'a pas de crédits périmés à remettre au Conseil du trésor à la fin de l'exercice est considéré incompétent. Il ne recevra pas de compliment s'il ne reste rien dans sa caisse. Bien au contraire. Dans la même perspective, nous voulons qu'il y ait un peu plus de souplesse dans les politiques budgétaires des commissions scolaires. Ce désir a été traduit dans plusieurs changements que nous avons apportés, le printemps dernier, à l'article de la Loi sur l'instruction publique qui régit les budgets des commissions scolaires.

Quand nous avons fait nos changements, nous ne sommes pas allés tout à fait assez loin. L'obligation reste pour les commissions scolaires de faire des budgets équilibrés, c'est le principe. En pratique, le ministre peut autoriser, à des conditions qu'il détermine et suivant des modalités qu'il définit, une commission scolaire à faire un déficit et à l'étaler comme dépense sur son budget de l'année suivante. Une commission scolaire peut de même faire un surplus. Cela est très important aussi. Je suis heureux de dire qu'un bon nombre de commissions scolaires ont actuellement des surplus même si les ressources sont limitées. Elles gèrent leurs affaires d'une manière telle qu'à la fin de l'exercice, elles se retrouvent avec un certain surplus plutôt qu'avec un déficit. Je voudrais les en féliciter.

Nous connaissons d'autres secteurs de l'administration publique où l'on fonctionne très différemment. J'ai vu des directeurs d'établissements publics dans d'autres secteurs venir se vanter à moi, comme député, qu'ils faisaient un déficit parce que c'était la meilleure façon d'avoir un surcroît de subvention. Dans les commissions scolaires, ce n'est pas un langage qu'on entend, ni dans les cégeps. Fort heureusement. J'espère qu'il en sera de même dans tout le système d'enseignement avant longtemps.

Les universités nous posent un problème particulier que nous étudions très attentivement ces semaines-ci en vue d'y apporter des solutions. En tout cas, en ce qui touche les commissions scolaires, je pense que nous pouvons continuer avec les modifications qui ont été adoptées le printemps dernier. Ce sont des amendements très sains, que tout le monde approuve.

Il reste une petite modification à apporter. Il faudrait dire clairement que le ministre, aux conditions et suivant les modalités qu'il détermine, a le pouvoir d'autoriser une commission scolaire à adopter un budget qui ne maintient pas l'équilibre prescrit à l'article 339.1. C'était prégnant, c'était implicite dans les modifications que nous avons faites le printemps dernier. Il reste à ajouter ce complément pour qu'il ne subsiste aucune espèce d'obscurité à ce sujet.

Dans la mesure où nous ajouterons cet article, nous serons justifiés de faire disparaître le deuxième alinéa d'un autre article où il est dit que le ministre peut autoriser une commission scolaire à étaler son déficit aux conditions et selon les modalités qu'il détermine.

C'est évident que, lorsque le ministre autorisera un déficit, quand il définira les modalités, il précisera aussi les modalités sur lesquelles ce déficit devra être étalé dans le temps sur une année, deux ans ou trois ans. Avec l'article que nous proposons qui est de teneur plus générale, nous pourrions disposer de ce qui était prévu au deuxième alinéa de l'article 339.4 et en même temps donner au ministre l'autorité qui viendra compléter l'oeuvre d'amélioration que nous avons commencée le printemps dernier. Je ne pense pas qu'il y ait autre chose à ajouter sur ce point particulier, M. le Président. Je pense que c'est très clair.

Un peu plus loin vous trouverez des clauses de même nature concernant des articles de la Loi sur l'instruction publique qui vise le Conseil scolaire de l'île de Montréal. Vous savez que les affaires du Conseil scolaire de l'île de Montréal et les commissions scolaires de l'île de Montréal sont régies par un chapitre particulier de la Loi sur l'instruction publique, un chapitre dont plusieurs articles sont une transposition adaptée des clauses générales de la Loi sur l'instruction publique.

Les changements que nous proposons ici aux articles traitant du Conseil scolaire de l'île de Montréal ne sont que la transposition des changements que nous proposons à l'article qui traite des budgets des commissions scolaires. Par conséquent, il n'y a pas lieu de s'y attarder davantage.

J'en viens finalement à ce qui peut être considéré dans un certain sens comme la pièce de résistance de ce projet de loi, c'est-à-dire comme une clause qui a peut-être plus de portée juridique que les autres clauses que nous venons de voir. Je pense qu'en pratique la portée de cette clause est quand même assez limitée, mais je voudrais l'expliquer brièvement.

Nous vivons au Québec et sur le plan fédéral sous un régime de chartes des droits. À Québec, l'Assemblée nationale adoptait en 1975, une charte des droits de la personne qui a antériorité sur les autres lois statutaires sans être pour autant une disposition d'ordre constitutionnel. Ce qui veut dire que même si la Charte des droits et libertés de la personne a priorité sur les autres lois, l'Assemblée nationale peut décider que cette antériorité ne s'appliquera pas dans le cas de telle et telle loi et l'Assemblée nationale peut modifier la Charte des droits et libertés de la personne par un simple vote majoritaire. Mais, lorsqu'on ne le précise pas clairement, il peut arriver qu'on soit tenté

d'invoquer la Charte des droits et libertés de la personne pour mettre en question certaines dispositions d'une loi particulière, et cela peut donner lieu à des problèmes. C'est le cas en particulier en ce qui concerne la Loi sur l'instruction publique et la loi créant le Conseil supérieur de l'éducation de même qu'en ce qui touche la loi créant le ministère de l'Éducation.

Dans ces trois lois, un grand nombre de dispositions viennent consacrer ou préciser des droits et privilèges reconnus tantôt à la communauté catholique, tantôt à la communauté protestante. C'est le résultat de notre histoire scolaire. C'est le fruit d'un long développement qui a connu sa définition contemporaine lors de l'adoption de la loi créant le ministère de l'Éducation, en 1964.

À l'occasion de la création du ministère de l'Éducation, des délibérations très approfondies avaient eu lieu entre le gouvernement de l'époque et les autorités religieuses. On demandait aux autorités religieuses de laisser tomber une grande partie de l'autorité qu'elles avaient exercée jusque-là sur le système d'enseignement. En retour, les autorités religieuses demandèrent que les droits religieux des citoyens, pas ceux de l'autorité religieuse, les droits religieux des citoyens - ceci est une distinction capitale - soient garantis de façon appropriée dans les lois qui ont vu le jour depuis 1964, en particulier la Loi créant le ministère de l'Éducation. Cela a donné lieu aux arrangements que nous connaissons. (15 h 40)

Au ministère de l'Éducation, en plus d'un ministre, nous avons un sous-ministre et deux sous-ministres associés: un de foi catholique et l'autre de foi protestante. Si on suit uniquement les chartes de droits, il n'y a pas de place pour un sous-ministre catholique et un sous-ministre protestant dans un système d'enseignement; ils devraient tous deux être des sous-ministres au service de tout le monde, des sous-ministres neutres. C'est un arrangement propre au Québec, un arrangement original qui a été fait en 1964.

Nous avons actuellement un sous-ministre dont le seul champ d'intérêt - son champ de compétence, devrais-je dire, parce que son champ d'intérêt est beaucoup plus large... C'est un homme à qui je veux rendre hommage, M. Stein, qui s'intéresse à tout le domaine de l'éducation. Son champ de compétence propre est le domaine religieux, la dimension religieuse dans le système d'enseignement. Il s'en acquitte, d'ailleurs, avec beaucoup de compétence, de même que Mme Ann Schlutz, qui est sous-ministre associée de foi protestante.

Ces personnes ont été nommées à ces fonctions en vertu, je ne dirais pas d'un concordat au sens fort du terme, mais d'une entente conclue à l'époque entre les autorités religieuses et les autorités

gouvernementales. De même, dans la loi qui crée le Conseil supérieur de l'éducation, nous avons deux comités confessionnels, le comité protestant et le comité catholique, lesquels se sont vus attribuer par le législateur des pouvoirs non négligeables dont nous avons déjà eu l'occasion de traiter au cours de la présente session, à l'occasion de l'étude d'une loi antérieure. Lorsque nous avons discuté le traitement accordé au président du comité catholique et au président du comité protestant, nous avons parlé des pouvoirs du comité confessionnel, mais je vais les rappeler brièvement parce que cela illustre la thèse de fond qui sous-tend les amendements que nous proposerons tantôt.

Les comités confessionnels catholique et protestant sont chargés de faire des règlements pour reconnaître des institutions d'enseignement - elles peuvent être confessionnelles, catholiques ou protestantes, selon le cas - et pour assurer leur caractère confessionnel. Cela va assez loin. Ils sont chargés de faire des règlements non seulement pour la reconnaissance des écoles catholiques ou protestantes, mais pour assurer le caractère confessionnel de ces écoles. Ils sont chargés de reconnaître, comme catholiques ou protestants, selon le cas... Ils ne font pas que des règlements, ce sont eux qui donnent la reconnaissance.

La semaine dernière, à la commission scolaire Baldwin-Cartier, j'ai présidé l'inauguration d'une nouvelle école. C'est toujours une joie particulière pour le ministre de l'Éducation de présider à l'inauguration d'une école neuve, surtout en ces temps d'austérité. On m'a dit qu'avant l'inauguration de l'école on a procédé à l'inscription des quelque 300 enfants qui fréquentent l'école depuis le mois de septembre. On a demandé aux parents, à cette occasion, ceux qui désiraient que leurs enfants reçoivent l'enseignement religieux catholique et ceux qui voulaient que ce soit plutôt l'enseignement moral, neutre, en vertu d'un droit reconnu dans le règlement du comité catholique. Savez-vous quel a été le résultat? Ce n'est pas dans une campagne reculée, c'est dans une banlieue de Montréal, dans le West Island de Montréal, et 288 parents ont demandé que leurs enfants reçoivent l'enseignement religieux catholique et 14 ont demandé que leurs enfants reçoivent l'enseignement moral. C'est un fait.

Si vous examinez des demandes présentées au niveau secondaire, vous constaterez que les demandes pour un enseignement moral augmentent beaucoup au niveau secondaire, et le rapport est à peu près de 80-20, actuellement: 80 demeurent à l'enseignement religieux catholique dans les écoles catholiques et au moins entre 20 % et 25 % demandent plutôt l'enseignement moral. Il y a eu une évolution importante.

Au niveau des écoles élémentaires, l'attachement des parents à l'école catholique demeure beaucoup plus fort que certains ne se l'imaginent quand ils traitent de ces choses dans des petits salons littéraires.

Les comités confessionnels ont également la responsabilité, le pouvoir de faire des règlements sur la qualification au point de vue religieux et moral du personnel enseignant et du personnel dirigeant dans les institutions d'enseignement reconnues catholiques ou protestantes. Ils ont le pouvoir de faire des règlements concernant l'éducation chrétienne, l'enseignement religieux et moral et les services religieux dans les institutions d'enseignement reconnues catholiques ou protestantes. Ils ont le pouvoir d'approuver tous les manuels, tous les programmes, tout le matériel didactique utilisé pour l'enseignement religieux catholique ou protestant. Ils ont le pouvoir même, cela va plus loin que cela, d'approuver au point de vue religieux ou moral tous les programmes, tous les manuels, tout le matériel didactique utilisé pour l'enseignement dans les écoles. Cela veut dire que si une personne produit un manuel de chimie ou d'histoire, ce manuel est soumis à l'examen du comité catholique si c'est un manuel qu'on veut mettre en circulation dans les écoles catholiques. Le comité catholique a le mandat de l'examiner sous l'angle moral et religieux. Il ne viendra pas trancher entre les théories scientifiques ou historiques qui peuvent s'affronter. Il est chargé de l'examiner au point de vue religieux et moral et il a le pouvoir de l'approuver et, par conséquent, aussi, de le désapprouver et de le rejeter, si ce manuel ne répond pas à ses exigences.

Voilà, par conséquent, des choses qui sont très importantes, des attributions qui sont fort substantielles. Or, si quelqu'un s'avisait de contester des dispositions de nos lois comme celles-là au nom de la Charte des droits et libertés de la personne, il pourrait se présenter un problème. Les plus anciens parmi nous... Je m'aperçois qu'il n'en reste pas tellement. Je reconnais le député de Saint-Henri, je reconnais également le député de Verchères. Je ne sais pas s'il était présent ce jour-là mais il a fait partie de la commission de l'éducation sous le gouvernement précédent. Nous avons reçu, un jour, à l'occasion de l'examen du projet de loi sur la réorganisation des structures scolaires, la visite de la Commission des droits de la personne. Celle-ci est venue nous dire que les dispositions de nos lois concernant les droits et privilèges reconnus aux communautés catholiques et protestantes ne résistaient pas au test de la charte des droits. Ils nous ont dit qu'il faudrait changer radicalement l'économie de nos lois scolaires si nous voulions satisfaire aux prescriptions des articles 3 et 10 de la Charte des droits

et libertés de la personne.

Regardons maintenant les choses du point de vue de la charte fédérale. En plus de notre charte québécoise des droits, nos citoyens sont très bien protégés au Canada parce que les gouvernements n'hésitent jamais à aller chercher des votes en faisant approuver une charte de ceci ou de cela. Si nous regardons notre charte canadienne des droits et libertés, il y a également des problèmes qui se posent. Vous savez qu'en vertu de la loi constitutionnelle de 1867, il y a un article qui garantit les droits des catholiques et des protestants en matière scolaire: c'est le fameux article 93. L'article 93 dit que les Législatures provinciales auront le droit de faire des lois en matière d'éducation à condition qu'elles ne portent pas atteinte aux droits reconnus aux catholiques et aux protestants à l'époque de la Confédération, suivant des modalités sur lesquelles je me dispense d'insister pour les fins du présent exposé. Mais, depuis que nous avons la charte des droits, il y en a qui se demandent si la charte ne viendra pas mettre en question ces privilèges. Il n'y a pas de danger pour l'article 93, parce que, dans la charte canadienne des droits adoptée en 1982 par le Parlement canadien, il y a une clause qui dit que tous les droits qui étaient reconnus en vertu de l'article 93 demeurent. Par conséquent, il n'y a pas de danger. Mais il pourrait arriver que d'autres clauses, d'autres droits qui sont venus s'ajouter depuis 1867 à ceux qui sont reconnus aux communautés catholiques et protestantes soient mis en question, soit en vertu de l'article 2 de la charte canadienne qui traite de la liberté de religion qui est reconnue à tout le monde - pas seulement aux catholiques et aux protestants, à tous - soit en vertu de l'article 15 de la charte canadienne qui prescrit que tout le monde doit être traité sur un pied d'égalité et qu'on ne doit pas faire de distinction fondée sur l'âge, le sexe, la religion ou autre chose.

Or, il pourrait arriver que des aspects de notre législation scolaire soit contestés par des gens de bonne foi mais qui ne partageraient pas les convictions des communautés catholiques et protestantes au titre soit de la charte québécoise des droits, soit de la charte canadienne des droits. Nous ne voulons pas, du côté gouvernemental, être aux prises avec des procédures judiciaires qui nous obligeraient continuellement à aller nous débattre devant les tribunaux au sujet de questions que nous croyons avoir réglées clairement dans nos lois. Si nous voulons changer nos lois, si nous voulons changer un jour notre constitution, nous le ferons librement comme Assemblée nationale, nous prendrons nos responsabilités par le processus législatif qui est le nôtre. Mais nous ne voulons pas que des questions aussi importantes soient l'objet de décisions prises

loin de la scène réelle, souvent loin des problèmes véritables par des tribunaux qui n'auraient été saisis que d'aspects généralement très partiels de ces problèmes.

(15 h 50)

Le gouvernement précédent avait bien compris cette situation. Je dois lui en rendre hommage. Autant de ce côté-ci de la Chambre nous étions opposés au recours à une clause "nonobstant" pour toutes sortes de motifs, sans distinction, autant nous avons toujours établi clairement que s'il existait des motifs graves de recourir à une clause qui nous dispense d'être astreints aux prescriptions d'une charte, nous voulions que notre droit, comme Assemblée nationale, de fait, soit préservé.

Je me souviens que j'étais intervenu en 1982 dans le débat sur la loi 62 dans cette Chambre et j'avais dit clairement que je considérais comme un point très important la clause "nonobstant" inscrite dans la charte fédérale des droits et de même, lorsque nous avons enlevé la clause "nonobstant" de nos lois depuis que nous formons le gouvernement, nous avons pris soin de préciser que nous ne disons pas toujours non et sans considération, nous nous sommes réservés le droit d'y recourir quand ce serait véritablement et solidement justifié.

Or, le gouvernement précédent, lorsqu'il a adopté la loi 3, malheureusement déclarée inconstitutionnelle par la suite pour des motifs dont nous l'avions prévenu à combien de reprises, avait pris soin d'inscrire dans le projet de loi 3 deux clauses "nonobstant". Il y avait d'abord une clause "nonobstant" générale à la fin reliée à la loi 62, en vertu de laquelle l'Assemblée nationale déclarait que la loi 3 était soustraite à l'application de la charte canadienne des droits. Il y avait aussi la clause 80 dans laquelle il était dit que malgré les articles 3 et 10 de la charte québécoise des droits dont j'ai parlé tantôt, l'intégration de croyances et de valeurs religieuses d'une confession dans un projet éducatif ou la reconnaissance confessionnelle d'une école ne porte pas atteinte à l'égalité dans la reconnaissance et l'exercice des libertés de conscience et de religion pour le seul motif que toutes les personnes fréquentant l'école ne partageraient pas ces croyances et valeurs religieuses.

On va rappeler ce qui s'était passé lorsque le projet de loi 3 a été conçu par le gouvernement précédent. Le gouvernement a eu des pourparlers élaborés avec les autorités religieuses, en particulier, avec la hiérarchie catholique. Les autorités religieuses avaient fortement insisté auprès du gouvernement pour qu'une clause de cette nature soit inscrite dans le projet de loi 3, parce qu'elles se rendaient très bien compte qu'en l'absence d'une clause comme ceci, les droits fondamentaux des catholiques risquaient de prendre le bord à la faveur d'un jugement

inattendu qui aurait pu être institué par des personnes n'ayant pas beaucoup d'intérêt dans le développement des valeurs religieuses. Le gouvernement précédent a cru devoir se rendre au voeu des autorités catholiques. Nous n'avons pas eu l'occasion, comme Opposition, de nous prononcer à l'époque sur cet article parce que le bâillon a été mis dès l'article 20 du projet de loi en commission parlementaire. À plus forte raison, n'avons-nous jamais eu l'occasion d'aborder l'article 80. C'est un genre de disposition que nous estimions nécessaire et judicieux dans les circonstances où nous étions.

Avant de procéder dans ce cas-ci, j'ai dû mener des consultations élaborées à la fois auprès des milieux concernés et des experts du gouvernement. Je dois dire, pour la vérité du tableau que je présente, que les experts juridiques du gouvernement auraient infiniment préféré qu'il n'y eût pas de clause comme celle-ci parce qu'ils veulent que nous fonctionnions avec la loi générale et je les comprends très bien. Mais je me souvenais de ce qui était arrivé, il y a à peine deux ou trois ans, à l'occasion de la loi 3. J'étais assuré que des représentations de même nature nous seraient faites tôt ou tard. Nous avions le problème suivant: La loi 62 adoptée au début de 1982 par l'Assemblée nationale s'applique présentement à la Loi sur l'instruction publique, à la Loi sur le ministère de l'Éducation, à la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation. Par conséquent, pour l'instant, si c'était seulement d'aujourd'hui, nous n'aurions pas besoin d'une chose comme celle-là. Tout cela expire le 31 mars prochain. La clause "nonobstant", c'est ce qu'on appelle une clause crépuscule, une clause crépusculaire, c'est-à-dire qui expire au bout d'une certaine période d'années. Cela vaut pour cinq ans. En vertu de la Charte canadienne des droits et libertés, une province qui se prévaut de son droit de se soustraire à une clause de cette charte peut le faire par voie législative pour cinq ans mais, au bout de cinq ans, l'exemption expire automatiquement, à moins qu'elle ne soit renouvelée par une nouvelle intervention législative. De toute manière, il nous faudrait procéder d'ici au 31 mars, et, comme nous ne serons pas en session à ce moment-là ou que nous commencerons à peine la prochaine session, nous voulons que tout soit clair, qu'il n'y ait aucune ambiguïté nulle part. Il pourrait arriver en plus - nous attendons un jugement de la Cour suprême sur la loi 62 - que ce jugement survienne la semaine prochaine ou au début de la prochaine année. Nous voulons que la sécurité juridique qui entoure tous les éléments touchant les dimensions religieuses de notre système d'enseignement soit solidement établie.

En ce qui touche la charte québécoise

des droits, il n'y a aucune protection actuellement. Des procédures pourraient être instituées n'importe quand à ce sujet. Des contestations pourraient s'élever. Et les gens qui soulèveraient ces contestations pourraient être justifiés de se réclamer de la charte des droits et du caractère prédominant qui lui a été accordé par la législature du Québec.

Avant de procéder dans ce cas-ci, j'ai tenu à consulter le comité catholique du Conseil supérieur de l'éducation. J'ai voulu m'assurer de l'opinion de cet organisme plus spécialement averti en ces choses, mandaté par le législateur lui-même pour veiller à la dimension confessionnelle de notre système d'enseignement. Je crois, M. le Président, avec votre permission, devoir vous donner lecture de la lettre que le président du comité catholique m'adressait à ce sujet en date du 11 novembre dernier, lettre que je serai très heureux de déposer par la suite pour qu'elle soit à la portée de tous les membres de cette Chambre que le sujet intéresse: "M. le ministre, en 1982, l'Assemblée nationale du Québec s'est prévalu de l'article 33 de la Charte canadienne des droits et libertés pour déclarer que la Loi sur l'instruction publique, la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation et la Loi sur le ministère de l'Éducation avaient effet indépendamment de certaines dispositions de cette charte. Ce même article 33, à l'alinéa 3, prévoit par ailleurs qu'une telle déclaration cesse d'avoir effet au plus tard cinq ans après son entrée en vigueur.

"Le 17 avril prochain, la déclaration qui soustrayait les lois mentionnées précédemment à certaines dispositions de la charte canadienne cessera donc d'avoir effet.

"Dans le présent contexte, le comité catholique du Conseil supérieur de l'éducation vous prie, M. le ministre d'insister auprès de votre gouvernement pour qu'une telle déclaration soit de nouveau adoptée par l'Assemblée nationale pour les cinq prochaines années.

"Certes, l'article 29 de la Charte canadienne des droits et libertés prévoit que les dispositions de la charte ne portent pas atteinte aux droits et privilèges garantis en vertu de la constitution du Canada concernant les écoles séparées et autres écoles confessionnelles. Cependant, au cours des dernières années, plusieurs causes impliquant certains aspects constitutionnels relatifs aux droits confessionnels démontrent clairement qu'il subsiste des questions importantes qui n'ont pas encore été résolues de manière définitive concernant la portée exacte de l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. C'est le cas, notamment, pour la cause de l'école Notre-Dame-des-Neiges et pour celle plus récente qui déclarait nulle la loi de 1984 sur

l'enseignement primaire et secondaire public.

"Aussi longtemps que les tribunaux n'auront pas, d'une manière ou de l'autre, clarifié la portée exacte de cet article 93, le comité catholique estime qu'il est de l'intérêt public de protéger les lois actuelles relatives à l'éducation, de les protéger de nouvelles revendications possibles devant les tribunaux en vertu de certaines dispositions de la charte canadienne.

"Il importe, de l'avis du comité, de poursuivre la réflexion sur l'évolution de nos structures dans un climat de paix et de calme. Il serait grave de voir perturbé un système d'éducation qui a réussi à assurer jusqu'à maintenant les droits de la très grande majorité des Québécois avant que l'on soit parvenu à définir clairement quels sont les droits protégés par l'article 93 et quelle transformation structurelle il est possible d'opérer pour mieux garantir le respect des droits de tous.

"Par la même occasion et pour les mêmes raisons, le comité catholique désire attirer votre attention sur le fait que, depuis le 1er janvier 1986, des difficultés analogues pourraient exister en vertu d'une application intégrale de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne. Est-il nécessaire de rappeler que le comité catholique, en décembre 1982, affirmait dans un avis au ministre de l'Éducation à propos de la réforme scolaire: "On doit éviter que s'instaure une dynamique suivant laquelle une revendication unilatérale et abstraite des droits individuels en viendrait à rendre illusoire les droits collectifs bien établis." En conséquence, le comité faisait au ministre du temps la recommandation suivante: "Que les lois établissent hors de tout doute le droit des milieux à une école publique à statut confessionnel catholique."

(16 heures)

"En novembre 1984, le cardinal Louis-Albert Vachon, président de l'Assemblée des évêques du Québec, rappelait au ministre Yves Bérubé que, dans une lettre rendue publique en février de la même année, il faisait état de la nécessité de donner à l'existence d'écoles confessionnelles catholiques un statut juridique incontestable. "Cette requête était rendue nécessaire, écrivait le cardinal Vachon, par le fait - que j'ai rappelé tantôt - que la Commission des droits de la personne s'était prononcée publiquement en commission parlementaire, en s'appuyant sur la charte des droits de la personne, contre le principe même des articles du projet de loi 3 qui affirmait le droit à l'école confessionnelle. L'existence de l'avis de la Commission des droits de la personne révélait que les amendements apportés à la charte des droits en décembre 1982 se trouvaient à rendre possibles, contre l'intention du législateur, des interprétations exagérément restrictives et absolument

inacceptables du droit à l'école confessionnelle."

On se souviendra qu'en conséquence le projet de loi 3 avait incorporé l'article 80 qui affirmait ce que j'ai cité tantôt; je me dispense de le citer de nouveau. "Il est donc important, M. le ministre, que votre gouvernement voie à assurer que les lois actuelles relatives à l'éducation ne feront pas l'objet de contestations intempestives devant les tribunaux. La volonté légitime de protéger les droits de tous ne doit pas donner occasion de contester globalement les droits acquis auxquels tient toujours, jusqu'à plus ample informé, une majorité de citoyennes et de citoyens, autrement le climat de sérénité requis pour l'étude objective de l'ensemble des problèmes que pose au système d'éducation l'évolution actuelle du Québec risque d'être inutilement perturbé." Cela se complète comme ceci: "Veuillez agréer, M. le ministre, l'assurance de mes sentiments distingués. Le président du comité catholique, Jean-Guy Bissonnette."

Vous aurez pu constater, M. le Président, en écoutant la lecture de cette lettre du président du comité catholique, qu'il existe - je ne pense point exagérer - une parfaite concordance de vues entre le comité catholique et l'intention qui préside à la présentation de ce projet de loi. Je ne pense pas que nous visions - je tiens à le dire clairement - à figer dans le ciment, par ce projet de loi, une évolution qui doit demeurer nécessaire et en face de laquelle nous voulons demeurer ouverts. Nous voulons que cette évolution se fasse à l'intérieur de certaines garanties fondamentales qui ne seront pas remises en question au moindre changement de température. Nous nous le devons à nous-mêmes comme peuple qui a une tradition très forte en ces matières. Nous le devons à ceux qui nous ont fait part de leurs vœux, en particulier aux autorités religieuses qui restent, dans mon esprit, les porte-parole les plus autorisés de la communauté catholique. Il y a bien des opinions dans la communauté catholique, mais quand on veut savoir l'opinion de la communauté catholique on ne va pas chercher un sondage Gallup. On demande l'opinion des chefs autorisés de l'Église catholique qui sont les évêques légitimement reconnus, et le gouvernement, quand il veut avoir une opinion en matière religieuse, demande l'avis de l'autorité religieuse ou encore l'avis du comité catholique s'il s'agit des questions d'éducation et du comité protestant s'il s'agit des questions d'éducation également.

C'est ce que nous avons fait dans ce cas-ci. Nous sommes sûrs de fonctionner en parfaite communion de préoccupation avec les responsables de la dimension religieuse de notre système d'enseignement en insérant, dans le projet de loi 131, ces deux clauses

de sauvegarde qui nous permettront de continuer à veiller ensemble à la saine évolution de notre système d'enseignement, à y rechercher des modifications, des améliorations que peut dicter, de manière tout à fait légitime, l'évolution des mœurs et des esprits. Nous pourrions aborder ces changements dans un esprit serein sans avoir toujours au-dessus de nos têtes l'épée de Damoclès de contestation ou de décision judiciaire qui pourrait nous procurer des résultats désastreux comme ceux qu'on a souvent connus dans le passé.

Nous avons choisi clairement - je tiens à le répéter devant cette Chambre - une voie de dialogue, de collaboration, de réalisme, qui nous incline à éviter le plus possible de nous retrouver devant les tribunaux. Nous avons énormément de respect pour les tribunaux et c'est précisément parce que nous les respectons que nous ne voulons pas pelleter à leur porte les problèmes qui doivent relever de la responsabilité politique des gouvernements. Nous ne voulons pas que cette Chambre ait la moindre illusion à ce sujet. La voie que nous préférons n'est pas la voie judiciaire. Si l'on nous force à défendre certains aspects de notre mandat devant les tribunaux, nous irons devant les tribunaux. Nous ne céderons pas sur des questions de fond, parce que nous aurions peur de l'arbitrage des tribunaux, pas du tout. Mais dans la mesure où des problèmes peuvent se résoudre par l'initiative, par la responsabilité politique, c'est la voie que nous privilégions. C'est ce que nous faisons en présentant ce projet de loi, autant dans sa première disposition dont j'ai traité tantôt que dans les dernières dispositions qui concernent les clauses de sauvegarde dont nous venons de traiter.

Je pense avoir dit l'essentiel sur le projet de loi. Nous sommes en train de créer dans le système d'enseignement une atmosphère de sérénité, une atmosphère de saine tranquillité - je n'ai pas peur du terme, saine tranquillité - qui m'apparaît nécessaire au progrès de notre système d'enseignement.

Il y a saint Thomas d'Aquin qui définissait naguère la paix par cette expression magnifique que nous connaissons tous: tranquillitas ordinis, la tranquillité de l'ordre. Je pense qu'il n'y a rien de plus beau que cela, la tranquillité de l'ordre. C'est ce que nous voulons implanter dans notre système d'enseignement. C'est le meilleur climat pour favoriser le développement de nos enfants, leur épanouissement à la fois intellectuel, moral, social, culturel et religieux. J'espère que nous aurons le grand plaisir de compter sur la collaboration de tous les membres de cette Chambre pour l'adoption de ces dispositions qui, même si elles sont partielles, touchent néanmoins à des aspects tout à fait fondamentaux de

notre système d'enseignement. Merci, M. le Président.

Le Président: Je remercie M. le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science. M. le ministre, vous avez fait part à cette Assemblée que vous aimeriez déposer un document dont vous nous avez fait lecture tout à l'heure. Je crois que l'Opposition a donné son consentement pour que vous déposiez cette lettre. C'est possible que vous la déposiez immédiatement. Alors, document déposé de consentement de cette Assemblée.

Maintenant, toujours sur le même projet de loi, c'est-à-dire à l'étape du principe du projet de loi 131, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation et modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation, présenté par M. le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science, je vais maintenant reconnaître un des membres de l'Opposition, M. le député de Laviolette. M. le député, vous avez maintenant la parole.

M. Jean-Pierre Jolivet

M. Jolivet: Merci, M. le Président. Encore un autre projet de loi qui ne fera pas une longue histoire pour le ministre après l'ensemble des projets qu'il nous a présentés devant cette Assemblée. Effectivement, le ministre a raison quand il dit que ce projet de loi comporte deux volets qui ont une importance plus ou moins grande l'un par rapport à l'autre, mais aussi par rapport à l'urgence de présenter un tel projet de loi.

On s'en souvient, nous avons demandé au ministre de présenter un projet de loi qui serait plus englobant que celui-là. Le ministre nous l'avait promis. J'aurai l'occasion de revenir là-dessus. Mais je ne vois pas, au moment où on se parle, l'urgence de présenter ce projet de loi, même pas pour la deuxième partie, même si le ministre nous dit que nous avons jusqu'au 17 avril 1987 pour faire un changement à la clause dérogatoire qui avait une durée de cinq ans au moment de sa mise en vigueur en avril 1982. De telle sorte que le ministre, au lieu de nous présenter le projet de loi tel qu'il est là aurait pu nous présenter un projet de loi plus grand, plus global, englobant ce qu'il nous avait dit au printemps et faisant en sorte qu'on aurait pu l'étudier lors de la reprise de nos travaux au mois de mars prochain et arriver à la date dont il faisait mention, soit le milieu de novembre prochain. Personne n'aurait tenu rigueur à M. le ministre d'avoir attendu à ce moment-là, puisque ce sont, dans certains cas, des adaptations pour l'année scolaire à venir ou encore une clause dérogatoire à maintenir.

Donc, comme je le disais, ce projet de loi comporte deux volets. D'une part, de petits amendements dans l'ensemble relativement mineurs à la Loi sur l'instruction publique et, d'autre part, la deuxième partie, l'inclusion dans les lois qui fondent l'organisation du système d'éducation québécois de dispositions dérogatoires à la Charte québécoise des droits et libertés de la personne et à la Loi constitutionnelle de 1982. Donc, vous me permettez de faire l'analyse de ces deux volets de façon séparée.
(16 h 10)

Je le répète encore une fois - il faut rappeler l'adoption de la loi 24 du printemps dernier - le ministre de l'Éducation dépose quelques amendements à la Loi sur l'instruction publique qui régit toujours notre système d'éducation. Cela, on s'en souviendra, compte tenu du fait qu'il y a eu une décision qui a été rendue à la Cour supérieure quant à l'inconstitutionnalité et à la suspension de la loi 3, loi qui parlait de l'enseignement primaire et secondaire.

Si on se reporte un peu à l'histoire avec les décisions qui ont été rendues, il y a un fait: Nous sommes encore sous la gouverne de la loi chérie, l'ancienne Loi sur l'instruction publique du ministre de l'Éducation. Je pense que je ne me trompe pas en disant que c'est la loi chérie du ministre pour le moment. Il ne s'agit certainement pas d'une réforme en profondeur de la loi. Je dois rappeler que le ministre nous l'avait annoncée avec des changements substantiels, un remaniement substantiel qui devait nous être présenté, disait-il à l'époque, à l'automne qui vient, c'est-à-dire aujourd'hui. Il disait cela au printemps dernier lors de l'étude de la loi 24.

Le ministre ne l'a pas fait. En commission parlementaire, lorsque nous avons étudié les engagements que le ministre devait tenir, qu'il a tenus, que le premier ministre lui a rappelé qu'il ne pouvait pas les tenir de la même façon, vous savez tout ce qui s'est passé sur l'ensemble du financement et des orientations de nos universités au Québec...

Le ministre pourra me permettre de lui rappeler ces choses. Il nous disait ceci dans un document qui a servi à sa proposition du projet de loi 24: "C'est donc dans un esprit de respect véritable envers notre Loi sur l'instruction publique que nous entreprendrons à l'automne d'y apporter une série de modifications visant à la rendre plus moderne et plus adaptée aux réalités d'aujourd'hui, sans détruire pour autant les principes essentiels qui la sous-tendent." Il nous disait en continuité: "Nous entendons proposer à l'automne une série de modifications à la Loi sur l'instruction publique qui auront pour objet d'incorporer dans cette loi des points

sur lesquels nous pensons qu'un consensus raisonnable a été atteint entre nous."

Voilà les sujets qu'il nous donne. Parmi les sujets qui sont présentement à l'étude en vue de cette entreprise de modernisation, je voudrais mentionner, entre autres, premièrement, le réaménagement des règles qui président à la tenue des élections scolaires; deuxièmement, le statut, le rôle et l'organisation de l'école; troisièmement, la participation des parents à la vie scolaire; quatrièmement, le rôle et les attributions respectives des commissions scolaires et du ministère de l'Éducation. En dernier lieu, un autre sujet que chérit beaucoup le ministre puisqu'il nous en a parlé chaque fois qu'il en a eu l'occasion, soit dans les crédits budgétaires, soit avec les universités en commission parlementaire alors qu'on a fait des liens entre certains postes de gens affectés à des conseils d'administration, soit lors de la rencontre que nous avons eue avec le Conseil supérieur de l'éducation et, à d'autres moments, la rémunération des commissaires d'écoles. Il faisait le parallèle entre la rémunération des commissaires d'écoles et celle des gens qui s'occupent des municipalités, soit les échevins et les maires.

Je dis: C'était ce que le ministre nous demandait et nous proposait d'étudier à l'automne, c'est-à-dire maintenant. Il faisait mention - je reviens - à un article du Devoir le 26 mars, sous la plume de Norman Delisle: "Ryan annonce une révision en profondeur de la Loi sur l'instruction publique" et on disait ceci: "La Loi sur l'instruction publique sera révisée en profondeur l'automne prochain, a annoncé mardi le ministre de l'Éducation, Claude Ryan." Finalement, c'est une promesse que le ministre nous a faite au printemps lorsque nous avons étudié un petit projet mineur, amendant la Loi sur l'instruction publique, en disant que nous aurions l'occasion de travailler davantage l'automne suivant. On se retrouve aujourd'hui à quelques heures de l'ajournement de nos travaux pour le printemps prochain, et qu'est-ce qu'on nous amène? Un projet de loi mineur.

Bien que le ministre, comme je le dis, ait affirmé à plusieurs reprises, dans tout ce qu'il nous a dit jusqu'à maintenant, qu'il avait l'intention de récupérer plusieurs des éléments de la loi 3 qui ont donné lieu à un large consensus, pour ne pas dire, dans certains cas, à l'unanimité, bien qu'elle ait été très significative cette unanimité, à l'occasion des débats des dernières fins d'années, nous ne connaissons pas encore, au moment où on se parle, ses véritables intentions.

Une des questions qui nous préoccupent - on y reviendra - avec la clause qu'il nous propose de maintenir à titre de dérogation aux deux chartes canadienne et québécoise, c'est la question de la déconfessionnalisation

des commissions scolaires qui demeure encore pour nous un sujet très flou, d'après le signal que nous donne le ministre. Sa position lui semble claire, mais, en réalité, elle nous semble un peu plus floue qu'il semble vouloir le dire. J'aurai l'occasion d'y revenir au cours de la discussion sur ce projet de loi, rappelons-le, qui modifie d'abord et de nouveau la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation, et modifie la Loi sur le ministère de l'Éducation. Ce sont trois lois qui sont modifiées par cette décision de nous présenter devant l'Assemblée nationale le projet de loi qui porte le numéro 131.

En ce qui concerne les modifications qui sont présentement à l'étude, le projet de loi précise à l'article 1 la portée du pouvoir accordé au gouvernement d'établir par règlement le régime pédagogique. Le ministre nous en a fait mention tout à l'heure, et j'aimerais apporter quelques précisions sur certains objets de ce pouvoir qui se retrouvait déjà dans le contenu des régimes pédagogiques au niveau préscolaire d'abord, ensuite au primaire et au secondaire en 1981.

L'article 12 de ce projet de loi 131 stipule que les décrets établissant et modifiant ces régimes pédagogiques sont réputés avoir été adoptés en vertu du nouvel article 16 modifié de la Loi sur l'instruction publique. C'est dans le texte une forme de rétroactivité. Le ministre qui nous dit qu'il n'aime pas beaucoup les formules rétroactives, dans l'article 12 qui se lit comme suit: "Le décret 551-81 et le décret 552-81 du 25 février 1981, publiés à la Gazette officielle du Québec du 15 avril 1981, établissant le régime pédagogique du primaire et du préscolaire et le régime pédagogique du secondaire, et les décrets modifiant ces régimes pédagogiques sont réputés avoir été adoptés en vertu de l'article 16 de la Loi sur l'instruction publique tel que modifié par la présente loi." C'est l'article qui est devant nous, et on termine avec un deuxième paragraphe qui dit: "Le présent article a effet à compter de la date d'adoption de chacun des décrets visés au premier alinéa." Donc, le 15 avril 1981 pour ceux qui l'ont été à ce moment-là. C'est une sorte de rétroactivité à cet article qui est un peu inhabituel. Cependant, je vais comprendre que l'article tel que présenté évite au gouvernement d'adopter de nouveau la totalité de chacun des régimes pédagogiques pour atteindre quand même les mêmes fins.

Dans les circonstances, compte tenu de ce que nous avons devant nous, il est évident qu'on ne peut pas s'opposer à une telle proposition pour éviter justement tout le cheminement qui est difficile à suivre, qui prend des étapes dans le temps, ce qui fait qu'en adoptant l'article 12 du projet de loi nous l'adoptons de nouveau rétroactivement

comme si cela avait toujours existé à la date où les décrets ou règlements ont été adoptés.

(16 h 20)

Si on accepte cet article, on pourrait peut-être demander au ministre pourquoi il n'en fait pas un article séparé comme cela a été le cas dans la loi 3. De même il devrait justifier les différences entre le présent article et l'article 447 de la loi 3. Il devrait faire les liens qui s'imposent. On en conviendra, cet article était beaucoup plus complet.

Je me permets de citer les règlements prévus à l'article 16 de la loi 3. On disait: "Le gouvernement peut faire des règlements:

"1° pour l'organisation, l'administration et la discipline des écoles publiques et des écoles sous le contrôle du ministère de l'Éducation ainsi que pour l'organisation et l'administration des commissions scolaires et des commissions régionales;

"2° pour diviser le Québec en districts d'inspection et établir la délimitation de ces districts;

"3° pour déterminer la composition des comités visés à l'article 50 ainsi que les modalités de mise en place, de fonctionnement et de financement de ces comités et des comités visés à l'article 52." Je pourrais me référer à ces articles tels qu'amendés dans la loi, mais j'éviterai de le faire en vous référant à cet article 16 de la loi 3.

"4° pour l'examen des aspirants à la charge d'inspecteur d'écoles;

"5° pour la détermination du calendrier scolaire des élèves;

"6° pour définir ce que constitue une fonction pédagogique ou éducative;

"7° pour établir le régime pédagogique dans les écoles placées sous le contrôle des commissaires ou syndics d'écoles;

"8° pour déterminer, dans toutes ou certaines commissions scolaires, des conditions de travail, recours et droits d'appel des membres du personnel qui ne sont pas membres d'une association accréditée." On se rappellera un article que le ministre avait été obligé d'apporter pour le personnel non enseignant des commissions scolaires. Lors de l'adoption du projet de loi 24, l'Opposition a dû donner son consentement pour adopter un amendement présenté par le ministre.

Concernant son entrée en vigueur, on dit: "Tout règlement adopté en vertu du présent article est publié à la Gazette officielle; il entre en vigueur à la date de sa publication ou à toute date ultérieure qui y est fixée."

L'article 447 de la loi 3 disait: "Le gouvernement établit par règlement un régime pédagogique pour déterminer le cadre général d'organisation des services éducatifs. Le règlement sur le régime pédagogique porte sur:

"1° l'admission des élèves;

"2° le calendrier scolaire des élèves;

"3° les cycles de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire;

"4° le temps prescrit pour les services éducatifs;

"5° les matières obligatoires et les matières à option;

"6° le nombre d'unités par matière;

"7° le passage des élèves d'une classe à une classe supérieure et le passage de l'enseignement primaire à l'enseignement secondaire;

"8° l'évaluation des apprentissages et la sanction des études;

"9° les renseignements ou documents à transmettre à l'élève ou à ses parents."

Enfin, le règlement sur le régime pédagogique pouvait - je fais référence à ce que je disais tout à l'heure:

"1° permettre l'admission d'élèves ou de catégories d'élèves âgés de moins de cinq (5) ans; et préciser aux conditions qui y sont prévues les services éducatifs qui leur sont dispensés;

"2° permettre à une commission scolaire, aux conditions qui y sont prévues, d'exempter un élève d'une matière autre que l'enseignement moral et religieux, catholique ou protestant, ou l'enseignement moral;

"3° permettre au ministre d'autoriser une commission scolaire, sur demande, à attribuer à une matière dans laquelle elle adopte un programme d'études local un nombre d'unités supérieur à celui qui est prévu au régime pédagogique;

"4° permettre au ministre d'appliquer progressivement les dispositions sur la répartition des matières obligatoires et des matières à option et sur les règles de sanction des études;

"5° prévoir que les dispositions de ce régime ne s'appliquent pas à l'éducation des adultes et prévoir des dispositions particulières qui ne s'appliquent qu'aux adultes."

Quand je mentionne ces articles de la loi 3, je demande au ministre: Pourquoi il n'en a pas profité, dans la loi actuelle, pour faire un article séparé, comme c'était le cas dans la loi 3 et pourquoi il y a des différences par rapport à l'article 447 du projet de loi 3. Cela indique que ce projet de loi était beaucoup plus détaillé.

Trois des six éléments actuellement proposés comme pouvant être contenus dans le règlement sur le régime pédagogique se retrouvent de façon presque textuelle, ou à peu près, à l'article 447 de la loi 3.

Quand on lit le texte actuel en parallèle avec la loi 3 qui est actuellement suspendue quant à ses effets... le statu quo ante - si on peut parler ainsi - par rapport à la Loi sur l'instruction publique, on est porté à se demander pourquoi le ministre est aussi allergique à utiliser ce qui est bon, ce qui

faisait consensus dans la loi 3.

Il y a deux autres pouvoirs, deux autres éléments concernant le pouvoir dérogatoire et d'exemption très large accordé au ministre et le dernier, on le voit, c'est l'âge d'admissibilité à l'école tel que présenté dans le projet de loi actuel. L'article 1, au deuxième alinéa, introduit par ailleurs un élément de souplesse dans la détermination de l'âge d'admissibilité à l'école en indiquant que le règlement sur le régime pédagogique peut "fixer une date entre le début de l'année scolaire et le 1er janvier pour la détermination de l'âge d'admissibilité aux services éducatifs". Quant à nous, on croit qu'effectivement cette disposition est valable et qu'il est de bon aloi de la présenter ici. Mais, en même temps, il faut souligner, quoi qu'en dise le ministre, que ce n'est pas le seul engagement qui n'avait pas encore été tenu jusqu'à maintenant. On aurait pu, avec la porte qu'il nous ouvrait, donner beaucoup de détails sur les promesses qui n'ont pas été tenues jusqu'à maintenant. Mais je pense que, comme nous avons un temps limité et que beaucoup de sujets nous préoccupent dans cette loi, je m'en dispenserai. Je n'obligerai pas le ministre à écouter ce qu'on aurait pu dire.

Je pourrai lui rappeler cependant que l'engagement qu'il avait pris sous sa plume comme critique officiel de l'Opposition à l'époque est devenu l'un des engagements électoraux du gouvernement en place. Le Parti libéral disait dans son programme: Modification de l'âge d'entrée à l'école du 30 septembre au 31 décembre reportée sur trois ans. Je pourrais le référer aussi à une réponse donnée ici à cette Assemblée, il y a un an seulement, le 19 décembre 1985, à ma collègue, la députée de Chicoutimi, qui posait au ministre la question suivante: "Concernant l'âge d'admission des enfants à l'école, est-ce qu'il maintient son engagement et est-ce qu'il s'appliquera à compter de septembre prochain?" Le ministre répondait: "Les 22 engagements que notre parti a rendus publics pendant la campagne électorale dans le domaine de l'éducation embrassent le mandat de quatre ans ou plus qui nous a été donné par la population." Donc, le ministre répète effectivement ce qu'il nous a répété jusqu'à maintenant.

Il continuait, comme en fait foi la page 229 du Journal des débats du 19 décembre 1985, en disant: "Par conséquent, nous tenons fermement à ce que l'âge d'admission à l'école élémentaire soit abaissé, conformément à l'engagement que nous avons pris dans le programme électoral de manière que les enfants nés entre le 30 septembre et le 31 décembre puissent avoir accès à la maternelle ou à la première année de l'élémentaire pendant cette partie de l'année où ils commenceront à vieillir d'un an plutôt que de perdre une année, comme c'est le cas

actuellement."

Si j'ai bien compris le discours du ministre tout à l'heure, il disait qu'il avait l'intention, si c'était possible, de reporter même la date du 31 décembre au 31 janvier pour combler l'ensemble de la moitié de l'année scolaire. Donc, le ministre ajoute et il sait très bien qu'au moment où il ajoute, dans la mesure où le président du Conseil du trésor retient, comme on l'a vu, d'ailleurs, au sujet du programme de la formation professionnelle... On s'aperçoit que le ministre est pris, qu'il y a quelqu'un qui tient les cordons de la bourse, qui s'appelle le président du Conseil du trésor. Le ministre de l'Éducation nous a dit lors de l'étude des engagements financiers, par son silence ou par le fait qu'il m'a dit: Vous êtes dans la bonne voie, M. le député, à une question que je lui posais, qu'effectivement il doit mettre la pédale au fond, mettre son poids politique, son poids de... je ne sais pas si je devrais dire son poids de social-démocrate, je pense que j'exagère un peu maintenant, avec ce qu'on connaît du ministre.

(16 h 30)

Donc, le ministre avait dit qu'il mettrait son poids pour renverser la décision du président du Conseil du trésor. Or, dans le cas qui nous préoccupe, nous voyons qu'encore une fois le ministre ne peut pas remplir un engagement, après un an, au moins une partie, au moins pour un mois de changer la date. Tout ce qu'il fait dans le projet de loi, c'est de rendre la loi conforme au régime pédagogique. Ce qui est surprenant, c'est que le règlement sur le régime pédagogique doit normalement être soumis à la loi et là, c'est la loi qui vient se soumettre. Il y a quelque chose qui s'est passé quelque part. Il est normal que le ministre vienne faire la correction qui s'impose, mais il aurait dû profiter de cette circonstance pour aller plus loin. Mais non. Le président du Conseil du trésor lui a certainement dit: Votre décision de reporter d'un mois, c'est quelques millions. Pourquoi l'année qui vient n'aurait-elle pas pu être amorcée dans ce sens-là?

Quand on regarde le projet de loi 3, on dit que l'âge d'admissibilité aux services éducatifs est déterminé au 1er octobre ou à une autre date entre le 1er octobre et le 1er janvier, fixée par le décret du gouvernement. Ce décret est publié à la Gazette officielle du Québec. Qu'est-ce que cela change par rapport à la loi qui nous est présentée actuellement, à l'article 2, comme le disait le ministre, de changer "depuis le début de l'année scolaire suivant le jour où il a atteint l'âge de cinq ans" par les mots "depuis le début de l'année scolaire au cours de laquelle il a atteint l'âge de cinq ans à la date fixée par le règlement adopté en vertu du paragraphe 7e de l'article 16." En

fait, cela ne change pas grand-chose avec ce que la loi 3 nous donnait comme possibilité. Le ministre vient donc de se donner un pouvoir de changer sans revenir devant l'Assemblée nationale, de mois en mois, pour être capable - on l'espère, tout le monde l'espère - de tenir sa promesse électorale.

On vous incite, M. le ministre, à le faire le plus rapidement possible parce que vous disiez que vous aviez un mandat pour le faire. Si je calcule les mois qui vous restent en incluant maintenant le mois de janvier, au 31 janvier, il va vous manquer des années dans le même mandat. Vous devrez, à ce moment-là, prendre les bouchées doubles. Aussi bien commencer immédiatement. J'espère que, lors de la commission parlementaire qui va suivre, le ministre en ayant le pouvoir - c'est le seul qui a le droit d'amener un amendement qui entraînerait des dépenses au gouvernement - il va nous amener un amendement pour changer la date dès maintenant en nous disant, qu'effectivement, dans le règlement sur le régime pédagogique, il va changer d'un mois par année à partir de cette année pour se rendre à la date du 31 janvier de l'année qui suit.

En fait, l'article 2 en est un de concordance. Il permet d'amender la Loi sur l'instruction publique de façon que le règlement concernant le régime pédagogique du primaire et l'éducation préscolaire adopté en 1981 soit conforme. Je vous le répète. L'article 35 de la loi dit: "L'âge d'admission à l'éducation préscolaire est fixé à cinq ans révolus avant le 1er octobre de l'année scolaire en cours." Je ne voudrais pas ramener le ministre au document qu'il a envoyé pour discussions et tout ce qui s'en est suivi en termes de conseils donnés par le Conseil supérieur de l'éducation ou d'autres sur l'âge fixé en vertu du régime pédagogique et qui a fait l'objet d'avis de la part du Conseil supérieur de l'éducation quant aux changements à être apportés au régime pédagogique lui-même.

Le projet de loi 3... Excusez, à l'article 3, le projet de loi - cela m'a amené avec l'esprit de la loi 3 parce qu'on y reviendra - apporte une modification à la composition de l'assemblée générale des parents pour la formation du comité d'école en la limitant aux parents des élèves inscrits pour l'année scolaire pendant laquelle fonctionne le comité. Ceci paraît donc tout à fait logique, comme le ministre le disait, pour permettre à des parents qui auront des enfants à l'école de pouvoir participer, aux dates prévues, par l'élection de ces gens au comité d'école, d'être membres de ce comité, même si l'enfant ne suit pas des cours au moment où le vote a lieu.

Je reviens encore une fois à l'article 100 du projet de loi 3. Je lis l'article 100 qui dit ceci: "Chaque année, avant le 30 septembre, le directeur de l'école convoque

par écrit les parents des élèves fréquentant l'école à une assemblée pour former un comité de parents." Là, ce que le ministre vient de dire, c'est que ce sont les enfants inscrits à l'école, de telle sorte que, si on relit l'article 3 maintenant, c'est tout simplement pour faire la concordance en disant: Qui fréquentent telle école et sont inscrits, de sorte qu'en changeant par "sont inscrits à une telle école" le ministre donne la possibilité à ces parents de participer à l'élection et d'être élus en conséquence.

Les articles 4 et 5 du projet prévoient la possibilité pour le ministre d'autoriser l'adoption d'un budget d'une commission scolaire qui ne respecterait pas l'équilibre budgétaire. On s'en souvient, lorsque nous avons discuté du projet de loi 24, le ministre nous avait dit à l'époque qu'il envisagerait la possibilité d'aller plus loin dans ce dossier pour permettre justement aux commissions scolaires d'avoir une plus grande autonomie. On s'en souviendra, le ministre nous a dit, lors de l'étude du projet de loi 24, qu'il ne voulait pas aller plus loin. Souvenez-vous, ça ne fait pas longtemps qu'on a discuté ces choses, c'est tout dernièrement. Le ministre revient déjà maintenant avec des modifications qui sont quand même majeures, tout en étant dans la suite logique de ce qu'il avait dit. Il donne maintenant aux commissions scolaires, en se donnant à lui-même le pouvoir de le déterminer, le droit d'accepter des budgets non équilibrés. Il faudra se poser quand même de sérieuses questions pour éviter ce qu'on a connu dans le passé. Bien entendu, il faut faire confiance aux commissions scolaires, qu'elles soient de niveau local, régional ou intégré, primaire et secondaire, sauf que le ministre devra faire une surveillance adéquate parce que, sur ce dossier, les commissions scolaires voudraient aller beaucoup plus loin que ce que le ministre propose. Puisque le ministre a fait des consultations, je suis assuré qu'il sait très bien que les commissions scolaires voudraient avoir une très large autonomie qui ferait en sorte que, finalement, elles pourraient, de façon plus précise, être d'une certaine façon... Je reviens à des formes de modifications possibles qui pourraient être envisageables, qui pourraient permettre à ces commissions scolaires de ne pas avoir un contrôle a priori.

Ces modifications présentées permettent aux commissions scolaires d'adopter, à certaines conditions, un budget non équilibré. Ceci permettra donc à des commissions scolaires de faire des déficits. Je pense que cela correspond aux demandes de la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec. Je suis sûr que le ministre a eu des demandes pour aller plus loin et que la fédération voudrait profiter des circonstances pour que le ministre aille plus loin, c'est-à-dire qu'on élimine la

nécessité de faire approuver les prévisions budgétaires par le ministre. Comme le ministre le disait, il est prêt à donner un peu d'autonomie mais pas trop, il veut s'en garder pour s'assurer qu'il n'y ait pas de problèmes dans le futur.

Il ne faut pas oublier, cependant, de rappeler au ministre que la loi 3, qui est toujours sur la glace, prévoyait d'éliminer cette obligation de contrôle a priori. Je comprends, cependant, le ministre, et nous aurons l'occasion de le discuter en commission parlementaire, il veut éviter qu'il y ait... On le voit dans les affaires sociales, les services de santé et les services sociaux, la même demande que le ministre a accordée, sa collègue, celle qu'on surnomme son autre sociale-démocrate, on se pose encore la question avec les projets de loi qui sont devant nous, cette personne-là veut proposer au gouvernement le même modèle que le ministre de l'Éducation est en train de proposer, c'est-à-dire de donner une large autonomie tout en surveillant pour que les déficits ne soient pas accumulés comme on l'a vu dans le passé. J'ai vécu cela et je sais que, quand on est arrivé en 1976, il y a eu un déficit d'environ 400 000 000 \$ pour une année, et on s'est retrouvé quelques années plus tard, malgré toutes les mesures qui ont été prises, avec un autre déficit de 400 000 000 \$ à 500 000 000 \$. Je suis sûr que le ministre ne veut pas que ça se reproduise. Soyez assuré de notre appui dans ce sens-là aussi. Il reste quand même que des demandes sont faites et qu'elles peuvent être aussi légitimes dans la mesure où le ministre croient que les commissions scolaires sont assez matures pour aller plus loin dans l'exercice de l'autonomie qu'il proposait lors de la discussion du projet de loi 24.

(16 h 40)

Les articles 6, 7 et 8 sont, bien entendu, des articles de concordance qui visent l'application de cette disposition aux commissions scolaires régionales, aux commissions scolaires de l'île de Montréal et au Conseil scolaire de l'île de Montréal. Je vous rappelle à nouveau que des amendements avaient été apportés à ce sujet au printemps, c'est-à-dire la loi 24 qui reprenait à peu près intégralement les dispositions de la loi 3.

L'article 339.4, deuxième alinéa, que l'article 4 du présent projet vient supprimer, se lit comme suit: "Le ministre peut autoriser une commission scolaire à étaler son déficit aux conditions et selon les modalités qu'il détermine." Donc, avec le présent amendement, une commission scolaire devra nécessairement intégrer dans son budget, comme dépense, le déficit de l'année précédente, mais elle pourra obtenir l'autorisation d'adopter un budget non équilibré. C'est ce que l'on comprend de la

proposition qui est faite par le ministre actuellement. Ceci constitue un changement que nous croyons significatif sur le plan de la gestion budgétaire.

On peut aussi convenir par le fait même que cet amendement apporte un élément de souplesse qui est peut-être nécessaire dans les circonstances, qui est désiré et pour lequel les commissions scolaires voudraient aller plus loin, mais on peut tout de même en remettre en question la pertinence dans la perspective d'une saine gestion des fonds publics. J'aimerais savoir du ministre quelles sont les justifications qu'il apporte à de telles modifications. Qu'il s'agisse d'une demande des commissions scolaires, je pense que oui; elles veulent aller plus loin. Donc, une des réponses que le ministre pourrait donner, c'est: Elles veulent aller plus loin; je ne leur en donne pas plus. Quelle est la position de la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec? J'en faisais mention, effectivement, elles en veulent plus. Si le ministre ouvre la porte, plusieurs commissions scolaires pourraient être tentées de s'y engouffrer plutôt que d'assurer leur équilibre budgétaire.

Je pense que l'avertissement qu'on peut donner ici au ministre, c'est précisément de convaincre les commissions scolaires de ne pas utiliser cet amendement pour amener des déficits que le gouvernement aura à combler plus tard et d'être très parcimonieux quant à l'usage que lui donnera la loi, quant aux pouvoirs qu'il veut avoir de permettre à ces commissions scolaires de présenter un budget non équilibré.

Allons maintenant à la deuxième partie qui est jugée urgente par le ministre, si j'ai bien compris ce qu'il nous proposait, c'est-à-dire qu'il doit l'adopter immédiatement s'il ne veut pas arriver avec un trou juridique le 17 avril 1987. Les articles 9 à 11 du projet de loi sont des dispositions dérogatoires à la Charte québécoise des droits et libertés de la personne et à la Charte canadienne des droits et libertés, c'est-à-dire la Loi constitutionnelle de 1982. Dans les clauses de l'une et l'autre de ces chartes sont garanties à la liberté de conscience et de religion ainsi que la reconnaissance du droit à l'égalité pour les personnes indépendamment de leur race, couleur, sexe, religion, etc. Donc, on interdit toute discrimination basée sur de tels critères. On pourrait lire, dans la Charte canadienne des droits et libertés, que chacun a les libertés fondamentales suivantes: a) liberté de conscience et de religion; b) liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression, y compris la liberté de la presse et d'autres moyens de communication, c) liberté de réunion pacifique et d) liberté d'association. Ce qui nous concerne ici, c'est la liberté de conscience et de religion puisque le ministre a fait l'ensemble de son argumentation à

partir de ces droits et libertés au niveau religieux.

Certains commentaires relatifs, d'une part, à l'utilisation des clauses dérogatoires et, d'autre part, à la question de la déconfessionnalisation des structures scolaires nous sont inspirés au moment où on regarde ces articles. D'abord, en ce qui concerne les dispositions relatives à la charte canadienne, on constate que les libéraux qui reprochaient au gouvernement précédent son utilisation systématique de la clause "nonobstant" - c'est ce que le ministre nous a dit tout à l'heure - permise en vertu de l'article 33 de la Loi constitutionnelle de 1982, la réintroduise à l'occasion de certains projets de loi. Je vous donne un exemple qui existe ici en cette Assemblée: la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles. C'est une loi qui a été adoptée et qui réintroduit cette clause dérogatoire.

Selon ce que le ministre a dit, l'utilisation qu'ils en font est plus spécifique que politique, semble-t-il dire, dans la mesure où il précise les articles de la charte canadienne auxquels la loi québécoise déroge. Dans ce cas-ci la clause "nonobstant" à portée générale, qui dit ceci, et je la cite parce qu'on l'a utilisée dans des projets de loi du gouvernement précédent: La présente loi a effet indépendamment des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982, fait place à une clause dérogatoire limitée aux articles 2a et 15. L'article 2a et suivants, ce sont les libertés fondamentales, je le disais tout à l'heure. Chacun a les libertés fondamentales suivantes: liberté de conscience et de religion, etc. Et l'article 15, c'est le droit à l'égalité.

La loi ne fait exception de personne et s'applique également à tous, et tous ont droit à la même protection et aux mêmes bénéfices de la loi indépendamment de toute discrimination, notamment des discriminations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, ce qui nous préoccupe ici, le sexe, l'âge ou les déficiences mentales ou physiques.

Le gouvernement se conforme de cette façon au jugement qui a été rendu en juin 1985 par la Cour d'appel dans la cause de l'Alliance des professeurs de Montréal et qui déclarait inconstitutionnelle la loi 62 dont le ministre a fait mention tout à l'heure, introduisant la clause "nonobstant" dans toutes les lois et spécifiant qu'une déclaration de dérogation doit indiquer la disposition de la charte à laquelle on veut faire échec.

Je reviens donc à ce jugement qui fait partie des documents de jurisprudence et qui nous parle de l'affaire de l'Alliance des professeurs de Montréal qui est portée en appel. La Cour d'appel, dans un jugement rendu le 14 juin 1985, a infirmé la décision de la Cour supérieure et déclaré l'inconstitu-

tionnalité de la loi 62 de même que l'inconstitutionnalité de la déclaration de dérogation contenue dans quelque 49 lois postérieures à la charte. Le jugement de la Cour d'appel invalide la section I de la loi 62 de même que les articles 5, 6 et 7 de cette loi.

Après avoir examiné l'article 33 de la charte canadienne dont la loi 62 et les déclarations de dérogation postérieures tirent leur autorité, le juge Jacques énonce que les exigences de cet article 33 ne sont pas respectées. D'après le juge, cet article 33 constitue une exception à cette loi fondamentale qui garantit les droits et libertés mentionnés aux articles 2 et 7 à 15 et en conséquence les exigences posées à l'article 33 doivent être strictement observées.

Quelles sont ces exigences? Elles peuvent se résumer de la façon suivante. 1. La déclaration de dérogation doit être expresse. 2. La déclaration de dérogation doit faire partie de la loi qui est soustraite ou dont une des dispositions est soustraite à l'application de la charte. 3. La déclaration de dérogation doit indiquer la disposition de la charte à laquelle on veut faire échec. Dans la loi concernant la Loi constitutionnelle les articles dérogatoires ne répondent pas à cette troisième exigence. C'était le juge Jacques qui donnait cette décision.

Donc, il est précisé dans ce jugement qu'une loi peut déroger à plus d'une disposition des articles 2 et 7 à 15 mais qu'un simple renvoi au numéro de ces articles auxquels on entend déroger n'est pas suffisant. Le juge Jacques examine ensuite les concepts de société et de démocratie et conclut que l'exercice du pouvoir de l'article 33 doit s'inscrire à l'intérieur des principes fondamentaux qui définissent notre société.

Il souligne aussi que l'article 3 de la charte canadienne, qui confère le droit à la libre expression rattaché à l'exercice des droits démocratiques et auxquels on ne peut déroger, doit primer plutôt que le pouvoir de dérogation donné à l'article 33.

(16 h 50)

Je pourrais continuer mais je vais parler d'un document qui est porté à notre attention et qui s'intitule "L'insertion d'une clause de dérogation aux chartes québécoise et canadienne dans certaines lois relatives à l'éducation". C'est un document qui nous a été remis par des collègues du ministre et qui nous indique justement la discussion qui a été faite par le contentieux de ce gouvernement concernant les dérogations à apporter. Je la lis parce qu'elle est d'une importance intéressante. "L'avènement des chartes et l'évolution des droits de la personne dans notre société impliquent désormais une adaptation de l'activité gouvernementale à tous les niveaux. Le projet de loi 9?, -

puisque'il s'agissait à ce moment de l'étude des amendements apportés à l'intérieur de la loi 92, - Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Charte des droits et libertés de la personne - je vais vous dire simplement en passant que pour un gouvernement qui disait qu'il n'adopterait pas de loi omnibus, cela en est une - vise à assurer pleinement la reconnaissance des droits que la charte québécoise reconnaît aux citoyens du Québec et constitue une illustration de la détermination de tous les ministères de respecter cette nouvelle réalité sans pour autant sacrifier l'essentiel des objectifs fixés par chacun. Malgré leur caractère prépondérant, les droits et libertés garantis par les chartes ne sont pas absolus." Ce n'est pas parce que le ministre a parlé de saint Thomas d'Aquin, qu'il faut parler de Chartres. Donc, ces droits ne sont pas absolus. Je répète: "Les droits et libertés garantis par les chartes ne sont pas absolus. Ils s'exercent dans le respect des valeurs démocratiques, de l'ordre public et du bien-être général des citoyens du Québec." C'est la charte québécoise A.9.1. "Ou peuvent être restreints par une règle de droit dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique - et là on fait allusion à la charte canadienne A.1 - de part et d'autre. Les chartes reconnaissent donc la possibilité que des valeurs sociales, matérialisées par des mesures législatives - écoutez bien ceci - puissent transcender les droits individuels et l'évaluation de ces intérêts opposés appartient à l'arbitre judiciaire et non plus à l'État comme c'était le cas auparavant."

L'activité gouvernementale doit donc s'inscrire dans cette problématique qui implique, bien sûr, des choix au niveau des objectifs et des moyens. Par rapport au texte que j'ai entre les mains, je voudrais rappeler à M. le ministre qu'en amenant ces amendements pour s'assurer qu'il n'y ait pas de vide juridique au 17 avril prochain, le ministre l'amène, parce que la Loi sur l'instruction publique actuelle semblerait amener de la discrimination au niveau religieux. Nous avons eu l'occasion d'en discuter avec le ministre dans d'autres discussions. Ces problèmes ont été corrigés par la loi 24.

De ces éléments, il ressort que l'utilisation d'une clause dérogatoire aux chartes québécoise et canadienne doit être exceptionnelle puisqu'elle implique d'abord une reconnaissance de l'atteinte aux droits. Il y a un aveu que la mesure ne puisse se justifier par les valeurs prédominantes de notre société. Compte tenu de cet impact, le recours à la clause de dérogation devrait être réservé au seul cas où l'état du droit permet un haut degré de certitude quant à la violation d'un droit ou d'une liberté et qu'aucune autre solution valable ne permet

d'atteindre les objectifs législatifs envisagés.

De plus, le fait de recourir à une dérogation, dans certains cas, peut avoir l'effet de susciter des interrogations sur la validité des lois semblables ne comportant pas de telles clauses. Enfin, l'utilisation d'une clause dérogatoire pourrait être justifiée pour contrer une interprétation judiciaire qui s'opposerait aux objectifs par ailleurs légitimes d'un Parlement souverain.

Le Président: Je m'excuse. Sur une question de règlement, je vais reconnaître M. le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science.

M. Ryan: Est-ce que je pourrais demander à M. le député de Laviolette s'il pourrait identifier clairement la provenance du document qu'il nous cite?

Le Président: Je m'excuse, M. le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science. Dans quelques minutes, M. le député de Laviolette va terminer son intervention et en vertu des articles 212, 213, vous allez pouvoir poser cette question. M. le député de Laviolette, si vous voulez continuer votre intervention.

M. Jolivet: M. le Président, je peux lui répondre immédiatement en lui disant que c'est un de ses collègues qui l'a déposé dans une commission parlementaire. Je suis sûr qu'il reconnaît les textes qui sont là. "Si on applique ces critères à la présente situation, - puisqu'il était question de la Loi sur l'instruction publique, - il apparaît difficile de conclure avec certitude que les droits et privilèges dont bénéficient certaines confessions religieuses au Québec ne sont pas justifiés dans le contexte actuel de notre société. L'histoire législative, depuis la Confédération, est à cet égard fort éloquente. De plus, la question de la confessionnalité scolaire fait en partie l'objet d'un débat en Cour suprême du Canada dans le cadre de l'affaire du renvoi sur le financement des écoles séparées en Ontario. Le Procureur général du Québec entend intervenir activement dans cette affaire pour faire valoir des arguments juridiques susceptibles d'avoir l'effet de maintenir l'intégrité du caractère confessionnel dans notre système scolaire. Compte tenu de l'effet déclaratoire d'une clause de dérogation, le recours à cette solution apparaît donc prématuré sur le plan juridique."

"Après avoir entendu les commentaires par le ministre de l'Éducation, le comité de législation décide..." Donc, vous avez la réponse que vous voulez à la question, donnée par un de vos collègues lors d'une autre commission parlementaire qui ne portait pas sur ce sujet, "...le comité de

législation décide de recommander l'inclusion des clauses de dérogation aux chartes québécoise et canadienne, mais cette décision repose essentiellement sur les deux motifs d'opportunité suivants: premièrement, le souci de respecter - le ministre en a fait mention - l'entente intervenue en 1964 avec les autorités religieuses catholiques quant à la confessionnalité scolaire; deuxièmement, le souci d'assurer pour l'avenir le développement paisible et ordonné du système scolaire québécois."

Or, le ministre, quand je fais lecture de ce texte, s'est fait donner un mandat du conseil de législation pour apporter, à la fois dans le projet de loi 92 et celui-ci des dérogations aux deux chartes pour contrer une décision qu'il ne veut pas prendre. Elle est double la décision qu'il ne veut pas prendre. La première, c'est d'intégrer dans un projet de loi majeur les éléments hors Québec et hors Montréal du projet de loi 3 qui fait actuellement un large consensus, une large unanimité au Québec et qui permettrait l'intégration des niveaux primaire et secondaire sans difficulté avec les positions que la loi 3 lui donnait comme pouvoir et, à côté de cela, la déconfessionnalisation des commissions scolaires, déconfessionnalisation qui est demandée par le comité catholique du conseil supérieur qui disait, selon un article du Devoir, le 30 septembre 1986: Le comité catholique du Conseil supérieur presse Ryan de déconfessionnaliser les commissions scolaires.

Dans le cas qui nous préoccupe, il est évident qu'un des moyens de le faire à court terme pour l'ensemble des commissions scolaires autres que celles qui sont prévues dans la Loi constitutionnelle canadienne pour Montréal et Québec, ce serait dans l'ensemble des autres commissions scolaires du Québec.

D'un autre côté, pour Montréal et Québec, il reste une décision à prendre qu'il ne veut pas prendre, qu'il n'est pas prêt à prendre - il nous le répète sur tous les tons - mais on va lui demander parce que ce n'est pas seulement le Parti québécois qui désire cela, ni l'Opposition, mais beaucoup de commissions scolaires le demandent, beaucoup de gens qui sont dans le système le demandent. C'est qu'il en arrive à demander à son collègue, responsable des négociations constitutionnelles de prévoir un amendement à l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique lui permettant justement de régler ces problèmes. Que le ministre arrête de nous dire qu'il doit se soucier d'autres minorités au Canada parce que, ce dont on parle, c'est des minorités ici au Québec. Si on peut l'obtenir par négociation, je ne vois pas pourquoi le ministre ne peut le faire dans le contexte actuel. Cette demande ne fait pas partie des demandes... On a parlé de cinq, peut-être d'une sixième, on ne sait plus

lequel de ces chiffres est important. Peut-être que ce serait une septième ou une sixième demande, mais il me semble qu'on devrait en arriver à faire une demande en ce sens.

Dans l'ensemble, sur le fond des modifications présentées, on peut faire valoir que, dans les faits, contrairement aux affirmations du ministre actuel des Relations internationales et du ministre de l'Éducation, la charte canadienne n'est pas meilleure que la charte québécoise, puisque le législateur peut déroger aux deux chartes de la même façon pour, dans ce cas-ci, protéger les droits et privilèges accordés à une confession religieuse, ce sur quoi on n'a pas de problème de le faire, compte tenu qu'il ne veut pas aller plus loin que ce que pourrait lui permettre un changement majeur dans les structures scolaires déconfessionnalisées et les rendre au point de vue linguistique dans tout le Québec à part Montréal et Québec, et, dans le cas de Montréal et Québec, adopter un amendement à la Loi constitutionnelle canadienne.

En ce qui concerne la disposition dérogatoire à la Charte québécoise des droits et libertés de la personne, force est de constater qu'il s'agit du revers, de la face moins glorieuse de l'opération entreprise dans le cadre du projet de loi 92. Alors que ce projet de loi 92 vise à modifier une centaine de lois afin de les rendre conformes à l'esprit et à la lettre de la charte québécoise, avec le projet actuel, le ministre vient de son côté court-circuiter une partie de la charte dans le domaine de l'éducation. (17 heures)

Par ailleurs, si le ministre juge bon d'introduire de telles dispositions dérogatoires, c'est qu'il doit avoir des motifs de croire que les trois lois visées par le projet de loi, fondant toute l'organisation de notre système scolaire d'éducation sur une base confessionnelle, pourraient être contestées pour leur caractère discriminatoire. Ce n'est pas pour rien que le ministre nous apporte cet amendement au moment où on se parle. Il faudra voir, cependant, s'il s'agit d'une simple précaution ou d'une menace réelle. Il faudra aussi que le ministre nous explique bien en quoi les lois actuelles, dont sa bonne vieille Loi sur l'instruction publique qu'il apprécie tant, sont effectivement discriminatoires par les motifs et privilèges qu'elles accordent à certaines confessions religieuses. Ceci amène un argument additionnel de taille en faveur de la déconfessionnalisation de nos structures scolaires.

On doit cependant rappeler que la loi 3 comportait, à l'article 80 que le ministre a mentionné, une disposition dérogatoire à la Charte des droits et libertés en cas de reconnaissance confessionnelle d'une école - à ce moment-là, dans la loi 3, on parlait

d'une école, non pas d'une structure scolaire dans le sens qu'on lui connaît actuellement - ou d'intégration de croyance ou valeur religieuse d'une confession dans un projet éducatif.

La discussion sur le projet de loi, par ses dispositions dérogatoires, permet d'aborder tout le problème de la déconfectionnalisation. On se souvient que la loi 3, qui réorganisait les commissions scolaires sur une base linguistique plutôt que confessionnelle, a été déclarée inconstitutionnelle en vertu de l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, par un jugement de la Cour supérieure, et son application est suspendue. La cause a été portée en appel et, par le fait même, l'ancienne loi demeure en vigueur.

Je me permets de rappeler au ministre que certains intervenants ont formulé des propositions pour contourner les obstacles juridiques et permettre à nos structures scolaires d'évoluer et de s'adapter au contexte pluraliste d'aujourd'hui auquel le ministre a fait mention tout à l'heure. Je lui rappelle le document du Conseil supérieur de l'éducation qui proposait des solutions pour une évolution équitable des structures scolaires au Québec. Je ne lui citerai pas ces propositions, parce que je pense que le ministre les connaît très bien. Je propose au ministre d'intégrer les parties de la loi 3 qui permettent la déconfectionnalisation ailleurs qu'à Montréal et à Québec et, deuxièmement, d'aller dans les négociations constitutionnelles amender l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

Le Conseil supérieur de l'éducation, dans un avis émis en janvier 1986, recommande au gouvernement du Québec d'inclure la question de la confessionnalité scolaire dans son dossier lors des négociations constitutionnelles et, donc, de faire porter ses efforts sur l'assouplissement de l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. De plus, il recommande qu'en matière de confessionnalité scolaire l'objectif du gouvernement du Québec soit d'assurer au Québec la pleine capacité de se donner un système d'éducation qui, tout en tenant compte des droits confessionnels et linguistiques reconnus, permette de répondre plus adéquatement aux exigences croissantes de la pluralité et de mieux respecter les lois et libertés de tout citoyen. En prenant acte de la diversification croissante au Québec sur les plans ethnique, culturel et religieux, le comité catholique du Conseil supérieur de l'éducation est intervenu à son tour, en septembre - je faisais référence à un article de journal qui l'indiquait - pour presser le gouvernement et le ministre de déconfectionnaliser les commissions scolaires hors de Montréal et de Québec, là où les garanties de l'article 93 ne s'appliquent pas. Le comité catholique partage la conviction que les

commissions scolaires linguistiques répondraient mieux que les commissions scolaires confessionnelles aux besoins scolaires du Québec d'aujourd'hui.

Un autre groupe, la Coalition pour l'égalité des droits en éducation, dont un communiqué de presse daté du 16 juin 1986 nous le rappelait, propose au gouvernement d'ajouter la question dans les négociations constitutionnelles en réclamant ceci comme condition à son adhésion à l'accord de 1982: "Le droit du Québec de se soustraire aux obligations découlant de l'article 93 de l'acte constitutionnel de 1867, ce qui constituerait la levée d'un obstacle à l'exercice de sa pleine juridiction en matière d'éducation. Il y a une lettre envoyée au ministre et qui donne - nous aurons l'occasion en commission parlementaire de le faire valoir - beaucoup d'arguments favorables à la déconfectionnalisation. Cependant, on ne sait pas encore vraiment, au moment où on se parle, où se situe le gouvernement. Pourtant, la création de commissions scolaires linguistiques était partie intégrante des 22 engagements électoraux du Parti libéral dans lesquels on disait: Création de commissions scolaires linguistiques, dans un document qui nous a été présenté lors des élections. Un autre engagement qui n'est pas tenu par le ministre, quoi qu'il en dise.

Il ressort des récentes déclarations du ministre que la décision n'est pas encore arrêtée en ce qui a trait à l'appel du jugement Brossard. Il ajoutait lors du débat sur le principe du projet de loi sur le Conseil supérieur de l'éducation: "Je voudrais assurer le député de Laviolette de ma conviction profonde que des changements doivent être apportés à notre législation scolaire pour tenir compte davantage des réalités d'aujourd'hui et que, dès que nous aurons réussi à clarifier les enjeux de manière suffisante, nous serons très heureux de procéder." Mais encore rien! Il avait déclaré lors du débat sur le principe du projet de loi 24, en mai dernier: "En ce qui touche les commissions scolaires, le gouvernement n'entend rien faire dans l'immédiat pour modifier ou affecter le statut des commissions scolaires protégées par l'article 93 de la loi constitutionnelle de 1867. La possibilité de créer des commissions scolaires linguistiques à l'extérieur du Québec et de Montréal n'a toutefois pas été exclue par les jugements dont nous avons parlé. Aussi, cette possibilité demeure-t-elle à l'étude pour le moment.

"Comme la création de commissions scolaires linguistiques figure au programme politique du Parti libéral du Québec, nous n'excluons pas la possibilité d'instituer ce changement dans la mesure où nous disposerons à cette fin des consensus nécessaires et des assurances juridiques dont nous aurons besoin." Enfin, le ministre a

manifesté de très sérieuses réserves quant à l'inclusion de l'article 93 dans les négociations constitutionnelles. Pour agir en ce domaine, il semble poser comme condition un consensus des groupes catholiques et protestants du Québec, comme de certains groupes ailleurs au Canada, en particulier les catholiques de l'Ontario.

Je résume et je termine en disant que le ministre dit vouloir agir mais il reporte les échéances. Il prétexte toutes sortes de raisons comme celle de vouloir obtenir des assurances qui risquent cependant de paralyser l'ensemble du processus. Il y a pourtant des avenues possibles devant lui, mais il refuse de les emprunter. Je pense que nous aurons l'occasion de revenir en commission parlementaire pour lui permettre de bien définir quelles sont les étapes qu'il a l'intention de suivre pour aller plus loin dans une réforme plus globale qu'il nous promet maintenant pour le printemps 1987. Quant à nous, nous serons prêts à discuter de ces articles en commission parlementaire, de faire valoir nos arguments, mais je dois assurer le ministre, cependant, même s'il ne va pas assez loin quant à nous, que nous sommes prêts à appuyer ce projet de loi quant à son principe.

Une voix: Bravo!

Le Président: Je tiens à remercier le critique officiel de l'Opposition, le député de Lavolette.

Toujours sur le même projet de loi, à l'étape de l'adoption du principe du projet de loi 131 présenté par M. le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science, je vais reconnaître Mme la députée de Jacques-Cartier. Mme la députée, vous avez la parole.

Mme Joan Dougherty

Mme Dougherty: M. le Président, c'est avec plaisir que je m'associe au ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science afin d'appuyer le projet de loi 131. Ce projet de loi a quatre objectifs.

Premièrement, il précise la portée du pouvoir accordé au gouvernement d'établir par règlement le régime pédagogique dans toutes nos écoles. Deuxièmement, il modifie la composition de l'assemblée générale des parents pour la formation d'un comité d'école. Troisièmement, il prévoit la possibilité d'autoriser la préparation et l'adoption du budget d'une commission scolaire qui ne respecterait pas les règles générales d'équilibre budgétaire. Quatrièmement, il a pour objet d'inclure dans la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation, dans la Loi sur l'instruction publique et dans la Loi sur le ministère de l'Éducation une disposition expresse leur donnant effet,

indépendamment de certaines dispositions de certains articles de la Loi constitutionnelle de 1982 et de certains articles de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec, dans la mesure où ces trois lois accordent des droits et privilèges à une confession religieuse.
(17 h 10)

J'aimerais dire quelques mots sur chacun de ces objectifs. Premièrement, à l'égard du régime pédagogique, le projet de loi précise les objets sur lesquels peut porter le régime pédagogique et clarifie les pouvoirs réglementaires qu'exercent actuellement le gouvernement et le ministre de fixer certains paramètres, notamment l'âge d'admission à l'école ainsi que les règles propices à adapter le régime pédagogique aux besoins des enfants en difficulté d'apprentissage. Le but de ces additions à la loi actuelle est d'assurer une meilleure cohérence juridique avec le contenu actuel des régimes pédagogiques adoptés en 1981.

À l'égard du deuxième objectif, le projet de loi constitue une réponse longuement réclamée par les parents et les commissions scolaires du Québec. Le projet de loi prévoit le droit pour tous les parents qui ont un enfant inscrit à l'école pour l'année scolaire suivante de participer à l'élection des membres du comité de l'école. En conséquence, les parents qui n'ont pas d'enfants inscrits pour l'année suivante n'auraient pas le droit de voter lors des élections tenues dans chaque école même si leur enfant fréquente l'école au moment des élections en mai. Je crois que ce changement constitue une nette amélioration du processus démocratique au niveau de chaque école. Par cette modification, nous essayons de favoriser une participation accrue des parents, une participation qui apporte une contribution précieuse à la qualité de vie de nos écoles.

J'en viens maintenant au troisième sujet du projet de loi: les budgets des commissions scolaires. Les résultats financiers des commissions scolaires observés au cours des dernières années montrent que les surplus accumulés sont moindres qu'auparavant et un nombre croissant de commissions scolaires doivent plutôt assumer des déficits accumulés. Il y a quelques mois, on pouvait déjà prévoir qu'au budget 1986-1987 certaines commissions scolaires auraient des difficultés à soumettre des budgets équilibrés, d'autant plus qu'une commission scolaire doit intégrer dans son budget, comme dépense, son déficit de l'année précédente, s'il en est. Cette possibilité était prévue dans la loi 24 que nous avons adoptée en juin dernier.

Afin de mieux clarifier les règles du jeu à l'égard de l'approbation des budgets des commissions scolaires, nous introduisons dans le projet de loi 131 des mesures qui

permettent aux commissions scolaires, dans des circonstances exceptionnelles, d'étaler leur déficit sur plus d'une année, toujours dans le but d'arriver à un équilibre éventuel de leur budget.

Je crois que ces mesures vont faciliter tout le processus de l'approbation des budgets des commissions scolaires et vont encourager une saine gestion de leurs finances.

Le quatrième objectif vise à éliminer l'incertitude juridique dans laquelle notre système scolaire pourrait se trouver dans le cas d'une poursuite fondée sur les articles 2a et 15 de la charte canadienne et sur l'article 52 de la charte québécoise. Dans la charte canadienne l'article 2a garantit le droit à la liberté de conscience et de religion et l'article 15 garantit l'égalité de toute personne devant la loi et prohibe toute discrimination fondée sur la religion.

Depuis avril 1982, nos lois sur l'éducation sont à l'abri de ces articles en vertu de l'article 33 de la charte canadienne qui n'est valable que pour cinq ans. Il viendra donc à expiration le 16 avril 1987. Le projet de loi 131 vise la prolongation de cet abri pour cinq autres années. Le même but est visé en ce qui concerne les dispositions de l'article 15 de la charte canadienne.

Les clauses de dérogation que nous voulons insérer dans les trois lois de l'éducation sont inspirées par la prudence. Nous savons tous que les droits que les lois québécoises sur l'éducation accordent à la majorité catholique et à la minorité protestante donnent lieu à des aménagements réglementaires et administratifs à tous les niveaux du système éducatif. Ces aménagements constituent la trame même et l'originalité propre du système d'éducation du Québec.

Nous ne voulons pas insister sur les possibilités de contestation qui pourraient se produire mais plutôt sur la nécessité de voir le débat entourant les aménagements possibles de la confessionnalité continuer à évoluer dans ce même climat de sérénité et de paix sociale que nous connaissons présentement.

En vertu de la sécurité inscrite dans le projet de loi 131, il serait possible de poursuivre la réflexion sur notre système scolaire en ayant en tête les meilleurs intérêts de la population et sans cette épée de Damoclès que constituerait l'absence d'une clause dérogatoire dans nos lois scolaires.

Voilà, Mme la Présidente, l'essence du projet de loi 131. C'est un projet de loi qui, dans l'ensemble, vise à favoriser le fonctionnement harmonieux de notre système scolaire. Je suis convaincue que c'est un projet de loi de bon sens qui doit être appuyé par tous les membres de cette Assemblée. Merci.

Une voix: Bravo!

La Vice-Présidente: Merci, Mme la députée de Jacques-Cartier.
Mme la députée de Chicoutimi.

Mme Jeanne L. Blackburn

Mme Blackburn: Merci, Mme la Présidente. Merci, messieurs. Le ministre tout à l'heure ouvrait une porte sur les engagements électoraux. Je dois lui dire que je ne le suivrai pas sur cette piste. Cependant, j'aurais le goût de lui dire que, s'il n'en avait tenu qu'à lui, il y aurait au moins un autre engagement qui n'aurait pas été tenu, soit le gel des frais de scolarité.

Ce projet de loi, le ministre nous dit que ce n'est pas un projet pour révolutionner le monde de l'enseignement. Je dois dire que ce n'est pas la première fois que j'entends ces propos dans cette Chambre de la part du ministre. Je dirais que les sept ou huit projets de loi que le ministre nous a présentés depuis qu'il a été élu au gouvernement sont toujours extrêmement mineurs, ils changent un "des" pour un "les". Finalement, il n'y a effectivement pas de quoi révolutionner le monde scolaire.
(17 h 20)

Que vient faire le projet de loi? En fait, il vient confirmer les pouvoirs du ministre et réintroduire la clause "nonobstant" afin d'éviter les contestations juridiques. Qu'est-ce qu'on peut comprendre et qu'est-ce que cela m'amène à constater? Cela m'amène à constater que, d'une part, le ministre reporte la réforme promise, la réforme en profondeur importante qui devait particulièrement toucher la déconfessionnalisation des structures scolaires.

Le deuxième constat, c'est que le ministre vient renforcer ses pouvoirs. Je dois dire qu'il y a une constante dans les différents projets qu'on a vu passer ici en cette Chambre. Contrairement à ce qu'ils nous annonçaient au moment où ils étaient dans l'Opposition, chaque fois, ou presque, qu'il y a un projet de loi qui passe en cette Chambre, on y trouve un nombre de pouvoirs réglementaires accru. Le ministre se donne des pouvoirs. Le ministre de l'Éducation n'y a pas échappé. Il l'a fait avec les "illégaux". Il l'a fait concernant la Loi sur le financement des universités et, là, il le fait. Il vient, nous dit-il, tout simplement confirmer des pouvoirs qui sont dévolus au ministre dans le régime pédagogique du primaire et du secondaire en invoquant le fait qu'il faut régulariser la situation. Pourquoi? Pour donner satisfaction aux juristes. Il faut l'entendre. Il faut le dire. Pour donner satisfaction aux juristes.

Je m'interroge, cependant. Je m'interroge parce que le fait que le ministre

le dise et le reconnaisse, il n'y a pas de contestation actuelle. Il n'y a que des juristes qui estiment que ce n'est pas clair, que le ministre en prend peut-être un peu large, sauf que ce que le ministre voit peut-être venir, c'est que, tantôt, on pourra peut-être contester son droit d'imposer l'enseignement de l'anglais au 1er cycle, par exemple. Je disais: Les projets de loi qu'on a vu passer en cette Chambre, tant ceux qui nous ont été présentés par le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur que par ses collègues, viennent constamment renforcer le pouvoir des ministres. Pour un gouvernement qui disait vouloir réglementer peu et bien, décentraliser, éviter la surréglementation, il n'y aura jamais eu, avec si peu de projets de loi, autant de règlements.

Ce qu'on constate également, c'est que ce projet de loi, pour reprendre les propos du ministre, qui ne vient pas révolutionner le monde de l'enseignement, ne nous permet pas non plus de voir que le ministre vient respecter l'engagement qu'il a pris en cette Chambre. Je le lui rappelle. Le 28 mai dernier, en parlant des restructurations scolaires fondées sur la déconfectionnalisation des structures scolaires, il disait et je cite: "Cela prendra tout le temps de la saison estivale pour mettre au point la politique du gouvernement dans ce domaine, mais je veux vous assurer que tout ce qu'il y avait de bon dans la loi 3 qui peut être conservé, nous verrons à le conserver dans la mesure qui sera compatible avec nos propres convictions." Donc, on pouvait, à la lumière de ces propos, attendre, cet automne, une réforme importante de la Loi sur l'instruction publique. Ce qu'on a à se mettre sous la dent, c'est une petite loi qui permet au ministre de confirmer ses pouvoirs, de peur qu'ils soient contestés, et qui permet au ministre de réintroduire la clause "nonobstant" tant contestée - on se rappellera le 2 décembre dernier - au moment de la première session en cette Chambre. Il réintroduit donc cette clause. Un petit projet de loi qui ne tient pas non plus, là, ses promesses.

Pourtant, quand on parle de déconfectionnalisation des structures scolaires, il n'y a pas que l'Opposition qui pense qu'on devrait procéder rapidement. Le ministre le disait également à cette même occasion, le 28 mai dernier, en cette Chambre: "Je veux dire à l'Opposition que nous sommes conscients de la difficulté que crée la constitution actuelle, que nous sommes parfaitement conscients qu'elle n'est pas l'instrument le plus clair, le plus logique et le plus cohérent dont nous pourrions disposer." Cependant, je dois conclure que ce n'était certainement pas la priorité du ministre que de s'attaquer à ce problème. D'ailleurs, il n'y a pas que l'Opposition qui estime qu'on devrait revoir les commissions

scolaires en fonction de créer des commissions scolaires linguistiques plutôt que confessionnelles.

On connaît l'avis du Conseil supérieur qui dit qu'il faudrait que l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique soit partie des clauses objets de négociation constitutionnelle. Je reprends l'article de Michel Arsenault dans *Le Devoir* du 30 septembre: "Le comité catholique du Conseil supérieur de l'éducation presse le ministre de l'Éducation, M. Claude Ryan, de déconfectionnaliser les commissions scolaires, à l'extérieur de Montréal et de Québec à tout le moins. Le comité catholique donne ainsi un appui clair à M. Ryan qui a déjà fait connaître au printemps son intention de présenter cet automne un projet de loi reprenant certaines réformes proposées par l'ancien gouvernement péquiste." Donc, on n'était pas les seuls à avoir entendu le ministre prendre cet engagement ici en Chambre.

Ce qui m'étonne, c'est que le ministre, tout à l'heure, nous arrive avec une lettre du comité catholique qui, me semble-t-il, introduit des nuances. Je suis étonnée et inquiète. Quand les organismes consultatifs commencent à remettre en question à quelques mois d'avis - on va finir par penser que c'est à quelques semaines - les avis qu'ils donnaient antérieurement il y a quelque chose d'inquiétant là-dedans. C'est la deuxième fois que cela arrive pour le Conseil supérieur précisément.

Le Conseil supérieur, dans un avis qu'il avait donné il y a quelques années - il faudrait que j'y revienne - sur l'enseignement de l'anglais au premier cycle estimait que cela n'était pas souhaitable. Il rend un avis au ministre récemment, exclusivement un avis extrêmement technique, sur les aspects pédagogiques de l'enseignement de l'anglais au premier cycle en ne tenant absolument pas compte de la situation socio-culturelle du Québec. On pourrait prendre l'avis du Conseil supérieur, l'appliquer au Togo, au Japon, en Chine ou en Allemagne que ce serait la même chose qu'au Québec, c'est-à-dire que cela ne tient pas compte de la situation particulière du Québec, et cela a quelque chose d'inquiétant.

Le ministre a par ailleurs rappelé l'urgence de revoir les structures scolaires. Je rappellerais, comme l'a fait mon collègue de Laviolette, une communication qui nous a été adressée par la Coalition pour l'égalité des droits en éducation. Je voudrais juste rappeler aux membres de cette Chambre, Mme la Présidente, qu'il y a 22 organismes qui ont signé ce document et qui demandent que le ministre s'engage à inclure dans les clauses objets de négociation l'article 93 qui permettrait de créer des commissions scolaires linguistiques.

Je vous fais grâce de la liste des

organismes. Je veux tout simplement exprimer qu'il y a sur cette question, contrairement à ce que le ministre essayait de nous dire tout à l'heure, un large consensus.

Le ministre reporte donc un projet de loi qu'il annonçait comme devant être important, pour ne pas dire majeur. Mais on est obligé de constater ce qui suit, comme le faisait d'ailleurs le journaliste Gilbert Brunet de La Presse dans un article daté du samedi 29 novembre 1986: "Un an de gouvernement Bourassa. L'objectif souvent atteint: refermer en douceur les dossiers." Refermer en douceur les dossiers.
(17 h 30)

"Cette fermeture, disait M. Brunet, automatique des dossiers a prévalu jusqu'ici, qu'importe le sujet et qu'importe qui les avait ouverts. Désengorger les salles d'urgence, mettre fin au sous-financement des établissements de santé, si on interroge là-dessus c'est parce qu'on est dans l'Opposition. La réponse ne varie pas. On investit. Le problème est réglé. Le dossier est fermé. La parité aux jeunes bénéficiaires de l'aide sociale, c'était quelque chose qui devait se régler au lendemain des élections.

M. Tremblay (Rimouski): Question de règlement. Je demanderais la pertinence du débat. On est en train d'élargir le débat, à mon sens.

La Vice-Présidente: En vertu du règlement de cette Chambre et en vertu de l'article 239, il est toujours permis à un moment donné de bifurquer, pourvu, Mme la députée de Chicoutimi, que vous puissiez revenir au débat sur le projet de loi 131.

Mme Blackburn: Je vous remercie. La parité de l'aide sociale, disais-je, parce qu'en fait cela permettra peut-être au député de Rimouski de faire le lien entre mes propos et le contenu ou l'absence de contenu de ce projet de loi, c'est-à-dire que ce gouvernement promettait pour cet automne, par la voix du ministre de l'Éducation, une réforme scolaire qui permettrait, à tout le moins, dans les endroits où c'était possible de le faire à l'extérieur des grandes villes de Québec et de Montréal, de fonder des commissions scolaires linguistiques plutôt que confessionnelles. Il ne respecte pas ses engagements pas plus qu'il les a respectés pour la parité de l'aide sociale pour les jeunes. Pourtant, avant le 2 décembre, toutes les solutions étaient là. Sauf qu'on est obligé de constater qu'il y a eu des clientèles privilégiées à l'endroit desquelles on a respecté ses engagements. Mais à l'endroit des jeunes, malheureusement pour eux, ce n'est vraiment pas la classe privilégiée de l'actuel gouvernement.

Donc, on est en train de refermer en

douce également le dossier des jeunes bénéficiaires d'aide sociale, en reportant cela. Le rapport Beaudry, on n'en parle plus. Les privatisations, cela devait être du cas par cas. Le seul regret qu'a le ministre délégué à la Privatisation, c'est que les gens n'étaient pas assez bien informés. Je dois dire à sa charge qu'il n'a rien fait pour informer la population. C'est au document, pour ne pas dire à la page, qu'on est obligé d'arracher les informations du ministre délégué à la Privatisation.

Un autre dossier. Je ne fais ici que rappeler l'inquiétude du journaliste de La Presse, M. Brunet qui dit: "Depuis l'adoption de la loi 101 en 1977, il y avait des "illégaux" dans les écoles anglaises de Montréal. M. Ryan propose une amnistie-

La Vice-Présidente: On soulève une question de règlement, Mme la députée de Chicoutimi. Mme la députée de Groulx.

Mme Bleau: Je m'excuse, Mme la Présidente, vous avez laissé bifurquer un peu, mais là c'est beaucoup. On ne parle pas du tout du projet de loi 131.

La Vice-Présidente: Là-dessus, je devrais donner raison à la députée de Groulx puisque vous avez parlé de la privatisation. Vous êtes en train de parler des "illégaux" alors que le projet de loi qui fait l'objet du débat, c'est le projet de loi 131. Mme la députée de Chicoutimi, je vous demanderais, s'il vous plaît, de revenir à la pertinence du débat.

Mme Blackburn: Tout ce que j'essayais d'illustrer, c'est qu'on attendait, comme Opposition, que le ministre de l'Éducation respecte son engagement et qu'il nous présente un projet de loi tel qu'il s'y était engagé qui nous aurait permis de voir ce que le ministre entendait par une déconfessionnalisation des structures scolaires en dehors de Québec et de Montréal. Ce que je voudrais dire, c'est autant dans cet engagement que dans différents autres domaines - je le répète, qu'importe le dossier et qu'importe le porteur du dossier - le gouvernement ne respecte pas ses engagements. Le dossier des "illégaux", si vous me permettez de rappeler ce que disait M. Brunet, il dit: "M. Ryan propose une amnistie humanitaire de ces 1450 enfants pourvu qu'une nouvelle liste ne soit pas en train d'être mise à jour." Dossier clos.

Mme la Présidente, ce projet de loi est modeste, comme je le rappelais tantôt, comme la plupart des projets de loi que le ministre nous a présentés. Cependant, il y a une constante. C'est que tous les projets de loi que le ministre nous a présentés à ce jour visent soit à renforcer les pouvoirs du ministre ou à lui ajouter des pouvoirs addi-

tionnels. Je trouve cela particulièrement, je dirais, odieux à l'endroit de la population qu'ils ont trompée. Ils s'étaient engagés à légiférer moins, à déréglementer. Ils ont adopté une loi sur la réglementation, mais ils ont introduit un article qui, somme toute, rend la loi inopérante, et n'importe quel ministre peut y échapper. Cela commence à faire une passoire. On se demande même pourquoi on a passé du temps là-dessus parce que, finalement, ce sera complètement inefficace.

Les projets de loi qui ont été présentés ici sont mineurs, ne règlent en rien les problèmes de fond, les problèmes importants. La solution qu'a trouvée ce gouvernement pour régler les problèmes, ce n'est pas d'essayer d'y trouver des solutions, c'est simplement de refermer en douce les dossiers.

Nous allons quand même, sur le principe, être d'accord avec le projet de loi. Cependant, je voudrais bien dire au ministre de l'Éducation que nous allons faire avec beaucoup de soin, beaucoup d'attention et beaucoup de vigilance, l'examen de ce projet de loi en commission parlementaire. Merci, Mme la Présidente.

La **Vice-Présidente**: Merci, Mme la députée de Chicoutimi. Mme la députée de Groulx.

Mme Madeleine Bleau

Mme Bleau: Merci, Mme la Présidente. Je voudrais d'abord remercier mon collègue du comté de Rousseau qui a bien voulu me céder son droit de parole parce que je tenais beaucoup à appuyer le ministre de l'Éducation sur le projet de loi 131.

Je voudrais premièrement parler de l'article 3 qui nous décrit la participation des parents. J'y ai toujours cru et j'y crois encore fermement en 1986. En 1965, à mon arrivée dans le comté de Terrebonne, dont une partie a été détachée et s'appelle aujourd'hui le comté de Groulx, il n'existait aucun moyen pour les parents de s'engager dans le système scolaire. Avec cinq enfants, je trouvais inadmissible de ne pouvoir donner mon avis quand il s'agissait du passage le plus important dans l'éducation de mes enfants. J'ai donc fondé à ce moment l'association parents-maîtres qui était à ce moment-là l'organisme où les parents pouvaient s'exprimer, et j'en fus présidente durant quatre ans. Je dois vous dire, Mme la Présidente, que le mouvement a connu des succès retentissants et que nous avons réussi à faire bouger la commission scolaire sur bien des points.

Au moment de l'étude du rapport Parent, j'étais vice-présidente de la même association au niveau secondaire, et, comme parents, nous avons eu l'occasion de donner

notre avis sur ledit rapport, et, même si nous n'avons pu faire bouger le gouvernement sur certains points que nous désirions, nous avons quand même obtenu certains changements très importants. Avec le projet de loi 131, l'article 3, nous donnons aux parents la chance d'intervenir dans le processus de responsabilité au niveau primaire et même secondaire. Il est important pour les parents qui s'en sentent capables de partager les responsabilités avec les administrateurs et les professionnels de l'enseignement. Dans les décisions importantes en ce qui regarde l'éducation et l'instruction des enfants, les parents doivent donner leur avis. Il en va du bien-être et du développement intellectuel de notre jeunesse québécoise.

C'est fini le temps où les parents étaient confinés à des rôles de figurants. Je ne peux souhaiter qu'une chose, c'est que le dynamisme des parents leur permette d'occuper une place de véritable partenaire. Et je suis assurée que le ministre de l'Éducation, par l'article 3 du projet de loi 131, désire également que le rôle des parents en devienne un de grande importance.

(17 h 40)

Je voudrais maintenant, si vous me le permettez, Mme la Présidente, m'attarder un instant sur les articles 9, 10 et 11 du projet de loi 131. Il s'agit dans une certaine mesure de reconnaître dans notre système public primaire et secondaire la confessionnalité de ces structures de gestion et de son enseignement.

Le 17 avril 1982, une clause dérogatoire a été adoptée en vertu de l'article 33 de la charte canadienne. Mais cette clause viendra à expiration le 17 avril 1987. Au plan légal, tout le monde est d'accord pour affirmer qu'après le 17 avril prochain, en l'absence d'une intervention législative, la charte canadienne pourrait être appliquée. Le contrat social et politique de 1964 entre le gouvernement du Québec et l'Église catholique en matière de confessionnalité scolaire fait l'objet d'un attachement solide de la part d'une grande majorité de Québécois, et j'en suis. Au fil des ans, cet attachement à notre foi ne s'est pas effrité, au contraire. M. le ministre nous en a donné un bon exemple plus tôt.

Sur ce point, dans la loi 3, la volonté politique de l'ancien gouvernement n'était pas vraiment claire. À mon humble avis, et avec la foi qui m'anime, il est indispensable que ce droit soit protégé dans les deux chartes, canadienne et québécoise. Il faut donc que le ministre de l'Éducation s'assure que les lois actuelles ne puissent faire l'objet de contestations intempestives devant les tribunaux. Le respect des valeurs démocratiques de notre société et la prudence du législateur nous incitent à prendre des mesures spéciales. L'inclusion de la clause "nonobstant" s'impose dans nos lois

scolaires québécoises. Il faut quand même savoir que les articles 9 à 11 du projet de loi 131 n'ont pas pour effet d'enlever à toute personne le droit à la liberté de conscience et de religion dans les écoles publiques. Ces dispositions ont pour seul but de mettre ces trois lois à l'abri de contestations judiciaires. Je suis heureuse d'assurer les catholiques et les protestants du Québec que le débat entourant la confessionnalité continuera d'évoluer dans un climat de confiance et de paix, comme il l'est actuellement.

À l'article 33 qui apporte certains changements à la Loi sur l'instruction publique quant à l'âge de l'entrée à l'école, le ministre se donne la possibilité de légiférer afin de remplir une promesse électorale qui fut très populaire dans mon comté. Seules des contraintes budgétaires nous ont retardés dans l'application de cette promesse. Je donne mon appui total au ministre de l'Éducation puisque le projet de loi 131 répond à mes convictions les plus profondes. Je vous remercie, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, Mme la députée de Groulx. Mme la députée de Marie-Victorin.

Mme Cécile Vermette

Mme Vermette: Merci, Mme la Présidente. Le projet de loi 131, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation et modifiant la Loi sur le ministre de l'Éducation, comporte deux volets. D'une part, de petits amendements relativement mineurs dans l'ensemble à la Loi sur l'Instruction publique. D'autre part, l'inclusion dans les lois qui fondent l'organisation du système d'éducation québécois de dispositions dérogatoires à la Charte des droits et libertés de la personne et la Loi constitutionnelle de 1982. Je pense qu'il faut s'attarder aux deux volets.

Dans le premier volet, effectivement, ce sont des amendements mineurs que le ministre apporte aujourd'hui, des amendements dans un domaine où, depuis longtemps, le milieu scolaire s'attendait à une réforme scolaire beaucoup plus en profondeur. Hélas! Vous savez ce qui arrive avec les promesses des rouges, des promesses brûlantes, des promesses qui sont tellement brûlantes qu'on ne peut même plus les palper, elles sont toutes en cendres, actuellement. Une autre promesse des rouges où, encore une fois, on veut montrer à la population que c'est un gouvernement qui travaille fort. Ce sont des scribes inconditionnels de l'écriture, des gens qui n'ont pas autre chose à faire que des lois tellement compliquées que tout le monde, sauf le ministre, y perd son latin.

Des voix: Oh!

La Vice-Présidente: Je demanderais la collaboration de cette Chambre. La députée de Marie-Victorin a la parole; j'aimerais qu'on respecte son droit de parole. Mme la députée de Marie-Victorin.

Mme Vermette: Mme la Présidente, je disais donc que seul le ministre n'y perd pas son latin. Je voudrais préciser que cela fait longtemps que le latin est une langue qui se trouve à la racine des mots. Je me demande si c'est à la racine des mots scolaires, du monde de la réforme scolaire ou tout simplement si c'est parce que c'est une langue qui est devenue archaïque et qui fait partie d'un folklore qui nous a déjà vraiment bien marqués, ici au Québec.

Je pense qu'il aurait été de mise, après toutes les promesses qu'on avait faites, avec le sens des valeurs et de la responsabilisation dont fait état si facilement le ministre de l'Éducation, qu'on présente aux gens du monde scolaire un menu législatif beaucoup plus en profondeur et qui apporte les réformes scolaires tant attendues. Mais non, actuellement, on donne un peu plus de pouvoir au ministre. Encore une fois, le ministre se retrouve avec des prérogatives qui feront qu'il deviendra de plus en plus puissant. Je vais vous dire ce que les modifications législatives actuelles du ministre vont toucher. Elles vont toucher au réaménagement des règles qui président à la tenue des élections scolaires, au statut, au rôle et à l'organisation de l'école, à la participation des parents à la vie scolaire, au rôle et aux attributions respectives des commissions scolaires et du ministre de l'Éducation et à la rémunération des commissaires d'écoles. Je pense qu'on aurait pu aller beaucoup plus en profondeur. C'est vrai que notre système scolaire a besoin qu'on se penche à nouveau sur les plus profondes structures qui le composent et avec les principaux intéressés dans le milieu scolaire. Notamment, ces gens qui vivent le quotidien du milieu scolaire ont déjà fait savoir leur voeu et leur préoccupation au ministre. Déjà une orientation se dessine. Déjà, ces gens ont manifesté leur désaccord sur certains points et même leurs préoccupations quant à l'avenir de la déconfessionnalisation des écoles. Plusieurs sont d'accord pour dire qu'il est grand temps qu'aujourd'hui, on se penche sérieusement sur le problème de la déconfessionnalisation dans nos écoles. D'ailleurs, c'est un problème qui n'est pas d'aujourd'hui ni d'hier, mais qui depuis un certain temps, fait l'objet de discours dans les différents comités d'école, dans les commissions scolaires et dans l'ensemble du monde intéressé à la réforme scolaire.

Donc, il est vrai qu'il y a des disposi-

tions légales, des dispositions que le ministre reconnaît aussi comme n'étant pas toujours faciles à appliquer, mais où il faut trouver des solutions simples et des solutions qui répondent à l'ensemble d'une majorité de gens qui connaissent le milieu scolaire et de gens qui se sont préoccupés et se sont penchés sur la question beaucoup plus qu'avant aujourd'hui.

Mme la Présidente, dans le projet de loi, le ministre avait affirmé à plusieurs reprises qu'il avait l'intention de récupérer plusieurs éléments de la loi 3 qui a donné lieu à des consensus significatifs à l'occasion des débats des dernières années. Nous ne connaissons pas encore ses véritables intentions. La question de la déconfectionnalisation des commissions scolaires demeure toujours aussi floue.
(17 h 50)

En ce qui concerne les amendements présentement à l'étude, le projet de loi précise à l'article 1 la portée du pouvoir accordé au gouvernement d'établir par règlement... C'est un gouvernement qui, malgré une autre promesse de rouges de diminuer la réglementation - comme tout projet de loi de ce gouvernement qui se respecte actuellement - augmente de plus en plus la réglementation. Donc, je redis: Le projet de loi précise à l'article 1 la portée du pouvoir accordé au gouvernement d'établir par règlement le régime pédagogique. Précisons que certains objets de ce pouvoir se retrouvent déjà dans le contenu des régimes pédagogiques du préscolaire, primaire et secondaire adoptés en 1981. D'ailleurs, selon l'article 12 du projet de loi 13, les décrets ayant établi et modifié ces régimes, ont été adoptés en vertu du nouvel article 16 tel qu'amendé.

On pourrait cependant demander au ministre pourquoi il n'en fait pas un article séparé comme c'était le cas dans la loi 3.

L'article 2, qui en est un de concordance, permet enfin d'amender la Loi sur l'instruction publique de façon que le règlement concernant le régime pédagogique du primaire et de l'éducation préscolaire adopté en 1981 soit conforme à l'article 35, c'est-à-dire en ce qui concerne l'âge d'admission de l'éducation préscolaire et fixé à cinq ans révolus avant le 1er octobre de l'année scolaire en cours, tout cela pour faire une concordance. Et tout ça encore une fois était une promesse des rouges, une promesse libérale de baisser l'âge scolaire pour permettre à plus d'enfants qui avaient des problèmes de dates, qui étaient juste à la limite du permissible pour l'admission, dont les parents trouvaient très souvent qu'ils étaient victimes d'une certaine injustice... Encore là, il faut attendre, encore là, la promesse ne se réalisera pas pour cette année. En fait, il aurait fallu demander à ce gouvernement pour quand étaient ses

promesses, pour quel mandat? Pour moi, ils s'imaginaient qu'une fois élus, ils le seraient ad vitam aeternam, amen, pour employer un langage que le ministre doit bien comprendre, j'en suis convaincue.

L'article 3 du projet 131 apporte une modification à la composition de l'ensemble général des parents pour la formation d'un comité d'école, en la limitant aux parents des élèves inscrits pour l'année scolaire pendant laquelle fonctionne le comité. Ceci apparaît tout à fait logique. Ça correspond à l'esprit de la loi 3, article 100, qui prévoit la convocation des parents des élèves fréquentant l'école au début de l'année scolaire. Où sont les vrais changements? Où sont les changements en profondeur? Mme la Présidente, j'ai beau lire et relire justement le projet de loi, et, encore une fois, ces changements ne sont que des changements mineurs...

La Vice-Présidente: Je demanderais la participation des deux côtés de la Chambre pour pouvoir entendre la députée de Marie-Victorin terminer son intervention.

Mme la députée de Marie-Victorin.

Mme Vermette: Mme la Présidente, j'ai l'impression qu'ils se conduisent comme des mineurs. C'est un peu justement le seul vocabulaire qu'ils puissent connaître, ces gens!

Des voix: Oh! Oh!

La Vice-Présidente: Non, non. Là-dessus, je voudrais bien être très large mais j'aimerais bien aussi que... S'il vous plaît!

Mme la députée de Marie-Victorin, en vous adressant à la présidence de préférence.

Mme Vermette: Je disais donc que ce projet de loi ne fait appel qu'à des changements mineurs. Je pense que les gens du système scolaire du Québec étaient en droit d'attendre beaucoup plus de sérieux d'un tel projet de loi. Voilà encore une fois que nous faisons des projets de loi rapides, à la sauvette. Souvent les projets les plus importants, il faut en parler la nuit, parce que ce gouvernement n'a pas le courage d'aller jusqu'au bout de ses promesses électorales, parce que ce gouvernement a trouvé des solutions faciles et rapides à des problèmes complexes. Lorsque des gens sont bienveillants à leur endroit malgré tout, malgré leur étourderie, malgré les nombreuses promesses qu'ils ont faites en campagne électorale, malgré la bonne volonté de certaines personnes dans le milieu scolaire qui sont prêtes à travailler en collaboration avec le ministre et qui, en certaines occasions, lui ont tracé la voie la plus simple et la plus rapide pour en arriver aux objectifs que tout le monde s'était fixés,

c'est-à-dire faire en sorte que le système scolaire soit bien plus en fonction de l'aspect linguistique qu'en fonction de la confessionnalité de nos écoles...

Mme la Présidente, j'estime qu'une fois encore nous aurons à surveiller de près ce que ce gouvernement laisse croire à la population toujours sous la forme de projets de loi qui semblent, aux yeux de certains et de gens qui veulent croire à la parole de ceux qui nous gouvernent actuellement, qui manquent énormément de profondeur, de consistance. Nous verrons à ce que ce gouvernement soit un peu plus respectueux de l'ensemble des Québécois et des Québécoises qui, ma foi, lui avaient fait confiance, mais qui ne pouvaient s'imaginer à quel point ce gouvernement était irrespectueux de cette confiance. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, Mme la députée de Marie-Victorin.

M. le député de Rousseau.

M. Thérien: Mme la Présidente, compte tenu de l'heure, je demanderais la suspension du débat.

La Vice-Présidente: Cette motion est-elle adoptée?

Des voix: Oui.

La Vice-Présidente: La motion est adoptée.

Compte tenu de l'heure, nous allons donc suspendre nos travaux jusqu'à 20 heures, ce soir.

(Suspension de la séance à 17 h 57)

(Reprise à 20 h 4)

La Vice-Présidente: À l'ordre, s'il vous plaît:

Veuillez regagner vos sièges.

Vous pouvez vous asseoir.

M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Mme la Présidente, je vous demanderais d'appeler l'article 22 du feuillet, s'il vous plaît.

Projet de loi 137

Adoption du principe

La Vice-Présidente: À l'article 22 du feuillet, il s'agit de l'adoption du principe du projet de loi 137, Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec, qui a été présenté le 13 novembre dernier par le ministre des Affaires municipales. M. le ministre des Affaires municipales.

M. André Bourbeau

M. Bourbeau: Mme la Présidente, la Société d'habitation du Québec, familièrement appelée la SHQ, oeuvre dans le domaine de l'habitation depuis 20 ans. Au cours des ans, l'importance et la variété des mandats qu'elle s'est vu confier par le gouvernement lui ont permis d'élargir considérablement son champ d'intervention. Ainsi, les mutations successives des fonctions assumées par cet organisme nous amènent à le définir non plus comme un simple organisme de gestion administrative mais bien comme un organisme engagé dans la production de biens et de services allant de l'acquisition d'actifs immobiliers importants à la gestion de la majorité des programmes du gouvernement en matière d'habitation. On oublie souvent que la SHQ gère au-delà de 50 000 logements.

Pour bien illustrer mes propos, je dois souligner que depuis son existence la Société d'habitation du Québec a dû ajuster ses interventions en regard des priorités identifiées par le gouvernement. À ce titre, la plupart des programmes décrits dans la loi constitutive de la Société d'habitation du Québec ont été graduellement abandonnés au profit de nouveaux défis tel le rôle de maître d'oeuvre que la société joue depuis douze ans au chapitre de la construction de logements à loyer modique pour les plus démunis.

Ces modifications majeures apportées au rôle de la SHQ nous imposent aujourd'hui d'amender sa loi habilitante. C'est pourquoi j'ai déposé pour l'assentiment de cette Chambre le projet de loi 137, Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec.

Outre le travail d'élégage auquel la loi est soumise afin qu'elle soit soulagée d'articles devenus désuets, certains pouvoirs seront maintenant reconnus à la Société d'habitation du Québec. Essentiellement, ces nouveaux pouvoirs visent à consacrer les responsabilités déjà assumées dans les faits par la société tout en lui en facilitant l'exercice.

Le projet de loi reconnaît que l'abolition récente du ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur a eu pour conséquence d'élargir le rôle de la SHQ. Il reconnaît aussi qu'à la suite de la signature de la nouvelle entente-cadre Canada-Québec la mise en oeuvre des programmes à frais partagés relève maintenant totalement de la Société d'habitation du Québec. De plus, au strict point de vue organisationnel, le projet de loi modifie sensiblement la structure de la société, laquelle n'est plus appropriée eu égard aux nouvelles pratiques administratives reconnues.

L'actuelle Loi sur la Société d'habitation du Québec ne traduit pas véritablement les responsabilités et les

fonctions qui lui sont dévolues. De façon plus détaillée, les principales modifications proposées par le projet de loi 137 touchent les aspects suivants: d'abord, les responsabilités de l'ancien ministre de l'Habitation relativement à la préparation et à l'application des politiques en matière d'habitation sont maintenant transférées au ministre des Affaires municipales responsable de l'Habitation. Conséquemment, il est nécessaire d'élargir le rôle de la Société d'habitation du Québec, notamment en matière d'avis sur l'habitation, de recherche et de développement, d'inventaire sur l'habitation et d'intervention auprès des organismes privés ou publics impliqués dans ce domaine.

Le mandat et les objectifs de la SHQ sont donc modifiés pour tenir compte de ce nouveau rôle. Le projet de loi consacre de plus la désuétude de certains programmes et pourvoit à leur remplacement. Les nouveaux programmes pourront être mis en oeuvre à l'intérieur des pouvoirs généraux de la société. En outre, certains programmes de la Société d'habitation du Québec qui sont voués principalement à la réalisation de logements à loyer modique comportent des exclusions ou des préférences fondées sur l'âge, le handicap ou l'utilisation de moyens pour pallier ce handicap. Pour respecter les dispositions de la Charte des droits et libertés de la personne, il est donc nécessaire de prévoir que les programmes de la Société d'habitation du Québec puissent comporter de telles exclusions ou de telles préférences.

Au chapitre de sa composition, la Société d'habitation du Québec est actuellement formée de cinq membres nommés par le gouvernement dont deux pour une période de dix ans. Le gouvernement choisit le président de la société parmi ces deux membres. Les trois autres membres sont choisis parmi les fonctionnaires ou les agents de la couronne et ce pour un mandat déterminé par le gouvernement. Il est aussi possible pour le gouvernement de nommer des membres adjoints à la société, membres qui, cependant, ne participent pas aux décisions de la société.

Toute cette structure administrative est maintenant devenue désuète et ne correspond plus à la réalité.

Tenant compte des nouvelles responsabilités de la Société d'habitation du Québec et des modifications relatives à ce fonctionnement, il est proposé dans le nouveau projet de loi que la société soit administrée par un conseil d'administration composé d'au plus neuf membres nommés pour un maximum de cinq ans. Parmi ces membres seront nommés un président et un vice-président du conseil, ainsi qu'un président-directeur général. De plus, le projet de loi prévoit la nomination de vice-

présidents qui exerceront leur fonction à temps plein. Quant à l'encadrement de la Société d'habitation du Québec, le projet de loi vient corriger des ambiguïtés, des lacunes que comporte la loi constitutive de la SHQ.

Tous les programmes parrainés par la SHQ doivent actuellement faire l'objet de règlements que le gouvernement doit approuver. Cette obligation faite à la société ralentit d'autant la gestion de certains programmes qui, souvent, doivent être mis en oeuvre ou modifiés rapidement afin de s'ajuster à la conjuncture économique, aux besoins des citoyens et aussi aux partenaires de la Société d'habitation du Québec. Puisqu'il nous apparaît souhaitable que la Société d'habitation du Québec agisse aussi rapidement et avec autant de souplesse qu'un ministère, le projet de loi fait en sorte de soumettre les programmes de la Société d'habitation du Québec à la seule approbation du Conseil du trésor, après, bien sûr, que le gouvernement en aura autorisé la mise en oeuvre sur recommandation du ministre. De plus, le ministre pourra, dorénavant, donner des directives à la société, lesquelles auront été préalablement approuvées par le gouvernement. Comme c'est actuellement l'usage, le projet de loi prévoit que ces directives seront déposées à l'Assemblée nationale.

Également, nous avons choisi de réviser la présentation comptable utilisée pour rendre plus clairs les modes de financement de la SHQ. Comme son budget est voté par l'Assemblée nationale, la société doit retourner au fonds consolidé du revenu les contributions versées par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, de sorte que la société ne puisse conserver que les sommes perçues à titre de remboursement des prêts qu'elle a consentis. Il s'ensuit que le budget des dépenses et celui des revenus du gouvernement sont gonflés artificiellement, parce que ceux-ci comprennent à la fois les contributions de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et celles du gouvernement du Québec. Ce faisant, il est difficile de savoir, à la lecture des budgets, quelle est effectivement la contribution du Québec au financement et à l'administration des programmes gérés par la Société d'habitation du Québec. Pour cette raison, il apparaît plus approprié que la société conserve les revenus et les recettes, tout comme le font bon nombre de sociétés d'État ou d'organismes du gouvernement.

Une autre conséquence du mode de financement actuel est la duplication au chapitre des systèmes comptables qu'on retrouve à la Société d'habitation du Québec et au bureau du Contrôleur des finances.

Comme la SHQ recevra une subvention d'équilibre budgétaire couvrant ses dépenses de transfert et ses dépenses de fonctionnement, la loi sur la SHQ prévoit que la

rémunération et les dépenses afférentes aux conditions de travail de ses employés seront payées à même les fonds de la société. Ces modalités de financement n'affecteront en rien le statut des employés de la société qui continueront d'être nommés et rémunérés selon la Loi sur la fonction publique.

Afin de soumettre la SHQ à la réglementation qui s'applique aux organismes dont le budget est voté par l'Assemblée nationale, tout en tenant compte des besoins particuliers de la SHQ, il apparaît utile de prévoir que certains articles de la Loi sur l'administration financière s'appliquent à la SHQ et que le Conseil du trésor exerce certains pouvoirs de réglementation à l'égard de la SHQ, notamment en matière de l'adjudication des contrats.

Dans le cadre des habilitations relatives aux signatures engageant la SHQ, la situation actuelle laisse souvent ceux qui contractent avec cette dernière dans un état d'incertitude juridique, ce que le projet corrige en précisant qui peut engager juridiquement la société.

Abordons maintenant la question de la supervision des Offices municipaux d'habitation par la société. Les dispositions actuelles prévoient que les acquisitions, les aliénations, les servitudes et les emprunts d'un Office municipal d'habitation doivent être approuvés à la fois par la SHQ et par le gouvernement.

Or, comme la supervision des Offices municipaux d'habitation relève de la société qui dispose de l'expertise nécessaire à cet effet, le projet de loi propose de soustraire ces opérations à l'approbation du gouvernement. Cette solution a l'avantage de reconnaître à la société sa pleine autonomie tout en allégeant, bien sûr, les procédures.

Relativement à l'acquisition et à l'aliénation de terrains par des municipalités dans le cadre des anciens programmes d'amélioration de l'habitat, la loi actuelle stipule que toute acquisition ou aliénation d'immeuble par une municipalité doit être autorisée par le Conseil du trésor et par la société. Comme ces programmes ont dans tous les cas fait l'objet d'une approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, il nous a paru inutile de maintenir l'exigence de la seconde approbation par le Conseil du trésor lors de chacune de ces acquisitions et aliénations. À la fin d'un programme, si une municipalité n'a pas disposé de tous les immeubles qui devaient faire l'objet d'une aliénation, le projet de loi stipule que ces aliénations seront maintenant régies par la procédure ordinaire applicable aux immeubles municipaux.

En terminant, l'accord de mise en oeuvre des programmes visés par l'entente-cadre Canada-Québec sur l'habitation sociale prévoit que des organismes sans but lucratif

pourront réaliser des projets d'habitation. Dans ces cas, la Société d'habitation du Québec défraiera le déficit d'exploitation comme s'il s'agissait d'un HLM public. Puisque ces ensembles d'habitations ne seraient pas considérés comme logements à loyer modique en vertu de l'article 16.62 du Code civil, il est nécessaire de modifier cet article afin que le règlement sur la location d'un logement à loyer modique puisse s'appliquer aux locataires de ces immeubles.

Voilà donc les principales modifications proposées dans le projet de loi 137. Nous sommes fermement convaincus qu'elles sont de nature à alléger le fonctionnement de la Société d'habitation du Québec afin de lui permettre de remplir son mandat avec l'efficacité et l'à-propos qu'exige son nouveau rôle. La démarche à laquelle s'est livré l'actuel gouvernement démontre son intérêt marqué pour tout ce qui concerne l'habitation et ses préoccupations d'efficacité, d'économie et d'efficacité.

En terminant, j'espère que chacun d'entre vous saura reconnaître la justesse de ces interventions. C'est pour cette raison que je recommande l'approbation du projet de loi 137. Merci.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre des Affaires municipales.

M. le député de Shefford.

M. Roger Paré

M. Paré: Merci, Mme la Présidente. Je suis heureux d'intervenir sur le projet de loi 137. Il est peut-être bon de rappeler que le secteur de l'habitation est un secteur important, premièrement, parce qu'il touche tout le monde au Québec, qu'on soit propriétaire, locataire, bénéficiaire d'un logement dans un HLM. Tous les citoyens, sans exception, sont touchés. De plus, les programmes amenés par le gouvernement dans le secteur de l'habitation, que ce soit par l'ex-ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur, ou maintenant, par la Société d'habitation du Québec, touchent des dizaines de milliers d'entreprises et des centaines de milliers de travailleurs. Donc, c'est un secteur important.

Si on revient plus spécifiquement au projet de loi 137, Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec, on va s'apercevoir que cela a pour objet de confirmer les responsabilités du ministre des Affaires municipales et de la Société d'habitation du Québec en matière d'habitation et ce, conformément à la décision du gouvernement libéral d'abolir en décembre dernier le ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur.

(20 h 20)

Le projet de loi 137 établit un partage

de responsabilités entre le ministère des Affaires municipales et la Société d'habitation du Québec. Cette dernière se voit transférer un nombre important de responsabilités qui étaient, jusqu'à maintenant, sous la responsabilité du ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur.

Le projet de loi 137 officialise l'abolition du ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur. Rappelons que cette décision du gouvernement libéral fut la première de celui-ci dans le secteur de l'habitation. Première décision: Abolition du ministère. Résultat: Fragmentation des dossiers au sein de trois ministères. La construction au sein du ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu et du Travail, donc sous la responsabilité de la Loi sur le bâtiment. Je dois vous dire que cela est inquiétant, quand on regarde présentement ce ministre du Travail qui ne va pas de l'avant avec la mise en place de la Loi sur le bâtiment et qui, au contraire, par la loi 119 présentement discutée en commission parlementaire, semble vouloir donner à la commission de la construction des responsabilités qui, normalement, devraient être dévolues à la Commission du bâtiment. Un deuxième secteur, soit l'habitation qui s'en va sous la responsabilité du ministre des Affaires municipales. Là, le ministre se départit de ses responsabilités en les confiant à la Société d'habitation du Québec par le projet de loi 137. Je reviendrai un peu plus loin sur les conséquences et les effets de cela. Troisième partage, la Protection du consommateur qui s'en va sous la responsabilité du ministre de la Justice, responsable de la protection du consommateur. Cela, Mme la Présidente, ne fait pas beaucoup avancer les choses, parce que, depuis juin 1985 que la Loi sur le bâtiment est adoptée, cela aurait pu nous permettre finalement d'amener plus de protection pour les consommateurs. On retrouve à l'intérieur de la loi 153, Loi sur le bâtiment, les articles 77 à 83 qui amènent des plans de garantie pour les maisons neuves et pour la rénovation des maisons.

On retrouve cela dans tous les rapports annuels de l'Office de la protection du consommateur, l'habitation est le principal problème. Pour la première fois cette année, ce sont les studios de santé qui ont pris la relève comme principal problème des consommateurs au Québec, mais l'habitation est demeuré bon deuxième.

Les consommateurs québécois ont besoin de protection. Il y a la Loi 53 sur le bâtiment, adoptée par l'ancien gouvernement du Parti québécois, qui donnait des protections aux consommateurs, des plans de garantie pour les maisons neuves et les maisons rénovées. Parce que maintenant on a divisé, au sein du gouvernement libéral, la responsabilité de l'Habitation, avec un grand

H, au lieu de se parler, au lieu de prendre leurs responsabilités, les ministres ne font rien. Le ministre responsable de la protection du consommateur ne fait pas appliquer les articles 77 à 83 parce qu'il faudrait qu'il fasse des pressions sur le ministre responsable du Travail, mais comme l'habitation n'est pas sa préoccupation, c'est surtout la justice, ça fait que finalement personne ne prend ses responsabilités face à l'habitation. Heureusement qu'en commission parlementaire, dernièrement, le ministre de la Justice a dit qu'il ferait tout en son possible pour que les articles 77 à 83 sur les plans de garantie soient mis en vigueur à la fin de 1986 ou au début de 1987. Je le laisse faire, je me croise les doigts, et on va suivre ça de très près.

En décembre dernier, la décision d'abolir le ministère de l'Habitation a été accueillie avec inquiétude par certains intervenants du milieu. Dans le journal La Presse du 23 décembre dernier, l'Association provinciale des constructeurs d'habitation s'est dit inquiète de cette décision d'abolir le ministère en se demandant - je cite - "si le ministre pourra prêter une oreille suffisamment attentive au secteur de l'habitation compte tenu de ses autres responsabilités". Je dois vous dire, Mme la Présidente, que ces gens-là avaient tout à fait raison de s'inquiéter, et j'y reviendrai un peu plus loin.

Cette même association, par la voix de son directeur général, M. Orner Rousseau, dans un article du journal Le Devoir du 15 novembre dernier - là, on ne recule pas d'une année, ça fait quelques semaines à peine - évoquait les difficultés du milieu à se faire entendre du gouvernement en raison de la dispersion des dossiers de l'habitation transférés entre plusieurs ministères depuis l'abolition du ministère de l'Habitation. Je cite M. Rousseau: "Lorsqu'il y avait un ministère, on avait beaucoup moins de difficultés à se faire entendre alors qu'actuellement on se fait renvoyer la balle d'un ministère à l'autre. Puisqu'on veut responsabiliser le milieu, il nous faut un intervenant." C'est M. Rousseau.

Je pourrais également vous citer un autre article tout à fait récent qu'on retrouve dans le journal Habitabec, du 28 novembre 1986, la semaine dernière. C'est au congrès de l'APCHQ. M. Richard Gianchetti disait, et je cite: "Pour garantir à long terme un développement continu et harmonieux de l'habitation, nous croyons en la nécessité d'un seul intervenant et c'est pourquoi nous demandons la réinstauration d'un ministère de l'Habitation. Ce serait un appui tangible à la volonté de l'industrie manifestée depuis 25 ans." C'est une demande importante. C'est une demande qui vient des gens du milieu. Ce n'est pas une demande qui date d'une année. C'est une

demande qui date de la semaine dernière à la suite de l'expérience vécue par ces gens-là depuis un an, parce qu'ils ne sont pas capables d'avoir de réponse.

Le message de l'Association provinciale des constructeurs d'habitations ne peut être plus clair. Nous condamnons sans réserve l'abolition du ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur. En conséquence, l'Opposition votera contre le projet de loi 137. Nous continuons de soutenir que seul un ministère de l'Habitation peut être ce véritable outil efficace en tant qu'interlocuteur privilégié du milieu auprès du gouvernement. La revendication de l'Association provinciale des constructeurs d'habitations demandant non plus de se faire renvoyer d'un ministère à l'autre, mais d'avoir un véritable répondant à l'écoute du milieu de la construction et de l'habitation, vient renforcer notre position. Nous regrettons vivement l'abolition du ministère de l'Habitation proposée dans ce projet de loi par un ministre qui s'occupe à demi-temps du dossier de l'habitation. Les revendications de l'Association provinciale des constructeurs d'habitations en témoignent de façon très éloquente.

Par ce projet de loi, le ministre des Affaires municipales responsable à temps partiel du dossier de l'habitation délègue un nombre important de responsabilités à la Société d'habitation du Québec, responsabilités qui, jusque-là, étaient assumées par le ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur en vertu de la Loi sur le ministère de l'Habitation et la Protection du consommateur. Ainsi, en lieu et place du ministre, la Société d'habitation du Québec assume désormais les responsabilités ministérielles suivantes, et je cite, c'est très important: "Favoriser le développement et la mise en oeuvre de programmes de construction, d'acquisition, d'aménagement, de restauration et d'administration d'habitations; deuxièmement, faciliter aux citoyens du Québec l'accession à la propriété immobilière - j'y reviendrai tantôt, Mme la Présidente - troisièmement, stimuler le développement et la concertation des initiatives publiques et privées en matière d'habitation; quatrièmement, exécuter ou faire exécuter des recherches, études, enquêtes ou inventaires sur les besoins et les conditions d'habitation de la population et promouvoir l'amélioration de l'habitat."

Ce transfert de responsabilités ministérielles à la Société d'habitation du Québec confirme que le ministre des Affaires municipales délègue ses responsabilités dans ce dossier de l'habitation dont il s'occupe à temps partiel. Et les conséquences de cela, Mme la Présidente, on les a vues tout au cours de l'année.

J'aimerais ici apporter quelques

exemples. Un premier exemple, le programme Logirente. Logirente, c'est un programme pour aider les personnes de 60 ans et plus qui sont les plus démunies parce qu'elles ont besoin d'aide étant donné qu'elles paient un trop fort pourcentage de leurs revenus pour se loger, programme créé par l'ancien gouvernement du Parti québécois, programme annuel, donc qui revient de façon régulière, de façon répétitive. Les formules sont donc disponibles.

Pourtant, cette année les formules ne sont pas disponibles. Habituellement, les formules sont distribuées au mois d'octobre pour que les gens reçoivent avant les fêtes leur chèque rétroactif au 1er octobre. Cette année, les formules vont être disponibles seulement en 1987 et les chèques vont être envoyés aux bénéficiaires soit au mois de mars, soit au mois d'avril 1987. Est-il normal qu'on fasse porter le poids du déficit gouvernemental aux gens qui ont besoin de cet argent en payant sur le prochain budget ce qu'on devait payer cette année, ce qui avait été budgétisé? Est-ce que le ministre des Affaires municipales est en train de répondre par l'affirmative à la demande du président du Conseil du trésor d'essayer de récupérer sur les programmes pour cacher le déficit de 1986-1987? Ce n'est pas normal.

(20 h 30)

Au nom de tous ces gens, au nom de tous les bénéficiaires de Logirente du Québec, je vous demande d'envoyer au plus tôt ces formules afin que les gens reçoivent leur chèque comme d'habitude en décembre. S'il est déjà trop tard parce que vous n'avez pas pris vos responsabilités ou parce que vous étiez tellement à temps partiel dans le secteur de l'habitation que vous ne vous en êtes pas occupé à temps pour présenter votre mémoire au Conseil des ministres, faites au moins en sorte que le plus tôt possible au début de l'année 1987 ces gens puissent recevoir leur chèque. Je trouve incorrect et inhumain une façon d'agir semblable dans le cas de Logirente. C'est un exemple de la négligence d'un ministre qui ne s'occupe qu'à temps partiel d'un secteur aussi important, comme je disais tantôt, qui touche tous les citoyens. Qu'on soit propriétaire ou locataire, l'habitation c'est pour tous les citoyens et toutes les citoyennes du Québec.

Un autre exemple des conséquences de négliger un secteur aussi important: la rénovation au Québec. Le programme PAQ nous avait été annoncé le 6 janvier 1986. En mars, le ministre nous disait que cela allait être en vigueur le 1er juillet. Pourtant, on a signé l'entente de principe au mois de mars ou d'avril, dans cette période, ou au mois de mai, mais au printemps. Le ministre me fait signe que c'est au mois de mai. D'accord.

On a signé l'entente au mois de mai en disant encore une fois que cela allait être en

vigueur le 1er juillet. Pourtant, non. Le 1er juillet, le programme PAQ n'était pas encore disponible. L'entente de mise en oeuvre n'était pas encore signée. On a réussi à signer cette entente avec le gouvernement fédéral le 1er octobre ou quelques jours avant pour qu'elle soit en vigueur le 1er octobre. Sauf que le 1er octobre, Mme la Présidente, les formules n'étaient pas disponibles. Les formules n'étaient pas rendues dans les municipalités et les municipalités ne connaissaient pas l'enveloppe budgétaire qui était disponible pour chacune d'elle.

Donc, la rénovation dans le programme PAQ cette année, qu'est-ce que cela va être, étant donné, premièrement, que le budget est de 70 000 000 \$ pour 1500 municipalités du Québec alors qu'il était de 70 000 000 \$ pour 102 municipalités lorsque c'était l'ancien programme Loginove? Donc, on n'augmente pas l'argent. On le distribue à la miette à travers tout le Québec dans les 1500 municipalités. Mais on annonce le programme le 1er octobre avec les formules disponibles et les montants sont connus à la fin du mois de novembre à la veille des fêtes alors qu'on est en plein hiver. Est-ce que le ministre des Affaires municipales, à temps partiel dans l'habitation, est encore une fois en train de récupérer dans le secteur de l'habitation pour venir renflouer le déficit du président du Conseil du trésor? C'est un autre exemple comme quoi c'est un secteur important. Le fait qu'on n'ait pas encore une fois un ministre à temps plein responsable de ce secteur au Conseil des ministres on néglige l'habitation au Québec. Tout ce qui devrait se faire ne se fait pas et en plus on pénalise des gens. Je reviendrai tantôt sur le programme PARCQ, sur le fond du programme comme tel. Évidemment, on va certainement récupérer sur le budget 1986-1987 énormément de fonds, parce que non seulement le programme arrive en retard, non seulement on n'a pas encore avisé toutes les municipalités, mais en plus, c'est un programme qui ne vient pas aider davantage, qui est moins profitable que ne l'était le programme Loginove.

Cependant, le ministre à demi-temps s'est assuré un droit de contrôle sur les activités de la Société d'habitation du Québec. Il pourra surveiller d'un oeil la SHQ et intervenir rapidement au cas où certaines activités ou initiatives de celle-ci lui déplairaient. Par ce projet, le ministre se donne le pouvoir de donner des directives à la société sur des activités et l'orientation de celle-ci. Ces directives lient la société qui doit s'y conformer. Ce pouvoir de directives sur l'ensemble des activités de la SHQ est un pouvoir excessif, trop large et trop discrétionnaire du ministre.

Il permet au ministre des Affaires

municipales de modifier à tout moment l'orientation et les activités de la Société d'habitation du Québec sans devoir nécessairement passer par l'Assemblée nationale. Ce pouvoir de directives qui attaque directement l'autonomie de la SHQ est en contradiction flagrante avec le transfert de responsabilités occupées jusque là par le ministre à cette société tel que prévu aux articles 1, 2 et 3 du présent projet de loi. Ou bien le ministre confirme l'autonomie de la Société d'habitation du Québec en lui transférant de nouvelles responsabilités, ou il la met carrément en tutelle avec le pouvoir discrétionnaire de directives qu'il prévoit à l'article 3.4 du projet de loi. Par ce transfert de responsabilités, le ministre à demi-temps de l'Habitation transforme l'actuelle Société d'habitation du Québec en une véritable société d'État en vertu d'un mandat élargi, d'un nouveau mode de financement et de la création d'un conseil d'administration.

Il est étonnant de constater qu'un ministre de ce gouvernement, partisan de la réduction de la taille de l'État et de la diminution des organismes gouvernementaux, délègue ses pouvoirs à une société d'État. Une telle dérogation va carrément à l'encontre de l'approche du rapport Gobeil qui fait un procès pour le moins expéditif de la formule des sociétés d'État. Pourtant, le projet de loi confère à la Société d'habitation du Québec un véritable statut de société d'État. Ce projet de loi prévoit un conseil d'administration formé d'au plus neuf membres pour présider aux destinées de la Société d'habitation du Québec. Ce conseil d'administration formé d'un président et d'un vice-président sera assisté par un président-directeur général de la société qui siègera avec droit de vote au conseil.

Le président-directeur général sera le responsable de l'administration et de la direction de la Société d'habitation du Québec et exercera ses fonctions à temps plein. Le président-directeur général de la société sera assisté par des vice-présidents de la société selon un nombre déterminé par le gouvernement, qui occuperont leur tâche à temps plein. Ce conseil d'administration, Mme la Présidente, assisté par un président-directeur général remplacera les cinq membres actuels de la société, dont un président et un vice-président qui assument leur fonction à temps plein. De plus, contrairement à la situation actuelle, le projet de loi ne contient aucune disposition prévoyant que les vice-présidents de la société et que certains membres de la société doivent être choisis parmi les fonctionnaires du gouvernement québécois. La création de ce conseil d'administration à la Société d'habitation du Québec inaugure une nouvelle niche pour les amis du régime.

De plus, en vue d'assumer le maximum

de confort des futurs membres du conseil d'administration, le projet de loi réintroduit, sous une forme déguisée, bien entendu, les jetons de présence. En fait, pour le bénéfice des gens qui nous écoutent, le gouvernement revient progressivement sur la décision d'abolir les jetons de présence, selon une directive solennelle du président du Conseil du trésor de février dernier, parce que cela coûtait trop cher. D'ailleurs, au moment de l'étude des crédits du ministère de l'Éducation, le 22 avril dernier, le ministre de l'Éducation déclarait à mon collègue de Laviolette, et je cite: "Le conseil exécutif a effectivement décidé, il y a à peu près deux mois, que, dorénavant, la participation des citoyens qui sont invités à siéger à des organismes gouvernementaux se fera à titre bénévole et gratuit. Cela est la règle générale qui a été établie." On retrouve cela dans le Journal des débats de la commission de l'éducation du 22 avril 1986.

Or, à l'article 5 du projet de loi, le ministre réintroduit une forme déguisée de jetons de présence qui se lit comme suit: "Les membres du conseil d'administration ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement. Ils peuvent cependant avoir droit au remboursement des dépenses dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement." En clair, le gouvernement se donne le pouvoir de rémunérer les membres du conseil d'administration et de rembourser leurs dépenses. Nous aimerions connaître quelles seront les modalités de ces jetons de présence déguisés?
(20 h 40)

La Vice-Présidente: Je m'excuse, M. le député de Shefford, j'ai une question de règlement. Mme la députée de Groulx.

Mme Bleau: Je pense que M. le député de Shefford est en dehors du projet dont on parle en parlant des jetons au niveau...

La Vice-Présidente: M. le député de Shefford, veuillez continuer.

M. Paré: Oui, j'aimerais juste rappeler à la députée du comté dont je ne me souviens pas du nom, qu'elle est à l'Assemblée nationale et qu'elle devrait écouter, et que, si elle veut savoir de quoi on parle de regarder le projet de loi 137...

La Vice-Présidente: J'ai rendu ma décision, M. le député de Shefford, et j'en ai déduit que vous étiez pertinent, et je vous demanderais de continuer votre intervention.

M. Paré: Je vous remercie, Mme la Présidente, je voudrais que la députée puisse suivre et lui demander de regarder l'article 5

du projet de loi 137, que l'on discute, et elle s'apercevra qu'on parle exactement de ce que j'étais en train de citer, le retour des jetons de présence. Donc, Mme la députée, je vous demanderais d'écouter. Si vous voulez intervenir tantôt, je vous écouterai, mais j'espère que vous allez savoir de quoi vous parlez.

Est-ce qu'il s'agira, M. le ministre, comme dans le cas de votre projet de loi 41 concernant la Société d'aménagement de l'Outaouais, adopté en juin dernier, d'une allocation de dépenses, et je vous cite: "L'allocation de dépenses pourra également prévoir la compensation du salaire perdu par un membre pour assister à une assemblée." C'était à la commission de l'aménagement et des équipements du 12 juin 1986.

Nous condamnons une telle pratique de retour à la pièce de ces jetons de présence. Une telle pratique est empreinte d'un manque flagrant de transparence. Nous ne sommes pas contre le principe des jetons de présence, bien au contraire. Mais nous exigeons du gouvernement qu'il fasse connaître en ce sens une politique globale, claire, uniforme en cette matière pour l'ensemble des conseils d'administration des sociétés d'État, des commissions et des organismes gouvernementaux.

Notre formation politique exprime des réserves très sérieuses sur d'autres éléments du projet de loi 137. Nous craignons que l'abolition de l'article 64 de l'actuelle Loi sur la Société d'habitation du Québec ne remette en question l'avenir de l'aide aux organismes sans but lucratif en habitation dans le cadre du programme Logipop. D'autant plus que le ministre déclarait récemment au journal Le Devoir du 15 novembre dernier que, si le programme Logipop a été maintenu pour l'année en cours, il fait par contre l'objet d'une réévaluation. Ici, j'aimerais bien dire que je comprends aussi les craintes exprimées par les GRT dans tout le Québec, parce que l'intervention du ministre dans le journal Le Devoir du 15 novembre dernier est menaçante et, en plus, le fait qu'on retire ou qu'on abolisse l'article 64 de l'actuel projet de loi laisse vraiment les gens dans un état de crainte, et avec raison.

Le projet de loi prévoit le transfert de responsabilités de l'Office des personnes handicapées à la Société d'habitation du Québec en matière d'aide financière de l'État aux logements adaptés pour les personnes handicapées en vertu du nouveau programme à la restauration Canada-Québec, mieux connu sous le nom de PARCQ.

Mme la Présidente, votre formation politique refuse un tel transfert parce qu'il implique un très net recul de l'aide de l'État aux personnes handicapées. Ce n'est pas pour rien que ces gens vont manifester dans les bureaux de comté et que, d'ailleurs, ils

devaient rencontrer cet après-midi des gens du Conseil des ministres. C'est un recul d'aide pour ces gens. Premièrement, parce que le PARCQ prévoit une aide financière réduite par rapport à Loginov, et de beaucoup. Deuxièmement, parce qu'il met fin à l'universalité de l'aide matérielle aux personnes handicapées puisque le PARCQ prévoit des seuils de revenu maximal pour être admissible à une aide financière. Donc, finie l'universalité du programme d'aide pour les personnes handicapées en ce qui concerne l'aménagement des logements. Troisièmement, parce que ce transfert entraîne la perte d'expertise de l'Office des personnes handicapées acquise au fil des années et la disparition d'un guichet unique et adapté aux besoins des personnes handicapées.

Je ne trouve pas correct que ce gouvernement se permette de pénaliser les personnes handicapées du Québec par un moyen administratif qui fait en sorte qu'on transfère un programme qui était généreux, qui était sous la responsabilité de l'Office des personnes handicapées du Québec, à la Société d'habitation du Québec. Si c'était seulement le transfert, ce serait déjà acceptable, même s'il y a perte d'expertise. Mais on en profite pour couper... J'entends le député ici dire que c'était trop généreux. Vous irez en discuter avec les personnes handicapées de votre comté, vous aurez probablement une autre vue des choses...

Une voix: Ne nous faites pas pleurer.

La **Vice-Présidente:** Je demande la collaboration de la Chambre. Je demande de reconnaître qu'il s'agit de l'intervention du député de Shefford. Si vous ne partagez pas ses opinions, vous aurez toujours la possibilité d'intervenir ultérieurement. M. le député de Shefford, je vous demande de vous adresser à la présidence pour éviter tout... M. le député de Shefford, allez-y.

M. **Paré:** Merci, Mme la Présidente. Je ferai seulement remarquer que j'invite les personnes handicapées du comté de Rimouski à aller rencontrer leur député pour lui expliquer quels sont les besoins d'une personne qui devient handicapée. Peut-être que le député va changer d'idée.

Pour l'ensemble des raisons énoncées précédemment, ma formation politique s'opposera à l'adoption d'un tel projet de loi qui officialise la mise à mort du ministère de l'Habitation. Une telle décision prive le milieu de la construction et de l'habitation d'un interlocuteur privilégié au sein du Conseil des ministres. Ce projet de loi met fin à l'existence d'un ministère dont le dynamisme et la capacité d'initiative avaient été reconnus par le milieu. À preuve, depuis un an, on n'entend pas beaucoup parler d'habitation si ce n'est par le biais de

l'abolition du ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur et la disparition de plusieurs programmes. J'y reviendrai tantôt pour les énumérer. On n'entend pas parler beaucoup non plus du livre vert *Se loger au Québec*. On n'entend pas beaucoup parler non plus, à la Protection du consommateur, des plans de garantie. Depuis un an c'est comme si l'habitation n'était plus la responsabilité de ce gouvernement.

Citons les propos de M. Claude Lafarge, directeur général de l'Association provinciale des constructeurs d'habitation, section Estrie, soulignant que le ministère aboli au lendemain de la victoire libérale du 2 décembre a fait beaucoup pour la construction d'habitations, particulièrement par la création de la Commission du bâtiment, la création du programme Corvée-habitation, l'imposition d'un moratoire sur la conversion des immeubles à vocation locative, la stabilisation des taux d'intérêt hypothécaires et la publication d'un livre vert sur l'habitation. Tout cela, parce que l'habitation était une priorité pour le gouvernement du Parti québécois. Les résultats des actions de ce gouvernement le prouvent. Le gouvernement du Parti québécois, de concert avec le milieu de la construction, les municipalités et les institutions financières, a mis sur pied Corvée-habitation. Corvée-habitation a produit des investissements de 2 900 000 000 \$ dans l'économie, ce qui veut dire 57 000 nouveaux logements, 50 000 emplois créés pour une mise de fond du gouvernement de seulement 17.000 000 \$ pour des investissements totaux de près de 3 000 000 000 \$. Il serait bon de rappeler à ce moment-ci que ce fut certainement un des gestes qui ont permis au Québec d'être parmi les premiers dans le mouvement de reprise économique en 1982-1983.

C'est le secteur de l'habitation qui a été la bougie d'allumage de la reprise économique au Québec. Je ne suis pas sûr qu'on serait dans la situation actuelle si, à ce moment-là, nous n'avions pas eu un ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur, si nous n'avions pas eu un ministre à temps plein qui prenait le temps d'aller voir les intervenants du milieu, qui prenait le temps de s'asseoir avec eux pour mettre en oeuvre des programmes qui fassent en sorte que, pour nous, l'habitation soit prioritaire. C'est ce qui a aussi permis, c'est bon de le rappeler, à une majorité de Québécois de devenir propriétaires alors qu'il y avait une majorité de locataires avant 1976. L'habitation a été une priorité pour le gouvernement du Parti québécois, comme en témoigne son bilan impressionnant dans ce secteur, autant par la qualité que par la quantité de ses interventions.

(20 h 50)

En plus d'avoir créé un véritable ministère de l'Habitation, il a créé huit

programmes d'aide alors que les libéraux n'en ont créé aucun entre 1970 et 1976. Ils ont même aboli le seul programme d'aide à l'accès à la propriété qui existait lorsqu'ils ont pris le pouvoir en 1970. Il y a 260 000 ménages qui ont profité de ces programmes d'aide à l'habitation entre 1976 et 1985 comparativement à seulement 23 000 ménages entre 1970 et 1976, soit dix fois plus que sous l'administration libérale.

Dans le domaine du logement social, le gouvernement du Parti québécois a beaucoup plus que doublé le nombre de HLM pour le porter à 55 000 logements répartis dans 500 municipalités couvrant tous les comtés du Québec. Pourtant, entre 1970 et 1976, le gouvernement libéral avait laissé croître le retard par rapport à l'Ontario, de 28 000 logements qu'il était en 1971 à 37 000 logements en 1976. Le Parti québécois a réduit cet écart en 1983 à le ramenant à 15 000 logements seulement.

Au chapitre de la rénovation, dix fois plus de logements ont été restaurés, soit 45 000 de 1976 à 1985 comparativement à 4000 sous le gouvernement Bourassa. Ces mesures, incluant les 40 000 logements rénovés grâce à Équerre, ont eu un effet d'entraînement important, puisque la part des dépenses de restauration dans l'ensemble des activités de la construction résidentielle se sont élevées d'un peu moins de 30 % entre 1971 et 1976 à maintenant près de la moitié de ces 4 000 000 000 \$ d'activité économique.

Nous regrettons vivement le bilan négatif du gouvernement libéral depuis le 2 décembre dernier. Je vais vous énumérer les gestes qui font que c'est un bilan négatif pour ce gouvernement.

Premier geste déplorable: Abolition du ministère de l'Habitation et dispersion des dossiers entre plusieurs ministères; coupures de 35 000 000 \$ en 1986-1987 pour l'aide financière de l'État à l'habitation, probablement ce qu'on va récupérer en ne contribuant plus au programme Logirente et en n'investissant pas les 70 000 000 \$ prévus dans le programme PARCQ; abolition du programme d'aide à l'accession à la propriété résidentielle pour les jeunes ménages; abolition du programme d'aide à la rénovation, Équerre; court-circuiter le processus d'amélioration d'une politique globale en matière d'habitation entrepris dans la foulée du livre vert *Se loger au Québec*, au profit de délibérations du comité-conseil formé de non-élus siégeant à huis clos et dont le rapport n'a toujours pas été rendu public alors que ce comité devait remettre son rapport en juin 1986 - nous sommes présentement en décembre 1986, six mois plus tard - et l'annonce prématurée de la levée du moratoire sur la conversion des immeubles locatifs en copropriétés qui risque d'accélérer d'ici le 1er juillet l'action de

certain spéculateurs qui contournent habilement le moratoire actuel. D'ailleurs, il apparaît pour le moins contradictoire d'entendre le ministre qui parle de la levée de ce moratoire assortie d'une protection blindée pour les locataires, une meilleure protection des intérêts que celle qui prévaut actuellement.

On se réjouit des intentions du ministre d'offrir une garantie blindée aux locataires qui, dans les faits, se traduira non pas par une levée du moratoire, mais bien plutôt par un renforcement des dispositions du moratoire, sauf que lorsque nous faisons part de notre inquiétude face à l'annonce de la levée du moratoire une année trop tôt, je pense qu'on a raison. À preuve, en juin dernier, le ministre annonce déjà la levée du moratoire pour le 1er juillet 1987, comme une intention, comme une décision finale, sans même prévoir une commission parlementaire. Heureusement, on a réussi à lui faire confirmer une commission parlementaire au mois de février 1987. Déjà, il nous dit que cela peut être plus loin que le 1er juillet 1987. Tout dépendra des résultats de la consultation à l'occasion d'une commission parlementaire. Comment peut-on annoncer déjà une levée de moratoire avant une consultation pour ensuite dire qu'à la suite de la consultation on pourra reporter? Ce qui aura pour effet, étant donné qu'on annonce des mesures blindées de protection, de permettre à plus de spéculateurs de profiter de la période d'ici au 1er juillet pour évincer le plus possible les gens dans les quartiers les plus susceptibles de profiter de la levée du moratoire. On peut les citer: les quartiers Saint-Sauveur et Saint-Roch à Québec, Milton Park, centre-sud, Plateau Mont-Royal à Montréal, des quartiers très à l'affût des gens qui veulent acheter en copropriété parce que c'est proche, c'est dans le centre-ville. On n'est pas obligé de s'en aller en banlieue, et on vient prendre la place de gens qui sont enracinés dans le milieu, qui ont très souvent un logement à prix réduit et qui ont enduré aussi souvent des conditions vétustes. Ils sont là depuis 20 ou 30 ans, et, maintenant, on va les déloger, on va rénover et on va vendre les logements en condominiums.

Quand le ministre répondait ici à une question que ce n'est pas grave parce qu'en enlevant un locataire on va le remplacer par un propriétaire, un pour un. C'est peut-être un pour un, c'est exactement ce que le ministre a dit. Il a même dit qu'il trouvait correct, acceptable qu'on achète le départ de ces gens-là. Ce que je trouve tout à fait inadmissible et incroyable, parce que si c'est vrai qu'un propriétaire-locataire, relativement aux nombres et aux colonnes de chiffres comme on administre de l'autre côté, ça ne changera rien, la réalité des choses pour les gens, pour les êtres humains, c'est autre

chose. Quand on enlève une personne enracinée depuis 30 ans sur le Plateau Mont-Royal ou dans le centre-sud de Montréal ou dans les quartiers Saint-Sauveur ou Saint-Roch à Québec, ce sont des gens qui étaient dans leur milieu, des gens qui ont souvent été dans des logements dont l'état était vétuste, qui ont enduré et qui ne paient pas cher. Maintenant, on va les envoyer en banlieue ou dans d'autres quartiers. Par la force des choses, pas parce qu'ils l'ont choisi et probablement avec des augmentations de loyer incroyables. On pénalise des gens en donnant la chance à d'autres de venir prendre leur place. C'est pour ça qu'on n'aurait jamais dû annoncer la levée du moratoire à une date précise, surtout quand on menace d'avoir une protection blindée. Je dis bien une menace, pas pour le locataire, ça devient une menace pour le spéculateur qui prendra tous les moyens légaux qu'on utilise déjà.

On pouvait remarquer dans les écrits et les dires de la Coalition sauvons nos logements qui disait que, depuis 1981, 22 000 personnes ont été délogées dans ces secteurs; 13 000 seulement sur le Plateau Mont-Royal. 13 000 logements de ces personnes qu'on a délogées ont été transformés en condominiums ont été achetés par d'autres personnes. Et on s'en vient dire qu'il n'y a pas de danger, qu'on peut se permettre de ne pas être inquiet par la levée du moratoire et par la menace qui incite les spéculateurs à aller encore plus vite. Moi, je vous dis que c'est inquiétant, qu'il va falloir suivre ça de proche parce que la Coalition sauvons nos logements a tout a fait raison. Mon logement n'est pas à vendre pour les gens qui sont dans des loyers, pour des gens qui ne veulent pas devenir propriétaires pour toutes sortes de raisons. Souvent, ce sont des gens qui ont déjà été propriétaires et qui ont décidé à un certain âge de devenir locataires dans leur quartier. Je pense qu'il ne faut pas forcer les gens. On est dans un pays libre et, dans le domaine de l'habitation, la liberté, ça s'exerce aussi.

Un autre point important qui prouve les reculs de ce gouvernement depuis le 2 décembre en matière d'habitation, la mise sur pied du programme PARCQ en remplacement de Loginove mais qui offre une aide réduite par rapport à celle offerte par Loginove aux propriétaires occupants, ce qui aura un effet désincitatif pour plusieurs. Ainsi, un ménage ayant un revenu familial de 20 000 \$ aura droit à une aide de 1500 \$ comparativement à une aide de 5890 \$ dans le programme Loginove. Donc, on ne vient pas favoriser l'amélioration des logements pour les propriétaires occupants.

Malgré de récents appels de la Corporation des maîtres électriciens du Québec, de la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec, qui

pressaient le gouvernement actuel d'assurer la mise en vigueur de la Loi sur le bâtiment, rien n'a bougé dans ce dossier depuis le 2 décembre dernier. L'avenir de la Commission du bâtiment apparaît pour le moins sérieusement compromis, d'autant plus que le projet de loi 119 sur le placement dans l'industrie de la construction prévoit que la nouvelle commission de la construction aura pour mandat, entre autres, celui d'exercer certaines responsabilités prévues pour la Commission du bâtiment.
(21 heures)

Enfin, abolition officielle par ce projet de loi du ministère de l'Habitation qui privera le milieu d'un véritable interlocuteur au sein du gouvernement.

Voilà, Mme la Présidente, le triste bilan d'un ministre à demi-temps qui préfère déléguer ses responsabilités à une société d'État pour s'occuper davantage des dossiers des Affaires municipales. Nous nous opposons au projet de loi 137 parce qu'il privera le milieu de l'habitation et l'ensemble de la société québécoise d'un véritable ministère de l'Habitation dynamique et ayant une capacité réelle d'initiative.

Pour ces raisons, Mme la Présidente, nous allons voter contre ce projet de loi tout en sachant et tout en spécifiant - je pense qu'il est bon de le rappeler - que les gens à la Société d'habitation du Québec ont fait un travail extraordinaire. Ils ont toujours collaboré avec l'ex-gouvernement pour mettre sur pied les huit programmes qu'on a établis, pour faire en sorte que le secteur de l'habitation soit, finalement, une bougie d'allumage dans la reprise économique et pour permettre que le secteur de l'habitation soit très dynamique au Québec. Dans le rapport annuel 1985, on s'aperçoit que ces gens-là ont fait un travail extraordinaire. Mais je ne suis pas sûr que, quand le rapport 1986 sera publié, il va être aussi épais dans le sens d'en avoir fait autant. On peut déjà remarquer que le programme PARCQ, qui remplace le programme Logirente, va certainement en avoir moins à dire puisque, comme je le disais tantôt, il n'y aura certainement pas eu beaucoup d'investissements de faits dans ce secteur.

Le programme d'aide à l'accession à la propriété résidentielle, disparu. Corvée-habitation, disparu. Loginove, remplacé. Logirente, à peine quelques mois et peut-être pas beaucoup dépensé, peut-être rien. Equerre, disparu. Ces gens-là ont fait un travail extraordinaire. On leur donne des pouvoirs et, en plus, ce n'est pas sur cette facette qu'on en a. C'est sur le fait que ce gouvernement ne considère pas l'habitation comme un secteur suffisamment important pour qu'il y ait un porte-parole à temps plein au Conseil des ministres. C'est cela qu'on dénonce. C'est cela qu'on refuse. On se fait le porte-parole de l'Association

provinciale des constructeurs d'habitations du Québec qui exige un ministre à temps plein parce que c'est un secteur trop important pour être laissé à un ministre qui a prouvé depuis un an que, quand on s'en occupe à temps partiel, sinon presque pas, cela ne fait pas avancer le secteur. Au contraire, cela fait en sorte que des gens sont pénalisés parce que les programmes n'arrivent pas à temps, comme c'était le cas sous l'ancien gouvernement. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Shefford.

M. Lefebvre: Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Rochefort: Mme la Présidente, je crois comprendre que le leader adjoint du gouvernement...

Mme la Présidente, je demande l'ajournement du débat.

La Vice-Présidente: Cette motion est-elle adoptée?

Une voix: Adopté.

La Vice-Présidente: M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Mme la Présidente, je vous demanderais d'appeler l'article 25 du feuilletton.

Projet de loi 142

Reprise du débat sur l'adoption du principe

La Vice-Présidente: À l'article 25 du feuilletton, il s'agit de la reprise du débat concernant le projet de loi 142, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Je suis prête à reconnaître le premier intervenant.

Mme la députée de Dorion.

Mme Violette Trépanier

Mme Trépanier: Mme la Présidente, nous reprenons le débat en deuxième lecture du projet de loi 142, après huit heures de travaux, hier, dont deux heures de débat de fond et cinq heures, presque six heures de moyens dilatoires, de faux-fuyants, une motion de report, une motion de scission.

Pourquoi ne sont-ils pas d'accord avec notre projet de loi? En quoi consiste le projet de loi 142? Les notes explicatives disent que c'est un projet de loi qui "modifie la Loi sur les services de santé et les

services sociaux pour tenir compte des particularités linguistiques d'une région et prévoir le droit à toute personne d'expression anglaise de recevoir dans sa langue des services de santé et des services sociaux, compte tenu de l'organisation et des ressources des établissements qui dispensent ces services."

Mme la Présidente, ce projet de loi vient bonifier la loi existante. Qui peut s'opposer à un projet de loi qui garantira l'accessibilité et l'universalité des services sociaux et de santé en anglais pour les citoyens d'expression anglaise? Ces principes d'universalité et d'accessibilité sont reconnus par tous et depuis fort longtemps. Et, aujourd'hui, le Parti québécois s'insurge, renie sa parole, la parole qu'il a donnée durant la campagne électorale, et il pense que la population va avaler cela.

Vous avez beau faire et vous avez beau dire, messieurs et mesdames de l'Opposition, c'est la population qui a le dernier mot et les sondages de la semaine dernière - pas les sondages de Léger & Léger, mais les sondages sérieux de SORECOM - nous démontrent que nous avons gardé la confiance de la population et qu'elle nous appuie dans cette démarche. Démarche, je tiens à le préciser, qui est la même pour nous depuis fort longtemps. Pour vous, on ne peut pas dire tout à fait la même chose. Vous chantiez des airs tout à fait différents hier de ce que vous prônez aujourd'hui. C'est de l'opportunisme politique.

Le chef de l'Opposition hier a fait une allocution de cinquante minutes. Il a commencé comme ceci: Nous voilà encore en train de parler de question linguistique. C'est une erreur. Il dit aussi que ce projet desservira les communautés culturelles en anglais. Ce projet desservira les gens d'expression anglaise. Il leur permettra de se faire soigner dans leur langue.

Le député de Taillon disait: Nous créerons un système parallèle. C'est un projet linguistique. Cela aussi est une erreur. Que va faire le projet de loi 142, Mme la Présidente? Il va garantir et protéger les droits fondamentaux des citoyens d'expression anglaise, droits qui sont inscrits dans la Charte de la langue française. Parlons-en de cette Charte de la langue française. Aux articles 4 et 5, on dit: Le réseau des affaires sociales est fondé sur la notion de l'accès universel et protège les usagers contre la discrimination.

À l'article 24, on dit: Les organismes de services sociaux et de santé peuvent afficher en français et dans une autre langue avec prédominance du français. Et l'article 113, qui est important, dit que la charte reconnaît les organismes de services sociaux et de santé qui fournissent leurs services à des personnes en majorité d'une langue autre que le français.

Et que dit le programme du Parti québécois de 1982? "De tous les groupes culturels minoritaires, c'est la communauté anglophone qui reste la plus nombreuse et la plus enracinée. En fait, elle a joué un rôle important dans le développement du Québec au cours de son histoire. Historiquement, sa situation dominante aux plans économique et linguistique l'a maintenue en marge de la majorité francophone. Le passage récent d'un Québec bilingue à un Québec français a créé des inquiétudes et des difficultés chez nos concitoyens et nos concitoyennes anglophones. Nous garantirons le maintien des services sociaux de la communauté anglophone. Le Québec s'assurera que les services qu'il dispense correspondent aux besoins et à la culture de cette communauté tout en étant offerts dans les deux langues." Programme du Parti québécois de 1982. C'est très clair.

Pourquoi une telle volte-face? On essaie, de l'autre côté, de ramener ce projet de loi à une question linguistique. C'est une grave erreur. C'est une question d'humanité. C'est une question d'universalité de soins pour tout le monde, qu'ils soient de langue anglaise ou de langue française. Au Québec, il n'y a pas de citoyens de deuxième classe. Ce que nous voulons tout simplement faire, c'est garantir l'exercice d'un droit qui s'exerce jusqu'à un certain point présentement, mais qu'on veut consacrer dans un projet de loi pour être certains que les citoyens ne seront plus soumis à l'avenir à la bonne volonté de ceux qui dispensent les services.

On n'a pas le droit, Mme la Présidente, de jouer avec la santé des Québécois pour quelque bonne cause que ce soit, pour quelque principe que ce soit. C'est une question de justice sociale. Le grand problème, c'est que la justice n'est pas exercée et n'est pas vue de façon égale pour tout le monde. Les péquistes brandissent le spectre du recul du français. C'est complètement erroné. Le français s'acquiert dans la langue de travail, dans l'éducation. Ce n'est pas à l'hôpital quand on arrive avec une péritonite aiguë qu'il y a un recul du français ou qu'on fait avancer le français. (21 h 10)

Quelles personnes vise ce projet de loi? Le projet de loi 142 vise essentiellement des personnes âgées en besoin de placement, des familles en crise, des handicapés physiques et intellectuels, des jeunes mésadaptés sociaux. Si vous pensez que c'est avec cette catégorie de gens qu'il y aura un problème de français, voyons donc! C'est de la foutaise. La considération humanitaire doit passer avant toute chose.

Le Parti québécois a deux poids, deux mesures. La semaine dernière, à la commission parlementaire sur le projet de loi 124, le député de Gouin, le député de Lavolette, le député de Saint-Jacques nous

ont "filibustés" pendant 24 heures pour pleurer sur le sort d'un deuxième examen dentaire. À les entendre, la santé physique et mentale de toute la jeunesse québécoise était en danger. Aujourd'hui, on refuse le droit aux malades de se faire soigner dans leur langue. Je vous laisse le soin de juger une telle attitude. Le gouvernement libéral est un gouvernement responsable et conséquent avec lui-même. Nous avons résolument décidé de passer aux actes et d'assumer nos responsabilités. Si le Parti québécois est prêt à faire passer l'aspect nationaliste avant tout autre critère humanitaire, nous, on dit que la fierté nationale se traduit par des gestes humanitaires. On dit plus. Cela n'a rien à voir avec la langue. C'est un prétexte.

Notre premier devoir est de garantir et de protéger les droits fondamentaux des minorités anglophones inscrits, d'ailleurs, dans la Charte de la langue française. Le projet de loi 142 n'est pas un projet de loi sur la langue; c'est un projet de loi de services et c'est comme cela qu'il doit être vu. Il faut établir, Mme la Présidente, un juste équilibre entre les droits collectifs et les droits individuels, entre les droits de la majorité et les droits de la minorité. En résumé, le projet de loi 142 veut consacrer dans une loi ce que tout le monde prône depuis fort longtemps des deux côtés de la Chambre: l'universalité des soins, garantir et protéger pour les citoyens de langue anglaise, ce droit inscrit dans la Charte de la langue française. Je suis convaincue qu'au fond l'Opposition est bien d'accord avec nous.

J'ose espérer qu'ils sont encore d'accord avec leur démarche passée, avec leurs promesses passées et qu'ils finiront peut-être par nous appuyer. Je dis aux gens de l'Opposition: Pourquoi n'arrêtez-vous pas votre obstruction systématique? Pourquoi n'arrêtez-vous pas votre démagogie? Appuyons donc le projet de loi 142. Merci.

La Vice-Présidente: Merci, Mme la députée de Dorion. Mme la députée de Marie-Victorin.

Mme Cécile Vermette

Mme Vermette: J'ai peine à écouter la députée de Dorion et j'ai peine à croire ce qu'elle vient de dire. Je ne sais pas si elle a bien lu le projet de loi ou si elle est consciente de la portée des paroles qu'elle vient de dire en cette Chambre, mais j'ai vu beaucoup de contradictions. D'une part, la première partie de son exposé traitait uniquement du principe même de la loi qui était des garanties linguistiques. Peu de temps après, cinq minutes après, elle dit: Non, non, non, ce n'est pas une loi linguistique, mais c'est une loi humanitaire pour que les anglophones ici qui sont

menacés reçoivent des soins dans leur langue d'origine.

Mme la Présidente, c'est de l'incohérence, à mon avis. J'aimerais bien pouvoir suivre la députée de Dorion pour pouvoir me rallier à ses demandes, mais avec un tel langage, comment peut-on trouver notre chemin de retour? Je me demande bien jusqu'où va nous conduire un tel langage. Je voudrais bien reprendre avec elle les propos de Mme la députée de Dorion. D'une part, nous sommes en train de nous faire dire ici en cette Chambre qu'actuellement la minorité anglophone est menacée ici au Québec, que, n'eût été le Parti libéral, jamais cette partie de la population au Québec n'aurait pu recevoir décemment des soins de santé.

Mme la Présidente, j'espère que Mme la députée de Dorion a pris connaissance des différents documents envoyés par l'OPHQ, l'Office des hôpitaux du Québec, qui est représentatif, à mon avis, de l'ensemble des différents établissements de santé ici dans la province de Québec. Ces personnes qui oeuvrent dans le milieu hospitaliers depuis de nombreuses années, depuis qu'existe le réseau hospitalier et qu'il y a des centres hospitaliers, ont eu à coeur de trouver des moyens de communication entre elles pour permettre de défendre les intérêts des établissements de santé. Ce même réseau, l'office des hôpitaux de la province de Québec, dénonce actuellement ce projet de loi et, justement, ce qu'ils sont en train de s'évertuer à démontrer - et ce que la députée de Dorion n'a pas compris - c'est qu'il existe actuellement un système qui permet aux personnes anglophones de recevoir des soins dans leur langue. Il existe actuellement des hôpitaux dans la province de Québec qui permettent aux anglophones de recevoir les premiers soins. Et je ferai remarquer à la députée de Dorion que, lorsqu'une personne arrive en crise aiguë de péritonite, elle ne demandera pas qu'on la comprenne dans sa langue ou pas. Parce que je vous ferai remarquer que la douleur a un langage monosyllabique, et on comprend, tout le monde. Quand cela fait mal, on le sait. On d'ouch", c'est là que j'ai mal et tout le monde comprend; on circonscrit l'endroit où cela fait mal. On n'a pas vraiment besoin dans des cas d'urgence, dans des cas aigus... Il ne faut pas y avoir travaillé ou avoir connaissance des milieux hospitaliers pour avoir un tel langage.

J'ai peine à croire, justement, que des gens qui se disent responsables aient de tels propos et veuillent laisser croire à la population qu'actuellement il ne se fait rien pour ces collectivités qui ne comprennent probablement pas le français, pas plus que l'anglais. Ces gens reçoivent des services avec la bonne volonté des gens qui travaillent auprès des différentes com-

munautés culturelles. Lorsqu'ils entrent dans les établissements de santé, ils sont en droit de recevoir des services de santé. Actuellement, il y a, au niveau de chaque CLSC, fait par le Conseil de la santé et des services sociaux du Montréal métropolitain, un programme pour permettre l'intégration des communautés culturelles. On pourrait peut-être en faire part et regarder ce qui se passe, justement, pour favoriser la compréhension et l'intégration de ces gens. On dit: Accessibilité linguistique et culturelle aux CLSC, bottin de ressources. On voudrait laisser accroire à population qu'actuellement il ne se passe rien, que rien ne se fait, et on veut nous laisser entendre encore que le Parti québécois n'a pas respecté ses engagements envers les différentes ethnies. Non, Mme la Présidente, on ne peut permettre...

La Vice-Présidente: Question de règlement, M. le député.

M. Sirros: Je ne pensais pas que j'avais un tel effet, Mme la Présidente!

La Vice-Présidente: Question de règlement, M. le député de Laurier.

M. Sirros: Je voudrais simplement comprendre qui essaie de faire croire ce que la députée dit qu'on essaie de faire croire.

La Vice-Présidente: M. le député de Laurier, je crois que, à ce stade-ci, votre question n'est pas appropriée; vous pourrez revenir à la fin si vous jugez que vous devez poser une question à la députée, mais c'est à la toute fin de son intervention. Là-dessus, Mme la députée de Marie-Victorin, je vous redonne la parole.

Mme Vermette: Mme la Présidente, alors, je voulais dire: Oui, il y a des gens, il y a même des gens dans le gouvernement actuel qui laissent croire actuellement que l'ancien gouvernement du Parti québécois n'a jamais respecté ses engagements en ce qui concerne les différentes communautés culturelles.

La Vice-Présidente: S'il vous plaît, je demanderais la collaboration de la Chambre. On commence à parler un peu fort et j'ai de la difficulté à entendre la députée de Marie-Victorin. S'il y a des personnes qui veulent tenir des caucus, on a des salons de chaque côté. Mme la députée de Marie-Victorin. (21 h 20)

Mme Vermette: Oui, Mme la Présidente. J'ai l'impression que ces gens piaillent beaucoup, mais qu'ils ne font pas beaucoup de choses concrètes en ce qui concerne les intérêts de la collectivité québécoise. J'aimerais, par exemple, qu'ils commencent à poser des gestes concrets pour

l'ensemble de la collectivité québécoise qui est importante pour eux, autant pour leur bien-être que pour l'ensemble des différents services qu'ils doivent recevoir, notamment des services de santé, quand on connaît le nombre de coupures qu'ils ont à subir actuellement dans le réseau.

Mme la Présidente, je continuerai à dire que ces gens, nos amis d'en face, semblent vouloir démontrer à la population qu'actuellement il ne se passe rien pour les communautés culturelles ici au Québec et qu'il ne se passe rien pour l'ensemble des anglophones du Québec. De plus, on voudrait laisser croire qu'on n'est même pas capables de respecter nos engagements et qu'on n'a jamais respecté nos engagements électoraux.

Il ne faut pas se mêler de gouvernement: le Parti québécois n'est pas le gouvernement libéral. Nous avons respecté nos engagements et nous ne faisons pas ce que vous faites, des promesses qui tombent en cendre et en poussière. Nous avons permis que le CSS Ville-Marie existe, et celui-ci est spécifiquement pour les gens de langue anglaise et pour les gens qui désirent, quel que soit leur lieu d'origine, recevoir des services en anglais.

Mme la députée de Dorion semblait dire: Non, ce n'est pas une loi linguistique, c'est une loi humanitaire et il faut faire attention au principe d'universalité et d'accessibilité. Moi, je peux vous dire que les principes d'universalité et d'accessibilité ont été grandement touchés par certains décrets qui ont été émis, notamment en ce qui concerne les personnes handicapées et les soins dentaires. Après cela, on va nous dire qu'on veut empêcher l'universalité des soins.

Nous nous disons qu'il n'est pas nécessaire que le projet de loi 142 soit adopté parce que actuellement, il y a des garanties pour notre minorité anglophone ici au Québec. Il y a des garanties pour toutes les personnes des différentes communautés culturelles de recevoir des soins beaucoup plus appropriés, qu'en langue anglaise, des soins dans leur langue d'origine. Présentement, c'est possible de recevoir, dans les différents établissements de santé, des soins dans sa langue d'origine.

Mme la Présidente, j'ai déjà fait des séjours dans les hôpitaux à titre de professionnelle et je peux vous dire que lorsqu'on ne comprenait pas un bénéficiaire, on se donnait les moyens nécessaires pour pouvoir communiquer dans sa langue d'origine et permettre d'arriver à un résultat optimum en ce qui concerne les soins.

On tente de dire que ce n'est pas vrai et que cela n'a jamais existé. C'est ne pas respecter le personnel soignant de nos établissements et le professionnalisme des gens dans les équipes multidisciplinaires qui existent ici au Québec. Je vous ferai remarquer que parmi le personnel soignant, il

y a beaucoup de gens de différentes communautés culturelles qui exercent la profession à l'heure actuelle. Justement, il y a un point de rassemblement ou un pôle d'attraction à l'égard de ces différentes personnes de différentes communautés culturelles pour qui ces gens viennent dans un établissement de santé. Ils savent que dans ces établissements, il y a des gens qui appartiennent à la même communauté culturelle qu'eux.

On voudrait nous laisser croire qu'il ne se passe rien actuellement au Québec, qu'il n'y a jamais rien eu au Québec pour ces gens et qu'il faut adopter une loi pour les protéger et leur donner des garanties. Je trouve cela ignoble, Mme la Présidente, d'avoir un tel langage.

Je pense que ce gouvernement est un gouvernement qui manque beaucoup de transparence. C'est un gouvernement d'apparat pour un monde privilégié, un monde pour qui ils ont mis leurs plus beaux atours permettant ainsi de favoriser une caisse électorale libérale - bien sûr - ou tout simplement les gens de la rue Saint-Jean.

Quand on arrive dans les problèmes fondamentaux, là où les gens sont le plus impliqués et qu'ils ont besoin d'aide, on ne trouve pas le gouvernement libéral. On ne le trouve pas du tout, Mme la Présidente. Par contre, je vous ferai remarquer un texte, ici, qui me semble fort intéressant. Il est daté du mois de novembre 1985 et il vient d'un journal anglophone, un journal de la rive sud, - parce que je demeure sur la rive sud - qui s'appelle: The South Shore Courier. On faisait une mise en garde à M. Bourassa. Bourassa veut revoir. On parlait de M. Bourassa à l'époque, en novembre 1985. Ce n'était même pas l'année passée... On voyait déjà comment s'enlignait ce gouvernement. On disait: l'agonie francophone. Ce qu'on disait des anglophones maltraités au Québec: Il ne faut pas exagérer. Je pense que c'est un peu cela. Vous êtes en train réellement d'exagérer la situation à l'heure actuelle, parce que la survie des anglophones n'est pas en danger actuellement au Québec, quand on sait qu'on est noyé dans une mer d'anglophones par nos voisins du Sud. Par contre, il y a un besoin chez tous ces gens d'une communauté culturelle. Ils veulent s'intégrer au Québec et à la culture québécoise. Nous avons besoin de faire des efforts pour faire comprendre à ces gens et leur faire connaître les beaux côtés de notre culture québécoise. Mais, cela, par contre, non, ce n'est pas important. Ce qui est important, c'est de donner des garanties à ceux qui ont déjà tout ce qu'il faut en place pour recevoir les soins de santé d'une façon plus que décente, d'une façon qu'aucune autre minorité au Québec ni les francophones hors Québec ne pourraient recevoir.

On veut nous faire croire qu'il faut

faire attention à cause du principe d'universalité et d'accessibilité des soins qui est remis en cause. Je ne peux pas accepter de jouer ce jeu. Je ne peux pas accepter de tels propos, sans m'indigner vraiment, parce qu'on veut essayer de faire croire des choses à la population qui ne sont pas vraies, qui sont très loin de la vérité. Je dirai que ce gouvernement est toujours très loin de la vérité, toujours en train de déformer les faits, toujours en train de décrire les situations les plus aberrantes pour se donner un certain capital politique. On n'a qu'à penser aux urgences en période électorale. On disait que c'était quasiment le Biafra ici au Québec, que c'était l'apocalypse dans les soins de santé. C'était épouvantable le climat de guerre qui existait ici au Québec. Et trois mois après les élections, un climat de guerre apocalyptique était revenu à la normale... Je me dis que ce gouvernement ferait bien plus d'argent à vendre ses recettes miracles qu'à démanteler tous les organismes gouvernementaux et tout ce qui faisait les fleurons de notre économie et notre fierté québécoise.

Mme la Présidente, je voudrais revenir sur certains faits. Combien coûte le réseau actuel pour les anglophones comparativement au réseau pour les francophones? Combien de millions sont donnés au réseau anglophone et combien de millions sont donnés proportionnellement au réseau du système de santé francophone? Notre objectif n'est pas de faire des ghettos, des territoires de ghettos, mais d'intégrer les gens dans une collectivité, dans un ensemble. On est tous des Québécois. Je pense que ce qui est le plus important à l'heure actuelle, ce n'est pas de créer des ghettos et de dire: Dans ce coin, on parlera l'ukrainien; dans ce coin, ce sera le polonais. Non, je ne pense pas que ce soit notre objectif. Ce que nous voulons faire, c'est de faire de tous ces gens de différentes cultures, de différentes ethnies, des concitoyens à part entière, comme l'ensemble des Québécois et qui ont la fierté d'appartenir au Québec. C'est cette même fierté que nous voulons partager avec tous ces gens des différentes communautés culturelles. C'est à cela que nous faisons appel.

Si on refuse le projet de loi, c'est parce qu'on a trop de respect pour les communautés culturelles pour leur imposer le choix qu'on veut leur imposer, c'est-à-dire leur faire croire que ce qui est important ici, c'est la langue anglaise. Quand la députée de Dorion disait que la langue s'apprend par le milieu de travail, je lui répéterai que dans le milieu hospitalier, c'est une langue du travail. Dans ce milieu, c'est une langue du travail, parce qu'il y a de nombreux intervenants qui doivent apporter une aide directe aux différents bénéficiaires. On voudrait imposer une seconde langue du

travail à l'ensemble de ces employés qui doivent dispenser des soins et des services de santé.

(21 h 30)

Mme la Présidente, je conclurai donc en disant que le gouvernement du Parti libéral est un gouvernement d'apparence, un gouvernement de façade qui tente de démontrer de façon incongrue et grotesque que jamais rien ne s'est fait ici au Québec pour l'ensemble des anglophones dans le réseau de santé et que rien n'a été fait pour l'ensemble des différentes communautés culturelles.

Mme la Présidente, nous faisons appel à la compréhension de ce gouvernement. Nous faisons appel au respect de ce gouvernement pour l'ensemble des différentes communautés culturelles, pour les aider justement à s'intégrer dans un Québec francophone, dans un Québec qui a ses racines francophones, un Québec qui ne demande qu'une chose, c'est d'avoir un esprit d'ouverture vis-à-vis des différentes communautés culturelles pour leur permettre de comprendre qu'il est possible de vivre au Québec, qu'il est possible de se faire soigner au Québec et qu'il est aussi possible de participer à la vie culturelle du Québec. C'est pour cela, Mme la Présidente, que nous nous élevons contre la loi 142. Nous savons que nous sommes capables de produire des soins de qualité en français à l'ensemble de ces communautés culturelles et nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour les comprendre, pour leur donner des services de la plus haute qualité et pour faire comprendre nos sentiments de générosité.

Je suis fière de l'ensemble des travailleurs et des travailleuses du milieu hospitalier. On fait appel aux connaissances et à la générosité de ce personnel. Ce sont des gens pour qui, justement, l'important, ce n'est pas les débats linguistiques, mais c'est de donner un service de qualité et de trouver un remède aux maux de leurs patients. Mais je n'ai pas l'impression que ce gouvernement est intéressé à trouver un remède à nos maux, à nos problèmes, ici, au Québec. C'est un gouvernement qui aime attiser les passions et tout ce qu'il cherche à faire actuellement, avec des projets de loi de ce genre, c'est encore de démontrer qu'actuellement, ce n'est pas viable entre francophones et anglophones.

Nous avons atteint une paix relative parce que nous étions au pouvoir. Mais maintenant, depuis que vous êtes au pouvoir, cette paix relative n'existe plus et elle ne sera plus possible. Vous êtes un gouvernement qui aime la zizanie. Je regrette pour l'ensemble des communautés culturelles que ce gouvernement n'ait pas plus de respect pour ces gens et ne leur permet pas de s'intégrer plus facilement à la majorité culturelle du Québec. Merci, Mme la

Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, Mme la députée de Marie-Victorin. Mme la députée de Dorion, sur une question de règlement.

Mme Trépanier: Sur l'article 212, Mme la Présidente.

Mme la députée de Marie-Victorin a évoqué des propos que je n'ai pas tenus et je voudrais rectifier.

La Vice-Présidente: En vertu de l'article 212, Mme la députée de Dorion, vous pouvez effectivement apporter certains commentaires à la suite de l'intervention de Mme la députée de Marie-Victorin. Mais j'aimerais vous rappeler que vos explications doivent être brèves.

Mme la députée de Dorion.

Mme Trépanier: Merci, Mme la Présidente. Jamais, Mme la Présidente, je n'ai dit que les droits de la minorité anglophone étaient menacés. Jamais je n'ai dit non plus qu'il n'y avait pas de services en langue anglaise au Québec. Quand je parlais de la langue de travail et du français, je ne parlais pas des employés des centres hospitaliers, mais je parlais des bénéficiaires. Tout cela pour dire, Mme la Présidente, que ce que j'ai dit, c'était que nous voulions protéger et garantir les droits des citoyens d'expression anglaise en leur assurant, dans une loi, que leurs services sociaux et leurs services de santé pourront leur être dispensés en leur langue. C'est cela que j'ai dit, Mme la Présidente.

Des voix: Bravo!

La Vice-Présidente: Merci, Mme la députée de Dorion. Je vais maintenant reconnaître le député de Shefford.

M. Sirros: Je m'excuse, Mme la Présidente...

La Vice-Présidente: Je m'excuse, question de règlement, M. le député de...

M. Sirros: Sur l'article 212 aussi. La députée a fait référence à l'OPHQ à un moment donné et je crois qu'elle référerait à l'AHQ...

La Vice-Présidente: M. le député de Laurier, je m'excuse, mais en vertu de l'article 212: "Tout député estimant que ses propos ont été mal compris ou déformés... Un instant, M. le député de Laurier.

D'accord, M. le député de Laurier, je comprends votre intervention en vertu de l'article 212, pourvu que vos explications soient brèves et ne puissent susciter de débat.

M. Sirros: Mme la Présidente, c'est parce que la députée de Marie-Victorin référerait à l'OPHQ à un moment donné. J'imagine qu'elle référerait à l'AHQ, l'Association des hôpitaux du Québec. J'aimerais, pour son bénéfice, déposer une lettre de l'Association des hôpitaux du Québec qui démontre que ce n'est pas exactement ce qu'elle a dit qui est véhiculé par l'AHQ, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Est-ce que vous acceptez que ce document soit déposé?

M. Brassard: Mme la Présidente, je pense que cette lettre a déjà été déposée par la ministre de la Santé et des Services sociaux, hier.

La Vice-Présidente: Vous comprendrez qu'il faut que j'obtienne le consentement pour le dépôt du document. Or, je peux comprendre qu'il n'y a pas de consentement?

M. Brassard: Non, Mme la Présidente, ce n'est pas qu'il n'y a pas de consentement; c'est qu'on ne déposera pas un document deux fois. Il a déjà été déposé, ce document.

M. Sirros: Mme la Présidente, est-ce qu'il y aurait consentement au moins pour que la députée de Marie-Victorin le lise?

La Vice-Présidente: Le document ayant été déposé, on n'aura pas à le déposer une deuxième fois.

Mme Vermette: Mme la Présidente, je reconnais que je voulais parler de l'Association des hôpitaux de la province de Québec, mais vous comprendrez avec Tioi que l'OPHQ est tellement mal traité...

La Vice-Présidente: Mme la députée...

Une voix: C'est épouvantable!

La Vice-Présidente: ...il n'y a pas de question de règlement à ce stade-ci. Pour clore le débat, nous reconnaitre le député de Shefford.

M. Roger Paré

M. Paré: Merci, Mme la Présidente. Je ne dirai pas que je suis heureux de parler du projet de loi 142, mais je ne peux pas faire autrement. Je vais aussi être obligé de rappeler un peu les propos larmoyants de la ministre de la Santé et des Services sociaux qui, lors de son intervention sur le projet de loi 142, déclarait: Il ne s'agit pas d'un projet de loi linguistique mais humanitaire.

Il faut aussi savoir lire et il faut arrêter de charrier, parce que les deux premières lignes des notes explicatives disent

textuellement: "Ce projet de loi modifie de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour tenir compte des particularités linguistiques..."

La Vice-Présidente: Je m'excuse. S'il vous plaît! je demanderais la collaboration de la Chambre. Ça parle un peu trop. Si vous avez des choses à vous dire je vous inviterais à aller les dire dans les salons. J'aimerais qu'on respecte le droit de parole du député de Shefford.

M. le député de Shefford.

M. Paré: Qu'on braille de l'autre côté ou qu'on essaie de tromper la population, il s'agit bel et bien d'un projet de loi à saveur linguistique seulement. Et on va vous le prouver. Car c'est incroyable d'essayer de charrier comme ça quand on essaie de faire accroire - c'est ça qu'il faut rappeler - que c'est un projet de loi humanitaire. Humanitaire! Mais qu'est-ce qui se passe au Québec? On comparait les urgences au Québec en 1985, pendant la campagne électorale, à celle du Liban; on mettait ça catastrophique et pourtant ce n'était pas vrai. Là, il faut changer ça parce que c'est pour une raison humanitaire, selon la députée de L'Acadie. C'est incroyable de sortir des choses comme ça! De sa part à elle je suis déçu, j'ai de la misère à l'accepter. Car ce n'est pas un projet de loi humanitaire.

Est-ce qu'on va essayer de nous faire accroire qu'au Québec les anglophones n'ont pas de services? Cherchez ailleurs au monde une minorité mieux traitée et vous allez vous apercevoir que c'est très difficile à trouver. Allez voir dans les autres provinces canadiennes comment sont traités les francophones hors Québec. Eux autres n'ont pas de services en français dans les hôpitaux. C'est facile de faire accroire toutes sortes de choses, mais la réalité est là. Au Québec il y en a, des services, pour la minorité, et sur ce fait nous sommes d'accord. Sauf que ce n'est pas ce qui se passe dans les autres provinces. Venir dire qu'il y a urgence au Québec, je trouve que c'est charrier.

L'Office de la langue française, dans son rapport, reconnaissait par contre - c'est presque incroyable en 1986 que ça se produise - que les francophones dans l'ouest de Montréal ont de la difficulté à avoir des services en français. C'est au Québec que ça se passe, et on essaie de nous faire accroire que ce sont les pauvres anglophones qui n'ont pas de services. Il faudrait faire attention, il faudrait arrêter de charrier.

Il faudrait dire la vérité. Il faudrait dire qu'effectivement c'est un projet de loi linguistique. Il faut le dénoncer non pas comme un projet de loi à consonnance humanitaire mais effectivement comme un projet de loi à saveur uniquement linguistique, pour favoriser la minorité

anglophone.

(21 h 40)

On nous dit qu'il n'y a pas de services. Eh bien, il faudrait peut-être regarder autre chose. N'est-ce pas plutôt, s'il manque des services pour la communauté anglophone, qu'il en manque aussi pour les francophones parce qu'on manque de financement dans les services de santé et les services sociaux? N'est-ce pas plutôt cela? Si on avait plus d'argent, ne pourrait-on pas, avec les structures actuelles, donner plus de services à la minorité anglophone comme à la majorité francophone? Ah non! Ce n'est pas ce qu'on fait de l'autre côté. Ce qui m'inquiète davantage, c'est ce que dit le député de Laurier dans le Journal de Montréal du 18 novembre, sur ce projet de loi. Ce n'est pas très vieux, cela vaut la peine de le lire, et vous allez voir que c'est inquiétant. "Le conseil régional de toutes les régions du Québec devra établir des plans d'accessibilité des services en langue anglaise aux bénéficiaires d'expression anglaise." Écoutez bien cela! "M. Sirros ne cache pas que ces changements pourraient donner lieu à certains transferts de ressources." Vous savez ce que cela veut dire en termes clairs et simples, transférer des ressources du secteur francophone au secteur anglophone. Est-ce comme cela qu'on va donner plus de services en les enlevant dans des secteurs francophones où on en manque? Je ne suis pas d'accord, Mme la Présidente. Je ne suis pas d'accord et je vais le dénoncer. Cela n'a aucun bon sens. Qu'on mette plus d'argent dans le système de services de santé et des services sociaux s'il n'y en a pas assez, mais qu'on ne l'arrache pas au secteur francophone pour le donner au secteur anglophone. C'est impensable. Et vous allez me faire brailler aussi parce qu'il y a des anglophones qui vont devoir se déplacer pour avoir des soins? Est-ce que les francophones ne font pas la même chose même au Québec? Je suis d'une région où beaucoup de patients doivent se déplacer de Granby, Waterloo, Roxton, Sainte-Cécile, jusqu'à Sherbrooke ou à Montréal, à 45 milles. Pourquoi? Parce qu'on n'a pas suffisamment de budget pour avoir suffisamment de spécialistes à Granby. Et cela ne fait pas brailler la ministre. Qu'on déplace des gens dans des régions francophones pour les envoyer dans d'autres régions, ça, on dirait que ce n'est pas grave. Cela ne fait pleurer personne que des francophones qui sont malades doivent faire 45 milles et 50 milles pour avoir des services. Je trouve que cela n'a pas de bon sens. Il faut le dire parce que ce n'est pas une loi sur les services de santé. C'est une loi linguistique, comme je viens de le dire, strictement linguistique parce que, quand on lit les notes explicatives, c'est ça. C'est ça que ça dit et c'est ça qu'on est en train de faire, et il

faut le dénoncer. Cela n'a pas de bon sens d'avoir une politique linguistique à la pièce et de faire faire la sale "job" par chacun des ministres. Cela n'a pas de bon sens; il faut le dénoncer chacun dans son ministère. Qu'on ne vienne pas dire que c'est humanitaire. Je viens de vous dire que cela n'a pas de bon sens. Pensez-y comme il faut. C'est une loi linguistique. Sauf que les rouges manquent de courage pour le dire et qu'ils le font à la pièce. Par contre, je dois lever mon chapeau à au moins une députée de ce côté-là, une députée qui a le courage de dire ce qu'est vraiment la politique linguistique des rouges. C'est la députée de Jacques-Cartier. Ce qu'ils veulent, c'est le bilinguisme. C'est clair, c'est net, c'est simple, c'est le bilinguisme au Québec, sauf qu'on n'a pas le courage de le dire. Quand j'entends la vice-première ministre ou que je lis des documents de cette dernière, c'est presque incroyable, et je cite: "C'est dans cet esprit, de conclure la ministre, qu'il est nécessaire que tous les Québécois et les Québécoises fassent consensus sur cet objectif prioritaire du gouvernement, à savoir assurer la protection et la promotion de la langue française au Québec." C'est-y Dieu possible de dire des affaires comme ça! C'est-y Dieu possible de tromper la population d'une façon semblable, quand, dans les gestes, c'est tout le contraire qu'on fait! Écoutez bien cela, vous allez voir que c'est vrai. Si vous ne l'avez pas vu encore, députés des comtés francophones, écoutez cela; cela vaut la peine. C'est le bilinguisme qu'on est en train d'implanter au Québec. La seule députée qui a eu le courage de le dire, c'est la députée de Jacques-Cartier. Les autres font la sale "job". La ministre nous fait croire que c'est la promotion... Trouvez-moi un seul geste depuis le 2 décembre 1985 qui a fait la promotion du français au Québec. Zéro! Aucun geste de ce gouvernement pour la défense ou la promotion du français au Québec! C'est un recul dans tous les ministères. C'est un recul global et général dans tous les secteurs d'activité au Québec, et on nous dit qu'on va en faire la promotion. Je m'excuse, je ne l'accepte pas. Oui, je crie: Il est temps que les Québécois refusent ce qui est en train de se passer ici, sous un couvert d'hypocrisie, par ministère et à la pièce. Il faut le dénoncer. C'est ce que je suis en train de faire et je ne le dénoncerai pas calmement. Cela ne se fait pas, laisser angliciser le Québec sans le crier, et je vais le faire.

Donc, on en a la preuve maintenant, parce que les gens n'ont pas réagi beaucoup de l'autre côté, rien n'a été fait pour la promotion ou la défense du français depuis le 2 décembre. Par contre, que s'est-il passé pour chacun et chacune des ministres de l'autre côté? Eh bien! Le ministre de la Justice n'applique pas les procédures sur

l'affichage bilingue et anglais. C'est contre ses convictions. Un ministre de la Justice qui ne fait pas appliquer la loi parce que ses convictions passent avant le respect des lois, c'est inacceptable. L'affichage. Le jour où on donne une image bilingue ou anglaise au Québec, on assimile les nouveaux venus et on va assimiler, avec le temps, la majorité. C'est ce que veulent ces gens. C'est inacceptable.

L'immigration. La ministre responsable des Communautés culturelles et de l'Immigration s'adresse aux communautés culturelles en anglais. Cela, c'est intégrateur à la majorité francophone! Pourtant, c'est ce qu'ils font. Puis ces gens nous disent qu'ils font le contraire.

Le ministre de l'Éducation a aussi fait son sale boulot dans l'anglicisation du Québec, les "illégaux". Alors que tout le monde durant la campagne électorale disait que la situation du français est inacceptable au Québec, qu'a trouvé pour régler le problème ce charmant ministre de l'Éducation? L'anglais, dès la première année. Cela va augmenter la qualité du français au Québec! Est-ce que cela a du bon sens de rire du monde comme cela dans chaque secteur? J'ai eu le ministre de la Justice...

La Vice-Présidente: Présentement, vous vous éloignez un peu du sujet. Le **projet** parle surtout de services de langue seconde dans les milieux de la santé et des services sociaux. Or, vous parlez d'affichage, d'immigration, des "illégaux" et de l'anglais en première année. Je ne veux pas donner une interprétation restrictive mais, à un moment donné, il faudrait revenir sur le sujet, M. le député de Shefford.

M. Paré: Mme la Présidente, j'ai lu dans les notes explicatives, deuxième ligne, "pour tenir compte des particularités linguistiques..." C'est une loi linguistique, c'est une loi qui s'insère dans l'anglicisation générale du Québec et on le fait faire par secteur à chacun des ministres. Il faut le dire à la population. Il faut sensibiliser la plupart des députés des comtés francophones qui ne sont pas ici, de l'autre côté, ce soir. C'est important qu'ils le sachent. S'ils ne peuvent pas m'entendre parce qu'ils ne sont pas ici, je vais crier assez fort pour qu'ils l'entendent dans le petit salon en arrière parce que c'est inacceptable.

Les instruments de francisation, par la loi 140, par lesquels on veut maintenant permettre des échappatoires sans avoir de moyens d'y recourir, c'est inacceptable. En même temps, le ministre des Communications coupe les vivres à Radio-Québec et aux télévisions communautaires, les seuls outils de promotion des francophones au Québec. Donc, Mme la Présidente, on ne peut pas accepter qu'on fasse l'anglicisation du Québec à la

pièce, en hypocrite, le soir, en pleine nuit. C'est impensable. C'est pour cela qu'il faut le dénoncer.

Maintenant, qu'est-ce que ce projet de loi va faire? Que va faire ce projet de loi? Ce projet de loi va faire en sorte - encore une fois, on le retrouve quand on lit l'article du député de Laurier dans le Journal de Montréal - qu'on va avoir, à Montréal, un réseau parallèle. Cela va faire en sorte que, dans le reste du Québec, on va maintenant bilinguiser nos institutions. Donc, réseau bilingue des affaires sociales. Et ce n'est pas acceptable.

Écoutez bien cela, les francophones. On a réussi, depuis 100 ans, à diviser les Québécois par un réseau scolaire anglophone et francophone. Est-il acceptable qu'en 1986, alors que c'est le français qui est menacé et non pas l'anglais, on amène au Québec un autre réseau anglophone dans les affaires sociales? On n'a pas assez d'avoir un réseau scolaire qui nous divise, on va maintenant avoir un réseau des affaires sociales qui va aussi nous diviser. C'est inacceptable. Surtout quand on sait comment le réseau scolaire a été intégrateur pour les nouveaux venus. (21 h 50)

Maintenant que les francophones ont réussi par les CSS, par les centres régionaux, par les CLSC à intégrer les minorités, à intégrer les allophones, parce que c'est exceptionnel, c'est extraordinaire, c'est formidable ce que le réseau a fait à Montréal... Je ne vous donnerai pas d'exemple mais - et vous êtes capables de vérifier - à Montréal on a fait des CLSC où on parle jusqu'à douze langues, où on intègre les minorités dans des institutions d'abord et avant tout francophones. Les anglophones se sont aperçus qu'ils avaient réussi à assimiler les nouveaux venus par le système d'éducation. Ils s'apercevaient maintenant qu'on est capable de franciser les nouveaux venus par notre système des affaires sociales qui est intégrateur, qui est ouvert, qui est réceptif à nos minorités, qui leur permet de s'exprimer dans leur langue dans nos institutions des affaires sociales.

Le projet de loi vient faire en sorte qu'on va maintenant permettre de transférer ces institutions aux anglophones. Des institutions intégratives à la minorité. C'est exactement ce qu'on dit. Le député est tellement clair là-dessus, cela n'a aucun bon sens. Je vais vous le spécifier, cela vaut la peine. Je cite, du Journal de Montréal, le député de Laurier: "C'est-à-dire qu'une personne anglophone ou allophone résidant dans l'est de la ville qui s'adresse présentement au Centre de services sociaux du Montréal métropolitain pourra obtenir des services sociaux du CSS Ville-Marie anglophone." Est-ce que cela peut être plus clair? On veut assimiler, par ce projet de loi, les allophones. C'est ça, les libéraux. Les

libéraux sont des diviseurs. Ils font en sorte que les anglophones soient sur un côté avec les allophones alors que le Parti québécois, pendant les neuf années qu'il a été au pouvoir, a eu une politique ouverte, accueillante, à certains moments coercitive, il fallait le faire, pour accueillir dans la majorité les nouveaux venus.

On leur disait: On vous ouvre nos écoles, on vous ouvre nos CLSC, on vous ouvre nos centres d'accueil. Ce qu'on demande aux nouveaux venus, avec une politique d'immigration qu'on a développée, qu'on a améliorée, on leur a dit: On veut vous avoir avec nous autres. On vous ouvre nos institutions. Venez avec les francophones, on vous aime et on vous veut.

Venez avec la majorité francophone du Québec. C'était cela, la politique du Parti québécois. C'est toujours cela. On veut l'ouverture sur le monde. On veut notre place parmi les pays francophones du monde. Mais on veut accueillir tous les gens qui viennent de l'extérieur, tous les immigrants, et le plus possible. Qu'ils viennent chez nous, mais qu'ils ne s'en aillent pas avec la minorité, qu'ils ne soient pas divisés, qu'ils ne soient pas contre les Québécois parce que les systèmes nous divisent. Le système d'éducation nous a divisés. Maintenant, le système des affaires sociales va nous diviser si jamais ce projet de loi est adopté. C'est impensable.

C'est impensable qu'en 1986 on soit encore en train de parler de la langue, de la survie du français au Québec quand on avait réglé le problème. Nos préoccupations quand on était au pouvoir, c'était le développement économique du Québec avec les minorités qui s'intégraient à la majorité francophone. On est encore en 1986, à la veille de 1987, à discuter de l'intégration des immigrants et de la survie du français. C'est impensable, Mme la Présidente. Il faut voter contre cela et le dénoncer. Je suis déçu de la députée de L'Acadie qui est en train de faire la sale "job" d'intégration, de bilinguisation, d'assimilation des allophones, ce qui veut dire, ne l'oublions pas, que la bilinguisation, c'est le vestibule de l'assimilation des francophones parce qu'on est seulement 2 % sur le territoire nord-américain. C'est impensable! On n'a pas le droit de voter cela, sinon l'histoire sera certainement très dure pour vous autres.

Je vais terminer, Mme la Présidente, parce que vous me dites que malheureusement c'est terminé. J'aurais voulu parler plus longuement. C'est incroyable de ne pas pouvoir plus longtemps dénoncer les gestes incroyables qui se passent de l'autre côté contre la majorité francophone du Québec. Je vais seulement vous rappeler que le 2 décembre 1985 est apparu à l'Assemblée nationale le tapis rouge de l'anglicisation du Québec. Merci.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Shefford. M. le député d'Abitibi-Ouest.

M. François Gendron

M. Gendron: Mme la Présidente, je pense qu'il est important et requis à ce moment-ci d'intervenir sur le principe d'un projet de loi pour lequel, en ce qui nous concerne en tout cas, on a plusieurs appuis dans la population du Québec. Il ne répond sûrement pas à une urgence. J'en ferai la démonstration tantôt. Il s'inscrit effectivement, comme mon collègue l'a bien souligné, dans un mécanisme et dans une volonté d'anglicisation inquiétante. Habituellement, en deuxième lecture, on est obligé de rappeler aux citoyens qui nous écoutent le sens et l'esprit du projet de loi qui est en débat. Le projet de loi porte le titre suivant: Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux, mais ce n'est que dans le titre qu'il fait référence aux services sociaux et aux services de santé, puisqu'il s'agit - c'est très bien explicite dans les notes qu'on appelle explicatives - d'offrir des services de santé et des services sociaux pour tenir compte de particularités linguistiques. Donc, en ce qui me concerne, j'ai beau être attentif au discours des membres du gouvernement qui essayent de faire croire à la Chambre qu'il ne s'agit pas d'un projet de loi linguistique, je pense que c'est à tout le moins présenter les faits de façon très obtuse, très difficile à comprendre. Le projet de loi est un projet de loi qui en soi, selon les points de vue... J'ai entendu le député de Laurier qui disait: Dans le fond, ce n'est que confirmer le statu quo... En ce qui me concerne, ce n'est pas un projet de loi qui confirme le statu quo. Mais je voudrais prendre quelques minutes pour vous dire que le projet de loi comme tel, en ce qui concerne celui qui vous parle, je n'en fais pas de drame. Ce n'est pas avec le projet de loi que j'ai de la difficulté à vivre, c'est avec ceux qui le portent. Là j'ai un problème de conscience. J'ai un problème très sérieux quand je sais que ce projet de loi est porté par le gouvernement actuel, gouvernement qui d'une façon sans précédent... On peut bien se mettre les bandeaux qu'on voudra sur les yeux, mais il n'en demeure pas moins que depuis que ce gouvernement a été élu la situation linguistique au Québec a changé de fond en comble.

Je donne juste un exemple. Quand même il faut avoir un peu d'objectivité. Cela fait dix ans que je suis parlementaire, Mme la Présidente, et c'est la première fois que j'ai un petit billet qui dit ceci: Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, Mesdames, messieurs les députés, mesdames, messieurs du fédéral, de la Chambre des communes, mesdames, messieurs les conseillers et

conseillers de la ville de Montréal, mesdames, messieurs les commissaires de la CECM, vous êtes cordialement invités à un tour de ville de Montréal - coeur français de l'Amérique soi-disant - samedi le 13 décembre 1986 à 14 heures. Regardez ce qu'on écrit. C'est un rendez-vous. Veuillez confirmer votre présence, et ainsi de suite. Événement unique que ce tour de ville. Écoutez, ce n'est quand même pas le Parti québécois qui organise cela, Mme la Présidente. Ce n'est quand même pas le Parti québécois... On dit que c'est la Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Oui, mais, si c'est la Saint-Jean-Baptiste, comment cela se fait-il qu'elle ne l'ait pas fait il y a deux ans? Comment se fait-il qu'elle n'ait pas cru bon de faire cela il y a trois ans? Comment se fait-il qu'on n'ait pas fait cela il y a quatre, cinq ans? C'est simple. Nous avions une paix linguistique relative dans l'île de Montréal, ce qui n'est plus le cas.

Moi-même, je viens de l'Abitibi-Témiscamingue, on y a l'occasion de temps en temps d'aller en ville. Si je vous disais qu'il y a un mois et demi, pour la première fois, en tout cas en ce qui me concerne, pas dans un restaurant chic de nos collègues anglophones, pas dans l'ouest, mais dans un restaurant fréquenté par le plus commun des mortels, le St-Hubert de la rue Sainte-Catherine. On m'a dit: What do you want? Dans l'est de Montréal! Je peux vous dire que cela fait longtemps que cela ne m'était pas arrivé dans l'est de Montréal. Ces gens vont essayer de nous faire dire, comme j'entendais la députée de Dorion, qu'on essaie de motiver les gens pour leur faire accroire qu'il y a un recul linguistique, et c'est nous qui piloterions ce dossier? C'est tellement évident, c'est visible de partout. Partout on a des indicateurs, des flashs qu'il y a un recul sans précédent en matière linguistique.

J'ai l'habitude, je me promène toujours avec un agenda de la Commission de formation professionnelle. Pour la première année je vais être obligé de changer de compagnie. Excusez l'expression, ce n'est pas une compagnie, la CFP, je le sais, je le fais exprès. Le Centre de formation professionnelle de l'Abitibi-Témiscamingue, agenda bilingue pour la première fois au Québec. Une institution publique de ce gouvernement, subventionnée à 100 % par les fonds publics du Québec. Je pourrais multiplier les exemples jusque très tard dans la nuit. Ces gens ont le culot de faire le même discours hier et aujourd'hui: Voyons, il n'y a rien de changé sur le plan linguistique à Montréal, il n'y a absolument rien de changé au Québec sur le plan linguistique. Qu'est-ce que je vous disais? Je suis convaincu de la pertinence. Je vous disais que le projet de loi ne me dérange pas trop, mais ce gouvernement me dérange. Ce projet de loi est porté par ce gouvernement qui n'a aucun

respect de la langue française au Québec.
(22 heures)

Contrairement à tout ce qu'on entend, si c'était vrai qu'ils sont d'accord avec le respect des francophones, qu'ils sont d'accord avec la langue française, ne pensez-vous pas qu'il y aurait eu des mesures de prises...

La Vice-Présidente: J'ai une question de règlement.

M. Gendron: Je vous avertis, Mme la Présidente...

La Vice-Présidente: Une question de règlement, Mme la députée.

M. Gendron: ...je veux bien qu'on s'amuse, mais cela va devoir être une question de règlement.

La Vice-Présidente: Question de règlement, Mme la députée de Groulx.

Mme Bleau: Mme la Présidente, on parle beaucoup de la langue. Je comprends qu'il y a un projet qui parle aussi de langue anglaise dans nos hôpitaux, mais pas de la langue en général partout, de l'affichage, etc. Ce soir, ce n'est pas le sujet. Cela ne respecte pas la pertinence.

La Vice-Présidente: M. le député d'Abitibi-Ouest, vous avez beaucoup d'années en droit parlementaire et vous savez qu'à l'article 239 il est bien spécifié que le débat doit porter exclusivement sur l'opportunité du projet de loi, sur sa valeur intrinsèque ou sur tout autre moyen d'atteindre les mêmes fins. Or, présentement, nous sommes en train de discuter du projet de loi concernant les services de santé et les services sociaux. Je vous demanderais, M. le député d'Abitibi-Ouest, de revenir à la pertinence du sujet.

M. Gendron: Je vais être obligé, Mme la Présidente, avant de continuer sur mon droit de parole, de soulever une question de règlement, sur la question de règlement. Je suis obligé de la plaider dans le sens que je reconnais que nous sommes en débat sur le principe du projet de loi. Mon argument est le suivant: c'est que le même gouvernement qui présente le projet de loi a laissé affaiblir le fait linguistique au Québec. En conséquence, je dis: Le projet de loi, il ne me dérange pas. Ce qui me dérange, c'est le gouvernement qui le présente parce qu'il a d'autres intentions derrière la tête. On veut faire croire que je parle d'affichage; je n'ai parlé d'affichage nulle part depuis le début de mon intervention. Tout ce que j'ai dit, c'est que, le fait français s'étant affaibli, nous, il faut voir les intentions cachées qu'il y a derrière cela et c'est dans la suite logique des choses, de l'affaiblissement de la

langue française, qu'on veut faire accroître qu'il y a lieu maintenant, par législation, d'offrir des services sociosanitaires aux anglophones alors que tout le monde sait que, depuis des années, Mme la Présidente, ces services sont offerts.

C'est tellement vrai, ce que je vous dis, que la Commission de protection de la langue française a senti le besoin de dire, à un moment donné, dans un rapport officiel, au gouvernement: Ce n'est pas la situation des anglophones qui nous inquiète, c'est la protection de la langue française, soulignait la Commission de protection de la langue française, à cause des difficultés des francophones - écoutez bien cela - d'avoir des soins de santé dans certains hôpitaux anglophones. Il me semble que, si j'étais parlementaire de l'autre côté, de temps en temps, je regarderais cela.

J'entendais encore la députée de Dorion et tous les autres le dire, mais ce n'est pas quelque chose qui est monté par ceux qui vous parlent. Nommez-moi, plutôt que de faire de la politique dans vos interventions, les organismes qui vous supportent dans ce dossier. Tous les intervenants concernés, tous les intervenants qui ont à dispenser les services sociosanitaires, que ce soit l'Association des centres d'accueil, que ce soit l'Association des hôpitaux, on n'est pas d'accord. Ceux qui ont à vivre tous les jours avec la problématique du projet de loi dont on discute disent: Nous, on ne prétend pas que c'est requis que ce soit à l'intérieur d'un projet de loi. On ne prétend pas que c'est nécessaire parce que ces services sont dispensés depuis des années à la communauté anglophone, avec raison, ce avec quoi nous sommes complètement d'accord. Ce n'est quand même pas le Parti libéral qui a inventé, dans les neuf ou dix dernières années, les soins de santé à la communauté anglophone. Parce qu'on n'est quand même pas, je l'espère, des enfants. Ce qui se fait, je pourrais vous citer cela jusqu'à très tard: CLSC Parc Extension, CLSC Saint-Louis du Parc... On pourrait faire le tour de tous les CLSC qui dispensent des services à la communauté anglophone. Que je sache, puisqu'on discute du principe, au moment où je vous parle, il n'y a pas de loi 142 d'adoptée. Comment se fait-il, s'il n'y a pas de loi 142 d'adoptée... J'entendais tantôt des gens qui disaient: Soyez généreux! Soyez humanitaires! Il s'agit de question de vie, de question de santé, de question de maladie grave, majeure, importante. Il est important que ces gens aient des services sociosanitaires dans leur langue.

Bien sûr, Mme la Présidente, c'est important. Ils en ont depuis des années. Nous voulons que cela continue, mais à l'intérieur des mécanismes qui nous régissent, et c'est faux que nous avons besoin d'une loi spécifique pour pour cela, parce que tous les

intervenants qui vivent avec ces gens-là dans des situations concrètes ont dit à la ministre: Vos devoirs sont mal faits, ce n'est pas requis, ce n'est pas nécessaire, ce n'est pas le temps, cela va bilinguifier le Québec. J'entendais une intervenante s'offusquer qu'on utilise l'expression.

Je voudrais juste vous rappeler... Je pourrais vous le lire en entier. Je répète que j'aime bien mieux me fier dans ce cas au témoignage de Jean-Pierre Proulx que de me fier à des répétiteurs qui se sont fait écrire leurs discours par les services de recherche et qui ont tous la même ritournelle à dire: Non, soyez généreux, c'est une loi humanitaire. Jean-Pierre Proulx, qui a toujours été un chroniqueur spécialisé dans les questions linguistiques, n'a pas peur des mots, il n'a pas le choix. Mme la députée de Groulx, contrairement à ce que vous affirmiez, que je serais hors du sujet c'est très pertinent. Il dit que "le projet de loi 142 porte moins sur la reconnaissance du droit des anglophones - Jean-Pierre Proulx n'est pas membre du Parti québécois - à des services de santé et à des services sociaux en anglais que sur des dispositions relatives aux institutions - écoutez bien cela - visant à leur en permettre l'exercice." C'est de la bilinguisation. Ce n'est pas le Parti québécois qui parle. C'est de la bilinguisation du réseau des affaires sociales qu'il s'agit.

Cela vous en prendrait combien d'éditoriaux comme cela pour comprendre qu'il y a des enjeux majeurs là-dedans? Ce n'est pas par partisanerie politique. Tous les éditoriaux qui ont traité de cette question ont repris exactement la même thématique: Danger de bilinguisation, inutilité d'un projet de loi puisque, dans les faits, cela se fait; dans les faits, ces services sont dispensés.

Il continuait: "Le véritable débat est ailleurs." Est-ce qu'il aurait compris quelque chose? Est-ce qu'il aurait compris véritablement ce que j'ai toujours prétendu, que c'est bien plus vos intentions, votre comportement sur d'autres choses qui m'inquiètent, ce sont bien plus vos attitudes de relâchement systématique dans tout ce qui concerne l'application du fait linguistique au Québec? Il continuait: "Le véritable débat est ailleurs. Le droit des anglophones à des services sociaux ou de santé doit-il être reconnu et si oui, comment faut-il définir un anglophone? Cette première question est importante, mais seconde." Il continuait: "Si les anglophones ont droit à des services dans leur langue, sur qui doit reposer l'obligation corrélative de leur en assurer l'exercice? Les institutions communes à tous ou celles propres à la minorité anglophone?" Ah! "Le véritable enjeu est là," disait-il. Le véritable enjeu est là.

La loi 101 est en mesure de répondre et, si la loi 101 n'était pas en mesure de répondre, qu'est-ce qui vous empêche, pour

cet aspect précis, d'apporter des modifications à la loi 101 pour, d'abord, montrer que vous avez du respect pour la Charte de la langue française? Vous êtes d'accord pour offrir des services aux anglophones, mais pas par une disposition particulière mal faite. On dit: C'est une loi pour rendre plus accessibles les services de santé et les services sociaux aux anglophones. Allons voir. Rendre plus accessibles quoi? Est-ce qu'on peut rendre plus accessible quelque chose si, en termes de situation de fait, on ne peut pas faire plus? C'est tellement vrai que vous-mêmes avez prévu une disposition dans les notes explicatives: Pour autant que les moyens financiers le permettent. Donc, ce n'est pas parce que cela ne se fait pas. Si les services sont limités, c'est pour des raisons budgétaires. Quand on est rendu qu'à Rouyn-Noranda, en Abitibi-Témiscamingue, avec 2 % d'anglophones, ces gens-là ont leurs institutions de santé! Un peu comme ma collègue de Marie-Victorin tout à l'heure, il faut avoir les deux pieds sur terre et dire: Écoutez, j'ai l'impression que, quelquefois, vous manquez de réalisme politique, parce que c'est un peu l'inverse dans certaines régions. Quelquefois, ce sont des francophones éloignés, parce qu'il y a juste cela, dans certains territoires éloignés, il y a quelquefois plus de francophones que d'anglophones, ce sont eux qui souffrent de l'absence de services sociosanitaires. Cela n'a pas l'air de trop vous préoccuper quand on voit les coupures. Pas plus tard qu'il y a trois minutes, je parlais à Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux pour lui dire: Veux-tu "checker"? On est en train de faire des coupures de fou au centre hospitalier Saint-Jean, à Macamic. Ce n'est pas grave, ce sont des francophones. Je suis d'accord, ce n'est pas grave...

Une voix: Oh!

(22 h 10)

M. Gendron: Écoutez, on peut bien dire "oh", mais c'est cela, la réalité. Aujourd'hui, on essaie de faire accroire que c'est majeur et capital d'avoir une loi spécifique pour continuer à dispenser des services qu'on offre largement aux anglophones du Québec. Prenez la liste et regardez ce qui se fait dans tous les CLSC et je pense que vous serez d'accord et que vous allez comprendre que ces gens ont des services importants et majeurs.

Une autre chose qu'il faut regarder lorsqu'on étudie un projet de loi dans son principe. Est-ce que cette loi a été sollicitée? Est-ce qu'il y a des gens qui ont multiplié les pressions? J'aimerais cela que vous donniez vos appuis. S'il y en avait tant que cela... Il n'y a pas tant d'organismes de santé qui ont réclamé une loi distincte. Les organismes de santé - je voudrais qu'on se

comprene bien - ont tous réclamé, ce sur quoi nous sommes d'accords, des services de santé et des services hospitaliers aux anglophones dans leur langue et aux allophones, le plus possible, dans leur langue. Si ce sont des Grecs, essayons de leur donner des services en grec. Si ce sont des Italiens, essayons de leur donner des services en italien et ainsi de suite. On pourrait multiplier les exemples. C'est la problématique des allophones.

Notre position est très claire: que les services à la communauté anglophone existent. Il y a des centaines de millions de dollars par année qui vont à 31 centres hospitaliers, 3 CLSC, 2 CSS, 38 centres d'accueil et ainsi de suite. Deuxièmement, les établissements du réseau de la santé et des services sociaux doivent continuer de donner aux allophones des services dans leur propre langue, dans la mesure des ressources disponibles. On est d'accord là-dessus, complètement d'accord là-dessus. On n'a pas "reviré" comme la députée de Dorion le disait: Je ne comprends pas cette volte-face des gens du Parti québécois et de l'Opposition officielle. Il n'y a pas de volte-face. Il y a toujours eu une seule et unique attitude: ce qui est donné comme services, nous voulons que cela continue, parce que c'est normal dans une société où il y a plusieurs communautés ethniques et culturelles. Nous voulons que cela continue, mais en respectant ce que nous sommes et en respectant la Charte de la langue française.

On pourrait continuer sur le projet de loi 142. Tous ceux qui ont eu à s'exprimer sur le projet de loi ont exprimé des réserves... Je pourrais vous citer du Gilles Lesage. Gilles Lesage n'est pas le dernier venu comme chroniqueur parlementaire. Il a vu des choses là-dedans qu'on n'a pas inventées. Il parle des "grenades linguistiques". Il serait peut-être important que vous sachiez ce qu'il disait pour ce qui est de la ministre des Affaires culturelles, qui, elle aussi, a la responsabilité des projets linguistiques: "Dès son entrée en fonction, il y a un an, la ministre des Affaires culturelles a fait part de son intention de regrouper les organismes issus de la Charte de la langue française pour des fins d'économie et d'efficacité administrative. Mais elle a attendu la date limite pour présenter le projet de loi 140... D'autre part, il y a au moins deux ans que les libéraux se proposent, de retour au pouvoir, de prévoir de façon législative le droit à toute personne d'expression anglaise de recevoir dans sa langue des services de santé et des services sociaux. Mais la ministre de la Santé et des Services sociaux a aussi attendu jusqu'à la mi-novembre pour rendre public le projet de loi 142 qui fait suite à cet engagement."

Elle a sollicité les appuis des intervenants du réseau, que ce soit ceux des

CLSC, que ce soit ceux des associations d'hôpitaux et ainsi de suite. Tout ce monde, dans un communiqué public, dans un télégramme envoyé à Mme Lavoie-Roux, lui a dit: Pour toutes sortes de motifs, Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux, on est obligé de demander au gouvernement du Québec, pas à l'Opposition de surseoir à l'adoption du projet de loi 142 et d'explorer avec nous les avenues de solutions - écoutez bien le mot - plus adéquates pour garantir aux bénéficiaires de la communauté anglophone et aux bénéficiaires des autres communautés culturelles l'accès aux services de santé et aux services sociaux de qualité auxquels ils ont droit, mais pas par une législation spécifique. Qui dit cela? M. Roger Pednault, président de l'Association des centres d'accueil, M. Miville Lapointe, vice-président de l'Association des CSS du Québec, Paul Leguerrier, président de la Fédération des CLSC. Écoutez, le président de la Fédération des CLSC: Quand je cite cela, je ne parle pas des personnes. Je parle de ce qu'elles représentent. Quand quelqu'un parle au nom de l'ensemble des CLSC, je pense que cela déborde passablement nos "chums" ou nos amis. Je pense qu'on pourrait au moins avoir un peu d'objectivité et convenir de cela. Dans ce débat, on a beaucoup de "chums". On en a bien plus que vos statistiques concernant les sondages. C'est un peu démagogique de dire: Écoutez, on est encore populaire dans les sondages. Il y a des gens qui, effectivement, peuvent être encore d'accord avec ce gouvernement, mais qui ont exprimé leur désaccord sur ce que nous discutons. Il ne faut pas avoir une courte vue aussi simpliste que cela pour faire des déductions qui n'en sont pas.

En conclusion, Mme la Présidente, puisque mon temps est expiré, c'est quand même avec énormément de liberté et de fierté que de ce côté, l'on convient que c'est quelque chose qui n'a pas de bon sens. C'est pourquoi on va être massivement contre le projet de loi 142. C'est inapproprié, inopportun, mal fait et ça va à l'encontre de tout respect envers ce qui s'est fait depuis plusieurs années pour le respect de la francophonie et également le développement de services de santé pour les anglophones, tels qu'ils en reçoivent depuis plusieurs années même si le Parti libéral n'était pas là. Merci.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député d'Abitibi-Ouest.

M. le député de Pontiac.

M. Robert Middlemiss

M. Middlemiss: Merci, Mme la Présidente. Je crois que je ne partirai pas à l'épouvante comme les collègues de l'autre côté, parce que je suis issu d'une famille

dont le père est anglophone et la mère francophone. Je dois vous dire que je partage deux langues et deux cultures de façon égale. Je suis fier des deux, fier aussi d'être québécois. J'ai été élevé dans la région de l'Outaouais, où tout ce qui séparait l'Ontario et le Québec était une rivière, et j'ai choisi de demeurer au Québec. J'ai aussi choisi de faire une carrière politique ici au Québec.

Ce qui m'étonne le plus, c'est que, depuis mon arrivée ici, avec un nom comme Middlemiss, on m'a posé souvent la question: Es-tu francophone ou anglophone? Je dis avec fierté: Je suis les deux. C'est un exemple pour vous démontrer qu'apprendre deux langues lorsqu'on est jeune, ça ne crée pas de problème; au contraire, c'est un avantage et ce n'est pas seulement l'exception qui peut vivre dans des conditions comme ça et préserver et aimer les deux langues.

Je suis convaincu que, de l'autre côté, les gens qui voudraient que seulement une partie de la société devienne bilingue, eux se sont assurés que leurs enfants aillent dans une école privée et apprennent les deux langues. Est-ce seulement une couche de la société qui a droit à ça?

Cela étant dit, ça me surprend de la part du député d'Abitibi-Ouest, lui qui est ici depuis nombre d'années, qu'il n'ait pas pu écouter ou même vérifier le discours de Mme la ministre hier. Je vais relire ces choses-là pour qu'à ce moment-ci ces gens-là puissent comprendre quel est le but de ce projet de loi. Mme la ministre disait: M. le Président, le projet de loi 142 modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux a pour objet de prévoir le droit à toute personne d'expression anglaise de recevoir dans sa langue des services de santé et des services sociaux, compte tenu de l'organisation et des ressources des établissements qui dispensent ces services. Il prévoit en outre des modalités qui permettront d'assurer ces services. Ce que nous voulons faire par ce projet de loi, c'est garantir l'exercice d'un droit, consacrer dans la loi un droit pour la minorité anglophone à recevoir des services dans le domaine de la santé et des services sociaux dans sa langue. Un droit qui n'est pas constitutionnellement ou légalement reconnu n'a pas de portée opératoire réelle; il demeure soumis à la bonne volonté de celui qui dispense des services. Pour le gouvernement, cette reconnaissance du droit aux services pour les personnes d'expression anglaise permettra de prendre des mesures susceptibles de favoriser l'exercice de ce droit. Actuellement, les dispensateurs de services ont la discrétion de les offrir ou non en langue anglaise. Par la reconnaissance du droit et des mesures pour le faire valoir, un élément majeur intervient du fait que le bénéficiaire pourra effectivement les obtenir

en langue anglaise.

(22 h 20)

Elle continue pour dire que, cependant, il serait erroné de soutenir que tous les services doivent nécessairement être rendus. En effet, la loi prévoit que chacun a droit à des services et non aux services ou à tout service. Certaines limites sont établies par la loi, par les permis que détiennent les établissements, par les plans d'organisation, par les budgets et par les circonstances. Il faut se rappeler, Mme la Présidente, que les ressources tant humaines que matérielles ne sont pas illimitées et qu'elles varient d'un établissement à un autre. Néanmoins, dès que des services sont fournis, ils doivent respecter des critères scientifiques, humains et sociaux. Ils doivent l'être avec continuité et de façon personnalisée, compte tenu de l'organisation et des ressources des établissements qui dispensent ces services.

À ce chapitre, on ne saurait donc dire que les mesures proposées par le gouvernement visent à favoriser l'intégration des allophones à la communauté d'expression anglaise puisque la langue dans laquelle des services de santé et des services sociaux sont dispensés n'a d'autre objectif que d'assurer des services adéquats au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux. De plus, il convient de rappeler que la langue de travail et de l'éducation est l'outil qui a été privilégié à deux reprises par le législateur pour assurer l'intégration à la majorité francophone.

Il y a certainement des régions, comme la région de l'Outaouais, qui ont une forte population anglophone, mais ce n'est pas là le problème. Le gouvernement qui nous a précédés n'a pas cru bon de faire les investissements nécessaires dans les hôpitaux du côté québécois. Il ne s'est pas occupé des francophones qui ont été obligés d'aller chercher des services de santé en Ontario, peut-être aussi dans la langue anglaise. On n'était pas préoccupé par cela. On n'était même pas préoccupé de nous donner les équipements dont on avait besoin. Aujourd'hui, il faut prendre les moyens pour rapatrier cette clientèle francophone et anglophone qui coûte à l'État québécois 70 000 000 \$ donnés à la province de l'Ontario, dans les soins de santé. Si ce n'est pas un droit pour la population anglophone, comment les hôpitaux de la région de l'Outaouais seront-ils capables de rapatrier ce bloc d'allophones qui voudraient certainement avoir des services de santé au Québec, mais qui ne peuvent les avoir présentement?

On a des institutions, dont le centre hospitalier de Pontiac qui fait partie de l'article 113 f, où on donne les soins en langue anglaise. Avec l'application de la loi 101, on a éliminé énormément d'infirmières qui, malheureusement, ne parlaient pas

français. Je vais vous donner un exemple. Poussons cela à l'extrême. Même si on a reconnu qu'une institution, par exemple, pouvait donner des services en langue anglaise, avec l'application de la loi 101 exigeant que les infirmières et tout le monde devaient être francophones, on a éliminé, on a réduit les services qu'on pouvait donner dans la langue anglaise. Regardez ce qui est arrivé. Je pense que cela va bien maintenant, mais il faut arrêter ces choses-là parce que plusieurs de ces infirmières sont rendues du côté ontarien. Les infirmières anglophones qui auraient pu nous servir ne sont plus disponibles. Elles sont rendues en Ontario. Si on veut réellement être capable de donner ces services, je crois qu'il faut que ce soit un droit donné à cette communauté.

Mme la Présidente, je ne comprends pas du tout pourquoi l'Opposition veut que ce soit un débat linguistique. Est-ce que c'est le seul filon qu'ils ont maintenant pour soulever la population? Est-ce que c'est la seule chose qu'ils ont pour tenter de créer encore des problèmes sur la langue au Québec? Est-ce qu'ils veulent le faire? C'est le seul filon qu'ils ont maintenant. Qu'ils soient donc réalistes et essaient de comprendre que tout ce qu'on tente de faire... Même, je ne vois pas pourquoi le chef de l'Opposition lui-même, durant la campagne électorale, avait promis à la communauté anglophone que ces droits lui seraient donnés. Oui. D'accord. Il avait dit qu'il était pour leur donner cela. C'est dans le même sens qu'on le fait présentement.

Pour vous le montrer, Mme la Présidente, je lis Le Devoir du 6 juin 1985: "Le gouvernement entend bien s'assurer que les anglophones du Québec reçoivent des services sociaux et des soins de santé dans leur langue, mais trouve qu'il serait beaucoup plus complexe de leur garantir le maintien de ces institutions." On ne parle pas d'institutions. On parle de leur donner des services dans leur langue. "Hier, le ministre Johnson a expliqué que le contrôle des institutions par un groupe linguistique et la garantie de services en anglais aux anglophones dans ces mêmes institutions sont deux choses fort différentes." C'est exactement ce qu'on veut: donner des services. On ne parle pas de contrôler les institutions. On parle de donner des services.

La loi 101 a identifié que certaines institutions relevaient de l'article 113 f. Pourquoi, Mme la Présidente? Je pense que c'est la marque de commerce de ce parti. Aujourd'hui, on joue sur la langue. Dans le passé, on a joué sur l'option. Avant l'élection, on disait: Non, on ne parlera pas d'indépendance ou de souveraineté. Après l'élection, même si le mandat n'avait pas été donné sur cette chose, on commençait déjà à parler, on disait: Oui, on nous a élus, on

savait qu'on avait comme option éventuelle l'indépendance.

Mme la Présidente, c'est malheureux pour la minorité anglophone qui a des droits historiques au Québec que l'on se serve de ces droits historiques, comme, d'ailleurs, dans les autres provinces du Canada, lorsqu'on parle de minorité, on parle de minorité francophone qui peut réclamer de son gouvernement, et de façon légale, que des services en français lui soient garantis. Tout à l'heure, le député d'Abitibi-Ouest et la députée de Marie-Victorin mentionnaient qu'il y avait beaucoup de services qui étaient donnés présentement. À cela, je cite ce que Mme la ministre disait hier: "Certes, je reconnais que des efforts sont déployés dans le réseau actuel des établissements de santé et de services sociaux à l'endroit des anglophones et des communautés culturelles. Je m'en réjouis et j'en félicite les différents intervenants. Mais je pense, toutefois, qu'il est important de se doter d'un cadre juridique qui consacre le droit à des services en langue anglaise et que, pour rendre ce droit opératoire, nous puissions faire des arrangements ou planifier sur le plan administratif de tels arrangements de telle sorte que ces gens puissent véritablement recevoir les services dans leur langue."

Comme je le mentionnais tout à l'heure, l'actuel chef de l'Opposition avait pris à l'endroit de la minorité anglophone, un engagement semblable en juin 1985. Dans le contexte des propositions constitutionnelles du gouvernement dont il faisait partie, à titre de ministre de la Justice et des Affaires canadiennes, il avait inclus le droit de la minorité de langue anglaise à ses institutions culturelles et éducatives, ainsi que le droit de recevoir des services de santé et des services sociaux dans sa langue.

(22 h 30)

Pour ce dernier, ce droit n'était aucunement négociable. Plus encore, en campagne électorale, le premier ministre d'alors avait promis, dans une entrevue au journal *The Gazette* du mercredi 13 novembre 1985, de faire adopter une loi pour assurer ce droit. Il avait en effet déclaré: "I think we should guarantee by law in Quebec in fundamental rights, the right for English-speaking people to get health and social services in their language." Nous osons croire aujourd'hui que cet engagement ne relevait pas d'un opportunisme électoral, mais bien au contraire qu'il devait refléter les convictions profondes d'un chef d'Opposition.

Mme la Présidente, en terminant, je trouve malheureux que l'Opposition, d'un geste humanitaire de reconnaître un droit historique et d'assurer que les soins de la santé et les services sociaux soient donnés à la minorité anglophone dans sa langue, ait voulu en faire un débat linguistique. C'est malheureux. Toutefois, je voudrais féliciter

Mme la ministre qui, devant tout ce tollé de protestations de part et d'autre, est allée selon le courage de ses convictions et aussi selon un engagement que nous du Parti libéral nous avons pris à l'égard de la communauté anglophone. En terminant, je suis fier de faire partie d'un parti politique et du gouvernement du Québec qui tient ses promesses. Lorsqu'on fait une promesse électorale aux élections on la tient après les élections, contrairement à ceux qui nous ont précédés. Merci.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Pontiac. M. le député de Dubuc.

M. Hubert Desbiens

M. Desbiens; Merci, Mme la Présidente. Je pense que mes premiers mots seront pour féliciter mon collègue de Pontiac qui a dit tantôt qu'il était fier de participer à deux langues, à deux cultures. Je l'en félicite et je l'envie presque s'il a eu cette chance, mais ce n'est pas l'objet du débat actuel. Il est bien évident que la connaissance d'une, deux ou plusieurs autres langues que la sienne propre, à supposer au départ qu'on connaisse bien sa langue maternelle, est pour tout homme ou toute femme sous tous les cieux et à toutes les époques un facteur de progrès, une source d'enrichissement, une ouverture supplémentaire sur le monde. Personne, je pense, ne met cela en doute, certainement pas de ce côté-ci de la Chambre, sauf que ce avec quoi je ne suis pas d'accord avec mon collègue de Pontiac, entre autres, c'est qu'il avance comme une vérité qu'il est toujours facile pour un individu et à tout âge d'apprendre et d'acquérir, de prendre conscience et de bien pouvoir maîtriser deux langues.

Le débat sur le projet de loi 142, qu'on veuille l'ignorer ou non du côté du gouvernement, ne peut se situer autrement qu'à l'intérieur, justement, du débat linguistique qu'on ne voudrait pas nous voir faire. C'est une partie d'un ensemble, quant à moi, dont les racines remontent dans l'histoire. Je reviens à cette époque, il y a quelque 150 ans, où, après les troubles de 1837-1838, Lord Durham après un bref séjour au pays concluait le rapport qu'il devait soumettre à Londres de la façon suivante et particulièrement sur les trois points que je veux citer. Ce premier point, je le cite: "Les Anglais sont supérieurs aux Français, non seulement par l'argent, mais aussi par l'intelligence. Ils devront toujours dominer le pays." Deuxième point, et je cite toujours: "La langue française est un obstacle au progrès. L'Angleterre a eu le grand tort de ne pas inonder le pays de colons anglais pour noyer l'élément français." Troisième point, et je cite toujours: "Il faut au plus vite angliciser le pays. Un seul moyen radical, unir les deux

Canada."

Aujourd'hui, Mme la Présidente, un siècle et demi plus tard, lord Durham constaterait sans doute la futilité des trois points de ce rapport, et s'écrierait sans doute: Eureka! on a trouvé le vrai moyen d'assimiler les francophones, d'angliciser le pays, comme il le disait, c'est de bilinguifier le Québec. Cette fois il aurait probablement raison, malheureusement. Il y a des spécialistes partout, dans tous les pays du monde évidemment, des linguistes réputés qui viennent confirmer que la bilinguification, particulièrement dans une situation unique comme celle que vit le Québec, est une voie presque assurée d'assimilation. Je citerai, par exemple, Mme G. Kathleen Hart, une anglo-canadienne qui disait entre autres ceci: "Si l'apprentissage d'une seule langue exige du travail et de la maturité, l'apprentissage simultané de deux excède les forces d'un enfant ordinaire." Elle disait ceci également: "Il n'existe pas de plus grande puissance d'assimilation, ni de plus rapide que celle d'un système scolaire qui utilise la langue du groupe majoritaire comme langue seconde au niveau primaire." Mme Hart, qui était, à ma connaissance - je ne sais pas si elle y est toujours - à l'Université Laval, rejoint ici les conclusions d'un grand nombre de linguistes contemporains, dont notamment Marcel Cohen qui décrit comment le processus du bilinguisme chez les éléments dominés aboutit, au bout d'un temps plus ou moins long, à faire de la langue maternelle d'origine la langue seconde de fait. Un autre spécialiste de la linguistique nous a écrit ceci: "On comprend qu'une langue étrangère qui est apprise et pratiquée par les classes les plus influentes d'une nation, à plus forte raison par toute une nation, puisse cesser d'être une langue étrangère et devenir une langue commune qui finalement éliminera, par dialectisation et endettement, l'ancienne langue nationale." C'est du linguiste André Martinet. Une autre citation, Mme la Présidente: "Il y a danger d'introduire dans le cerveau de l'enfant moyen certaines confusions grammaticales et linguistiques et de lui imposer un surmenage qui pourrait compromettre sa formation intellectuelle", et des mises en garde faites en France, en Belgique et en Suisse, viennent consolider cette position. Une autre d'Étienne Gilson: "Il est absolument impossible d'avoir une éducation bilingue. Les langues sont des modes de penser et de sentir, vouloir les mettre sur le même pied, ce serait une monstruosité." Ce qui revient à dire, si on applique cette théorie aux jeunes Canadiens français, que pour conserver son héritage français il doit être entouré d'abord de français, précisément parce qu'il devra vivre dans son milieu anglais. La Fédération des collèges classiques du Québec, que je pourrais citer, et plus dernièrement je lisais

également une phrase assez choc...
(22 h 40)

La Vice-Présidente: Question de règlement, M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

M. Scowen: Je ne veux pas interrompre le député de Dubuc, je veux juste lui rappeler que le projet de loi, c'est un projet de loi sur les services de santé et services sociaux. Il n'a parlé que des questions de langue seconde dans les écoles. Je ne sais pas s'il pense que c'est une autre Assemblée nationale ou un autre débat, mais je veux simplement lui rappeler que peut-être il a choisi le mauvais discours pour ce soir. Cela ne se comprend pas du tout, quant à moi.

M. Jolivet: Il est intolérant.

La Vice-Présidente: Sur la même question de règlement, M. le député de Lac-Saint-Jean.

M. Brassard: Mme la Présidente, je pense qu'à la phase de l'adoption du principe d'un projet de loi il est permis - vous l'avez signalé à plusieurs reprises - de bifurquer - c'est le terme que vous avez utilisé. Il s'agit de bien suivre le raisonnement et l'argumentation du député de Dubuc, vous allez voir, on arrive à l'essentiel du projet de loi 142.

La Vice-Présidente: Je pense que, M. le député de Dubuc, je vais vous rappeler l'article 239. Il est exact, ce que vient de dire le député de Lac-Saint-Jean, qu'on peut bifurquer, mais je suis en train de suivre la discussion et cela fait plus de huit minutes qu'on parle de la langue et du rapport Durham. M. le député de Dubuc, je vous demanderais de revenir à la pertinence du débat.

M. Desbiens: Merci, Mme la Présidente. J'ai bien dit au départ de mon intervention que le projet de loi 142 qu'on étudiait présentement était une pièce de l'ensemble de la politique de ce gouvernement dans le domaine de la langue au Québec. Si c'est une pièce de l'ensemble, cela me permet aussi de parler des autres pièces, Mme la Présidente, il me semble.

La dernière citation, Mme la Présidente, elle est de Joseph Hanse, un linguiste belge de réputation internationale qui connaît très bien le Québec pour être venu ici de nombreuses fois et qui avait cette phrase choc: "Mettre les deux langues sur le même pied au Québec, c'est mettre les deux pieds sur la même langue." Ces citations visaient à démontrer que la bilinguisation et le bilinguisme, comme objectif dans un pays, et particulièrement au Québec, c'est se diriger directement vers l'anglicisation, vers l'assimilation. De toute

évidence, la politique de ce gouvernement et de son premier ministre, qui refuse de dévoiler cette politique globalement, qui n'a pas le courage de l'indiquer franchement au peuple québécois, c'est la bilinguisation. Le projet de loi 142, dont nous étudions maintenant le principe, n'est qu'un maillon de cette chaîne qui servira à atteindre l'objectif visé et qui conduira inéluctablement à l'anglicisation et à l'assimilation.

Sous le faux prétexte d'attendre un jugement de la Cour d'appel du Québec, le gouvernement libéral agit déjà en fonction de cet objectif. Ce ne sont pas les discours, les propos lénifiants ou les attitudes louvoyantes qui tromperont la population à cet égard. Il y a trop de gestes posés, il y a trop de discours, trop de réticence exprimée depuis l'élection du 2 décembre 1985, et même avant, pour que le doute subsiste encore sur les intentions du gouvernement actuel.

Le chef du Parti libéral a enclenché une série de faux débats pendant la campagne électorale, justement pour éviter d'avoir à expliquer aux éléments francophones du Québec ses véritables desseins linguistiques. Depuis un an, les Québécois francophones ont pu déceler d'eux-mêmes, par les changements de comportements et d'attitudes, comme les gestes politiques posés par ce gouvernement vont tous dans cette seule et même direction, la bilinguisation du Québec. Ce ne sont pas les dénégations du premier ministre qui tromperont la vigilance des Québécois et des Québécoises. Les faits sont évidents et, avec et autour de la loi 142, on peut énumérer quelques-uns de ces faits. Souvenez-vous que, trois semaines à peine après son assermentation, le rouleau compresseur s'est mis en marche. La vice-première ministre déclarait, dès le départ, que les organismes d'application de la Charte de la langue française étaient en sursis, qu'ils seraient fusionnés. Peu après, à la suite de déclarations faites par le ministre de la Justice, on arrêtait de poursuivre les contrevenants à la loi 101. Le ministre de la Justice affirmait qu'il n'y aurait plus aucune poursuite relative à l'affichage public bilingue. On sait que la discussion qui a suivi a coûté son poste au président de la Commission de protection de la langue française. On a vu se multiplier les infractions. Progressivement, l'affichage est devenu bilingue, sinon unilingue anglais. Une compagnie comme Zellers a pu délibérément violer la loi. Dans tout ce climat linguistique laxiste, des entreprises de services comme Provigo se sentent maintenant autorisées à revenir à la publication et à la distribution de dépliants bilingues même dans une région exclusivement francophone, ou presque, comme la mienne.

Au printemps, à l'occasion de l'amnistie des élèves "illégaux", le gouvernement libéral

accordait le statut d'anglophone à des milliers de Québécois de nouvelle souche. En matière d'immigration, la ministre démontre son ignorance des critères actuels de sélection des immigrants et surtout son irresponsabilité face à l'intégration des Québécois de nouvelle souche à majorité française. En ce sens, elle reflète cette approche systématique de bilinguisation à la pièce. De toute façon, la ministre responsable des Communautés culturelles envoie le signal aux Québécois de nouvelle souche que l'anglais est la langue officielle puisqu'elle s'adresse systématiquement en anglais aux représentants de ces communautés.

Dans ses cinq demandes constitutionnelles, le gouvernement a abandonné la revendication d'une compétence exclusive du Québec en matière linguistique. Avec arrogance et désinvolture, le ministre de l'Éducation laisse entendre que les enfants francophones du Québec sont des peureux s'ils n'apprennent pas l'anglais en première année du primaire. Ce n'est pas l'anglais qui est menacé au Québec, c'est le français qui est fragile en Amérique du Nord. Dans ce contexte nord-américain, la sensibilisation à la langue anglaise se fait quotidiennement grâce à la télévision, grâce aux disques, aux vidéoclips, aux films, aux dessins animés. Aussi sommes-nous convaincus que, si des ressources additionnelles sont injectées dans le réseau de l'éducation, elles doivent prioritairement améliorer la qualité du français au Québec.

Le gouvernement se prépare à agir rapidement pour permettre l'affichage bilingue. Les contradictions entre les ministres eux-mêmes, les nuances contenues dans les diverses déclarations faites par le premier ministre sont autant d'autres faits. À cette liste déjà longue s'ajoutent deux projets de loi en apparence anodins mais très dangereux. D'abord, le projet de loi 140 qui change les mandats des trois organismes régissant la loi 101 et, comme l'a reconnu le premier ministre le 30 octobre dernier à l'Assemblée nationale, pour son gouvernement, il s'agit d'abord d'enlever les dents qui restent à la loi 101 pour en faire une copie carbone de la loi 22, cette loi de la chèvre et du chou.

Enfin, le projet de loi 140 élargit, entre autres, la notion d'établissements de santé et de services sociaux. Cela est d'autant plus dangereux que, dans l'autre projet de loi que nous étudions présentement, le projet de loi 142, le gouvernement se donne à l'article 9 le pouvoir d'agir par règlement pour désigner les établissements qui seront tenus de rendre accessibles en langue anglaise les services de santé et les services sociaux qu'ils dispensent.

Il ne s'agit plus simplement de garantir des services en anglais aux anglophones, mais

bien plus d'élargir la clientèle desservie en anglais. En ce sens, le gouvernement n'offre rien de neuf pour desservir les communautés culturelles dans leur langue par le biais d'ententes administratives, par exemple, avec les CLSC ou les hôpitaux. Il les pousse plutôt à recevoir ces services en anglais dans les établissements allophones. Dans toute cette panoplie qui inclut la loi 142, dont celle-ci est un élément, il y a évidemment celui dont j'ai parlé au début et dont le Conseil supérieur de l'éducation, le 1er novembre 1984, dans un avis qu'il a transmis au ministre de l'Éducation et dans les remarques qu'il fait sur la situation, dans son étude sur les paramètres socioculturels, parle: le français, langue nationale du Québec.

Malheureusement, M. le Président, comme le temps qui m'est alloué s'écoule rapidement, je ne vous ferai pas la lecture de cette page très instructive et qui est à la page 8 de l'avis du Conseil supérieur de l'éducation au ministre de l'Éducation, du 1er novembre 1984. Je vous conseille de relire cette page très attentivement sur la situation socioculturelle du français.

(22 h 50)

Mme la Présidente, M. le Président - il y a des changements soudains - le gouvernement, le premier ministre en tête, tient des propos rassurants quant à l'avenir de la langue française au Québec. Il tente de ridiculiser ceux qui combattent les multiples coups que porte son gouvernement au caractère français. Mais derrière cet écran de fumée, composé tantôt de cassettes rassurantes, tantôt de plaisanteries, M. le premier ministre et son gouvernement appliquent dans les faits une politique inavouée, mais très efficace de bilinguisation du Québec. Cela est vrai - je l'ai mentionné - dans l'affichage, dans la publicité, la fréquentation scolaire, l'enseignement des langues, les politiques à l'égard des immigrants. Partout, la règle est la même. Le gouvernement favorise l'avancement de la langue anglaise et le recul de la langue française. C'est cela le chemin d'un Québec bilingue, voire même unilingue anglais dans des coins de plus en plus grands. C'est cela aussi qui est la voie de l'assimilation.

En terminant, M. le Président, je ferai mienne cette déclaration du Mouvement Québec français: Ce que nous voulons, c'est un Québec français. C'est notre volonté comme peuple. Nous le voulons pour nous-mêmes, pour échapper à notre condition de minoritaires. Nous le voulons aussi pour les autres, pour tous ces immigrants qui viennent enrichir notre communauté nationale et qui trouveront ainsi les moyens de vivre pleinement la vie au Québec. Pour le Canada anglais qui, dans sa lutte pour son identité culturelle, a droit de trouver à côté de lui un peuple qui aura su défendre sa langue et

sa culture. Pour les Américains des États-Unis qui apprendront ainsi qu'entre voisins d'un même continent, le dialogue des langues et des cultures peut se pratiquer aussi d'égal à égal. Nous le voulons enfin pour toutes les langues et pour toutes les cultures qui, partout dans le monde, subissent la même pression que nous et qui puiseront dans nos luttes et dans nos succès la preuve que le combat est nécessaire et que la victoire est possible. Merci.

Le Vice-Président: Je cède maintenant la parole à M. le député de Laviolette.

M Jean-Pierre Jolivet

M. Jolivet: Merci, M. le Président. Je ne pensais jamais que la ministre me donnerait l'occasion de travailler encore une fois jour et nuit.

Vous savez, je l'ai dit dans une question à Mme la ministre et malheureusement, ce n'est pas vous qui avez répondu. Ce fut le leader. Parce que le leader s'est senti visé et piqué, parce que je lui avais dit, dans la question, par votre intermédiaire, qu'il avait été un mauvais planificateur et une personne qui se trouvait obligée de faire en sorte que l'Assemblée nationale et les commissions siègent à des heures indues. Je posais ma question à la ministre de la Santé de façon bien précise. Je lui disais: Mme la ministre de la Santé, vous qui avez été le fer de lance des coupures budgétaires du président du Conseil du trésor - qui rentre à l'instant même, c'est quasiment prédestiné, quant à moi, ce soir - dans le secteur de la santé. Quoique vous disiez, voilà que vous devenez "la" fer de lance...

Mme Lavoie-Roux: "La" fer de lance!

M. Jolivet: Oui, "la" fer de lance. Je fais bien exprès pour ne pas dire "le" fer de lance.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

M. Jolivet: Dans le fond, c'est ça. Vous riez, Mme la ministre, mais je ne trouve pas ça drôle d'être la personne francophone au Québec qui fait cela dans un secteur, de façon, semble-t-il, bien anodine et sous le couvert de l'humanitaire. Je ne dis pas que ce n'est pas bien, Mme la ministre, de vouloir agir de façon humanitaire. Ce n'est pas ça que je dis. Je dis que vous utilisez un moyen pour faire des choses qui ne sont pas tout à fait ce que vous voulez.

Vous laissez quasiment sous-entendre, dans un projet de loi qui s'intitule: Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux, que les gens qui ont besoin de services dans les hôpitaux, dans les centres locaux de services

communautaires et dans l'ensemble des centres de services sociaux, n'ont pas ces services-là en anglais. Voyons donc! Les services sont donnés. On pourrait longuement vous dire qu'effectivement, des choses sont faites, que ce soit au CLSC Parc Extension, puisqu'on est dans le thème... D'ailleurs, je vois arriver le député de Laurier qui est d'origine grecque. On dit: Près de la moitié de la clientèle est d'origine grecque. Collaboration à la création d'une table de concertation interethnique qui a pour but d'identifier les problèmes communs, logements, sécurité et propreté de quartiers, transport, et enfin d'apporter l'ensemble des solutions. Ce sont les mêmes activités et intervenants que ceux de Côte-des-Neiges. Au CLSC Saint-Louis du Parc, 30 % du personnel est néo-québécois, 40 % si on s'en tient au personnel affecté aux services à la clientèle; réceptionnistes et téléphonistes parlent trois langues; infirmières, auxiliaires familiales et travailleuses sociales grecques et portugaises; agents d'accueil de six nationalités différentes.

On pourrait longuement énumérer l'ensemble des services qui sont donnés. Au CLSC Rivière-des-Prairies, personnel qui reflète la composition culturelle du territoire. Au CLSC Outremont, importante communauté juive. Au CLSC Centre-ville, il y a deux personnes de la communauté chinoise qui siègent au conseil d'administration. Au CLSC Côte-des-Neiges, une infirmière est juive orthodoxe. Des cours de français sont axés sur le développement de l'autonomie pour personnes âgées. Vous avez des activités telles que les cours prénataux en vietnamien, en espagnol, en portugais; des soirées d'information à l'intention des réfugiés de la mer, de groupes de personnes âgées, etc.

Donc, on ne doit pas laisser entendre qu'il n'y a pas de services. Il y a des services. S'il y a des services, il faut se poser la question: Pourquoi arrivons-nous à un projet de loi qui, sous le principe de soins humanitaires... Écoutez, vous, quelle que soit la langue que vous parlez... Je donne l'exemple d'un francophone qui est de la partie québécoise francophone et qui s'est retrouvé, à un moment donné, dans un hôpital aux États-Unis et qui, malheureusement, pour une raison qui lui appartient, n'avait pas la facilité de communiquer en anglais. Il était dans un hôpital à cause d'un accident, à cause d'un incident. Vous voyez? Il n'avait pas des soins dans sa langue. On pourrait poser la question à l'inverse. Un Américain qui décide de se rendre au Japon ou en France et qui ne parle ni le japonais ni le français peut être pris dans les mêmes circonstances.

Donc, il s'agit de savoir si le projet de loi a pour but de donner à des gens des services en anglais ou si le but inavoué -

c'est là un des dangers que je vois - de ce projet de loi n'est pas plutôt d'apporter à ces personnes une structure bilingue, une structure anglaise, comme on connaît cette structure dans le secteur de l'éducation: les écoles primaires et secondaires, les écoles de niveau collégial, les écoles de niveau universitaire. Il y a un service parallèle en anglais qui existe au Québec en vertu de la loi - on a eu l'occasion d'en discuter cet après-midi - constituant le ministère de l'Éducation qui vient de l'ensemble que l'on connaît au point de vue historique entre la communauté francophone et la minorité anglophone. Est-ce que le but du projet de loi est de donner des services? Il ne servirait pas à grand-chose de l'avoir, puisque déjà les services sont donnés. Est-ce que c'est de faire autre chose? C'est la question qui me préoccupe.

Le gouvernement présente donc le projet de loi 142 comme étant un geste humanitaire, une sorte de mesure sociale qui permet aux gens d'expression anglaise d'être soignés en langue anglaise. Si on prenait la définition très large de notre député de Notre-Dame-de-Grâce, on pourrait arriver à dire qu'une personne qui est d'expression anglaise est une personne qui parle anglais. C'est assez large comme définition.

Je reprends un texte qui a été donné à ce sujet et qui a paru dans le journal du 9 décembre, qui est un autre modèle social. On dit: "Le député Reed Scowen est vu, avec son collègue Christos Sirros, comme l'un des architectes de ce projet de loi." Je ne sais pas si c'est vrai. Je ne sais pas si c'est vouloir donner à ces deux personnages trop d'importance étant donné que c'est la ministre qui le présente, mais en tout cas.

"Depuis son entrée en politique en 1978, dit l'article de Jean-Jacques Samson, après avoir travaillé à la commission Pépin-Robarts avec Mme Solange Chaput-Rolland notamment, M. Scowen a tenté sans relâche, et parfois maladroitement, de faire partager sa vision d'un Québec vraiment multiculturel. Maladroitement, dit le texte, parce que son "forcing" sur la question linguistique et certaines déclarations périlleuses sur le sujet, lui ont sans doute coûté le poste de ministre auquel il avait droit." C'est là une opinion de journaliste. On n'est pas obligé de la partager.
(23 heures)

Une chose est certaine c'est que, effectivement, il n'est pas ministre. Il est adjoint au premier ministre dans un poste qui semble lui plaire de temps en temps et, parfois, moins lui plaire parce que parfois il est en Chambre, parfois il n'est pas là, et il est souvent plus en dehors qu'en Chambre. Mais, ce que laisse entendre le projet de loi, c'est que certains bénéficiaires, des enfants, des personnes âgées anglophones n'ont pas de services à leur disposition. Cela m'inquiète,

si c'est cela que veut colporter l'ensemble du projet de loi.

Le gouvernement ne présente pas la réalité telle qu'elle existe, si c'est cela qu'il veut. Les services sont dispensés à la communauté anglophone, j'en ai donné des exemples tout à l'heure, ainsi qu'aux communautés allophones dans les centres hospitaliers, les CLSC, les CSS et les centres d'accueil. Les services disponibles, quels sont-ils? Au niveau des centres hospitaliers, l'Association des hôpitaux du Québec, dans un mémoire qu'elle a présenté à la ministre, indique que ces services sont offerts, sont accessibles depuis longtemps des centres hospitaliers aux bénéficiaires qui sont d'expression anglaise, compte tenu de leurs ressources et de leur organisation, et ce, conformément aux articles 4 et 5 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Le Centre des services sociaux du Montréal métropolitain dessert une population francophone et allophone. Chaque année, le Centre de services sociaux du Montréal métropolitain offre à son personnel un programme de formation aux réalités ethniques, qui est la réalité de Montréal, ainsi qu'un programme de formation spécialisée en collaboration avec le Centre interculturel Monchanin. Plusieurs membres du personnel d'origines ethniques diverses peuvent communiquer dans différentes langues.

Le projet de loi n'a pas pour but de donner ces services qui existent. Si c'est pour donner ces services, à quoi sert ce projet de loi? J'essaie de montrer, par déduction, que le projet de loi vise un autre objet que de donner des services de santé et services sociaux dans une langue qui est l'anglais. Ils sont déjà donnés aux anglophones et, dans certains cas, en d'autres langues aux allophones. Je le répète et c'est connu de tous, il y a dans différents secteurs d'activité de Montréal des services qui sont donnés à cette clientèle. Quels services donne le Centre de services sociaux du Montréal métropolitain? Les services migrants et immigrants. Clientèle voulant adhérer au statut de réfugié, presque 2000 demandes par mois dans un an. Les "illégaux" à Montréal, dans certains cas, les touristes en difficulté, les itinérants canadiens, les immigrants reçus, les mineurs référés par la protection de la jeunesse en vue de placement en famille d'accueil forment la clientèle. Quels sont les services qui sont donnés? Aide psychosociale, conseiller en immigration, personnel dans les hôtels pour l'hébergement des requérants au statut de réfugié et, au 1er décembre, 900 personnes étaient hébergées dans les hôtels. Leur séjour est d'environ trois semaines.

Quel est le personnel maintenant au centre? Il y a 28 personnes pour 26,5 postes.

Quelles sont les nationalités de ces personnes? Il y a des Haïtiens, des Égyptiens, des Polonais, des Hollandais, des Péruviens, des Chiliens, des Québécois parlant espagnol et anglais et interprètes sur appel. Donc, les services sont-ils oui ou non donnés? La réponse est évidente. Oui. Si les services sont donnés, à quoi rime le projet de loi 142?

On rappellera que le Centre des services sociaux du Montréal métropolitain offre des services aux requérants au statut de réfugié. Quand on regarde ces choses, on dit: À quoi sert un tel projet de loi, si les services sont donnés à ces personnes qui les demandent? Le conseil régional du Centre des services sociaux du Montréal métropolitain et le CLSC de Montréal ont répertorié les ressources disponibles dans les établissements du réseau des CLSC pouvant donner des services aux allophones et aux anglophones. Un service de restaurant permet ainsi, par exemple, à un bénéficiaire vietnamien se présentant au CLSC Côte-des-Neiges de recevoir les services d'un travailleur social d'un autre CLSC, qui est d'origine vietnamienne et qui parle sa langue.

Je pense que la question qu'il va falloir se poser, c'est: Pourquoi amener un tel projet de loi devant l'Assemblée nationale actuellement, si c'est pour donner des services qui existent déjà? Si c'est pour les perfectionner, ce n'est pas nécessaire de faire adopter un projet de loi. Il s'agit simplement de donner les ressources nécessaires. Si c'est une question de ressources manquantes, la ministre n'a qu'à les donner dans les CLSC, les CSS, les centres régionaux des services de santé et des services sociaux de l'ensemble du territoire et la chose est réglée. Il faudrait que la ministre, qui a plié devant le président du Conseil du trésor, retourne le voir, refasse ses devoirs et demande au président du Conseil du trésor des sommes additionnelles pour donner les services qui manquent. Si ce n'est pas cela, c'est parce que la loi veut faire autre chose. Si la loi veut faire autre chose, est-ce que le président du Conseil du trésor va donner plus ou moins d'argent? S'il n'en a pas pour l'un, il n'en aura pas pour l'autre.

Donc, il est évident que le but n'est pas de donner des services qui existent déjà, ni de les augmenter parce qu'ils sont là, et le président du Conseil du trésor ne veut pas lui en donner plus. C'est parce qu'il y a autre chose, il y a une anguille sous roche. Quelle est cette anguille sous roche? Quel est le phénomène qui nous amène à discuter des heures et des heures - il est maintenant 23 h 15 et quand j'aurai terminé mon intervention, d'autres interviendront - à des heures qui dépassent minuit dans bien des cas, à des heures qui nous forcent à travailler dans d'autres commissions, parce

que j'arrive d'une autre commission parlementaire? Je pense qu'effectivement, la ministre, je vais continuer à le dire, est "la" fer de lance de toute cette velléité de ce gouvernement qui, à mon avis, a une politique linguistique, celle de bilinguisme. Peut-être que les gens rient quand je le dis mais, effectivement, c'est cela. Il y a une politique de rendre les services dans des structures bilingues parallèles aux structures qui existent dans le secteur de l'éducation.

Le projet de loi 142, s'il avait pour effet de donner les services qui ont été donnés sous le gouvernement du Parti québécois... Par des ententes administratives, on n'aurait pas besoin d'un projet de loi. Le projet de loi n'est pas le statu quo et il menace, comme je le disais dans ma question, une langue qui, elle, est menacée. L'anglais n'est pas menacé en Amérique du Nord. C'est le français qui l'est et qu'il faut prendre soin de protéger. Donc, contrairement aux déclarations du député de Laurier, le projet de loi 142, à mon avis, ne consacre pas le statu quo. S'il le faisait, seulement par des mesures administratives il pourrait régler les problèmes de ressources disponibles. Il a pour effet d'intégrer les communautés culturelles aux anglophones et de créer un réseau parallèle d'établissements anglophones comparable, comme je le disais et je le redis encore, à ce qui existe dans le système d'éducation au Québec. Par le fait même, le projet de loi 142 vient briser un consensus social qui avait été établi par la loi 101, consensus social que l'on sait, aujourd'hui, en difficulté et en péril à cause de l'arrivée d'un gouvernement qui paie sa dette électorale à un groupe à qui il avait dit qu'il réglerait les "irritants" - entre guillemets - de la loi 101 qui avaient déjà été corrigés par nos collègues bien avant.

Le député de Mercier qui est en arrière de moi est une personne qui a participé à permettre, à la suite de discussions et de décisions prises en cette Assemblée, d'enlever ces irritants. Le projet de loi met en danger la paix sociale en ne tenant aucunement compte des équilibres qui sont délicats, qu'il faut maintenir et qui permettent au français de survivre. La lutte est continuelle pour la survivance du français au Québec. Je n'accepterai jamais d'être accusé d'être un peureux et d'être sur la défensive. Je ne suis pas sur la défensive, je veux défendre ce que je suis. Je veux que mes enfants aient cette défense que je leur ai procurée aujourd'hui. Dans ce sens, je n'accepterai jamais de me faire dire que je suis un peureux, parce que ce qui est menacé au Québec ce n'est pas l'anglais, c'est le français.

Le projet de loi 142, je le disais tout à l'heure, utilise les termes "toute personne d'expression anglaise". Avec les corrections qui seront apportées, est-ce qu'on pourra se

permettre de corriger cette situation? Cela a, dans notre esprit, pour but de faire en sorte que les allophones soient intégrés à la collectivité anglophone du Québec et à ce moment deviennent bénéficiaires d'un réseau parallèle de services anglophones au Québec, comme il en existe un dans l'éducation.

Maintenant, que comme membres de l'Opposition nous prenions tous les moyens à notre disposition pour faire en sorte que cette loi soit retirée, que cette loi ne passe pas, je vous le dis, je suis d'accord, malgré le fait que j'ai averti la ministre de la Santé et des Services sociaux qu'elle nous faisait siéger dans des conditions parfois pénibles depuis le début des activités de la session intensive, à des heures impossibles, comme celles qu'on a vécues la semaine passée, qu'on a vécues hier soir et qu'on va probablement vivre ce soir. On pourrait nous donner cette réponse: Écoutez, si vous voulez avoir une bonne santé, allez donc vous coucher et laissez donc ça, on va adopter la loi. Non, non. Ce n'est pas cela. On va prendre les moyens qui sont à notre disposition comme membres de l'Opposition pour empêcher que cette loi ne soit adoptée au Québec. (23 h 10)

J'entends dire de l'autre côté qu'elle va être adoptée quand même. Nous allons prendre tous les moyens pour éviter qu'elle ne soit adoptée. Mais quand vous aurez décidé de l'adopter par des motions de clôture, par le bâillon vous en subirez les conséquences, parce que nous croyons qu'effectivement cette loi ne doit pas être adoptée parce qu'elle met en péril nos services et notre langue française au Québec. Et moi, comme individu, je ne l'accepterai jamais, même si le député de Laurier se cache le visage entre les deux mains pour exprimer peut-être qu'il ne me craint pas ou qu'il n'a pas peur de moi.

Je vais vous dire une chose, ce n'est pas la question d'avoir ou de ne pas avoir peur, c'est la question de défendre ce que je crois. Le député de Laurier et le député de Notre-Dame-de-Grâce défendent ce qu'ils pensent. Je ne peux en aucune façon leur en vouloir. Je le redis. Ils défendent leurs promesses électorales, les propositions qu'ils ont faites, mais je ne crois pas que ce soit celles que l'ensemble des Québécois veulent. Ce qu'ils veulent c'est être, comme ils ont toujours été, recevants, accueillants, capables de donner à l'ensemble de cette minorité qui est anglophone les services auxquels elle a droit mais pas au détriment des services que les francophones ont le droit d'avoir et qui doivent demeurer au Québec comme étant les services défendus par ceux qui sont la majorité au Québec qui, elle, est francophone mais accueillante envers la minorité anglophone et envers tous les autres groupes ethniques, comme nous l'avons toujours été et comme nous allons continuer de l'être. En

conséquence, M. le Président, je voterai contre cette loi et je prendrai tous les moyens comme député pour faire en sorte que cette loi ne soit pas adoptée au Parlement du Québec.

Le Vice-Président: M. le député de Laurier.

M. Sirros: Deux questions de règlement, M. le Président. Premièrement, en vertu de l'article 212 et, deuxièmement, si le député le permet, j'aimerais lui poser une question en vertu de l'article 213.

Le Vice-Président: D'accord. Nous allons commencer par l'article 212.

M. Sirros: Deux choses en vertu de l'article 212, M. le Président. Premièrement, à plusieurs reprises, le député et d'autres avant lui ont fait référence à une citation de ma part disant que c'était le statu quo. Je pense que c'était dans le Journal de Montréal d'il y a environ quinze jours ou trois semaines à peu près. J'aimerais simplement...

M. Jolivet: M. le Président, question de règlement.

Le Vice-Président: Oui, une question de règlement. Un instant. Question de règlement. J'imagine, M. le député de Laviolette que c'est à savoir si le député de Laurier l'a mentionné dans son discours ou non. Exactement...

M. Jolivet: M. le Président...

Le Vice-Président: Oui. Allez-y.

M. Jolivet: ...effectivement, vous avez raison. Le député fait allusion à quelque chose qui a paru dans un journal. Il prendra le droit de parole auquel il a droit, mais en vertu de l'article 212 il n'a aucune correction à apporter. Je n'ai pas entendu ces mots dans son discours mais on les a entendus en dehors de la Chambre.

Le Vice-Président: Bon. Effectivement, sur la mise au point concernant l'article 212, M. le député de Laurier, je dois ici vous mentionner que l'article 212 prévoit que tout député estimant que ses propos ont été mal compris ou déformés peut donner de très brèves explications sur le discours qu'il a prononcé. Encore faut-il à ce moment-là que les paroles sur lesquelles vous voulez faire la correction soient des paroles que vous ayez prononcées dans votre discours à ce moment-ci. Puisque c'est dans un article de journal, ce n'est pas le moyen approprié. Il faudrait le faire dans le cadre d'une intervention à une autre étape du projet de loi ou d'une

autre façon, quand le règlement pourra vous permettre de faire une intervention à l'Assemblée. M. le député de Laviolette, s'il vous plaît.

Maintenant, M. le député de Laurier, deuxième point, en vertu de l'article 213, vous demandez la permission...

M. Sirros: J'ai un autre point en vertu de l'article 212.

Le Vice-Président: Un autre point en vertu de l'article 212. Je vous écoute.

M. Sirros: Sur le premier point, si le député ne veut pas avoir d'explication je comprends, il a raison. Concernant l'autre point, il ne s'agit pas de propos, mais tout à l'heure le député a fait référence au geste que j'ai fait en me mettant la tête entre les mains. C'était strictement...

Le Vice-Président: M. le député de Laurier, malheureusement, encore une fois, ce n'est pas une possibilité de correction ou d'information sur notre règlement. À ce moment-ci, je comprends qu'en vertu de l'article 213 vous voulez poser une question au député de Laviolette. Est-ce que le député de Laviolette autorise le député de Laurier à lui poser une question?

M. Jolivet: M. le Président, le député...

Le Vice-Président: Un instant!

M. Jolivet: Un instant!

Le Vice-Président: Un instant! Je lui demande à l'instant même s'il accepte ou non une question. Est-ce que vous acceptez ou non, M. le député de Laviolette?

M. Jolivet: M. le Président, le député de Laviolette n'ayant rien à cacher, pouvant répondre s'il est capable de répondre à une question, accepte la question du député de Laurier.

Le Vice-Président: Très bien. Je fais simplement la mise au point immédiatement que vous pouvez poser une question. Évidemment, la question et la réponse doivent être brèves.

M. le député de Laurier.

M. Sirros: Ma question sera brève, avec un très court préambule, M. le Président, juste pour l'expliquer. Le député a souvent dit lors de son discours que l'adoption du projet de loi laissait sous-entendre qu'il n'y avait pas de services, qu'il y avait une situation épouvantable au niveau des services en anglais à travers le Québec, chose que nous n'avons jamais dite ici.

Ma question est la suivante: J'aimerais

demander au député, en suivant la même logique qu'il a utilisée pour faire ce parallèle, si, au moment où l'Assemblée nationale a voté la Charte des droits et libertés de la personne du Québec, cela voulait dire qu'il n'y avait pas de droits et libertés au Québec, M. le Président.

Le Vice-Président: Là-dessus, M. le député de Laurier, je vais permettre une réponse, quoique ce n'est pas une... On est presque dans le cas d'une demande d'opinion. Cela est très ténu sur le sens, la possibilité de la poser au niveau du règlement. Je vous ai laissé poser la question, j'accorderai une brève réponse de 10 secondes à M. le député de Laviolette.

M. Jolivet: M. le Président, je vais reprendre à l'inverse. Ce que j'ai dit, le député l'a mal compris; alors, je vais corriger ce qu'il a eu comme compréhension et, ensuite, il ne posera plus cette question. D'abord, je n'ai pas dit que l'adoption du projet de loi, j'ai dit que la présentation du projet de loi laisse entendre que - je laisse mon texte - certains bénéficiaires, enfants, personnes âgées et anglophones, n'ont pas de services à leur disposition. Dans ce contexte, je dis: il laisse sous-entendre, et j'ai donné les raisons pour lesquelles je disais qu'il y avait des services. En conséquence, ce n'est pas ce qu'il laisse sous-entendre, c'est autre chose. Cette autre chose, ce sont des structures parallèles en anglais dans les services de santé et les services sociaux que veut instituer... Je l'ai dit, c'était par l'inverse que je voulais faire ma preuve. Le député n'a pas compris.

Le Vice-Président: Bon, d'accord. Très bien, M. le député de Laviolette. Ceci met fin à la question de règlement sur l'article 212.

Je reconnais maintenant Mme la députée de Maisonneuve.

Mme Louise Harel

Mme Harel: Merci, M. le Président. Je pense qu'il faut faire l'examen de ce projet de loi à la lumière de l'ensemble des politiques et gestes qui ont été posés par le gouvernement depuis son arrivée au pouvoir. Je pense que ce qui vicie plus que tout sans doute l'attitude que le gouvernement maintient face à la question linguistique, c'est cette illusion qu'elle constitue un problème à résoudre, que la langue, au Québec, aurait donné lieu à des problèmes qu'il faudrait maintenant résoudre à la satisfaction de ceux qui ont été irrités par les lois qui, dans le passé, ont été adoptées.

Cette façon de voir la langue comme un problème à résoudre est certainement le principal problème. La langue est d'abord et

avant tout un bien commun, collectif et individuel, et une sorte de propriété qu'il nous faut gérer et c'est cette gestion qui est certainement à envisager sans penser qu'il y aura des solutions définitives qui, une fois pour toutes, viendraient ne plus permettre d'entreprendre la gestion de cette question qui, nous le savons, au Québec, sera toujours une question à l'ordre du jour et sera toujours une question qui non seulement préoccupera, pas dans le sens d'inquiéter, mais qui intéressera au premier chef l'ensemble des Québécoises et des Québécois. (23 h 20)

Pourquoi est-ce important, M. le Président? Parce que, quand on pense que c'est un problème à résoudre, il faut trouver des solutions et, pense-t-on de l'autre côté, des solutions qui s'avéreront définitives. De là le projet de loi déposé par le ministre de l'Éducation au printemps dernier, projet de loi qui, pensait le ministre de l'Éducation, allait venir résoudre la question de l'illégalité des étudiants admis à l'enseignement de la langue anglaise sans en avoir le droit, en vertu des lois canadiennes et québécoises. Il faut se rappeler que les enfants qui étaient dans ces écoles n'auraient pu, pour un bon nombre d'entre eux, au titre de la clause Canada incluse dans la Charte canadienne des droits et libertés, profiter de l'enseignement de l'anglais dans les institutions publiques du Québec.

C'est donc un projet de loi qui allait à l'encontre non pas de la clause Québec que contenait la loi 101 lors de son adoption, mais de la clause Canada contenue dans la Charte canadienne des droits et libertés. C'est un projet de loi que le ministre de l'Éducation a présenté à l'encontre des dispositions, des règles du jeu en usage ici pour envoyer ses enfants à l'école anglaise.

C'est important, M. le Président, parce que nous nous retrouvons en face d'une loi qui veut encore une fois apporter une solution définitive, mais qui va entraîner, à mon point de vue, de nouvelles situations qui vont nécessiter qu'on y remédie, un peu comme c'est le cas maintenant dans l'enseignement, parce que le ministre de l'Éducation s'est retrouvé malencontreusement confronté, il y a à peine quelques semaines, avec une nouvelle démarche de la commission scolaire protestante du Grand Montréal, le PSBGM, qui, cette fois, dépose une requête devant les tribunaux après avoir obtenu, en 1984, d'invalider la clause Québec que contenait la loi 101 et après avoir obtenu cette loi qui, en vertu des lois du Québec, légalisait l'accès pourtant illégal d'enfants qui auraient dû se retrouver à l'école commune, à l'école française, mais qui étaient illégalement acceptés à l'école anglaise. Donc, après avoir obtenu toutes ces dispositions, après avoir obtenu cette invalidation, le PSBGM déposait une requête,

cette fois pour obtenir l'invalidation de l'application de la clause Canada, M. le Président.

C'est donc dire que ce sont là des démarches incessantes. Ce qu'il faut comprendre dans le domaine de la langue, c'est que c'est un équilibre qui est fragile, précaire et où la volonté politique doit être manifestement à la portée des citoyens pour qu'ils sachent de façon très claire le signal qui leur est envoyé en cette matière. Je dirais, M. le Président, que c'est là que le bât blesse avec le projet de loi devant nous. La loi 101 a fait du français au Québec pas seulement la langue officielle - la langue officielle, c'est la langue de l'État - mais, plus encore, la loi 101 en fait une langue commune. Une langue commune, cela veut dire des institutions communes qui dispensent également des services auxquels a accès l'ensemble des citoyens.

Je relis à cet effet ce que l'on retrouvait dans la Charte de la langue française: "L'objectif qu'elle poursuit, dit-on, et la dynamique sociale qui est censée en résulter, n'est pas d'institutionnaliser le bilinguisme dans les activités et les communications publiques au Québec. Son objectif est au contraire d'enrayer le bilinguisme officiel au Québec, comme aussi le bilinguisme public utilisé de façon systématique." Est-ce que cela veut dire qu'on est contre le bilinguisme? Pas du tout. Au contraire, le bilinguisme personnel, je dirais même plus, le trilinguisme personnel est souhaitable pour l'ensemble des citoyens du Québec. Bien au contraire, il faut massivement, comme société, investir dans l'apprentissage des langues pour que chaque Québécoise, chaque Québécois puisse avoir l'usage non pas seulement de sa langue maternelle, mais d'une deuxième langue, d'une troisième langue et plus encore. Il faut certainement en faire un objectif de société qu'au Québec les Québécoises et les Québécois soient individuellement plus riches de l'usage de plusieurs langues, et de la langue anglaise en particulier.

M. le Président, ce dont il s'agit, ce n'est pas du bilinguisme souhaitable pour les individus, c'est du bilinguisme institutionnalisé dans une société qui, en Amérique du Nord, est le foyer des francophones. Et là, une question se pose. Non pas seulement quelle est la langue officielle, la langue de l'État, mais quelle est la langue commune?

Cette question n'est pas résolue, parce que c'est une question qui suppose un degré d'adhésion des citoyens, mais qui suppose également que pour parler cette langue commune, on en ait besoin. Un bon nombre d'entre nous, évidemment, la parlons pour l'avoir apprise sur les genoux de notre père ou de notre mère dans notre tendre enfance et l'avons apprise par nécessité pour

communiquer avec notre entourage, pour communiquer avec des êtres qui nous étaient chers. Mais nous savons qu'un bon nombre de nos nouveaux concitoyens que nous accueillons et qui nous adoptent à l'âge adulte - je veux parler en particulier de tous ceux qui nous rejoignent comme immigrants - doivent avoir clairement le message que la langue commune, pas seulement la langue officielle au Québec, est le français. Ce message doit se traduire par la nécessité de devoir, dès leur arrivée, utiliser cette langue commune. Que vaut une langue commune qui n'est pas nécessaire? La nécessité, M. le Président, pour un immigrant qui s'installe ici, c'est soit de pouvoir gagner sa vie, soit de pouvoir circuler ou se déplacer dans une ville en utilisant cette langue, soit d'obtenir des services s'il en a besoin.

Vous savez, actuellement, il sait certainement ce qui fait l'âpreté du débat linguistique actuel, parce que ce débat linguistique se fait alors que s'affirme une crise démographique et c'est l'enjeu principal. Il faut quand même ne jamais oublier qu'actuellement francophones comme anglophones du Québec ont un taux de natalité tel qu'ils ne maintiennent pas les générations, en termes clairs, qu'ils ne permettent pas de se reproduire et que l'immigration, qui est souhaitable et qui est à tous égards une richesse non seulement culturelle et sociale, mais aussi économique dans une société, est l'enjeu principal de l'actuel débat linguistique. Seront-ils francisés ou anglicisés?

J'en veux pour preuve, M. le Président, des données du recensement de 1981, qui révélaient que la force d'attraction de l'anglais comme langue d'usage demeurait supérieure à celle du français au Québec. Ces données du recensement nous permettent de constater quels sont les transferts linguistiques. Un transfert linguistique, c'est quand vous abandonnez votre langue maternelle au profit d'une autre langue d'usage. Eh bien, les transferts linguistiques venaient confirmer, par une étude de Statistique Canada que la langue anglaise faisait des gains chez tous les membres des communautés culturelles du Québec et que le français reculait partout au Canada. Ces données, qui sont incontestables, permettent d'affirmer une évidence: la survie et le développement de la langue française en Amérique du Nord, chez nous, demeurera toujours une entreprise difficile, qui a besoin d'être soutenue par une volonté politique claire.

M. le Président, c'est là que le bât blesse, je le répète, avec ce projet de loi. Les anglophones, nous le reconnaissons, ont droit à des services dans leur langue. Là n'est pas la question de ce projet de loi. La question est bien plus fondamentale. Je reprends la question qui était formulée par

le journaliste du Devoir qui la posait dans des termes clairs et de la façon suivante: si les anglophones ont droit à des services dans leur langue que nous reconnaissons, sur qui doit reposer l'obligation de leur en assurer l'exercice? Les institutions communes à tous ou celles propres à la minorité anglophone? Mais, je pose une autre question, M. le Président. Quelles institutions doivent assurer l'exercice de ce droit à la santé et à l'éducation pour les membres des communautés culturelles? Les institutions communes à tous ou les institutions propres à la minorité anglophone? (23 h 30)

C'est une question qui peut indisposer, mais c'est une question fondamentale. C'est une question certainement importante quand on sait que 92 % des nouveaux arrivants au Québec s'installent à Montréal et quand on sait, de façon incontestable, que deux personnes sur trois choisissent la langue anglaise. C'est une question qui est fondamentale, puisque nous savons que, dans la mesure où le français n'est pas la langue commune, elle n'aura pas de force d'attraction chez les nouveaux arrivants qui maintenant - nous sommes en mesure de le constater - vont assurer le développement démographique du Québec, puisque ce ne sera plus le taux de natalité.

Il y quelques décennies, à peine vingt ans, le partage était différent. Grosso modo, on se disait que les Canadiens français du Québec faisaient suffisamment d'enfants pour laisser aux Canadiens anglais du Québec les immigrants. Mais il faut bien constater que cette réalité a fondamentalement changé. Ce n'est pas sans raison qu'en 1968, après quatre ans où le taux de natalité du Québec... C'est un record - paraît-il - mondial que l'Espagne va bientôt atteindre. Mais c'est un record absolument extraordinaire puisque comme société, comme colonisation européenne avec le plus haut taux de fécondité au monde, on est passé à un des plus bas taux de fécondité. En l'espace de quatre ans, de 1964 à 1968 il y a une chute de 33 %. C'est un phénomène de civilisation, un phénomène de société qu'il ne faudrait quand même pas attribuer au divorce puisqu'il n'existait pas, il n'était pas légalisé, qu'il ne faudrait pas attribuer aux interruptions de grossesse, puisqu'elles n'étaient pas encore d'usage courant, ni permises, ni même disponibles, ni non plus aux moyens de contraception puisqu'ils n'étaient pas en vente libre.

C'est un phénomène de société. Ce phénomène de société s'est associé à ce qu'on a appelé la Révolution tranquille et les Québécois ont décidé, en 1968 exactement, de créer le ministère de l'Immigration parce qu'ils ont décidé de prendre leur responsabilité en matière d'intégration des nouveaux arrivants. Cette responsabilité est

essentielle parce que, je le répète encore, il faut que le contrat social que l'on propose aux nouveaux arrivants soit clair. Il faut que le signal qu'on leur transmet soit clair. Sinon, pourquoi investiraient-ils l'énergie que cela demande pour apprendre une langue, pour apprendre la nôtre? Si, pour gagner leur vie, circuler dans la ville, communiquer, se faire servir et se faire soigner, ils peuvent le faire dans la langue anglaise, cela peut leur paraître la langue qui leur permettra une mobilité, si tant est qu'ils veuillent plus tard, eux qui ont dû quitter leur terre d'origine, se déplacer sur ce continent.

Un investissement va être fait pour apprendre une deuxième langue et il faut que ce soit le français, parce que la troisième langue est moins certaine. Vous savez, quand vous avez déjà votre langue maternelle en usage à la maison et que vous avez à consacrer de l'énergie à l'âge adulte pour en apprendre une deuxième pour gagner votre vie, il est assez rare que vous ayez la disposition d'esprit pour en apprendre une troisième. Il faut que la volonté politique soit claire et à cet égard, il faut avoir la volonté d'écarter tout ce qui peut s'appeler bilinguisme institutionnel.

Cela ne veut pas dire - et je le répète - évidemment, d'écarter ce souci d'un bilinguisme personnel. Cela veut dire carrément d'écarter tout projet d'institutionnaliser le bilinguisme dans les institutions. Cela, M. le Président, c'est un projet de société. Cela s'appelle un projet de société auquel on peut convier les nouveaux arrivants. Cela s'appelle une volonté collective de vivre et d'avoir ici la langue commune qui est le français. J'entendais Gérald LeBlanc, un journaliste bien connu, qui écrit des chroniques hebdomadaires dans le journal *La Presse* et qui disait, dans une émission radiophonique, avoir demandé à se faire servir en français dans un restaurant du quartier grec de Montréal pour se faire répondre: "Do you speak Greek, you?"

Le message était clair, M. le Président. Pour beaucoup de gens des communautés culturelles, la langue française, comme la langue portugaise, comme la langue grecque et comme la langue italienne, sont des langues sur le même pied et il ne faut pas leur demander d'apprendre leurs langues respectives puisque la langue commune est l'anglais. C'est fondamentalement contre cela qu'il faut s'élever.

En regard du projet de loi, M. le Président, la conviction que j'ai acquise à la lecture du projet de loi, des articles et des déclarations qui se sont faites, c'est que c'est un projet de loi qui veut remédier à la décision concernant le centre hospitalier de St. Mary's. Vous vous rappelez peut-être, M. le Président, que la Commission de protection de la langue française avait fait enquête sur la disponibilité des services en

français au centre hospitalier de St. Mary's pour se rendre compte que ces services n'étaient pas disponibles et pour conclure qu'il était inadmissible qu'un malade francophone au Québec, en 1985, soit obligé de se battre pour qu'on communique avec lui en français dans un hôpital anglais. Je pense aux gens de Saint-Henri. S'il y en a quelques-uns qui nous écoutent ce soir, ils le savent très bien, eux à qui on a promis pendant 40 ans un hôpital qu'ils n'ont jamais eu, qu'ils ont dû génération après génération se faire servir dans les hôpitaux anglophones. Plus encore, j'ai moi-même comme organisatrice communautaire dans Pointe-Saint-Charles, connu des gens qui étaient dépressifs, qui vivaient des dépressions nerveuses et qui, croyez-le ou pas, se faisaient soigner dans des hôpitaux psychiatriques anglophones de l'ouest de Montréal et qui s'étaient fait offrir des services de thérapie de groupe en anglais. Ces personnes étaient dans un état de choc, incapables de réagir, et je me rappelle leur avoir demandé comment allait la thérapie pour me faire dire que cela n'allait pas très vite, étant donné que dans le groupe elles ne pouvaient pas beaucoup comprendre puisqu'elles ne parlaient pas très bien anglais.

M. le Président, il y a un problème de fond qui n'est pas encore résolu au Québec: c'est le droit d'obtenir des services sociaux et de santé en français dans les institutions, quelles qu'elles soient. Je rappellerai que les hôpitaux anglais du Québec ne sont pas des établissements privés où l'on accepte les malades à partir de critères de bienveillance ou de condescendance. Ce sont des établissements publics subventionnés par les contribuables québécois et qui devraient être ouverts de plein droit à toute la population du Québec, y compris la population francophone qui devrait pouvoir y obtenir des services en français.

Je pense que le message qui est contenu dans ce projet de loi, compte tenu de la rédaction et du libellé des dispositions qu'on y retrouve... Je dois vous dire que je prêche et que je plaide pour un accueil et une générosité qui ne doivent pas se démentir de la part des Québécois de toute origine à l'égard des nouveaux arrivants. Mais je dois vous dire que pour les Turcs - je sais qu'il y a peut-être 1500 Turcs qui se sont présentés à l'aéroport de Mirabel depuis quelques semaines, deux mois peut-être - pour ceux-là qui ont comme langue seconde l'anglais, pour eux aussi le message doit être clair. Je pense que nous avons à les accueillir généreusement - et nous sommes une des sociétés qui les avons accueillis à ce point généreusement que plus de la moitié des réfugiés au Canada sont au Québec parce qu'ils peuvent obtenir, dès leur arrivée, la carte soleil, la carte d'assurance-maladie qui

leur permet d'obtenir des soins de santé que requiert leur situation quand ils sont réfugiés - mais il faut que clairement le signal qui leur est donné soit qu'ici au Québec ça se passe en français. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: Je cède maintenant la parole à Mme la ministre déléguée à la Condition féminine.

Mme Monique Gagnon-Tremblay

Mme Gagnon-Tremblay: Merci, M. le Président. Au cours des dernières semaines, la population du Québec a eu droit à une publicité tapageuse autour des intentions du gouvernement vis-à-vis de sa politique linguistique. Nous avons eu droit à un débat souvent artificiel et où triomphaient les procès d'intention. Si bien que la population, à mon avis, n'a pu être informée convenablement des véritables motifs qui ont guidé notre gouvernement dans sa volonté de faire adopter par cette Chambre le projet de loi 142.

Je tenais à prendre part au débat d'aujourd'hui afin de rétablir certains faits et d'expliquer, une fois de plus, les principes qui guident notre gouvernement dans notre volonté d'améliorer l'accessibilité des services sociaux à une partie importante de la population québécoise.
(23 h 40)

Je désire intervenir dans ce débat au nom des électrices et des électeurs de mon comté de Saint-François, ainsi qu'au nom des citoyennes et citoyens de l'Estrie. En leur nom, je veux féliciter chaleureusement ma collègue, la ministre de la Santé et des Services sociaux, pour le respect qu'elle éprouve à l'égard de 11 % de la population de mon comté, en voulant leur assurer l'accès à des services sociaux dans leur langue maternelle. C'est un geste qui sera remarqué par la très vaste majorité de la population.

Au nom de cette même population, qui a toujours fait preuve d'un esprit d'ouverture et de justice, je veux aujourd'hui lancer un appel aux membres de l'Opposition, pour qu'on cesse d'entretenir artificiellement un climat de méfiance et d'incompréhension vis-à-vis d'un geste purement humanitaire que s'apprête à poser notre gouvernement, en voulant faire adopter le projet de loi 142.

Sans vouloir rappeler les déclarations antérieures du chef de l'Opposition alors qu'il était au gouvernement, j'aimerais indiquer à cette Chambre que nous savons pertinemment que les membres de l'Opposition sont parfaitement d'accord avec la position de principe du gouvernement à l'égard du projet de loi 142 et que ce n'est que par pur motif stratégique qu'il s'oppose à l'adoption de ce projet de loi.

Les membres de l'Opposition font une

grave erreur, M. le Président, en adoptant une telle attitude, attitude qui pourrait se retourner contre eux. Un survol rapide de la situation qui prévaut en Estrie suffira, j'espère, à convaincre les membres de cette Assemblée et, en particulier, la députée de Johnson qui connaît bien la région de l'Estrie, de la pertinence d'adopter le projet de loi 142.

La région de l'Estrie compte une population qui s'élève à 242 865 personnes. Parmi celles-ci, nous retrouvons environ 212 000 personnes qui utilisent le français comme langue maternelle au foyer, alors qu'un nombre d'environ 26 000 personnes utilisent la langue anglaise, soit 10,6 % de la population de l'Estrie.

Ces chiffres permettent donc d'affirmer que l'Estrie constitue l'une des trois régions du Québec, avec les régions de Montréal et de l'Outaouais, comptant une forte concentration de population anglophone. La coexistence harmonieuse entre les communautés francophones et anglophones de l'Estrie constitue, sans nul doute, une des caractéristiques les plus connues au titre des relations entre les deux communautés fondatrices du Canada.

D'ailleurs, l'histoire des relations de ces deux communautés montre peu de conflits en Estrie. Fait peut-être plus significatif - cela pourra rassurer les membres de l'Opposition - le quotidien local, La Tribune, menait, il y a quelques semaines, une enquête sans prétention scientifique, afin de vérifier si la loi 101 était respectée dans l'agglomération de Sherbrooke.

Au terme de cette étude, le quotidien a été amené à conclure que la loi 101 était respectée dans cette région, puisqu'on n'avait trouvé qu'une seule affiche qui contrevenait à la loi 101. C'est donc dire, M. le Président, qu'il serait malhonnête d'invoquer le faux débat autour de la loi 101, pour chercher à réfuter la situation linguistique caractérisée par le respect, la tolérance et la compréhension qui prévaut en Estrie.

L'Estrie est une région où règne une paix linguistique exemplaire et où les droits de la majorité francophone sont respectés, et cela, même si cette région compte près de 11 % de ses concitoyens et concitoyennes dont la langue maternelle est l'anglais. En tant que gouvernement responsable, avons-nous le choix de faire fi des problèmes particuliers de cette partie importante de la population d'une région, au seul profit d'une opposition en mal de cohésion? À cette question, M. le Président, je veux me faire l'écho d'une très vaste majorité de la population de ma région et répondre non. Je réponds non, parce que je sais que la population anglophone de l'Estrie éprouve des problèmes particuliers auxquels nous avons, comme gouvernement responsable, le devoir de trouver des solutions.

Une étude réalisée, il y a quelques années, par le sociologue Garry Caldwell indiquait une tendance très nette de diminution de la population d'expression anglaise de la région de l'Estrie conjuguée à des phénomènes de vieillissement de la population et d'exode des jeunes. Les conséquences de ces phénomènes démolinguistiques à l'échelle d'une région comme l'Estrie ne sont pas toujours faciles à saisir dans toute leur complexité. Néanmoins, on peut aisément comprendre qu'une population vieillissante éparpillée dans de petites localités et parlant une langue différente de la majorité peut éprouver certaines difficultés d'accès en matière de services sociaux.

Face à une telle situation, il serait facile de se demander pourquoi n'apprennent-ils pas le français pour régler leurs problèmes? Cette argumentation démagogique ne peut résister très longtemps à la réalité des faits. Connaissez-vous beaucoup de personnes qui font l'apprentissage d'une nouvelle langue après 50 ans? Les changements linguistiques se font toujours sur une longue période. On peut d'ailleurs avoir une excellente idée de ce phénomène en parcourant le chapitre 41 du livre des historiens Linteau, Durocher, Robert et Ricard qui vient tout juste de paraître sous le titre *Le Québec depuis 1930*. En page 546, on peut y lire qu'il y a eu au Québec une progression considérable du bilinguisme chez les Québécoises et les Québécois dont la langue maternelle est l'anglais. En 1961, 28,7 % de nos concitoyens de langue anglaise parlent français. Ce chiffre atteint 53,4 % en 1981. Ces données indiquent clairement une volonté de nos concitoyens et de nos concitoyennes de langue anglaise d'apprendre le français.

Il serait cependant illusoire, M. le Président, d'exiger cela de ceux qui ont atteint un âge mûr. C'est pourtant ce que semble indiquer l'attitude adoptée jusqu'à maintenant par les membres de l'Opposition qui refusent à la communauté anglophone de ma région et du Québec, en s'opposant au présent projet de loi, l'accès à des services sociaux convenables dans leur langue maternelle. Comme s'il était possible qu'un citoyen ou une citoyenne de langue anglaise, recevant des soins psychiatriques dans sa langue maternelle, puisse constituer une menace à notre identité culturelle. Quelle blague, M. le Président!

L'Estrie est une région qui compte 11 % de ses concitoyens et de ses concitoyennes dont la langue maternelle est l'anglais et qui ont un besoin croissant de services sociaux à cause du phénomène du vieillissement de la population. Au cours de la dernière campagne électorale, j'ai eu l'occasion de rencontrer plusieurs personnes âgées qui résidaient soit dans des centres

d'accueil ou soit dans des HLM. J'ai constaté à quel point ces personnes âgées sont démunies. J'ai constaté qu'un rien les affecte. Le seul fait pour elles de savoir qu'elles ne pourront se faire comprendre dans leur langue en cas de maladie est suffisant pour les rendre malades. Et cela, l'Opposition semble l'ignorer, M. le Président. L'Opposition semble ignorer l'inquiétude qui hante ces personnes âgées. Nous ne demandons pas de bilinguiser le Québec. Nous demandons seulement de permettre officiellement à ces personnes de recevoir des services de santé dans leur langue.

Le projet de loi 142 vient simplement corriger une situation existante. Il ne crée pas de nouveaux établissements ni de systèmes parallèles de services sociaux et de santé, contrairement à ce que l'Opposition véhicule. Il permettra seulement de désigner les établissements qui auront le mandat spécifique d'offrir des services sur le plan régional à leur communauté d'expression anglaise. Tous ces établissements devront continuer de respecter la Charte de la langue française. Ils devront offrir en français, à la population du Québec, tous les services qu'ils dispensent.

Notre parti politique qui forme maintenant le gouvernement s'était engagé, au cours de la dernière campagne électorale, à accorder à la communauté anglophone le droit de recevoir des services sociaux et de santé dans sa langue. J'ai personnellement pris cet engagement dans mon comté qui compte une forte proportion de la population anglophone vieillissante. J'ai l'intention de respecter cet engagement. C'est la raison pour laquelle je voterai pour ce projet de loi. Je voterai pour ce projet de loi, parce qu'il s'agit d'un projet de loi plus équitable dans une société juste et soucieuse du respect d'autrui.

(23 h 50)

Les orientations principales du projet de loi 142 répondent parfaitement bien à la problématique des citoyens et citoyennes de langue anglaise de l'Estrie et du Québec. Il n'est pas inutile de rappeler ces orientations. Il affirme le pouvoir et la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux d'assurer que les services reflètent les particularités linguistiques et socioculturelles de chaque région. Il affirme clairement que les personnes d'expression anglaise ont le droit de recevoir des services sociaux et des services de santé dans leur langue. Il donne clairement aux conseils régionaux la responsabilité d'établir des plans qui assureront que les services sociaux et de santé soient disponibles en anglais. Enfin, il édicte des règlements qui permettront au ministre de donner à certains établissements le mandat de desservir la communauté d'expression anglaise à l'échelle régionale.

Par ce projet de loi, le gouvernement

sera en mesure de permettre à une partie importante de la population de l'Estrie et du Québec d'avoir accès à des services sociaux lui permettant de répondre adéquatement à ses besoins, tout en respectant les droits de la majorité francophone.

C'est donc pour ces diverses raisons qu'il me fera plaisir d'appuyer cet excellent projet de loi présenté par ma collègue, la ministre de la Santé et des Services sociaux, que je tiens à féliciter au nom de la population que je représente à l'Assemblée nationale. Je me ferai donc un devoir de voter pour ce projet de loi humanitaire. J'invite l'Opposition à réfléchir, à réviser sa position et à voter avec nous pour l'adoption de ce projet de loi.

Le Vice-Président: Je cède maintenant la parole au député de Mercier.

Des voix: Bravo! Nous sommes solidaires. Ne nous quittez pas, j'ai des choses à vous dire.

M. Gérald Godin

M. Godin: Merci, chers collègues. Je vous enverrai mon texte, Mme la ministre.

Le projet de loi 142 m'étonne. En effet, après dix ans dans ce Parlement et après six ans comme ministre, nous avons attendu en vain que les anglophones du Québec dénoncent une situation où ils n'auraient pas eu des services dans leur langue où que ce soit au Québec. Ma mère est infirmière de métier depuis toute sa vie à Trois-Rivières. Je lui ai posé la question: Qu'est-ce que vous faisiez à l'hôpital Saint-Joseph de Trois-Rivières quand il y avait un patient anglophone? La réponse est simple. Spontanément, les infirmières, les médecins, le personnel technique se regroupaient pour composer une équipe bilingue qui règle les problèmes des malades dans la langue anglaise.

Je peux vous dire que nous avons eu vent que plusieurs organismes cherchaient des cas où les anglophones avaient été maltraités dans une autre langue que la leur au Québec et on n'en a pas trouvé. Par ailleurs, on a connu un cas à St. Mary's, où une dame âgée, du même âge que celle évoquée par Mme la députée de Saint-François, a été traitée dans une langue autre que la sienne, c'est-à-dire la langue anglaise. L'enquête a démontré qu'elle avait alors été victime d'un stress inacceptable, de l'avis des enquêteurs et des médecins qui s'étaient penchés sur le cas.

De qui relève maintenant l'obligation pour un hôpital anglophone de Montréal de traiter des patients francophones qui les fréquentent en très grand nombre? Du comité conjoint des hôpitaux anglophones qui doit soumettre à chaque année, à l'Office de

la langue française, une liste de postes où la langue française est obligatoire.

D'ailleurs, j'ai adopté la loi 57 en cette Chambre, il y a quelques années, de manière que le personnel en contact avec les patients francophones puisse parler français. L'an dernier, j'ai posé la question à la ministre responsable de la langue française, Mme la vice-première ministre, lui demandant si des ententes avaient été signées entre l'OLF et le "Joint Committee". Elle me disait avec peu d'empressement que, malheureusement, elle n'avait pas de rapport à nous faire lors de l'étude des crédits de son ministère.

Je constate un empressement furibond, je dirais, de la part de ce gouvernement à rendre les services aux anglophones, qui n'ont pas eu à se plaindre une fois en dix ans, alors qu'ils ont cherché désespérément des causes. Par rapport aux patients francophones dans les hôpitaux anglophones, il y avait une sorte de lenteur désespérante de l'OLF et de la ministre, d'ailleurs, à se préoccuper de savoir si les postes qui étaient requis pour être francophones l'étaient vraiment devenus.

M. le Président, si le projet de loi part d'un bon naturel... Je ne pense pas que les amis libéraux d'en face ici - mes amis en fait - le député de Notre-Dame-de-Grâce, le député de Saint-François et le député de Saint-Henri soient au coeur d'un complot contre le français au Québec, mais je constate qu'ils sont beaucoup plus sensibles aux personnes âgées unilingues anglophones au Québec qu'aux personnes âgées unilingues francophones qui n'ont pas les services qu'elles veulent avoir dans les hôpitaux anglophones de Montréal. Je suggérerais à mon collègue de Notre-Dame-de-Grâce de demander à l'hôpital St. Mary's si la liste des postes obligatoirement bilingues est maintenant soumise au "joint committee" et si, effectivement, le travail s'est fait.

Ce qui distingue les deux côtés de la Chambre, M. le Président, dans ce domaine, c'est que nous avons à coeur d'abord et prioritairement l'état de santé des patients francophones dans les hôpitaux anglophones de Montréal, alors qu'eux ont à coeur le sort des patients anglophones dans les hôpitaux francophones du Québec, à Trois-Rivières, Sherbrooke et ailleurs. Donc, tant que la priorité n'aura pas été donnée de leur part aux patients francophones dans les hôpitaux anglais de Montréal, pourquoi, nous, appuierions-nous un projet qui met une priorité là où elle n'est requise d'aucune manière, ainsi que le démontrent les enquêtes faites depuis dix ans? Trouvez-nous un seul cas - comme le disait le ministre Bourassa après 1970, lorsqu'il était premier ministre - un seul cas dans un hôpital de Sherbrooke, de Trois-Rivières, de Gaspé où un patient anglophone ne reçoit pas des traitements dans sa langue. Il n'y en a pas, M. le député de Notre-Dame-de-Grâce, il n'y

en a pas! Parce que, spontanément, dans les hôpitaux francophones du Québec, quand un patient qui ne parle pas le français se présente, on s'organise pour qu'il ne soit pas stressé par la question linguistique et qu'il soit traité dans sa langue. C'est ce que ma mère m'a dit et mon père, qui était médecin, me l'a aussi confirmé à l'époque où il était vivant.

Je constate que leur priorité, c'est l'inquiétude, imaginaire pour l'instant, M. le Président, qu'il y aurait des patients anglophones maltraités au Québec, alors que l'enquête à St. Mary's a démontré qu'il y avait des cas de traitements inadéquats à St. Mary's et non pas ailleurs. Tant qu'on n'aura pas en main des ententes écrites et contresignées par l'office de la langue avec les hôpitaux anglophones de Montréal sur les postes obligatoirement bilingues, nous devons retenir notre appui à ce projet de loi qui part d'un bon naturel et qui, au fond, défend le principe élémentaire, qu'on a, nous aussi, défendu en cette Chambre, que le patient a toujours raison et que sa langue doit être respectée par ceux qui le soignent. Autrement on assiste à l'apparition de stress et, comme le disait tout à l'heure le député de Saint-François, les personnes âgées sont malades de ne pas parler leur langue dans un hôpital.

Nous voulons donc que la priorité soit d'abord donnée aux patients francophones dans les hôpitaux anglais de Montréal. Quand ce sera fait, nous verrons si nous ne nous rallierons pas à la position prise par le gouvernement libéral. En attendant cela, M. le Président, nous voterons contre et jusqu'à la fin. Merci beaucoup, M. le Président.

Le Vice-Président: Je cède maintenant la parole à M. le député de Saint-Jacques.

M. André Boulerice

M. Boulerice: M. le Président, la ministre de la Santé et des Services sociaux insiste pour que le Parlement siège très tard, mais maintenant, j'ai l'impression qu'elle est allée se coucher. Je ne sais pas si c'est un manque de courage, mais nous, en tout cas, on va tenir. Il y a des appels de citoyens à mon bureau de comté de Saint-Jacques qui nous disent: Continuez, ne lâchez pas! Et c'est ce qu'on va faire toute la nuit; cela ne passera pas.

Il est dommage que notre ministre de la Santé et des Services sociaux ait quitté parce que j'avais deux bonnes questions à lui poser tout de suite au départ. La première, c'est que j'ai eu le plaisir, pour une rare fois, d'écouter le téléjournal en direct et non pas en différé et elle disait très suavement au téléjournal ce soir: Vous savez, de toute façon, ils vont à l'hôpital anglophone. À ce moment-là, je me dis: Pourquoi vient-elle

nous présenter sa loi ce soir? Pourquoi vient-elle nous présenter une loi là-dessus si elle répond de façon aussi naïve qu'elle l'a fait ce soir au téléjournal?

La deuxième question que j'aimerais lui poser... Encore là, c'est dommage qu'elle ait décidé de quitter le Parlement au moment où elle nous force à rester à cause du projet de loi qu'elle présente. D'ailleurs je ne devrais peut-être pas la blâmer, je la sens tellement malheureuse d'être obligée de faire ce travail, moi qui l'ai connue très longtemps lorsqu'elle était à la CECM. Comme j'étais à la commission scolaire de Chambly, on se voyait régulièrement. Je la sens malheureuse, je ne peux pas m'empêcher d'avoir un certain mouvement de sympathie envers elle. Ce n'est pas facile de faire, comme on dit au Québec, une "job" de bras. Je comprends qu'intérieurement elle ne doit pas se sentir confortable, mais il faut quand même que je pose mes questions, M. le Président.

(Minuit)

La ministre est un monument de consultation au Québec; on l'a vu en commission parlementaire, vendredi, quand on lui a suggéré de consulter des gens, elle les a balayés du revers de la main du premier jusqu'au dernier. Il y a quand même une question que j'aurais voulu lui poser, c'est ma deuxième. Vous, Mme la ministre, qui privilégiez la consultation, j'aurais aimé savoir si vous avez consulté, avant, pendant et pour la rédaction de ce projet de loi, Alliance Québec. Je lui pose la question, j'aimerais qu'elle me donne la réponse. Est-ce qu'elle a consulté, pour discussion ou pour la rédaction du projet de loi, le groupe Alliance Québec? J'aimerais qu'elle réponde à cette question. Ce serait peut-être intéressant et cela pourrait éclairer le débat qu'on est en train de faire ce soir parce qu'il s'agit d'un projet de loi linguistique - hospitalier, dit-on, pour les fins de présentation - mais c'est un projet de loi linguistique qu'on est en train de présenter. Un projet de loi linguistique qui va à l'encontre de la Charte de la langue française, de son esprit autant que de sa lettre. On emploie un vocabulaire d'un pathétique, M. le Président: pour des raisons humanitaires. Un de mes collègues l'a dit, on croirait assister à la fondation de la Croix-Rouge. C'est vrai que, moi, dans mon esprit, confier au gouvernement actuel la promotion du français, c'est un peu la même chose que si on avait donné la présidence de la Croix-Rouge à Dracula.

Pour des raisons humanitaires, on est en train d'utiliser ce trompe-l'oeil, ce camouflage pour dissimuler cette mauvaise conscience à faire cette "job" de bras qui se fait actuellement avec le projet de loi 142, qui non seulement va vouloir... Et elle est députée du comté de L'Acadie. Dans le

comté de L'Acadie, il y a une très forte proportion d'électeurs qui sont des Québécois d'origine arménienne, et je les salue, Parev! Ces gens, je les connais bien, j'ai de longues relations d'amitié avec eux, mais jamais Zareh Souroozian ou Toros Bouchakian ou Temiesd Jian ne sont venus lui demander une loi comme celle-là. Jamais ils ne me l'ont demandée à moi non plus, parce qu'ils reçoivent des services dans des centres francophones et ils les reçoivent dans leur langue. Aucun membre de la communauté arménienne, qui est éminemment et exceptionnellement, je m'en réjouis, présente dans le comté de L'Acadie, n'est venu se plaindre d'avoir reçu de mauvais services. Au contraire, ils étaient contents, ils sont fiers de recevoir ces services auprès d'institutions francophones, auprès du seul et unique réseau qui doit exister au Québec et ils sont bien servis, d'ailleurs.

Il y a - on en a fait mention - le CLSC Parc Extension où la moitié de la clientèle est d'origine grecque, comme il y a d'ailleurs beaucoup de citoyens d'origine grecque dans mon comté, la plupart commerçants, d'ailleurs, excellents restaurateurs que je vais visiter le plus souvent possible et, pourquoi pas, un petit verre d'ouzo à mon collègue de Laurier. Ces gens ont une table de concertation interethnique au CLSC Parc Extension. Vous connaissez bien ce CLSC, M. le député de Laurier? Le CLSC Saint-Louis du Parc, on vous en a parlé, est-ce que vous souhaitez que je vous en reparle moi aussi ce soir? Il y a le CLSC Centre-Ville; j'en ai parlé hier soir à la motion de scission. Le CLSC Centre-Ville dispense des services en langue chinoise et même dans deux dialectes, en mandarin et en cantonais, il faut le faire. Il y a le CLSC Centre-Sud, CLSC envers lequel la ministre de la Santé et des Services sociaux, jeudi soir dernier, en commission, lançait de grossières accusations qu'on va relever bientôt. Le CLSC Centre-Sud a un personnel qui reflète la diversité linguistique du centre-sud de Montréal. Il a des dépliants, des brochures, des documents qui sont traduits dans les langues qui sont parlées dans le comté de Saint-Jacques, qui sont le vietnamien, l'anglais, l'espagnol, le portugais. Au CLSC Côte-Saint-Luc, on parle 12 langues; au CLSC Côte-des-Neiges, pour respecter même la religion d'une communauté importante au Québec qui est la communauté d'origine juive, il y a une infirmière orthodoxe.

Après cela, on vient me faire accroire... La ministre vient nous dire qu'il n'y a pas de services et qu'il faut absolument consacrer pour des raisons humanitaires aux communautés culturelles qui sont venues enrichir de leur culture, de leur travail, mais, voulant adhérer spontanément à la majorité francophone, ils n'ont absolument

pas... Ne faites pas vos valises, Mme la ministre, ce n'est pas fini votre projet de loi. Ils sont en train, M. le Président, de nous faire croire que ces gens n'ont absolument rien, que c'est la tristesse, la désolation, qu'il n'y a pas de services.

Ma collègue de Maisonneuve vous a parlé de St. Mary's. Vous vous rappelez, Mme la ministre, cette brave Québécoise francophone qui est morte à St. Mary's. Voulez-vous qu'on en parle? Aimeriez-vous cela qu'on en parle? Vous avez juste à vous rasseoir à votre fauteuil et on va vous parler de cet épisode assez triste au Québec. Que je sache, dans les deux plus importants hôpitaux de Montréal qui sont deux centres universitaires... Est-ce un adieu que nous vous faisons, Mme la ministre? Dans les deux plus importants centres hospitaliers universitaires de Montréal qui sont Saint-Luc et Notre-Dame avec du personnel extrêmement qualifié, il n'y a pas un citoyen du Québec, quelle que soit sa langue, qui n'a pas reçu les services les plus professionnels et les plus adéquats. Cela se fait dans des hôpitaux francophones. Mais on ne semble pas vouloir - puisqu'on voit son départ précipité - parler du cas St. Mary's. On l'oublie, celui-là. Il n'est pas important celui-là. Un hôpital où les séances du conseil d'information, même s'il y avait la présence de nombreux francophones, se faisaient exclusivement en langue anglaise.

Vous savez, on est capable de prendre le téléphone dans l'Opposition, pour appeler des gens et avoir de l'information parce qu'on connaît des gens sérieux. Ces gens-là sont capables de nous dire ce qui se passe dans les milieux. Plus on fouille, M. le Président, plus on trouve l'argumentation qui nous permet de rejeter carrément ce projet de loi que la ministre est en train de nous présenter qui est un trompe-l'oeil, qui est un faux-fuyant, M. le Président.

Si on veut continuer dans les services qui sont offerts: CLSC Saint-Léonard, il y a des cours prénataux aux femmes haïtiennes. Cela se fait même en créole, M. le Président. Parce qu'on sait qu'il y a certaines femmes haïtiennes, récemment arrivées au Québec, qui ne parlent pas le français international que, nous, nous parlons, qui ne comprennent que le créole. Eh bien, les services sont offerts en créole.

Je vois même mon collègue et ami, malgré tout, le député de Sainte-Anne, chez qui il y a un CLSC - je ne sais pas s'il est au courant; il doit être content - qui offre même des services en néerlandais, qui est une langue que je parle malheureusement très mal, mais avec beaucoup d'amitié pour des amis qui habitent les Pays-Bas. Mais, si mes amis néerlandais venaient visiter et nécessitaient des soins de santé, il y a un CLSC francophone, M. le député de Sainte-Anne, qui pourrait les aider parce qu'on y

parle le néerlandais.

Venez donc me chanter encore la romance de l'humanité de présenter un projet de loi comme le projet de loi 142. Quand on sait que l'humanité, M. le Président, elle se pratique quotidiennement, tous les jours, à quelque heure que ce soit, dans les établissements du réseau actuel. Quelle est la vraie raison de changer cela? Je n'ai pas encore été capable d'entendre la ministre donner une réponse très claire là-dessus. Va-t-elle la donner? Elle a déjà quitté. Allons-nous l'avoir demain, après-demain? Quand? Quelle est la raison fondamentale?

(0 h 10)

C'est une loi linguistique, M. le Président, qui n'a rien à voir avec les services de santé. C'est prouvé. Nous avons les meilleurs services de santé. Ils sont accessibles à tous et dans la langue qui leur convient. Ce sont des services de grande qualité. On a juste à se rappeler - cela va vous impressionner, j'espère; ce n'est quand même pas n'importe qui - que le sénateur Kennedy était venu voir notre réseau de santé et était retourné à Washington en disant que c'était un des meilleurs au monde. Je ne comprends pas, ajoutait-il, que notre pays, les États-Unis d'Amérique, ne soit pas capable de s'en donner un pareil. Alors, qu'on ne vienne pas nous faire croire qu'on a un système de santé boiteux, avec des gens qui n'ont pas de services ou de très mauvais services. C'est une loi linguistique qui va avoir pour effet de diminuer la force d'attraction nouvelle que commençait à prendre le français auprès des Québécois de nouvelle souche, celles et ceux qui arrivent au Québec, qui ne sont pas nécessairement francophones, mais qui sont "franconisables", des gens qui vont s'intégrer harmonieusement à notre communauté. Rien ne les empêchera de maîtriser une seconde langue, en plus de la première qui est la leur, qui est leur langue maternelle. Cela pourrait être l'anglais. Ils pourront facilement dialoguer avec mon collègue, le député de Notre-Dame-de-Grâce.

Mais le projet de loi que nous présente in absentia Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux est un projet de loi linguistique. C'est une cachotterie. Cela ne vise qu'à vouloir attirer vers des institutions... C'est une minorité qui bénéficie dans ce pays de 100 fois plus de services que n'importe quelle minorité dans n'importe quel autre pays au monde. Chacun d'entre vous a été capable de faire quelques voyages dans sa vie et a rencontré des pays où il y avait des minorités. A-t-il trouvé des minorités aussi bien servies qu'au Québec? Je le mets au défi de me prouver le contraire. Je compte jusqu'à trois. Y en a-t-il un qui va être capable de se lever? Il n'y en a pas. Il n'y a aucun pays au monde qui est plus humain. L'humanité, tournez-la vers les

Québécois francophones. Il n'y a pas société plus accueillante, plus humaine que la nôtre. Nos poètes l'ont même chantée. Tous les jours, les travailleuses et les travailleurs du système hospitalier en témoignent.

Mais on voudrait bien attirer ces nouvelles communautés qui arrivent au Québec et les faire rejoindre le camp d'une minorité, dite minorité anglophone au Québec, qui, je l'avoue, est un peu abasourdie de se retrouver dans un rôle minoritaire, alors qu'elle sait fort bien que c'est une illusion d'optique, que la minorité anglo-saxonne au Québec est une immense majorité en Amérique du Nord, à 40 contre 1.

Vous, de la compagnie d'en face, qui êtes tellement forts en chiffres, vous devez bien connaître ce que cela signifie, ce que cela représente, des chiffres. Vous ne souffrez surtout pas de "discalculie". 40 contre 1. Qui est menacé? Qui peut s'appuyer sur qui? Le francophone ne peut s'appuyer que sur lui-même. Potentiellement, c'est ce qu'il voulait en ce qui concerne les nouveaux et les nouvelles qui vont venir chez nous et que nous allons accueillir les bras ouverts.

Mais, vous, vous pouvez vous appuyer sur un continent au complet, qui va de l'est jusqu'à l'ouest et du nord jusqu'au sud. Cessez de donner cette illusion fausse, cette illusion d'optique, de faiblesse apparente que vous êtes supposés avoir alors que tout, au départ, dit que vous avez la force, un réseau complet, une aisance économique que souvent on vous envie et que bien des francophones n'ont pas. Mais vous avez travaillé pour l'avoir, je vous le reconnais. Je suis content pour vous et vous payez vos impôts au Québec, c'est merveilleux. C'est quand même les francophones qui paient 80 % des impôts. C'est cela, la générosité et l'humanisme des Québécois francophones, M. le Président, de soutenir de ses deniers un ensemble d'établissements pour les minorités qui vivent sur son territoire. Les humanistes, ce sont nous les Québécois francophones. Donc, qu'on n'essaie pas d'employer de nouveau le faux-fuyant des raisons humanitaires quand on sait fort bien que c'est pour camoufler une malveillance, une loi linguistique sous vocable hospitalier qui n'a absolument rien à voir avec l'état, la qualité et la dispensation géographique des services de santé au Québec.

Je terminerai, M. le Président, en vous disant qu'en Amérique du Nord, au Québec, la langue française qu'on veut préserver et défendre vous aide à vous différencier. M. le député de Notre-Dame-de-Grâce, vous êtes un anglophone différent des autres anglophones nord-américains parce que vous vivez dans une société majoritairement francophone. Cela vous distingue; cette différence à laquelle nous tenons tant, nous,

sur ce continent et qui est menacée vous permet de vous distinguer vous-même. Leonard Cohen, qu'on connaît bien et qui est un merveilleux chanteur québécois, ne chante pas de la même façon et n'exprime pas les mêmes sentiments que s'il était né à Toronto, à Vancouver, à Winnipeg ou à Moose Jaw. Le fait pour lui d'être né et de vivre dans une ville majoritairement française où il a tous les services lui permet d'exprimer dans sa langue d'usage, qui est l'anglais, des sentiments et une sensibilité différente. Pour cela, il y a un prix très minime à payer et qui est de donner aux francophones et au français des outils essentiels pour sa préservation. C'est toujours le même discours que je vous tiendrai pour cette différence qui vous profite à vous aussi. Êtes-vous capable d'y mettre le prix? Le prix est très minime, M. le député de Notre-Dame-de-Grâce. J'espère que vos collègues consentiront eux aussi à payer ce prix minime pour qu'il y ait un peuple différent sur ce continent qui accepte et encourage la différence de celles et ceux qui viennent s'ajouter à lui, comme il l'a toujours fait dans le passé, le fait dans le présent et, pour que tout le monde comprenne, "shall do it in the future". Merci, M. le Président.

Le Vice-Président Je cède la parole à Mme la députée de Johnson.

Mme Carmen Juneau

Mme Juneau: Merci beaucoup, M. le Président. Vous savez, je n'avais pas l'intention d'intervenir sur le projet de loi 142, étant donné que je dois participer aux travaux de la commission sur la loi 119. Le travail de préparation que nous devons faire pour intervenir sur une loi a été très minime quant à moi puisque j'ai été très occupée sur l'autre projet de loi. Vous savez, lorsque j'ai entendu ma collègue de l'Estrie, la ministre déléguée à la Condition féminine, je n'ai pas pu faire autrement que de venir ici en Chambre pour discuter quelques minutes. Je ne prendrai certainement pas les 20 minutes qui me sont allouées, mais je tenterai pendant quelques minutes d'intervenir sur ce fameux projet de loi.

(0 h 20)

On a entendu plusieurs personnes décrier en cette Chambre le fait qu'on ne donnait pas de services en anglais à certaines personnes. Mais je pense qu'il faudrait savoir si c'est un projet de loi de services sociaux et de santé ou si c'est un projet de loi linguistique. Si on lit les notes explicatives du projet de loi, on se rend bien compte que ce n'est pas un projet de loi qui, éventuellement, viendra corriger une situation de services donnés à une population. J'ajouterais, du reste, que la ministre délé-

guée à la Condition féminine prétendait qu'en Estrie il y avait 11 % d'anglophones. Je ne "démentis" pas ça. C'est vrai qu'on a 11 % d'anglophones en Estrie. Mais elle disait que - et je la crois très sincère puisque je la connais depuis fort longtemps - les personnes âgées étaient inquiètes parce qu'elles ne recevaient pas les services dans leur langue maternelle, et je voudrais la corriger là-dessus.

En Estrie, nous avons un hôpital anglais qui s'appelle Sherbrooke Hospital. Les personnes de langue anglaise reçoivent tous les services auxquels elles sont en droit de s'attendre dans un établissement semblable. Nous avons aussi une institution de hautes études, un cégep qui s'appelle le collège Champlain, à Lennoxville. Nous avons une université aussi, l'université Bishop, à Lennoxville également. Je vois le député de Notre-Dame-de-Grâce qui est aussi natif de l'Estrie et qui connaît très bien le coin. Il sait très bien qu'en Estrie les 11 % d'anglophones que nous avons sont traités sur la main. Ce sont des gens qui reçoivent tous les services possibles et impossibles dans leur langue maternelle. Je suis persuadée que ni le député de Notre-Dame-de-Grâce, ni la ministre déléguée à la Condition féminine, ni le député de Sherbrooke, ni le député de Frontenac, qui fait partie de l'Estrie, ni le député de Richmond, qui est le whip de sa formation politique, ne peut dire le contraire de ce que je dis, à savoir que la population anglophone de l'Estrie reçoit tous les services possibles et imaginables dans sa langue.

Je pense que le projet de loi 142 n'est pas ce qu'on veut bien laisser croire: une réponse à un manque de services de santé et de services sociaux à des personnes autres que des francophones. À mon point de vue, c'est un projet de loi linguistique. Je ne pense pas qu'une personne anglophone ou même allophone, quelle qu'elle soit, se présente dans un établissement de santé et ne reçoive pas les soins que requiert son état. Je pense qu'on est des humains. Lorsqu'arrive une situation où des gens ont besoin de recevoir des soins, que tu parles anglais, chinois, italien ou grec, tu vas recevoir ces soins. Ce n'est pas parce que tu parles une autre langue que le français, lorsqu'on est au Québec, que l'on refuse de te soigner dans ta langue. Ils ne viendront pas me faire accroire qu'on est des gens qui ne se soucient pas de donner les services sociaux et de santé. Ce n'est pas vrai. Jamais je ne croirai cela, M. le Président, qu'on serait assez bas et assez méchant pour priver des gens de recevoir des services et des soins de santé s'ils ne parlent pas le français. Jamais je ne croirai cela. De plus, en Estrie, nous avons tous les services nécessaires pour les gens qui ne sont pas des francophones. Ce sont les 11 % dont parlait

la ministre déléguée à la Condition féminine.

Ce projet de loi n'est pas du tout ce qu'on veut bien laisser croire à savoir que c'est un projet de loi humanitaire ce n'est pas cela du tout. C'est seulement pour changer ce qu'on avait déjà atteint par la loi 101, c'est-à-dire pour amoindrir ce qu'on avait dans la loi 101. C'est tellement vrai, M. le Président, que la ministre marraine de ce projet de loi, la ministre de la Santé et des Services sociaux, a reçu un télégramme provenant des associations de centres d'accueil, de la Fédération des CLSC du Québec, de l'Association des centres de services sociaux, qui disait: On n'a pas besoin de ce projet de loi 142. On n'en a pas besoin du tout. On a été mis sur pied pour donner des soins de santé et non pas pour intervenir dans une langue ou dans une autre. On a été mis sur pied pour donner des soins de santé aux gens qui en ont besoin. Qu'ils soient chinois, grecs, italiens ou anglophones, ils vont recevoir des soins de santé dans ces établissements, car ce qu'ils ont à faire, c'est offrir des soins de santé à ceux qui en ont besoin.

C'est tellement vrai, M. le Président, que le projet de loi 142 n'est pas un projet tel qu'on le décrit que l'Association des hôpitaux du Québec vient corroborer ce que je dis. Est-ce que, de l'autre côté, on va enfin comprendre et cesser de dire au public que ce projet de loi vient corriger une situation, que c'est un projet de loi humanitaire? M. le Président, il faut arrêter de se conter des blagues. Ce projet de loi ne vient pas corriger une situation qui était dramatique. Je veux bien croire que les personnes âgées qui sont malades sont inquiètes, mais, quand on est âgé et malade, on est inquiet dans toutes les langues. On est "insécure" dans toutes les langues, car on ne sait pas ce qui va arriver. Ce n'est pas parce qu'on aura le projet de loi 142, qui aura bel et bien été adopté de force ici, qu'on aura des soins de santé et des services différents de ceux qu'on reçoit aujourd'hui. Je ne le crois pas. On les reçoit déjà. On essaie de sensibiliser l'opinion en disant que le projet de loi 142 corrigera une situation alarmante pour le public. Je ne le crois pas, M. le Président. Je pense que les gens qui ont besoin de soins en reçoivent déjà, et on en a déjà la preuve ici. Si je vous disais que, dans un CLSC, celui de Parc Extension à ce qu'on m'a dit - je ne le connais pas, je le regrette - on parle onze langues. Je ne comprends pas pourquoi on nous oblige ici à parler même durant la nuit - il est déjà minuit et demi - pour intervenir sur un projet de loi qu'il n'est pas nécessaire d'adopter.

Si on disait franchement à la population qu'on veut modifier la loi 101, je dirais: Ils ne sont pas corrects, car je pense que la loi 101 établit une certaine paix sociale au

Québec. C'est ce que je dirais. Mais ce n'est pas correct de dire à la population qu'il faut adopter le projet de loi 142 parce que la population ne reçoit pas de services. Ce n'est pas correct de dire cela à la population.

Les 11 % d'anglophones de l'Estrie ont tous les services possibles. Je ne vous dirai pas que, dans le comté de mon collègue de Nicolet, ils ont tous les services, car je n'ai pas fait d'investigation pour le savoir. Mais, lorsqu'une personne du comté de mon collègue se présente à l'hôpital, dans un cégep ou n'importe où, je suis certaine que, même si on ne comprend pas ce qu'elle dit, on va quand même lui donner les services, dans un CLSC ou ailleurs. On va lui donner les services. On n'est jamais assez méchant pour ne pas donner des services aux gens. Venir leur dire qu'on va leur donner la loi 142, car c'est elle qui va les sécuriser, les protéger et leur donner un service de santé additionnel, ce n'est pas vrai! Il ne faut pas se conter de mensonge. Cela n'a pas de bon sens de dire cela à la population.
(0 h 30)

M. le Président, tous les gens qui vivent au Québec, selon moi, sont chanceux, car ils ne se font pas traiter de la même façon que nos Québécois hors Québec dans d'autres provinces. Nous avons bien soin de notre population qui n'est pas francophone. Nous en avons bien soin et nous sommes respectueux de sa culture, et nous souhaiterions qu'elle aussi le soit de nous.

M. le Président, à mon point de vue, ce projet de loi 142 pourrait bien attendre encore d'être réévalué et réétudié. Je ne pense pas, en aucun instant, qu'une personne du Québec manquerait de soins parce qu'elle ne parle pas le français, parce qu'elle parle une autre langue que le français.

M. le Président, chacun devrait faire un examen de conscience et aller dans son comté voir et s'informer dans les CLSC et dans les hôpitaux. Si vous en avez dans vos comtés, demandez à ces gens pour voir s'ils ont privé une personne de services lorsqu'elle en a besoin. Allez voir, chacun dans vos comtés, et vous allez constater que cela ne presse pas tant que cela pour adopter le projet de loi 142. Je vous remercie, M. le Président.

Le Vice-Président: Mme la députée de Jacques-Cartier.

Mme Joan Dougherty

Mme Dougherty: Merci, M. le Président. Au cours de leur longue existence commune, les communautés québécoises d'expression française et anglaise ont développé leur propre réseau dans le domaine de la santé et des services sociaux. Ces institutions constituent le système sanguin de chaque

communauté. Elles sont la source de la force et de l'identité même de chaque communauté.

En 1971, le Québec s'est engagé à compléter, à améliorer et à rationaliser les services de ce vaste réseau. Inspirés par les recommandations du rapport Castonguay, nos gouvernements successifs ont graduellement implanté une gamme de services gouvernementaux dans le but d'actualiser le principe d'accès universel aux services de qualité à tous les Québécois dans le besoin. En général, cette réforme a respecté les spécificités socioculturelles des réseaux historiques. J'aimerais ici rendre hommage à tous ceux et celles qui travaillent dans les réseaux, qui ont fait des efforts remarquables afin de répondre à une vaste gamme de besoins demandés par une clientèle multiculturelle et multilinguistique.

Ce n'est que depuis récemment que les intentions du gouvernement d'appliquer le principe de sectorisation territoriale des services sociaux et de la santé risquent de priver une bonne partie de la minorité d'expression anglaise des services de qualité dans leur langue. Le principe de territorialité est le suivant: Un résident d'un territoire doit recevoir les services d'institutions situées dans ce même territoire. Le principe n'est pas mauvais en soi et répond très bien aux exigences bureaucratiques de l'universalité. Malheureusement, il ne répond pas nécessairement aux besoins réels des destinataires. Le défaut de cette proposition de territorialité est de prétendre que la société québécoise est homogène et que les institutions qui dispensent les services sont entièrement interchangeables.

La réalité du Québec est toutefois autre. Ce n'est ni une société homogène, ni une société unilingue française. Autrement dit, l'universalité des services qui constitue un principe social fondamental ne signifie pas l'uniformité, parce qu'elle ne constitue pas une garantie de l'universalité.

Nous savons tous que la langue qui constitue le véhicule principal est souvent indispensable dans la dispensation des services. Elle fait partie intégrante des services de qualité. Donc, pour assurer l'accès universel, il faut concevoir une structure de prestation de services qui assure tant aux personnes d'expression française qu'à celles d'expression anglaise l'accès à des services dans leur langue.

On peut dire que c'est une question de bon sens. Oui, M. le Président, c'est une question de bon sens, mais c'est justement parce que le bon sens ne prévaut pas toujours dans les décisions administratives qu'on a besoin de la loi 142. J'aimerais vous donner deux exemples de situations réelles où le bon sens ne s'applique pas actuellement. L'infirmière assignée par l'hôpital de la région au Noranda High School et au Hébert

Elementary School ne parle pas l'anglais. Lorsqu'est venu le moment de donner des cours d'éducation sexuelle, l'infirmière a proposé qu'un parent traduise pour elle. Un deuxième exemple: Le seul centre d'accueil pour personnes âgées d'expression anglaise situé à l'Est du Québec est la St. Mary's Boarding Home à Saint-Jules-de-Casapédia et il pourrait être obligé de fermer ses portes. Les 20 000 personnes d'expression anglaise habitant la Gaspésie se demandent qui s'occupera des personnes âgées d'expression anglaise si cette maison devait fermer. L'autre exemple: le CLSC local a affecté une infirmière unilingue française à la Morin Heights Elementary School et à la Sainte-Adèle Elementary School. Le directeur des services des étudiants à la Laurentian School Board a déclaré que les écoles ont toujours eu des infirmières et des travailleuses sociales bilingues ou d'expression anglaise avant le démantèlement du centre des services sociaux Laurentides en 1983.

Dans la région 06A du Montréal métropolitain, la problématique de la sectorisation territoriale présente des difficultés aiguës. Dans des régions à prédominance française, on trouve des populations d'expression anglaise. De la même façon, des populations d'expression française vivent dans des secteurs à prédominance anglaise. En pratique, les soins et services dans la région 06A ne peuvent s'adapter à la sectorisation territoriale d'une façon absolue et sans discernement. Par exemple, dans le secteur d'ouest de l'île, il existe un établissement "Promotions sociales Taylor-Thibodeau" qui offre des programmes d'accueil, de dépannage, de garderie, ainsi que des services communautaires destinés aux handicapés intellectuels, enfants et adultes. Le réaménagement proposé par le conseil régional de la région 06A limiterait le mandat de Taylor-Thibodeau à la clientèle résidant dans la partie ouest de Montréal. Une famille d'expression anglaise de l'est de Montréal n'aurait plus le droit d'amener son enfant handicapé à Taylor-Thibodeau. Les parents se verraient contraints d'avoir recours à une institution locale qui n'aurait ni l'obligation légale ni la capacité d'offrir des soins à l'enfant dans sa propre langue. (0 h 40)

Les auteurs du projet justifient les restrictions territoriales dans la prestation des services sociaux en affirmant que les institutions seront tenues de desservir tous les groupes linguistiques de la collectivité. Les faits sont cependant tout autres. Il est illusoire de croire que ce scénario s'avérera dorénavant satisfaisant. Il faut dire qu'il y a place pour une solution raisonnable qui respecterait le principe de la territorialité de la dispensation des services sociaux tout en garantissant à la communauté d'expression

anglaise le droit à ses institutions et l'accès à ses propres services.

M. le Président, l'Opposition essaie de monter une offensive de crainte et de préjudice contre le projet de loi 142 afin de détruire le bien-fondé de sa raison d'être. Premièrement, elle prétend que le projet de loi constitue une attaque à la loi 101. C'est faux, le projet de loi ne modifie en rien la loi 101, ne change en rien l'obligation pour tous les établissements du réseau d'être en mesure d'offrir des services en français. Deuxièmement, l'Opposition prétend que le gouvernement libéral veut créer un réseau parallèle pour les anglophones. C'est totalement faux, M. le Président. Le projet de loi maintient le réseau comme tel. Ce que nous demandons aux conseils régionaux dans le projet de loi, c'est l'élaboration d'un plan de services en anglais à partir des ressources disponibles. Le projet de loi ne veut pas dire que tous les services, dans toutes les régions, doivent être bilingues. Au contraire, le projet de loi est une solution réaliste et pragmatique à des difficultés que vivent des personnes pour qui la langue est un instrument essentiel en vue d'un traitement.

La troisième allégation de l'Opposition est que le projet de loi est un complot sinistre afin d'assimiler les communautés culturelles à la communauté anglaise. Pour moi, cette prise de position du Parti québécois est extrêmement lamentable. Pour des allophones, le stress de recevoir de l'aide dans une langue seconde fait partie déjà de leur réalité. Pour ceux qui ne parlent que l'anglais comme langue seconde, et il y en a encore plusieurs, est-ce qu'il est juste et humain de leur demander de chercher de l'aide dans une troisième langue qu'ils ne parlent que difficilement ou peut-être pas du tout?

Les messages véhiculés par les membres de l'Opposition contre le projet de loi sont difficilement conciliables avec leurs déclarations quand ils étaient au pouvoir. En mai 1985, le gouvernement du Parti québécois a rendu public un projet d'accord constitutionnel qui inclut les mots suivants: Le gouvernement du Québec est prêt à s'engager, à inscrire dans ses lois fondamentales le droit de la minorité anglophone de recevoir dans sa langue les soins de santé et les services sociaux. Un mois plus tard, en juin 1985, l'actuel leader de l'Opposition dit: Il faut se mettre à table pour trouver des solutions concrètes afin d'assurer aux bénéficiaires les services dans leur langue sans pour autant faire de bataille politique avec les petits.

Oui, M. le Président, c'est justement ce que nous demandons aujourd'hui. Ne faites pas de bataille politique avec ce dossier. Ne faites pas de bataille politique avec des petits. Tout ce que nous voulons, c'est garantir aux membres de la communauté

québécoise d'expression anglaise que, dans la planification et la prestation des services sociaux et de santé, leur spécificité linguistique sera reconnue parce que c'est la seule façon d'assurer l'accès universel à des services de qualité.

En terminant, M. le Président, je crois qu'il faut rappeler à cette Assemblée qu'il est largement reconnu qu'on perçoit assez aisément les valeurs qui animent une société en observant l'importance qu'elle accorde aux personnes qui constituent ses minorités. Quoi de plus juste et de plus équitable pour une personne malade ou ayant besoin d'écoute que de pouvoir exprimer ses besoins dans la langue de son choix. C'est justement la portée du projet de loi 142 et, pour toutes ces raisons, je crois qu'il est grand temps que l'Assemblée adopte ce projet de loi.

Le Vice-Président: M. le député d'Abitibi-Ouest et leader adjoint de l'Opposition.

M. Gendron: M. le Président, je veux proposer l'ajournement du débat.

Le Vice-Président: M. le leader du gouvernement, est-ce que cette motion est adoptée?

M. Gratton: Oui, M. le Président, cette motion d'ajournement est adoptée puisque nous avons convenu avec l'Opposition d'une façon de procéder pour terminer ce débat demain. Or, je voudrais que nous fassions un ordre de l'Assemblée que, demain, sur l'adoption du principe du projet de loi 142, un premier intervenant de l'Opposition soit suivi d'un intervenant du parti ministériel, d'un second intervenant du parti de l'Opposition et, enfin, de la réplique de la ministre. Donc, deux intervenants de chaque côté. J'indique tout de suite que c'est mon intention d'appeler ce projet de loi 142 dès après les affaires courantes demain matin.

Le Vice-Président: On fait donc un ordre de l'Assemblée que le débat sur le projet de loi 142, pour ce qui est de l'adoption du principe, se termine à notre prochaine séance avec deux intervenants de chaque côté, y compris le droit de réplique de la ministre. Très bien. Est-ce que la motion d'ajournement de nos travaux est adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté. L'Assemblée nationale ajourne donc ses travaux au mercredi matin 10 décembre, à 10 heures.

(Fin de la séance à 0 h 50)